



**SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 1.000.000 EUROS
20 RUE DE L'ARCADE - 75008 PARIS
722 030 277 RCS PARIS**

DOCUMENT DE BASE



En application de son règlement général, notamment de l'article 212-23, l'Autorité des marchés financiers a enregistré le présent document de base le 4 mai 2007 sous le numéro I-07-053. Ce document ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.

Il a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. L'enregistrement, conformément aux dispositions de l'article L.621-8-1-I du code monétaire et financier, a été effectué après que l'AMF a vérifié « si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes ». Il n'implique pas l'authentification par l'AMF des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires du présent document de base sont disponibles sans frais au siège de la société Demos, sur le site Internet de la société www.demosgroup.com ainsi que sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers (<http://www.amf-france.org>).

Dans le présent document de base, sauf indication contraire, les termes « Société » et « Demos » renvoient à la société Demos S.A. Les références au « Groupe Demos » et « Groupe » renvoient à l'ensemble constitué par Demos et ses filiales.

TABLE DES MATIERES

1. PERSONNES RESPONSABLES.....	8
1.1. Responsable du document de base	8
1.2. Attestation du responsable du document de base	8
2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES	9
2.1. Commissaires aux comptes titulaires	9
2.2. Commissaires aux comptes suppléants	9
3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES	11
4. FACTEURS DE RISQUE	15
4.1. Risques propres au Groupe et à son organisation	15
4.1.1. Risques en matière d'acquisitions	15
4.1.2. Risques liés aux actifs.....	15
4.1.3. Risques liés à l'activité du Groupe Demos	15
4.1.4. Risque lié à la qualité des prestations des formateurs	17
4.1.5. Risque de concurrence déloyale des formateurs et de dépendance à leur égard	17
4.1.6. Risque de dépendance à l'égard du dirigeant	18
4.1.7. Risque lié à la concentration du capital	18
4.1.8. Risque de perte ou vol des données opérationnelles	18
4.1.9. Risque de discontinuité de l'activité	19
4.1.10. Risques sociaux	19
4.1.11. Risque lié aux outils de gestion	20
4.1.12. Risque clients	20
4.2. Risques relatifs au secteur d'activité de Demos	20
4.2.1. Risque lié à la conjoncture économique	20
4.2.2. Risques liés à des facteurs de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique pouvant influencer les opérations de l'émetteur	21
4.3. Risques financiers.....	22
4.3.1. Risque de liquidité.....	22
4.3.2. Risque de taux	23
4.3.3. Risque de change	24
4.3.4. Risques liés aux engagements hors bilan	25
4.4. Risques juridiques et fiscaux	26
4.4.1. Droits de propriété intellectuelle sur les supports de cours	26
4.4.2. Risques liés au statut des formateurs	27
4.4.3. Faits exceptionnels et litiges	28
4.4.4. Risque fiscal	28
4.4.5. Assurances.....	28
5. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR.....	32
5.1. Histoire et évolution de la société	32
5.1.1. Dénomination sociale	32

5.1.2. Registre du Commerce et des Sociétés	32
5.1.3. Date de constitution et durée de la Société	32
5.1.4. Siège social, forme juridique et législation applicable	32
5.1.5. Evénements importants dans le développement des activités de l'émetteur	32
5.2. Investissements	34
5.2.1. Investissements réalisés lors des trois derniers exercices	34
5.2.2. Principaux investissements en cours de réalisation	35
5.2.3. Principaux investissements futurs envisagés	35
6. APERÇU DES ACTIVITES.....	36
6.1. Présentation générale du Groupe Demos	36
6.2. Atouts concurrentiels et stratégie	38
6.2.1. Atouts concurrentiels.....	38
6.2.2. Stratégie	41
6.3. Le marché de la formation professionnelle en France	45
6.3.1. Panorama du marché.....	45
6.3.2. Le marché de la formation professionnelle continue	47
6.4. Le marché de la formation professionnelle dans les principaux pays où Demos est implanté ..	54
6.4.1. Espagne	54
6.4.2. Portugal	54
6.4.3. Allemagne	54
6.4.4. Royaume-Uni	55
6.5. Les trois métiers du Groupe Demos	55
6.5.1. La formation aux savoirs opérationnels	55
6.5.2. Le conseil en gestion des compétences et de la formation	59
6.5.3. La diffusion du savoir opérationnel	60
6.6. L'organisation du Groupe.....	61
6.6.1. Les départements opérationnels de Demos SA	61
6.6.2. Les Services de Demos SA	62
6.6.3. Les filiales françaises	62
6.6.4. Les filiales étrangères	66
6.7. Politique commerciale et marketing.....	72
6.7.1. Politique Commerciale du Groupe Demos.....	72
6.7.2. Politique Marketing.....	74
6.8. Système d'information	74
6.9. Fournisseurs	76
6.10. Clients	76
6.11. Evénements exceptionnels ayant eu une influence sur les principales activités ou les principaux marchés.....	77
6.12. Dépendance a l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers.....	77
7. ORGANIGRAMME (en capital et droits de vote).....	78
8. PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS	80

9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT	86
9.1. Comparaison des exercices clos le 31/12/2006 et le 31/12/2005 selon les normes françaises	87
9.1.1. Evénements importants de la période	89
9.1.2. Formation du résultat d'exploitation	90
9.1.3. Formation du résultat net	92
9.1.4. Evolution bilantielle	92
9.1.5. Flux de trésorerie au 31 décembre 2006 et 2005	93
9.2. Comparaison des exercices clos le 31/12/2005 et le 31/12/2004 selon les normes françaises	95
9.2.1. Evénements importants de la période	97
9.2.2. Formation du résultat d'exploitation	97
9.2.3. Formation du résultat net	98
9.2.4. Formation du résultat par secteur	99
9.2.5. Evolution bilantielle	101
9.2.6. Flux de trésorerie au 31 décembre 2005 et 2004	102
9.3. Comparaison des exercices clos le 31/12/2004 et le 31/12/2003 selon les normes françaises	104
9.3.1. Evénements importants	106
9.3.2. Formation du résultat d'exploitation	106
9.3.3. Formation du résultat net	107
9.3.4. Formation du résultat par secteur	107
9.3.5. Evolution bilantielle	108
9.3.6. Flux de trésorerie au 31 décembre 2004 et 2003	109
9.4. Engagements hors bilan au 31 décembre 2006	110
10. TRÉSORERIE ET CAPITAUX	111
10.1. Informations sur les capitaux de la société	111
10.2. Flux de trésorerie	111
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et structure du financement	111
10.4. Restrictions à l'utilisation des capitaux	112
10.5. Informations concernant les sources de financement attendues nécessaires pour honorer les engagements de la société	112
11. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	113
12. INFORMATION SUR LES TENDANCES	114
12.1. Perspectives d'avenir à moyen terme	114
12.2. Perspectives 2007	114
13. PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE	115
14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE	116
14.1. Administrateurs et membres de la direction	116
14.2. Déclaration sur les administrateurs et dirigeants	119
14.3. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale	119
14.3.1. Conflits d'intérêts concernant des membres du Conseil d'administration	119
14.3.2. Prévention des conflits d'intérêts	119
14.4. Principaux directeurs du Groupe Demos	119

15. REMUNERATION ET AVANTAGES.....	121
16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION.....	122
16.1. Fonctionnement des organes d'administration – durée des mandats.....	122
16.2. Règlement intérieur.....	122
16.3. Déclaration relative au gouvernement d'entreprise.....	123
16.4. Contrats entre les administrateurs et la Société ou les Filiales.....	123
16.5. Rapport sur le contrôle interne.....	123
17. SALARIES.....	131
17.1. Effectifs salariés du Groupe Demos.....	131
17.2. Une équipe de direction expérimentée.....	132
17.3. Politique des Ressources Humaines.....	132
17.4. L'organisation du temps de travail au sein du Groupe Demos.....	132
17.5. Convention collective applicable aux sociétés françaises du Groupe Demos.....	133
17.6. Participation et stock options.....	133
17.6.1. Accords de participation.....	133
17.6.2. Options de souscription ou d'achat d'actions.....	133
17.7. Litiges sociaux.....	134
17.8. Organisation des effectifs.....	134
18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.....	137
18.1. Répartition du capital de Demos.....	137
18.2. Droit de vote des actionnaires.....	137
18.3. Contrôle de la Société.....	137
18.4. Accords susceptibles d'entraîner un changement de contrôle.....	139
19. OPERATIONS AVEC DES APPARENTES.....	140
19.1. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées – exercice 2004.....	140
19.2. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées – exercice 2005.....	142
19.3. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées – exercice 2006.....	144
19.4. Conventions conclues avec les principaux actionnaires de Demos ou des sociétés dans lesquelles ils détiennent des intérêts significatifs.....	146
20. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR.....	148
20.1. Etats financiers résumés au 31 décembre 2006 aux normes françaises.....	148
20.1.1. Comptes consolidés au 31 décembre 2006.....	148
20.1.2. Annexe aux comptes consolidés clos le 31 décembre 2006.....	151
20.1.3 Note complémentaire aux comptes consolidés clos le 31 décembre 2006.....	178
Toutes les créances clients et les autres créances ont une échéance à moins d'un an.....	178
20.2. Etats financiers résumés au 31 décembre 2005 aux normes françaises.....	180
20.2.1. Comptes consolidés au 31 décembre 2005.....	180
20.2.2. Annexe aux comptes consolidés clos le 31 décembre 2005.....	182
20.3. Etats financiers résumés au 31 décembre 2004 aux normes françaises.....	199
20.3.1. Comptes consolidés au 31 décembre 2004.....	199
20.3.2. Annexe aux comptes consolidés clos le 31 décembre 2004.....	201
20.4. Vérification des informations financières.....	215

20.4.1. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés du Groupe en normes françaises relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006.....	215
20.4.2. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés du Groupe en normes françaises relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2005.....	216
20.4.3. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés du Groupe en normes françaises relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2004.....	217
20.5. Politique de distribution des dividendes.....	218
20.6. Procédures judiciaires et d'arbitrage	218
20.7. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	219
21. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES.....	220
21.1. Capital social.....	220
21.1.1. Capital souscrit – catégorie d'actions	220
21.1.2. Titres non représentatifs de capital.....	220
21.1.3. Capital Autorisé	221
21.1.4. Titres auto détenus – Autocontrôle	222
21.1.5. Evolution historique du capital	222
21.1.6. Nantissements, garanties et sûretés.....	225
21.1.7. Valeurs mobilières convertibles, échangeables, ou assorties de bons de souscription ..	225
21.2. Acte constitutif et statuts.....	226
21.2.1. Objet social.....	226
21.2.2. Disposition importantes des statuts de l'émetteur concernant les membres de ses organes de direction et de surveillance.....	227
21.2.3. Droits attachés aux actions existantes.....	230
21.2.4. Conditions régissant les assemblées d'actionnaires	231
21.2.5. Obligation statutaire de déclaration de franchissement de seuil.	232
22. CONTRATS IMPORTANTS	233
23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS	234
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	235
25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	236

1. PERSONNES RESPONSABLES

1.1. Responsable du document de base

Monsieur Jean Wemaëre, Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de Demos.

1.2. Attestation du responsable du document de base

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de base sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document de base ainsi qu'à la lecture de l'ensemble du document de base.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2005 présentés dans le présent document de base ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, figurant en section 20.4.2, qui contient l'observation suivante :

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.1 de l'annexe qui expose l'incidence sur les comptes de l'application, à compter du 1^{er} janvier 2005, des règlements CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs et CRC 2002-10 et 2005-07 sur les amortissements et les dépréciations. »

Paris, le 3 mai 2007

Monsieur Jean Wemaëre

Président Directeur Général

2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

2.1. Commissaires aux comptes titulaires

Noms	Date de première nomination / renouvellement	Date de fin de mandat
Salustro Reydel, société membre du groupe KPMG, appartenant à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris Immeuble le Palatin 3, cours du Triangle 92939 Paris la Défense Cedex	31/03/1992, renouvelé le 30/06/04	31 décembre 2009
Autour Sixdenier Mary, appartenant à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris 5, rue Crevaux 75116 Paris	28/05/2003 ⁽¹⁾	31 décembre 2007

⁽¹⁾ La première nomination en tant que co-commissaire aux comptes du cabinet Sylvain Mary et Associés a été décidée par l'AGE du 28 mai 2003, à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2002, pour 6 exercices, soit jusqu'à l'Assemblée statuant sur l'exercice clos le 31 décembre 2007. Suite à la démission de Sylvain Mary et Associés, l'AGO du 30 juin 2004 a désigné le cabinet Autour Sixdenier Mary co-commissaire aux comptes, pour la durée résiduelle du mandat du Commissaire démissionnaire.

2.2. Commissaires aux comptes suppléants

Noms	Date de première nomination / renouvellement	Date de fin de mandat
Suppléant de Salustro Reydel : Monsieur Paul Monfraix, appartenant à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles 26, boulevard du Général de Gaulle 59100 Roubaix	27 mars 1986, renouvelé le 30 juin 2004	31 décembre 2009
Suppléant de Autour Sixdenier Mary : Madame Agnès Piniot, appartenant à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles 88, avenue Albert 1er 92500 Rueil Malmaison	28/05/2003 ⁽¹⁾	31 décembre 2007

⁽¹⁾ La première nomination en tant que commissaire aux comptes suppléant de Madame Agnès Piniot a été décidée par l'AGE du 28 mai 2003, à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2002, pour 6 exercices, soit jusqu'à l'Assemblée statuant sur l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Les rémunérations versées par Demos à ses contrôleurs légaux au cours des deux derniers exercices sont les suivantes :

	KPMG - Salustro Reydel				Autour Sixdenier Mary			
	Montant HT (milliers d'euros)		%		Montant HT (milliers d'euros)		%	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
- Demos SA	34	32,4	33%	26%	14,0	4,5	100%	100%
- Filiales intégrées globalement	21,9	18,6	21%	15%				
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
- Demos SA	35,5(2)	20(1)	34%	16%				
- Filiales intégrées globalement								
Sous-Total Audit	91,4	71,0	88%	57%	14,0	4,5	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
- Juridique, fiscal, social								
- Autres (à préciser si >10% des honoraires d'audit)	12,0(1)	53,0(1)	12%	43%				
Sous-Total Autres	12,0	53,0			-	-		
TOTAL GENERAL	103,4	124,0	100%	100%	14,0	4,5	100%	100%

(1) due diligences pré-acquisition

(2) due diligences pré-acquisition et diagnostic préliminaire pour passage IFRS.

3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

Compte de résultats consolidé 31 décembre 2006 et 31 décembre 2005 (Normes françaises)

(en milliers d'euros)	2006	2005	Var. %
Chiffre d'affaires	58 474	40 278	+ 45%
Résultat d'exploitation	5 107	2 008	+ 154%
<i>en % du CA</i>	8,7%	5,0%	
Résultat net après impôts des sociétés intégrées	3 434	915	+ 275%
<i>en % du CA</i>	5,8%	2,3%	
Résultat net consolidé	2 636	363	+ 626%
<i>en % du CA</i>	4,5%	0,9%	
Résultat net part du Groupe	2 307	414	+457%
<i>en % du CA</i>	3,9%	1,0%	

Compte de résultat consolidé 31 décembre 2005 et 31 décembre 2004 (Normes françaises)

(en milliers d'euros)	2005	2004	Var. %
Chiffre d'affaires	40 278	40 176	0.3%
Résultat d'exploitation	2 008	3 038	-34%
<i>en % du CA</i>	5,0%	7,6%	
Résultat net après impôts des sociétés intégrées	915	1 854	-51%
<i>en % du CA</i>	2,3%	4,6%	
Résultat net consolidé	363	1 290	-72%
<i>en % du CA</i>	0,9%	3,2%	
Résultat net part du Groupe	414	1 290	-67,9%
<i>en % du CA</i>	1,0%	3,2%	

Compte de résultat consolidé 31 décembre 2004 et 31 décembre 2003 (Normes françaises)

(en milliers d'euros)	2004	2003	Var. %
Chiffre d'affaires	40 176	34 124	18%
Résultat d'exploitation	3 038	2 006	51,4%
<i>en % du CA</i>	7,6%	5,9%	
Résultat net après impôts des sociétés intégrées	1 854	1 024	81%
<i>en % du CA</i>	4,6%	5,9%	
Résultat net consolidé	1 290	548	135%
<i>en % du CA</i>	3,2%	1,6%	
Résultat net part du Groupe	1 290	548	135,4%
<i>en % du CA</i>	3,2%	1,6%	

Information sectorielle consolidée 31 décembre 2006, 31 décembre 2005, 31 décembre 2004 et 31 décembre 2003 (Normes françaises)

2006 (milliers d'euros)	Demos SA	Filiales françaises	Sous-total Zone France	Zone Internationale	Total
Revenus	45 452	6 207	51 659	9 925	61 584
Revenus intersectoriels	-1 291	-750	-2 041	-1 069	-3 110
Revenus externes	44 161	5 457	49 618	8 856	58 474
Résultats d'exploitation	4 374	-124	4 250	857	5 107
Résultats courants avant impôts	4 096	-155	3 941	906	4 847
Résultats net des entreprises intégrées	2 584	-82	2 502	932	3 434
Parts dans les résultats des participations mises en équivalence					-24
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition					-774
Résultat net consolidé					2 636

2005 (milliers d'euros)	Demos SA	Filiales françaises	Sous-total Zone France	Zone Internationale	Total
Revenus	36 610	3 772	40 382	1 981	42 363
Revenus intersectoriels	-629	-648	-1 277	-808	-2 085
Revenus externes	35 981	3 124	39 105	1 173	40 278
Résultats d'exploitation	2 797	-365	2 432	-424	2 008
Résultats courants avant impôts	2 689	-398	2 291	-447	1 844
Résultats net des entreprises intégrées	1 598	-392	1 206	-291	915
Parts dans les résultats des participations mises en équivalence					0
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition					-552
Résultat net consolidé					363
2004 (milliers d'euros)	Demos SA	Filiales françaises	Sous-total Zone France	Zone Internationale	Total
Revenus	35 326	5 789	41 115	1 133	42 248
Revenus intersectoriels	-513	-980	-1 493	-580	-2 073
Revenus externes	34 812	4 809	39 622	554	40 176
Résultats d'exploitation	3 291	-15	3 276	-237	3 038
Résultats courants avant impôts	3 113	32	3 145	-274	2 871
Résultats net des entreprises intégrées	1 780	52	1 832	22	1 854
Parts dans les résultats des participations mises en équivalence					-39
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition					-525
Résultat net consolidé					1 290

2003 (milliers d'euros)	Demos SA	Filiales françaises	Sous-total Zone France	Zone Internationale	Total
Revenus	28 642	6 085	34 727	1 251	35 978
Revenus intersectoriels	-535	-1 002	-1 537	-317	-1 854
Revenus externes	28 107	5 083	33 190	934	34 124
Résultats d'exploitation	2 239	97	2 336	-329	2 006
Résultats courants avant impôts	2 042	109	2 152	-340	1 810
Résultats net des entreprises intégrées	801	55	856	169	1 024
Parts dans les résultats des participations mises en équivalence					1
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition					-477
Résultat net consolidé					548

Bilan consolidé 31 décembre 2006, 31 décembre 2005, 31 décembre 2004 et 31 décembre 2003 (Normes françaises)

(en milliers d'euros)	2006	2005	2004	2003
Total actifs immobilisés	9 144	8 642	5 361	4 756
Total actifs circulant	33 073	25 594	22 532	20 596
Total actif	42 218	34 236	27 893	25 352
Capitaux propres part du Groupe	5 668	3 898	4 115	2 900
Intérêts minoritaires	1 175	751	0	0
Provisions pour risques et charges	644	832	488	528
Emprunts obligataires convertibles en actions	3 845	3 845	3 845	3 845
Autres emprunts et dettes financières	4 449	5 021	1 295	1 516
Autres dettes d'exploitation	26 438	19 890	18 150	16 563
Total passif	42 218	34 236	27 893	25 352

4. FACTEURS DE RISQUE

Les investisseurs sont invités à prendre en considération l'ensemble des informations figurant dans le présent Document, y compris les risques décrits dans le présent chapitre, avant de se décider à acquérir ou à souscrire des actions de Demos.

Les risques ici présentés sont ceux que Demos considère, à la date du présent Document, comme étant susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe Demos, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement.

4.1. Risques propres au Groupe et à son organisation

4.1.1. Risques en matière d'acquisitions

Dans le cadre de sa politique de croissance externe, le Groupe Demos est et sera conduit, à court, moyen ou long terme, à réaliser des acquisitions, à prendre des participations ou à conclure des partenariats. Le Groupe ne peut cependant pas garantir que de telles opportunités, notamment assorties de conditions économiques et financières acceptables, se présenteront ou qu'il parviendra à intégrer avec succès les sociétés qu'il acquerra, à dégager les synergies escomptées, à maintenir un système de procédures internes uniforme, à maintenir de bonnes relations avec le personnel des entités acquises ou à rentabiliser ces acquisitions.

Par ailleurs, les contrats de garantie de passif que le Groupe a négociés ou qu'il sera amené à négocier lors de prochaines acquisitions pourraient ne pas couvrir l'ensemble des passifs des sociétés acquises. Enfin, certains des passifs repris par le Groupe pourraient ultérieurement s'avérer supérieurs aux montants des garanties obtenues auprès des cédants.

Ces acquisitions et investissements pourraient avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière ou les résultats du Groupe ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs.

Le Groupe Demos envisage de poursuivre sa croissance externe en France et à l'étranger. La formation professionnelle étant une activité étroitement liée à la culture locale, l'expérience du Groupe Demos acquise dans certains pays étrangers pourrait ne pas être suffisante. Une période d'apprentissage, pouvant avoir des effets défavorables sur la rentabilité des investissements, pourrait alors s'avérer nécessaire dans les pays où Demos est susceptible de s'implanter.

4.1.2. Risques liés aux actifs

L'activité de la Société est peu capitalistique. Les activités de Demos ne nécessitent pas d'actifs significatifs. La Société est propriétaire des actifs nécessaires à son exploitation, à l'exception d'une partie de son matériel informatique et bureautique qui est en location. Par ailleurs, Demos n'est pas propriétaire des immeubles dans lesquels elle exerce ses activités.

4.1.3. Risques liés à l'activité du Groupe Demos

Le Groupe Demos développe d'une part, une gamme de stages sur catalogue (stages interentreprises) et d'autre part des stages adaptés à une demande spécifique de ses clients (stages intraentreprise).

La formation interentreprises

Le chiffre d'affaires généré par la formation interentreprises représentait environ 48% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe Demos en 2006, 54% en 2005 et 54% en 2004.

Le coût de l'animateur étant fixe et les prix catalogue des stages étant établis annuellement, le taux de remplissage des stages¹ est le principal facteur susceptible d'impacter directement le résultat d'exploitation. Les taux de remplissage moyens pour Demos étaient respectivement de 5,19 ; 4,84 et 4,91 en 2004, 2005 et 2006.

Le résultat d'exploitation du Groupe pourrait donc être affecté s'il ne réussissait pas à remplir suffisamment ses stages interentreprises, notamment pour les raisons suivantes :

- une programmation et des durées de stage inadaptées ;
- des formations inadaptées ou obsolètes ou ne correspondant plus aux attentes des stagiaires ;
- l'existence d'une forte concurrence internationale, nationale et régionale, contraignant Demos à revoir ses tarifs à la baisse ;
- une stratégie de marketing et de vente inadaptée.

Demos a néanmoins toujours connu une croissance de son chiffre d'affaires interentreprises, en accroissant régulièrement le nombre de stages organisés et de stagiaires formés par an, tout en revoyant régulièrement ses tarifs à la hausse.

La formation intraentreprise

Le chiffre d'affaires généré par la formation intraentreprise représentait environ 28% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe Demos en 2006, 27% en 2005 et 28% en 2004².

Deux éléments sont susceptibles d'affecter les marges réalisées par le Groupe Demos sur l'activité formations intraentreprise :

- le coût de l'animateur ;
- le prix moyen par journée de formation, qui n'est pas fonction du taux de remplissage de la formation.

Ces contrats intraentreprise se caractérisent par :

- des montants unitaires importants (jusqu'à plusieurs millions d'euros) ;
- leur objet spécifique et le fait qu'ils n'ont pas toujours vocation à être renouvelés ;
- l'environnement concurrentiel dans lesquels ils sont conclus, fréquemment au terme d'appels d'offres. Certains concurrents de Demos pourraient en raison de leur surface financière ou par choix, être en mesure d'accorder des prix plus compétitifs.

Un développement irrégulier de cette activité serait susceptible d'avoir des conséquences importantes sur la croissance et la rentabilité du Groupe Demos. A titre illustratif, Demos avait conclu en 2004 un contrat d'un montant de plus d'1 million d'euros qui, terminé en 2005, n'a pas été relayé par un autre contrat d'un montant similaire avant 2006, ce qui a généré une stagnation momentanée du chiffre d'affaires en 2005.

Cependant, ce risque devrait s'avérer limité dans le futur car :

- le Groupe, au fur et à mesure de son développement, se constitue un portefeuille de clients institutionnels diversifiés. Il devient à ce titre moins dépendant d'un seul client qu'il ne l'a été dans le passé ; et
- Demos a poursuivi le développement de son activité tout en améliorant sa rentabilité. Les prix moyens de la journée de formation intraentreprise ont ainsi régulièrement augmenté depuis 2004.

Demos avait obtenu plusieurs lots de formation des personnels de la Commission Européenne en janvier 2003 pour une durée de trois ans. Ces contrats ont été poursuivis en 2006 et 2007. Ils ont généré des chiffres d'affaires de respectivement 2 397 milliers d'euros et 3 116 milliers d'euros en 2005 et 2006.

¹ Le taux de remplissage d'une session de stage interentreprises indique le nombre de stagiaires qui y assistent.

² Hors projets internationaux.

Dans le cadre des procédures standard d'attribution de ses marchés, indépendamment de son appréciation des services fournis par Demos, la Commission Européenne a lancé un appel d'offres pour le renouvellement de ces contrats.

A la date d'enregistrement du document de base, Demos n'est pas en mesure de fournir une quelconque information quant à l'issue de ces appels d'offres. Si Demos n'était pas en mesure de remporter tout ou partie de ces appels d'offres, le manque à gagner aurait un impact sur le chiffre d'affaires et le résultat de Demos. Cela étant, le développement naturel de l'activité de Demos permettrait d'atténuer cet effet possible.

Les contrats conclus dans le cadre de l'activité interentreprises et intraentreprise ne comportent aucun engagement de succès, ni ne prévoient des mécanismes « satisfait ou remboursé ». Demos n'est tenu qu'à une obligation de moyen. Certains contrats indiquent que le paiement est conditionné à la réception de la prestation. Au cours des trois dernières années, aucun litige significatif n'est survenu sur une insatisfaction du client ayant entraîné un refus de règlement.

4.1.4. Risque lié à la qualité des prestations des formateurs

A l'exception des séminaires de Demos Langues et de Formalangues qui sont animés par des formateurs linguistiques salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée de type intermittent (« CDII »), les autres séminaires de formation du Groupe Demos sont animés quasi exclusivement (à plus de 95%) par des consultants indépendants, par des formateurs occasionnels ou par des formateurs salariés de sociétés ou associations extérieures, rémunérés en honoraires.

De ce fait, le Groupe pourrait ne pas pouvoir garantir systématiquement la qualité des interventions de ses formateurs. Si certains formateurs s'avéraient être incompetents ou s'ils ne donnaient pas satisfaction aux stagiaires, l'image du Groupe pourrait s'en trouver affectée, entraînant ainsi une diminution de l'attractivité des formations de Demos, ce qui pourrait avoir des conséquences défavorables sur son activité et ses résultats.

Toutefois, le Groupe parvient à limiter la survenance de ce risque grâce à :

- sa forte notoriété qui lui permet d'attirer des formateurs reconnus dans leur domaine de compétence ;
- une méthodologie rigoureuse de sélection, de gestion et d'évaluation des formateurs, tant sur le plan des compétences techniques et pédagogiques que sur le plan comportemental. Ce processus, certifié ISO 9001 dès 1993 pour Demos SA uniquement, permet au Groupe de ne conserver que les meilleurs praticiens. Il est notamment rendu possible au quotidien grâce à l'expérience et à la compétence « métier » des départements opérationnels de Demos en charge de la gestion des formateurs.

Le fait de recourir à des formateurs indépendants permet à Demos de répondre rapidement aux nouvelles attentes du marché en créant de nouveaux modules de formation animés par des formateurs compétents en la matière.

4.1.5. Risque de concurrence déloyale des formateurs et de dépendance à leur égard

En faisant appel à des formateurs indépendants, le Groupe court le risque que ces derniers sollicitent directement ses clients en vue de leur proposer des prestations de formation. Une telle pratique pourrait être constitutive de concurrence déloyale et avoir des conséquences défavorables sur l'activité, la situation financière ou les résultats du Groupe et sur sa capacité à réaliser ses objectifs.

Toutefois, ce risque apparaît limité pour les raisons suivantes :

- dans les catalogues du Groupe, le nom des formateurs n'est jamais mentionné, ce qui réduit significativement la dépendance vis-à-vis des formateurs ;
- la clientèle du Groupe est exclusivement constituée d'entreprises ou d'organisations qui achètent des formations pour leurs employés. Seule une société de la taille de Demos est en mesure de répondre aux cahiers des charges en matière de formation imposés par les sociétés et les clients institutionnels ;

- en France, les formateurs signent avant chaque mission un document intitulé « Manuel de l'intervenant » qui précise le cadre légal dans lequel ils interviennent et qui prévoit un certain nombre d'engagements de la part des formateurs au titre desquels figure une obligation de loyauté et de non sollicitation de la clientèle de Demos.

Ce risque est jugé moindre à l'étranger où les prestataires sont moins associés à la préparation des formations et des supports de formation qu'ils ne le sont en France.

4.1.6. Risque de dépendance à l'égard du dirigeant

Le succès du Groupe Demos repose en partie sur l'implication de son fondateur, Monsieur Jean Wemaëre, Président Directeur Général de Demos. Celui-ci joue depuis toujours un rôle clé dans la définition de la stratégie de Demos et dans sa gestion.

Si le Groupe venait à perdre les services de Monsieur Jean Wemaëre, ou s'il décidait de réduire ou de mettre fin à son implication, le Groupe pourrait rencontrer des difficultés passagères pour le remplacer et ses activités pourraient s'en trouver ralenties, ce qui pourrait avoir des conséquences négatives significatives sur la stratégie, les résultats et la situation financière du Groupe, et remettre en cause son développement et sa pérennité.

Le Groupe estime cependant que l'équipe de direction, s'articulant autour de personnalités ayant acquis une grande expérience dans leurs domaines respectifs et notamment des marchés dans lesquels Demos évolue, serait en mesure d'assurer la continuité de l'activité et du développement.

Des assurances ont été souscrites pour protéger le Groupe contre les conséquences de l'éventuelle disparition du dirigeant.

A la date d'enregistrement du présent document, Monsieur Jean Wemaëre n'a pas l'intention d'abandonner ses responsabilités à la tête du Groupe Demos.

4.1.7. Risque lié à la concentration du capital

A la date d'enregistrement du présent document de base, Monsieur et Madame Jean Wemaëre détiennent directement et indirectement la majorité du capital de Demos. Dans l'hypothèse d'une admission des titres de Demos aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext Paris, ces actionnaires conserveraient la majorité du capital et des droits de vote de Demos. Ils seraient alors en mesure d'avoir une influence significative et déterminante sur la plupart des décisions sociales prises au cours des assemblées d'actionnaires de la Société et, de manière plus générale, sur l'ensemble des décisions stratégiques du Groupe. Des décisions pourraient être ainsi prises qui seraient perçues par les investisseurs, comme n'étant pas dans le meilleur intérêt des actionnaires minoritaires.

En outre, dans l'hypothèse où postérieurement à l'admission des actions aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext Paris, ces actionnaires venaient à vendre un nombre important d'actions, le cours de bourse pourrait être affecté selon les conditions du marché au moment de la vente, les modalités et le volume de celle-ci, ses motivations et la perception qu'en aurait le public.

En outre, cette concentration de l'actionnariat pourrait retarder, empêcher ou dissuader un éventuel changement de contrôle, ce qui pourrait priver les actionnaires d'une offre sur leurs actions à un prix supérieur au cours de bourse.

4.1.8. Risque de perte ou vol des données opérationnelles

Le Groupe Demos utilise un certain nombre d'outils informatiques et de systèmes d'information pour la gestion des données relatives à ses clients et fournisseurs ainsi que pour la gestion des supports de formation, cours à distance et outils de e-learning. Ces systèmes étant utilisés dans la gestion quotidienne des activités du Groupe, leur dysfonctionnement pourrait paralyser temporairement l'activité et avoir des conséquences négatives sur les résultats du Groupe Demos.

Afin de limiter le risque de perte de données, Demos a mis en place des procédures de sauvegarde quotidienne de ses données.

Demos pourrait également être confronté à des actes de malveillance de la part de personnes souhaitant altérer ou s'approprier ses données. Pour limiter ce risque, dont la matérialisation pourrait avoir un impact sur sa rentabilité, Demos a mis en place des outils de surveillance :

- piste d'audit sur les modifications apportées à la base de données ;
- limitation du nombre des postes de travail autorisant le transfert de données sur des supports portables (CD Roms, clé USB, etc.) ;
- surveillance automatique des tentatives de chargement ou de téléchargement portant sur des données sensibles ;
- restriction des accès des utilisateurs ;
- logiciels de lutte contre les virus.

4.1.9. Risque de discontinuité de l'activité

Le Groupe ne dispose pas pour l'instant de plan de continuité de son activité dans l'hypothèse où son siège social et ses équipements deviendraient indisponibles (en cas d'incendie par exemple).

Toutefois, si un tel événement se produisait, Demos pourrait temporairement installer ses équipes centrales dans différents bâtiments utilisés aujourd'hui pour la conduite de ses activités de formation. Ces bâtiments disposent de systèmes informatiques et d'un réseau téléphonique qui lui permettraient d'assurer la continuité de son activité.

Demos a prévu de formaliser une telle procédure de transfert en 2007, pour se prémunir au mieux contre une telle éventualité, et d'investir dans plusieurs serveurs informatiques supplémentaires de secours.

Malgré cette possibilité, la matérialisation d'un tel risque pourrait avoir des conséquences défavorables sur l'activité, la situation financière ou les résultats de Demos ou bien sur sa capacité à réaliser ses objectifs. Pour limiter ce risque, le Groupe a souscrit une assurance perte d'exploitation.

4.1.10. Risques sociaux

La pénurie de personnel et/ou une éventuelle augmentation du taux de rotation du personnel qualifié pourrait notamment avoir des conséquences sur la gestion du Groupe Demos, affecter son image et ses perspectives de développement, ou entraîner une inflation importante des salaires qui aurait une incidence négative sur les marges.

Le Groupe Demos ne peut, par ailleurs, exclure une détérioration des relations sociales susceptibles d'induire des perturbations sociales sous forme de grèves, débrayages ou autres actions de revendication, actions qui pourraient affecter sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

A la date d'enregistrement du présent document, Demos n'a jamais connu de grève dans son histoire et le climat social peut être qualifié de bon.

Pour Demos SA et les filiales françaises, les taux de rotation du personnel étaient respectivement de 13,8%, 15,7% et 14,2% en 2004, 2005 et 2006. Le taux de rotation était non significatif pour les filiales étrangères³.

³ Ce taux a été calculé en divisant le nombre de départs volontaires de salariés en CDI dans l'année par l'effectif de salariés en CDI au début de l'année en cours. Les animateurs des formations de Demos n'étant pas salariés du groupe dans l'extrême majorité des cas, ils n'ont bien entendu pas été intégrés à ce calcul.

4.1.11. Risque lié aux outils de gestion

Le Groupe Demos a initié en 2003 un processus de rationalisation et d'amélioration de ses procédures comptables et financières. Ces nouvelles procédures ont notamment permis de réduire de manière significative les délais de paiement de ses clients et d'améliorer le suivi des facturations.

A l'heure actuelle, les outils en place permettent un suivi précis de la rentabilité de chaque formation interentreprises et des projets intraentreprise de taille moyenne.

Dans une démarche d'amélioration constante du suivi de ses activités, Demos a pris la décision de mettre en place le logiciel GENESIS MP SOFT. Ce logiciel lui permettra une gestion plus fine de la rentabilité détaillée des grands projets intraentreprise en leur affectant systématiquement et précisément tous les coûts liés, afin de mieux les valoriser. Ce logiciel devrait être pleinement opérationnel dans le courant du deuxième trimestre 2007.

Le Groupe dispose d'un suivi quotidien de la trésorerie de chaque filiale (en provenance directe des banques des différentes filiales) et d'un suivi mensuel de leur activité (compte de résultat). Toutefois, Demos ne dispose pas d'un service d'audit interne lui garantissant l'exactitude des informations transmises mensuellement sur l'activité. Le Groupe projette de mettre en place un tel service rapidement.

4.1.12. Risque clients

Le premier client de Demos représentait 5,95% et 5,33% du chiffre d'affaires consolidé respectivement en 2005 et 2006. Les 5 premiers clients représentaient respectivement 10,30% et 10,13% du chiffre d'affaires consolidé en 2005 et 2006. Les 10 premiers clients représentaient 13,00% et 13,45% du chiffre d'affaires consolidé respectivement en 2005 et 2006.

Le risque de concentration client est donc limité pour le Groupe.

En 2003, le Groupe Demos a dû faire face à des retards importants de paiement qui ont fait augmenter les délais moyens d'encaissement. Pour remédier à cette situation, la Société a mis en place une procédure de suivi des retards de paiement et de relance permettant de réduire son délai moyen d'encaissement de près de 40 jours, portant ainsi le délai moyen de règlement après date de facture à 70 jours. Demos demande, par ailleurs, le paiement d'avance des formations interentreprises et le paiement d'un acompte à la signature des contrats de formations intraentreprise (à hauteur de 30%). »

Les délais moyens de règlements calculés en fonction de la date de facture ont évolués de la façon suivante depuis 2003 :

- 31/12/2003 : 112 jours
- 31/12/2004 : 90 jours
- 31/12/2005 : 85 jours
- 31/12/2006 : 70 jours

Demos dispose d'outils qui lui permettent de suivre en temps réel les inscriptions aux formations interentreprises ou intra entreprises. Ce carnet de commande lui permet d'avoir une visibilité de l'ordre de 2 mois en interentreprises et de plusieurs mois en intraentreprise.

4.2. Risques relatifs au secteur d'activité de Demos

4.2.1. Risque lié à la conjoncture économique

Les évolutions de la conjoncture économique sont susceptibles d'influencer l'activité des clients du Groupe. Un cycle baissier pourrait contraindre les entreprises à réduire les budgets consacrés à la formation de leurs salariés et ce type de décision pourrait impacter l'activité du Groupe (baisse des ventes ou baisse des prix).

Toutefois, plusieurs facteurs permettent de limiter ce risque :

- le Groupe est présent dans tous les domaines de la gestion des connaissances (formation interentreprises, formation intraentreprise, édition d'ouvrages techniques, e-learning), le conseil en management et en stratégie des ressources humaines et dans l'évaluation des compétences. De plus, le Groupe opère sur des marchés géographiques diversifiés. Cette situation devrait lui permettre, dans une certaine mesure, d'amortir un ralentissement économique ;
- les formations interentreprises et intraentreprise ne suivent pas nécessairement les mêmes rythmes. En effet, les premières sont réservées quelques semaines ou mois à l'avance et se déroulent sur quelques jours, alors que les secondes peuvent s'étaler sur plusieurs mois ou années ;
- l'expérience passée du Groupe a démontré une certaine insensibilité du marché de la formation aux cycles économiques. En période de récession, de l'avis de la Société, les entreprises continuent de former leurs salariés, notamment dans le cadre de plans de reclassement (cf. partie 6.3.2.5).

D'autre part, le modèle économique de Demos doit lui permettre de réduire rapidement ses coûts et de faire ainsi face à une conjoncture défavorable. En effet, la structure des charges est largement variable :

- le Groupe possède peu d'immobilisations corporelles ;
- Demos a la possibilité de diminuer progressivement la charge de location de ses salles de formation, dont l'échéance des baux est étalée dans le temps ;
- les formateurs n'étant pas salariés du Groupe, la charge relative à l'animation des stages dépend donc directement du niveau d'activité.

Enfin, tous les employeurs établis ou domiciliés en France, quels que soient leur effectif, leur activité, leur forme juridique ou leur régime d'imposition, doivent chaque année participer au financement de la formation professionnelle continue. Le régime applicable, et plus particulièrement le taux de participation, diffère selon que l'entreprise atteint ou non le seuil de 10 ou de 20 salariés. Ce dernier s'élève à 0,55%, 1,05% ou 1,60% de la masse salariale respectivement dans les entreprises employant moins de 10 salariés, entre 10 et 19 salariés et 20 salariés et plus. L'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics à caractère administratif disposent d'un système analogue. Par ailleurs, la mise en place du droit individuel à la formation (« DIF ») en mai 2004 est aujourd'hui perçue par Demos comme un facteur structurellement positif visant à augmenter les besoins de formation des salariés du privé et des agents de la fonction publique nationale et territoriale.

4.2.2. Risques liés à des facteurs de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique pouvant influencer les opérations de l'émetteur

L'activité du Groupe Demos pourrait être significativement influencée par des facteurs externes et non maîtrisés par le Groupe.

Un éventuel changement de la législation régissant les activités de formation en France⁴, non anticipé à ce stade, pourrait avoir des conséquences défavorables sur la situation financière ou les résultats de Demos et sur sa capacité à réaliser ses objectifs. A titre d'exemple, la mise en place du DIF, d'abord mal assimilé par le marché, a été perçue par Demos comme l'un des éléments ayant limité son activité en 2005, alors même qu'à terme, de l'avis de la Société, cette nouvelle réglementation devrait permettre un développement important de l'activité de formation professionnelle continue en France. Enfin, de l'avis de la Société, il convient de noter que les entreprises ont pour la plupart compris l'importance de la formation de leurs salariés dans l'amélioration de leur performance et que le montant de leurs dépenses en ce sens est généralement plus élevé que celui imposé par la loi française (cf. supra).

⁴ Ce risque est propre à la France.

4.3. Risques financiers

4.3.1. Risque de liquidité

Le montant total de la trésorerie nette du Groupe Demos⁵ s'élevait au 31 décembre 2006 à 2,8 millions d'euros.

Le tableau ci-dessous présente la composition de l'endettement net du Groupe Demos par échéance au 31 décembre 2006 (milliers d'euros) :

Maturité de la dette financière	- 1 an	1 à 5 ans	5 an et +	Total
Emprunts bancaires	916	2 764	-	3 680
Contrats de location financement	147	520	-	667
Participation des salariés	493	-	-	493
Concours bancaires courants	14	-	-	14
Intérêts courus non échus	46	-	-	46
Autres dettes financières	42	-	-	42
Trésorerie et équivalent de trésorerie	(7 741)	-	-	(7 741)
Total endettement financier net	(6 083)	3 284	-	(2 799)

La dette financière du Groupe Demos est constituée de différents crédits ayant pour objet le financement des acquisitions et du besoin en fonds de roulement du Groupe.

Le tableau suivant décrit les principaux covenants des contrats bancaires existants qui étaient tous respectés au 31 décembre 2006 :

Banque	Montant initial	Covenants	Calcul du ratio
HSBC	500 milliers d'euros	Fonds propres/Total bilan > 20%	21%
		Dettes à moyen ou long terme (+ CB)/ Fonds propres < 1	0,43
		Dettes à moyen ou long terme (+ CB)/ CAF < 4	1,28
		Frais financiers / EBE < 30%	7,5%
BRED	1 million d'euros	Dettes à moyen ou long terme conso. / CAF Consolidés < 3,1	1,47
		Dettes fin. nette consolidées / fonds propres conso. < 1,5	0,08
OBC et BNP	3 millions d'euros	Dettes à moyen ou long terme conso. / CAF Consolidés < 3,1	1,47
		Dettes fin. nette consolidées / fonds propres conso. < 1,5	0,08

Note 1 : pour la CAF consolidée, on considère les flux net générés par l'activité

Note 2 : Les covenants se calculent sur la base des comptes consolidés excepté pour HSBC (calcul basé sur les comptes sociaux)

Note 3 : CB (crédit bail retraité)

⁵ Hors obligations convertibles de 3,8 millions d'euros, qui seront automatiquement et intégralement converties lors de la première cotation des actions de la Société sur un marché boursier.

Les conventions de crédits contiennent certaines clauses de remboursement anticipé. Il existe donc un risque que le Groupe Demos soit tenu de procéder au remboursement de sa dette financière, ce qu'il ne pourrait faire qu'en accédant à des moyens de financement de substitution.

Le Groupe bénéficie de lignes de crédit non tirées d'un montant de 3,3 millions d'euros.

Le tableau ci-dessous résume les taux d'intérêts des emprunts bancaires existants :

Banque	Montant nominal	Taux
Bred	1 million d'euros	Euribor 3 mois + 100 pb avec possibilité de passer à taux fixe
OBC / BNP Paribas	3 millions d'euros, répartis à parts égales entre OBC et BNP	- OBC : Taux Moyen Mensuel du Marché Monétaire + 125 pb avec possibilité de passer à taux fixe - BNP : Taux fixe de 4,00%
HSBC UBP	500 milliers d'euros	Taux fixe : 2,90%
Société Générale	1,5 million d'euros	Taux fixe : 4,65%

Les conditions de l'emprunt obligataire sont détaillées en partie 10.3.

Le Groupe Demos, de par la nature de son activité, est confronté à une forte saisonnalité de ses ventes et surtout de son résultat d'exploitation, dont la quasi-totalité est réalisée au 2^{ème} semestre. Le Groupe réalise en effet une grande partie de son chiffre d'affaires au cours du dernier trimestre, ce qui explique que la trésorerie atteigne, en général, un point bas à la fin du 3^{ème} trimestre.

Le Groupe n'a pas fait dans le passé et ne fait pas aujourd'hui usage de l'affacturage.

Au 31 mars 2007, le Groupe bénéficiait d'une trésorerie nette égale à 0,1 million d'euros, se décomposant comme suit :

- trésorerie brute de 5 millions d'euros ;
- emprunts et dettes financières de 4,9 millions d'euros dont (i) 2,2 millions d'euros pour l'emprunt OBC/BNP, (ii) 0,8 million d'euros pour la BRED, (iii) 0,4 million d'euros pour l'UBP et (iv) 1,5 million d'euros pour la Société Générale.

Ce calcul n'intégrait pas l'emprunt obligataire de 3,9 millions d'euros (intérêts courus non échus inclus).

4.3.2. Risque de taux

Au 31 décembre 2006, l'endettement du Groupe (emprunt et dettes financières auprès des établissements de crédit, y compris les financements en location financière et hors obligations convertibles) était contracté pour 54% à taux fixe et pour 46% à taux variable.

Le coût de cette dette pourrait augmenter en cas de hausse importante des taux d'intérêt. Cette situation générerait des coûts supplémentaires pour le Groupe et aurait un impact négatif sur son résultat.

Le détail des actifs et des passifs à taux variable au 31 décembre 2006 était le suivant, en fonction des maturités :

en milliers d'euros	à 1 an	1 an à 5 ans	Au-delà de 5 ans
Passifs financiers à taux variable	500	1 500	-
Actifs financiers à taux variable	-	-	-
Position nette avant gestion	500	1 500	-
Hors bilan	-	-	-
Position nette après gestion	500	1 500	-

L'augmentation des taux d'intérêts de 1% aurait donc un impact négatif de 20.000 euros sur le coût de la dette à taux variable du Groupe.

4.3.3. Risque de change

Le Groupe Demos est exposé de manière limitée à la variation des taux de change de l'euro contre les autres devises. La plupart des clients du Groupe paient en euro et les revenus en devises autres que l'euro représentent 3% du chiffre d'affaires consolidé 2006. Par ailleurs, ce risque est également limité dans la mesure où les charges en devises autres que l'euro sont couvertes par des revenus dans la même devise.

Le tableau suivant récapitule pour l'ensemble des devises étrangères les positions nettes de Demos. Ces positions nettes traduisent les encaissements ou décaissements futurs en devises étrangères au 31 décembre 2006.

Position de change (exprimée en milliers de la devise concernée)	Zloty (PLN)	Livres sterling (GBP)	Francs CFP (XPF)	Yuan (CNY)	Dirhams marocains (MAD)
Actifs	2 157	184	41 050	5 170	5 337
Passifs	(2 440)	(241)	(31 026)	(990)	(4 278)
Position nette avant gestion	(283)	(57)	10 024	4 180	1 059
Positions hors bilan	-	-	-	-	-
Position nette après gestion	(283)	(57)	10 024	4 180	1 059
Position nette après gestion en milliers d'euros	(74)	(85)	84	407	95
Taux de change au 31/12/2006	3,831	0,671	119,331	10,279	11,141

* Actifs avant élimination des titres et avant écarts d'acquisition

Dans l'hypothèse d'une évolution défavorable et uniforme de 1 centime de l'euro contre la totalité des devises concernées, le Groupe aurait supporté une perte inférieure à 2.000 euros (il convient de noter que le Franc CFP est à parité fixe).

4.3.4. Risques liés aux engagements hors bilan

A la date d'enregistrement du présent document, le capital de Demos ne faisait l'objet d'aucun nantissement.

Le Groupe Demos n'a, à la date d'enregistrement du présent Document, pas d'engagement hors bilan (au niveau consolidé) significatif, à l'exception de l'engagement de rachat par Demos de la participation des actionnaires minoritaires (49%) de la société Global Estrategias, dont Demos détient 51%. Cette charge potentielle est mentionnée dans la note 28 de l'annexe aux comptes consolidés de Demos au 31 décembre 2006. Le prix de vente sera déterminé par application de la formule suivante aux comptes de Global Estrategias :

$$49\% \times (\text{Chiffre d'affaires consolidé 2007} + \text{situation nette au 31 décembre 2007})$$

Si l'acquisition de 49% du capital de Global Estrategias intervient en 2008, le prix de vente sera affecté d'un coefficient allant de 0,85 à 1,15 en fonction des niveaux de croissance et de marges obtenus en 2006 et 2007.

Pour mémoire, Global Estrategias a réalisé en 2006 un chiffre d'affaires de 6,4 millions d'euros et bénéficiait d'une situation nette de 2 millions d'euros.

Par ailleurs, dans le cadre des acquisitions des sociétés LG2P, EWA et Européenne de Formation Professionnelle, Demos s'est engagé à verser des compléments de prix aux cédants dont le montant dépendra des performances desdites sociétés (croissance du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation) :

LG2P

Dans le cadre de l'acquisition de LG2P (Formastore), Demos s'est engagé à verser un complément de prix variant en fonction de la croissance du chiffre d'affaires de l'activité e-learning au cours des trois années suivant la cession, étant précisé que ce dernier est plafonné à 1.055.000 euros.

Demos versera enfin un deuxième complément de prix correspondant à trois fois la moyenne des résultats d'exploitation réalisés par LG2P au titre des exercices clos les 31 décembre 2007 et 2008. Pour mémoire, LG2P a réalisé en 2006 un chiffre d'affaires et un résultat d'exploitation de respectivement 645 milliers d'euros et 33 milliers d'euros.

Demos Europäische WirtschaftsAkademie (EWA)

Dans le cadre de l'acquisition de EWA, un dernier complément de prix a été versé le 31 mars 2007, égal à 40.365 euros.

Européenne de Formation Professionnelle (Formalangues)

Dans le cadre de l'acquisition de Formalangues, Demos s'est engagé à verser au cours de l'année 2009, et au plus tard le 30 juin 2009 (i) un premier complément de prix, plafonné à 500.000 euros, variant en fonction de la croissance du chiffre d'affaires réalisé au cours des exercices 2007 et 2008 et (ii) un deuxième complément de prix, non plafonné, variant en fonction de la croissance du résultat net réalisé au cours des exercices 2007 et 2008.

Bien qu'il ne soit pas possible d'évaluer le montant de ce 2^{ème} complément de prix qui dépend des performances futures de Formalangues en 2007 et 2008, le management de la société estime qu'il pourrait se situer dans une fourchette de 0 à 600 milliers d'euros.

AFCEPF

Enfin, dans le cadre de la sortie de Demos et de la société Expertise & Consulting de l'Arcade (ECA) du groupement d'intérêt économique (« GIE ») AFCEPF intervenue le 12 avril 2006, Demos et ECA ont consenti une garantie d'actif et de passif aux membres entrants dans le GIE à hauteur de 70 milliers d'euros qui expirera le 31 décembre 2009.

Une garantie spécifique portant sur le recouvrement d'une créance de « carry-back » a été consentie à hauteur de 85 milliers d'euros qui expirera le 31 décembre 2010.

Le tableau ci-dessous présente les engagements hors bilan liés à l'activité courante :

	2006 (en k€)	2005 (en k€)
Cautions de contre-garantie sur les marchés	335	345
Nantissement, hypothèques et sûretés réelles	néant	néant
Avals, cautions et garanties données	320	146
Total	655	491

Etablissement financier	Date début	Date fin	Durée	Montant financé (en €)	Echéance mensuelle (en €)
ECS	1/05/04	30/04/07	36	100 000,00	-2 998,00
BNP Lease	1/12/04	30/11/07	36	201 866,00	-5 888,40
BNP Lease	1/05/05	30/04/08	36	107 261,00	-3 130,98
BNP Lease	1/08/05	31/07/08	36	70 570,64	-2 033,80
BNP Lease	1/11/05	1/10/08	36	162 796,05	-4 756,90
BNP Lease	1/01/06	31/12/08	36	31 842,20	-924,38
ECS	1/04/06	30/09/10	36	28 290,00	-581,33
Arius	1/07/06	30/06/09	36	234 257,03	-6 991,17
Arius	1/10/06	30/09/09	36	172 405,00	-5 159,52
Arius	1/01/07	31/12/09	36	145 877,00	-4 365,61
Arius (non encore signé)	1/04/07	31/03/10	36	130 771,00	-3 930,19
				1 385 935,92	-40 760,28

Le tableau ci-dessous présente la liste des contrats de crédit-bail conclus par Demos, qui sont essentiellement des investissements informatiques :

Au 31 décembre 2006, Demos avait conclu des contrats de location simple concernant notamment ses locaux administratifs et pédagogiques. Sur les baux en cours à cette date, les montants restant à payer étaient de 4,1 millions d'euros, dont 2,2 millions à moins d'un an.

4.4. Risques juridiques et fiscaux

4.4.1. Droits de propriété intellectuelle sur les supports de cours

Demos propose des formations dont les supports sont en général produits par Demos et dans certains cas co-produits avec les formateurs.

Les supports sont soit destinés à des cours interentreprises, ils serviront alors à des stagiaires venant de différentes entreprises, soit destinés à des cours intraentreprise, ils sont alors rédigés sur-mesure pour le personnel d'une entreprise cliente de Demos :

- en ce qui concerne les cours interentreprises, en signant le « Manuel de l'intervenant », les formateurs autorisent Demos à reproduire, distribuer, représenter, adapter et traduire les supports de formation. Cette autorisation est consentie pour toute la durée de leur protection par le droit d'auteur et dans le monde entier, uniquement pour des finalités internes à Demos ou au bénéfice des stagiaires. Hormis les droits ainsi concédés à Demos, les formateurs conservent leurs droits de propriété intellectuelle sur leurs cours et supports de cours ;

- en ce qui concerne les cours intraentreprise, en signant le « Manuel de l'intervenant », les formateurs cèdent à Demos, à titre exclusif sans autre rémunération que celle prévue pour leur intervention, pour la durée légale de protection par le droit d'auteur et pour le monde entier, l'ensemble de leurs droits d'auteur à Demos, qui peut ainsi les céder à son client. Le savoir-faire et les droits de propriété intellectuelle préexistants des formateurs ne sont pas concernés par cette cession. Lorsque ces droits préexistants sont nécessaires à l'utilisation ou à l'exploitation des supports de cours, un droit d'usage gratuit et non exclusif est accordé à Demos de manière à ne pas limiter la cession des droits sur les supports concernés.

Il peut exister un risque que les droits de Demos soient contestés dans les cas où les formateurs ont signé un manuel de l'intervenant comportant d'éventuelles irrégularités telles que l'absence de paraphe, l'absence de date ou la présence de commentaires en marge.

A la date d'enregistrement du document de base, ce risque ne s'est pas matérialisé.

4.4.2. Risques liés au statut des formateurs

Pour l'animation des formations, le Groupe Demos fait appel à :

- des formateurs occasionnels rémunérés par Demos à concurrence d'un maximum de 30 jours d'intervention par an ;
- des formateurs indépendants payés par honoraires ;
- des salariés de sociétés ou organisations extérieures rémunérés en vacations et qui ne sont donc pas salariés de Demos ou de ses filiales.

Au regard de certaines des conditions dans lesquelles les formateurs exercent leurs activités (ordres et directives données par Demos ou les filiales concernées, convocation aux interventions par lesdites sociétés, rémunération des formateurs occasionnels par les sociétés, etc.), ces derniers pourraient revendiquer l'existence d'un lien de subordination avec Demos ou l'une des filiales concernées et par là même l'existence d'un contrat à durée indéterminée qui les lierait directement à la Société (que ce soit en cours d'exécution ou au moment de l'éventuelle rupture de celui-ci).

Cependant ce risque apparaît fortement limité pour les raisons suivantes :

- l'activité même des organismes de formation et leur mode d'organisation leur permettent difficilement de fonctionner autrement ; en effet le recours à des formateurs occasionnels et/ou à des vacataires est une nécessité. De même, les organismes sont, dans un souci d'organisation, dans l'obligation de donner des ordres et directives aux formateurs sans que ceux-ci puissent à eux seuls établir l'existence d'un lien de subordination entre l'organisme et le formateur ;
- les formateurs doivent signer et parapher le « Manuel Intervenant » contenant un contrat de partenariat. Ce Manuel détermine l'ensemble des documents que les formateurs doivent fournir avant le début de toute activité au sein de la Société et fixe les conditions dans lesquelles les formations se dérouleront (convocations, matériel pédagogique...).

Au regard de ce « Manuel Intervenant », il semble difficile d'établir une quelconque volonté de la part de Demos d'établir un lien de subordination à l'égard de ses formateurs. En effet, ces derniers sont libres :

- « d'enseigner » auprès d'autres organismes de formations, le Manuel n'imposant qu'une condition de loyauté (non sollicitation de clientèle) et aucune obligation de non-concurrence ;
- de ne pas se rendre à une formation fixée par Demos à la seule condition de prévenir Demos, et
- d'utiliser leurs propres supports de cours, etc.

4.4.3. Faits exceptionnels et litiges

Le Groupe est, ou est susceptible d'être, impliqué dans un certain nombre de procédures juridictionnelles dans le cours normal de ses activités. Des dommages et intérêts sont, ou peuvent être, demandés dans le cadre de certaines de ces procédures. Le Groupe Demos estime que les litiges ou situations contentieuses connus ou en cours à ce jour sont suffisamment provisionnés et que les éventuelles issues défavorables ne devraient pas affecter sa situation financière consolidée de façon significative.

Il est toutefois précisé que la société EFP/Formalanges, acquise par Demos en janvier 2007, est actuellement partie à un litige l'opposant à la société IFL. EFP/Formalanges a en effet été assigné le 13 avril 2007 par la société IFL, représentée par son commissaire à l'exécution du plan de redressement judiciaire. La Société IFL demande au Tribunal de grande instance de Paris de condamner la société EFP/Formalanges pour acte de contrefaçon de sa méthode d'enseignement des langues étrangères destinée aux intermittents du spectacle et pour actes de concurrence déloyale.

Les demandes de la société IFL sont principalement les suivantes :

- interdire l'exécution du contrat conclu le 15 décembre 2006 entre l'AFDAS et EFP/Formalanges, aux termes duquel Formalanges dispense des formations en langues étrangères aux intermittents du spectacle affiliés à l'AFDAS ;
- condamner la société EFP/Formalanges à lui payer une indemnité forfaitaire de 150 000 euros en réparation du trouble commercial causé ;
- condamner la société EFP/Formalanges à lui payer une indemnité de 737 256 euros en réparation des pertes résultant des actes de concurrence déloyale commis.

En l'état et en l'absence de communication par IFL des pièces sur lesquelles elle prétend fonder sa demande, le risque de voir reconnaître la responsabilité de la société EFP/Formalanges ne peut pas être estimé avec certitude. Il est toutefois précisé, que Demos bénéficie d'une garantie de passif qui devrait lui permettre d'obtenir une indemnisation de la part du cédant en cas d'une condamnation éventuelle de EFP/Formalanges (sous déduction d'une franchise de 15 000 euros stipulée dans ladite convention de garantie).

Il n'existe pas d'autres procédures administratives, judiciaires ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

4.4.4. Risque fiscal

Tout réexamen, remise en cause ou modification de la situation fiscale du Groupe pourrait se traduire par le paiement de rappels d'impôts, d'intérêts de retard et/ou de pénalités et pourrait donc avoir un impact défavorable sur la situation financière et les résultats du Groupe.

4.4.5. Assurances

Demos bénéficie au jour du présent document de base, de plusieurs polices d'assurance souscrites via un intermédiaire.

Les couvertures sont souscrites respectivement :

- soit par la Société, au bénéfice de certaines filiales françaises ;
- soit directement par chacune des filiales du Groupe, notamment par les filiales étrangères.

Les principales polices d'assurance souscrites au sein du Groupe Demos sont les suivantes :

Responsabilité civile / professionnelle

Type d'assurance	RC Professionnelle / exploitation
Assureur	AXA
Numéro de police	205.160.109.65.187
Bénéficiaire	Groupe Demos
Date de renouvellement	1 ^{er} janvier
Risques assurés	Conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'assuré à la suite de dommages corporels, matériels et immatériels résultats d'erreurs, omissions, oublis, inexactitude ou négligences
Montants des garanties	RC Exploitation : <ul style="list-style-type: none">- Tous dommages confondus : 7.500.000 € / sinistre- Dommages corporels : 7.500.000 € / sinistre et par an- Faute inexcusable : 1.000.000 € / sinistre et par année- Dommages matériels et immatériels consécutifs : 1.500.000 € / sinistre et par an- Bien confiés : 450.000 € / sinistre- Dommages immatériels non consécutifs : 1.000.000 € / sinistre- Atteintes à l'environnement : 750.000 € / sinistre et par an
Prime 2006	RC Professionnelle : 1.500.000 € 1.288 € HT

Type d'assurance	RC Professionnelle / exploitation
Assureur	AXA
Numéro de police	186.501.59.04
Bénéficiaire	Demos SA
Date de renouvellement	1 ^{er} janvier
Risques assurés	Conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'assuré à la suite de dommages corporels, matériels et immatériels résultats d'erreurs, omissions, oublis, inexactitude ou négligences
Montants des garanties	RC Exploitation : <ul style="list-style-type: none">Tous dommages confondus : 7.500.000 € / sinistreDommages corporels : 7.500.000 € / sinistre et par anFaute inexcusable : 300.000 € par victime – 750.000 € par annéeDommages matériels et immatériels consécutifs : 750.000 € / sinistre et par anBiens confiés : 380.000 € / sinistreDommages immatériels non consécutifs : 300.000 € / sinistreAtteintes à l'environnement : 750.000 € / sinistre et par an
Prime 2006	RC Professionnelle : 300.000 € 2.354 € HT

Responsabilité civile des mandataires sociaux

Type d'assurance	RC des mandataires sociaux
Assureur	AXA
Numéro de police	309.553.2804
Bénéficiaire	Demos SA
Date de renouvellement	1 ^{er} avril
Risques assurés	Conséquences pécuniaires des réclamations formulées à l'encontre de Demos et mettant en cause la responsabilité civile personnelle imputable à une faute de gestion commise par un des dirigeants
Montants des garanties	2.000.000 € / sinistre et par an Sous limite de garantie pour l'ensemble des filiales : 250.000 €
Prime 2006	3.560 €

Type d'assurance	RC des mandataires sociaux
Assureur	AIG Europe
Numéro de police	790.180.70.000
Bénéficiaire	Demos SA
Date de renouvellement	20 novembre
Risques assurés	Conséquences pécuniaires des réclamations formulées à l'encontre de Demos et mettant en cause la responsabilité civile personnelle imputable à une faute de gestion commise par un des dirigeants
Montants des garanties	770.000 € / sinistre et par an Montant cumulé des indemnités versées par AIG : 25.000.000 €
Prime 2006	3.338 €

Dommmages directs / pertes d'exploitation

Type d'assurance	Dommmages directs
Assureur	AXA France IARD
Numéro de police	375.035.189.725.87
Bénéficiaire	Demos SA
Date de renouvellement	1 ^{er} janvier
Risques assurés	Pertes d'exploitation en cas de sinistre
Montants des garanties	Incendie et événements assimilés : 927.975 € (matériel, aménagements) 5% de l'indemnité (pertes indirectes) Dégâts des eaux : 463.978 € (matériel, aménagements) 5% de l'indemnité (pertes indirectes) Vol par pénétration dans les locaux : 185.591 € (matériel, aménagements) Bris des glaces et enseignes : 12.196 € Responsabilité civile locative : sans limitation Responsabilité perte de loyers : 1 an de loyers Trouble de jouissance et recours des voisins et des tiers : 1.356.796 € dont 135.679 € sur dommmages immatériels
Prime 2006	15.856 €

Type d'assurance	Pertes d'exploitation
Assureur	AXA Courtage
Numéro de police	375.036.753.339.87
Bénéficiaire	Demos SA
Date de renouvellement	1 ^{er} janvier
Risques assurés	Tous nos bureaux
Montants des garanties	762.245 € / sinistre
Prime 2006	10.601 €

Assurance missions professionnelles

Type d'assurance	Missions professionnelles
Assureur	AXA Courtage
Numéro de police	375.036.799.223.87
Bénéficiaire	Groupe Demos
Date de renouvellement	1 ^{er} janvier
Risques assurés	Garantit les préposés salariés lorsqu'ils utilisent occasionnellement leurs véhicules personnels (moteurs à quatre roues) pour des missions ponctuelles qui leur sont confiées
Montants des garanties	Recours : dans la limite de 7.625 € Avance sur recours : dans la limite des 15.245 € avec un maximum de 80% de la valeur avant sinistre Incendie : franchise de 457 €, limite de garantie fixée à 15.245 € Vol : franchise de 457 €, limite de garantie fixée à 15.245 € Dommages accidentels : franchise de 457 €, limite de garantie fixée à 15.245 €
Prime 2006	2.173 €

Polices d'assurance pour les filiales françaises du Groupe Demos

Souscripteur	Police
AFRAMP	Multirisque professionnelle Responsabilité civile Homme clé
Demos Langues	Automobile Multirisque Entreprise Perte d'exploitation Tous risques informatiques Hommes clés
ECA	RC Prestataires (activité de recrutement)
WDB	Multirisque Professionnelle Responsabilité civile Automobile Habitation

Polices d'assurance pour les filiales étrangères du Groupe Demos

Les filiales étrangères suivantes bénéficient d'une police d'assurance au niveau local :

- CSE / Demos Limited (Royaume Uni) ;
- Demos Europäische Wirtschaftsakademie (Allemagne) ;
- Demos Benelux (Belgique) ;
- Demos Polska (Pologne) ;
- Global Estrategias (Espagne et Portugal).

Le Groupe Demos, après avoir fait procéder à un audit complet de ses polices d'assurances, envisage de rationaliser sa couverture en mettant en place un programme Groupe centralisé pour l'ensemble de ses filiales et en augmentant le plafond de certaines garanties.

5. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR

5.1. Histoire et évolution de la société

5.1.1. Dénomination sociale

L'émetteur a la dénomination sociale « Demos ».

5.1.2. Registre du Commerce et des Sociétés

Demos est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 722 030 277 RCS Paris.

5.1.3. Date de constitution et durée de la Société

Demos a été constituée le 25 mai 1972 pour une durée initiale de cinquante ans à compter de sa date d'immatriculation. Elle a été transformée en Société Anonyme en 1977. Les statuts modifiés lors de l'Assemblée Générale du 18 avril 2007 ont porté sa durée à 99 ans à compter de sa date d'immatriculation sauf cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

5.1.4. Siège social, forme juridique et législation applicable

Demos a son siège social au 20 rue de l'Arcade, 75008 Paris.

Son numéro de téléphone est le (33) 1 44 94 16 16.

La Société est une société anonyme de droit français à conseil d'administration soumise aux dispositions du livre II du Code de commerce et du décret n°67-236 du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales.

5.1.5. Evénements importants dans le développement des activités de l'émetteur

1972 Création de la société Demos par Jean Wemaëre.

1973 Conception des premiers modules de formation en intraentreprise.

1974 Lancement des premiers stages interentreprises, entrée au capital de Geneviève de Froissard de Broissia.

1978 Première opération de croissance externe avec l'acquisition de la société School Of English for Commerce and Industry (formations linguistiques). La société est devenue Demos Langues depuis le 1^{er} janvier 1994.

Installation de Demos au 20, rue de l'Arcade à Paris le 1^{er} juin 1978.

1979 Publication et diffusion du premier catalogue interentreprises.

1981 Demos réalise alors environ 900.000 euros de chiffre d'affaires. La société acquiert la COGESSOR, organisme de conseil et de formation dans le domaine de l'organisation industrielle et des achats et avec elle l'AFRAMP, spécialisée dans la formation des cadres demandeurs d'emploi. COGESSOR a fusionné avec Demos en 1990.

- 1985 Création de Management et Relations du Travail, spécialisé dans le recrutement et les bilans de compétences, devenu Expertise et Consulting de l'Arcade (ECA) depuis le 31 octobre 2001.
- 1989 Demos structure son organisation par secteur de formation, avec la création de départements opérationnels spécialisés.
- 1993 Création de la société Les Editions Demos et publication du premier ouvrage sur les bilans de compétences.
- 1996 Rachat du fonds de commerce de formation informatique IFD à AT&T Istel SA, intégré au département informatique de Demos.
- 1997 Rachat de l'AFCEPF (formation informatique pour demandeurs d'emploi) et de l'INSIG (formation bancaire). Le Groupe réalise alors 9 millions d'euros de chiffre d'affaires consolidé. l'INSIG a été intégré depuis à Demos.
- 1998 Création d'un département opérationnel spécialisé pour les réponses aux appels d'offres de la Commission Européenne. Il deviendra Demos Benelux (société filiale belge) en 2002.
- 1999 Acquisition de Communication Skills Europe (« CSE ») au Royaume Uni.
- 2001 Création d'un partenariat en Chine.
Entrée d'Investisseurs Financiers dans le capital de Demos.
Acquisition de Format Finance (formations bancaires), intégré depuis à Demos.
- 2002 Création de Demos Benelux.
- 2003 Transformation du partenariat chinois en joint-venture : Shanghai Ying Gang Demos Training & Consulting Co.
- 2004 Demos rachète Methodis (formation bancaire) et EWA (filiale allemande du Cesi, un des concurrents de Demos). Methodis a été intégré à Demos depuis.
Création d'une filiale en Pologne, Demos Polska, et ouverture d'un bureau de représentation à Pékin.
Réactivation de la filiale marocaine Format Finance Maroc rebaptisée depuis FORMADEMOS.
- 2005 Acquisition de 51% de Global Estretagias (Espagne et Portugal) et de 100% du sous-groupe LG2P.
Prise de contrôle de France Action Locale (détention à 51%, en charge de la formation aux élus) et de la SEPEPP (détention à 51%, spécialisée dans la préparation aux concours et dans l'édition).
Création de l'Institut Demos.
- 2006 Création d'Oasys, spécialisée dans l'*outplacement* (détention à 33%).
Ouverture d'un bureau de représentation à Alger.
Prise de contrôle de l'Institut de Formation Calédonien (IFC Demos).
Augmentation de la participation dans l'Institut Demos (passage de 69% à 95%).
Lancement d'une offre de séminaires destinés aux dirigeants, et création d'une Joint-Venture en Australie avec la société australienne BSIL.

Sortie du GIE AFCEPF.

2007 Acquisition de 100% de la société Européenne de Formation Professionnelle, agissant sous la dénomination commerciale Formalangues (formations linguistiques).

Création de Demos Middle East à Dubaï dont Demos détient 67%.

5.2. Investissements

5.2.1. Investissements réalisés lors des trois derniers exercices

En milliers d'euros	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004
Acquisitions d'immobilisations incorporelles (financées sur fonds propres ou crédit bail)	(1 236)	(262)	(169)
Acquisitions d'immobilisations corporelles (financées sur fonds propres ou crédit bail)	(718)	(450)	(572)
Acquisition de titres de participation consolidés	(264)	(4 805)	(836)
Acquisitions d'autres immobilisations financières	(96)	(79)	(142)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	12	-	4
Cessions d'immobilisations financières	70	23	60
Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements	(2 232)	(5 573)	(1 685)

Nota : ce tableau est établi hors impact des variations de périmètre et hors impact des écarts de conversion

Les principaux investissements des trois dernières années se répartissent comme suit :

- concernant les immobilisations incorporelles, le Groupe a significativement investi au cours des dernières années et plus particulièrement en 2006, dans le cadre d'un plan informatique à trois ans, initié fin 2005. En 2006, les principaux projets ont concerné :
 - l'acquisition et le paramétrage d'un nouveau logiciel de gestion des campagnes de marketing direct ;
 - la création d'un *datawarehouse* ;
 - la refonte de l'applicatif métier gérant l'activité interentreprises ;
 - la création et la refonte de plusieurs sites internet du Groupe.
- Immobilisations corporelles :
 - les investissements réalisés en 2004 et 2005 portent essentiellement sur l'accroissement du parc micro-informatique à destination des formations et des salariés ainsi que sur la rénovation régulière des locaux accueillant les stages interentreprises ;
 - les acquisitions de l'exercice 2006 concernent principalement le système d'information du Groupe dans le cadre du plan informatique à trois ans (création d'une salle serveur, refonte des infrastructures de communication interne, acquisition de nouveaux serveurs, etc.).

- les principales acquisitions de titres de participation consolidés des trois dernières années sont les suivantes :
 - en 2004, Demos a acquis :
 - 100% des titres de la société Metodis ;
 - 100% des titres de Europäische Wirtschafts Akademie (EWA) ; et
 - a libéré sa participation dans le joint venture chinois Shangai Ying Gang Demos Training & Consulting Co;
 - en 2005, Demos SA a :
 - acquis 51% des sociétés Global Estrategias Espagne et de ses filiales Global Estrategias Portugal et Cursos Express ;
 - acquis 100% des titres de participation du sous-groupe E-Learning Agency ;
 - pris le contrôle de la SEPEPP (Groupe Revue d'Etudes) via une augmentation de capital ; et
 - participé à la création de l'Institut Demos (détention initiale de 69%).
 - en 2006, Demos a :
 - pris le contrôle de l'IFC via une augmentation de capital ;
 - réalisé une augmentation de capital de l'Institut Demos ; et
 - créé la joint venture australienne BSIL Demos détenue à 51%.
- Les variations des autres immobilisations financières au cours de la période 2004 à 2006 concernent principalement les dépôts et cautionnements relatifs à de nouveaux locaux loués par le Groupe ainsi que l'acquisition de participations non majoritaires.

En janvier 2007, Demos a acquis 100% des titres de la société EFP/Formalangues pour un montant initial de 1,5 millions d'euros.

5.2.2. Principaux investissements en cours de réalisation

Les principaux investissements en cours de réalisation concernent le plan informatique à trois ans. L'objectif de ce plan est d'accroître la précision et l'efficacité des actions de marketing, de doter les équipes commerciales d'outils de *business intelligence*, d'accélérer la réactivité de création des contenus pédagogiques, de moderniser les applicatifs métiers, d'accélérer le nomadisme des équipes, de renforcer le niveau de sécurité et d'être le support du développement international.

En outre, Demos continue de procéder régulièrement à des opérations de réfection et d'amélioration de ses locaux, en particulier au sein de son siège de la rue de l'Arcade à Paris, afin de maintenir un niveau d'accueil optimal des stagiaires interentreprises.

5.2.3. Principaux investissements futurs envisagés

Au cours de l'année 2007, Demos a pour objectif de mener à terme le plan informatique à trois ans et de poursuivre ses efforts relatifs à l'amélioration constante de ses locaux.

Enfin, le Groupe entend poursuivre activement sa politique de croissance externe sur deux axes majeurs :

- l'acquisition de sociétés de formation qui permettront d'étendre le périmètre géographique d'intervention du Groupe ;
- l'acquisition de cibles dont les activités sont complémentaires à celle du Groupe, notamment en matière de prestations de conseil et de formation.

Le Groupe étudie actuellement un certain nombre de dossiers d'acquisition. Toutefois, à cette date, aucun engagement ferme, ni aucune lettre d'intention n'ont été signés ni aucune due diligence n'a été initiée.

6. APERÇU DES ACTIVITES

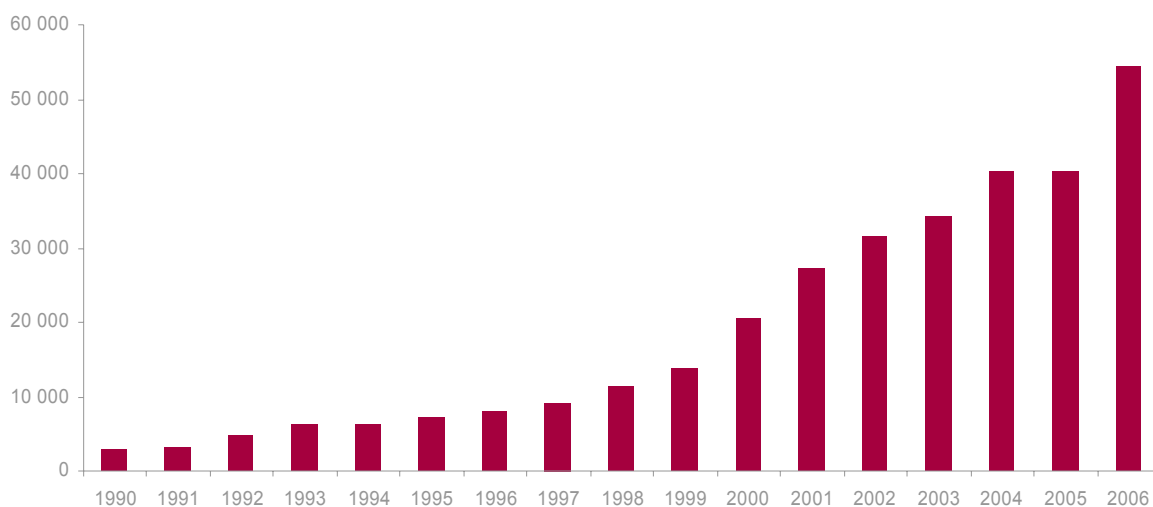
6.1. Présentation générale du Groupe Demos

Le Groupe Demos est le deuxième acteur français privé du marché de la formation professionnelle, avec un chiffre d'affaires consolidé de 58,5 millions d'euros en 2006. En 2006, la grande majorité des salariés formés par le Groupe étaient des salariés actifs du secteur privé. Les salariés de la fonction publique (Etat, EPIC, Communes et élus locaux, organisation internationales, etc.) représentent le solde restant.

Le Groupe est en fort développement, avec un taux de croissance annuel moyen de près de 19,5% sur les trois dernières années (dont 12,5% sous forme de croissance organique). Il réalise aujourd'hui près de 75% de son activité en France Métropolitaine.

Les données ci-dessous montrent la répartition du chiffre d'affaires consolidé du Groupe par zone géographique de facturation en 2004, 2005 et 2006 et son évolution depuis 1990. Depuis 1990, le Groupe n'a connu que des exercices bénéficiaires.

Pays	2004	2005	2006
France	88,4%	85,2%	75,3%
Espagne			8,4%
Bénélux	7,6%	8,2%	6,1%
Portugal			2,5%
Allemagne		0,8%	1,3%
Dom-tom	1,6%	1,9%	1,2%
Algérie	0,2%	0,8%	1,0%
Royaume Uni	1,4%	1,2%	0,9%
Maroc	0,1%	0,6%	0,8%
Pologne		0,2%	0,8%
Nouvelle Calédonie			0,7%
Chine			0,4%
Afrique	0,6%	0,8%	0,3%
Europe	0,1%	0,3%	0,2%
Italie			0,1%
Total	100,0%	100,0%	100,0%



Note : données sociales jusqu'en 1999 puis consolidées.

Le Groupe Demos intervient dans trois principaux domaines :

- la formation aux savoirs opérationnels, par la diffusion et le partage de connaissances et de pratiques professionnelles (voir partie 6.5.1. pour une description détaillée) ;
- le conseil en gestion des compétences et de la formation (voir partie 6.5.2. pour une description détaillée) ; et
- la diffusion du savoir opérationnel (par l'édition et la mise à disposition de bases de données accessibles à distance) (voir partie 6.5.3. pour une description détaillée).

C'est au travers de ces 3 axes que le Groupe Demos a développé ses différents métiers et est devenu l'un des acteurs généralistes et multi spécialistes de référence de la formation professionnelle en France :

- **la formation professionnelle continue** est l'activité principale de Demos et représentait 86 % du chiffre d'affaires consolidé en 2006. Les formations peuvent être assurées sous deux formes :
 - L'interentreprises, qui est le cœur historique de l'activité de Demos. Ces formations sont conçues et programmées à l'avance par Demos, référencées dans un catalogue distribué en début d'année, puis achetées par les entreprises pour le compte de leurs salariés. La formation interentreprises réunit sur un même thème des salariés issus d'entreprises différentes ; et
 - L'intraentreprise, qui correspond à une offre de formation sur mesure, conçue et dispensée par Demos pour le compte de salariés d'une même entreprise.
- **le e-learning** représentait 8% du chiffre d'affaires consolidé en 2006. Cette activité a pour objet la transmission du savoir et l'acquisition des compétences par le biais des nouvelles technologies (logiciels multimédia, Internet et intranet). Elle constitue à la fois un mode de formation flexible (accès permanent à des bases de données mises à jour régulièrement) ou encadrée (intégration de modules de e-learning à des séances de formations classiques), mais aussi un mode de gestion de la formation (notamment l'évaluation et le suivi des participants). C'est aussi pour Demos un outil de conquête différenciant, lui permettant de présenter une offre attractive et sur-mesure à ses clients ;
- **l'édition** représentait 1% du chiffre d'affaires consolidé en 2006. Les Editions Demos publient et diffusent les savoirs des formateurs du Groupe, les découvertes en sciences cognitives de l'Institut Demos et le baromètre emplois-compétences des Observatoires des Métiers.
- **la préparation aux concours publics et privés.** Cette activité représentait 3% du chiffre d'affaires consolidé en 2006.
- le **conseil** représentait 2% du chiffre d'affaires consolidé en 2006. Cette activité a pour objet de donner des outils innovants aux directions de grands groupes, pour les aider à gérer leurs ressources humaines et le recrutement de leurs collaborateurs dans un environnement complexe et évolutif (prise de décision de direction, audit d'organisation et audit qualité, gestion dynamique des compétences, *coaching* et *teambuilding*, etc.).

L'activité conseil comprend également :

- l'*outplacement* qui vise à accompagner des salariés à la recherche d'un emploi dans le cadre d'un plan social ou dans le cadre d'un licenciement individuel ;
- le conseil en stratégie des ressources humaines ;
- l'évaluation des compétences ; et
- l'*outsourcing* ou formagérance (externalisation de la gestion administrative de la formation).

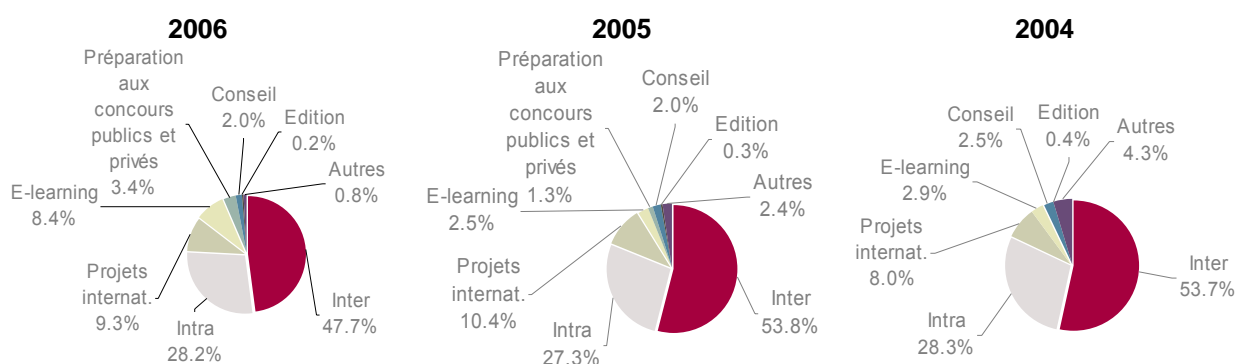
Les formations du Groupe sont assurées par un réseau d'environ 1 500 intervenants, qui ne sont pas des salariés permanents de Demos, mais qui sont pour la plupart des opérationnels exerçant dans de grandes entreprises, dans l'administration ou dans des activités de conseil, en France ou en Europe, et disposant de réelles aptitudes à la formation ainsi que le goût de la pédagogie. En 2006, Demos a assuré plus de 21.000 jours de formation en France.

Le Groupe Demos se compose de :

- Demos SA (France), maison mère et 1^{er} acteur opérationnel du Groupe, organisé en 11 départements opérationnels sectorisés par grands thèmes (Management, Finance, Marketing, Informatique, e-learning, conseil, etc.)
- 9 filiales et une participation en France :
 - 6 dédiées à la formation (Langues, Préparation aux Concours Administratifs, etc.)
 - 3 actives dans des activités connexes à la formation (Conseil, Edition, etc.)
- 11 filiales à l'étranger opérant sur des zones géographiques distinctes (Royaume-Uni, Espagne, Allemagne, Portugal, etc.), toutes dédiées à la formation.

Tout en développant leur propre activité et rentabilité, les filiales ont pour vocation de créer des nouvelles opportunités de croissance pour le cœur d'activité du Groupe (accès à des nouveaux clients notamment) et de permettre le développement de nombreuses synergies.

Le graphique ci-dessous précise la répartition du chiffre d'affaires entre l'interentreprises, l'intraentreprise et les autres activités (données consolidées) :



6.2. Atouts concurrentiels et stratégie

6.2.1. Atouts concurrentiels

Le Groupe Demos, une offre diversifiée et créative

Le Groupe Demos se distingue par l'étendue de son offre, tant en France qu'à l'étranger. En France, Demos dispose de l'offre la plus large du marché avec 1 699 stages proposés à son catalogue interentreprises, lequel s'enrichit en permanence de nouveaux stages :

Année	2004	2005	2006	2007
Nombre de stages proposés	1 354	1 495	1 594	1 699
Nouveaux stages	221	190	191	200

A cette offre de formation en France, s'ajoutent des stages interentreprises proposés par le Groupe en Espagne (environ 200 stages proposés), en Grande-Bretagne (177 stages proposés), en Allemagne (112 stages proposés), au Maroc, en Chine, au Portugal et en Australie.

Les formations proposées par le Groupe concernent la plupart des fonctions de l'entreprise (Marketing, Action Commerciale, Banques et Assurances, Langues, Informatique, Gestion, Production...), alors que la majorité de ses concurrents ont souvent une offre plus restreinte.

Cette diversité des thèmes s'accompagne d'une diversité des modes de formation : présentiel ou à distance (e-learning notamment), interentreprises ou intraentreprise, individualisé ou collectif, diplômant ou certifiant, etc. Ces modes de formation, servis par des processus innovants et plus de 30 ans d'expérience et de capitalisation des contenus et des pratiques, sont combinés pour s'adapter au mieux aux besoins des entreprises et des individus.

L'activité de conseil en management, d'outplacement et de recrutement, les préparations aux concours publics et privés, l'organisation des conférences, l'édition de ses propres supports de cours et le développement du e-learning sont autant d'éléments qui renforcent la position du Groupe Demos, véritable multi-spécialiste de la formation professionnelle.

Ces choix stratégiques ont permis au Groupe Demos de croître plus rapidement que son marché, en apportant une réponse adaptée aux besoins de ses clients (PME ou grands groupes internationaux), mais lui ont également permis d'atténuer l'impact des cycles baissiers sur certaines de ses activités.

L'offre de stage interentreprises est aussi perçue comme une source d'inspiration pour les clients intraentreprise du Groupe Demos, qui y puisent de nombreuses pistes de formation que le Groupe adapte ensuite à leurs besoins.

Une implantation internationale, une proximité régionale

Le Groupe Demos est implanté dans 13 pays et opère dans 20 pays, ce qui lui permet de bénéficier de fortes synergies :

- la capitalisation sur le savoir-faire et les connaissances accumulées par le Groupe, permet d'accélérer le développement de l'offre locale des filiales :
 - la filiale espagnole récemment acquise avait de très bonnes compétences en matière d'interentreprises et de e-learning. Demos l'accompagne pour le développement d'une activité intraentreprise ;
 - dans les filiales anglaise, allemande, marocaine, australienne et chinoise, le Groupe Demos a développé des catalogues interentreprises reprenant les formations les plus commercialisées du Groupe, adaptées à chaque marché ;
 - le Groupe bénéficie d'un échange constant des best practices entre les différentes structures (e-learning et modes d'évaluation en Espagne, formations diplômantes en Allemagne et en Pologne, coaching en Angleterre, etc.).
- le développement de son réseau international a permis au Groupe Demos de construire une offre adaptée aux besoins de formation des clients internationaux, qui peuvent concerner en même temps les salariés de plusieurs pays. Ainsi, avec ses filiales anglaise et belge, le Groupe a développé une activité très importante de formation des fonctionnaires de la Commission Européenne et de nombreuses formations financées par la Commission Européenne (en Chine, Tunisie, Pologne et Algérie par exemple). Cela a aussi permis au Groupe de renforcer son réseau d'experts et formateurs internationaux.
- en France, l'implantation du Groupe dans les principales capitales régionales (Lyon, Toulouse, Marseille, Nantes, Lille, Strasbourg, Grenoble et Bordeaux) lui a permis de développer son activité auprès des PME locales, mais aussi auprès des antennes régionales de grands comptes français et de groupes internationaux. En région, Demos est la seule entreprise qui a su développer une offre généraliste de formation, ce qui lui permet de bénéficier d'une croissance de son activité plus rapide que celle enregistrée en région parisienne.

Des prestations et processus de grande qualité

Demos a le souci permanent de la qualité de ses prestations, gage de fidélisation du client et de développement de sa notoriété et de son activité. Dans le cadre de cette démarche qualité, Demos a obtenu en 1996 la certification ISO 9001. Cette certification a été renouvelée chaque année depuis.

Les départements opérationnels et les filiales de Demos sont composés de professionnels de la formation. A l'écoute des clients, des stagiaires et des formateurs, ces derniers enrichissent perpétuellement l'offre du Groupe Demos, et améliorent son adéquation aux besoins du marché : travail sur les supports de cours, évaluation de la pédagogie, etc.

Chaque année lors de l'élaboration du catalogue interentreprises Demos, de nombreuses formations sont créées ou mises à jour.

Par ailleurs, le e-learning permet d'améliorer la qualité de l'apprentissage en facilitant l'accès aux ressources et aux services, ainsi que les échanges et les collaborations à distance. Le e-learning est également un outil performant de suivi des stagiaires et de validation des acquis. Il rend possible l'auto-évaluation à distance et facilite la gestion d'un système de *reporting* permettant un suivi efficace de l'évolution des compétences des stagiaires.

Cette qualité repose aussi sur les compétences et le talent des intervenants, qui sont les principaux vecteurs de l'image de Demos. Aussi, le Groupe attache la plus grande importance à la rigueur de leur sélection et à leur évaluation permanente. Pour illustration de cette grande rigueur, Demos évalue ses prestataires après chaque formation, à partir des commentaires des stagiaires, et ne fait plus appel à ceux qui ont eu plus de deux évaluations jugées non satisfaisantes.

Ce choix de ne conserver que les meilleurs formateurs incite, de l'avis de la Société, les meilleurs éléments à venir travailler pour le Groupe Demos.

Par ailleurs, Demos met à disposition de ses clients un système d'évaluation de ses formations qui lui permet d'adapter son offre à leurs attentes et d'en améliorer ainsi la qualité. Cette évaluation se fait en trois étapes :

- une première évaluation est faite par le stagiaire à la fin de sa formation. Elle couvre l'ensemble des aspects de la formation : qualité de l'accueil, qualité des supports pédagogiques, contenu, réponse aux attentes, qualité de l'intervenant, etc. ;
- une deuxième évaluation est envoyée plusieurs semaines après la formation au responsable Formation de l'entreprise cliente. Cette évaluation a pour but de recueillir les commentaires des stagiaires sur les formations suivies et notamment l'impact qu'elles ont eu sur leur activité professionnelle quotidienne. Le taux de retour de ces évaluations est compris entre 20 et 23%. La note moyenne est comprise entre 18 et 19/20 ;
- une évaluation globale des services de Demos est aussi régulièrement menée auprès des responsables Formation des entreprises clientes (accueil, suivi commercial, gestion des projets, etc.).

Une notoriété forte et croissante

Avec près de 1 700 stages interentreprises proposés en France en 2007 (auxquels s'ajoutent de nombreux stages proposés dans les autres pays où le Groupe opère), couvrant l'ensemble des fonctions de l'entreprise, les catalogues des formations du Groupe Demos constituent une référence dans le secteur de la formation professionnelle. En France, le catalogue général édité chaque année par Demos, catalogue le plus important du secteur en nombre de produits, est distribué à tous les clients et prospects du Groupe. Il est aussi repris sur le site Internet du Groupe, qui a été visité près de 1 million de fois entre le 1^{er} avril 2006 et le 31 mars 2007 (source : Médiamétrie)⁶.

Par ailleurs, la notoriété de Demos est également renforcée par une politique marketing efficace : envoi de courriers (1 750 000 par an en France), envoi de fax (2 500 000 par an en France), envoi de courriers électroniques (2 500 000 par an en France) proposant des offres de stages ciblées, publicité dans les revues spécialisées, salons, événements, référencement sur le web⁷, etc.

Les Editions Demos qui publient les ouvrages de certains intervenants permettent aussi d'accroître la notoriété du Groupe auprès des entreprises, des actifs et des étudiants. Les Editions Demos proposent actuellement plus de 100 ouvrages sur les thèmes majeurs de la formation. Ces ouvrages sont distribués dans les grandes librairies et sur internet.

⁶ Ce site propose aussi des outils innovants, comme SkillsEval qui permet aux internautes d'évaluer en ligne leurs propres compétences et leurs besoins de formation.

⁷ La part du budget marketing allouée au référencement sur internet était d'environ 6% en 2006.

Le Groupe organise par ailleurs de nombreuses actions visant à renforcer son image et celle de la formation professionnelle :

- en 2007, Demos a choisi de faire la promotion du DIF et de récompenser par un trophée 6 entreprises ayant mis en place ce dispositif en 2006 ;
- l'Institut Demos organise régulièrement des rencontres entre universitaires et directeurs des Ressources Humaines, étudie les évolutions récentes des modes de transmission des savoirs et recherche comment les organisations pourront favoriser cette transmission ;
- la lettre « Effective Training News », consacrée aux principales thématiques du catalogue est diffusée à l'ensemble des contacts en entreprises ; elle met en avant témoignages de clients et avis d'experts.

En avril 2005, Demos a fait mener une étude de notoriété indépendante sur la base d'un échantillon de 179 sociétés françaises, clientes ou prospects, pour les activités de formation aux métiers de la finance. A l'issue de l'enquête, Demos est apparu comme l'un des 3 acteurs de la formation professionnelle les plus connus du marché.

Un modèle d'activité souple et performant

Depuis 1972, Le Groupe Demos a choisi de faire animer la quasi-totalité des formations qu'il propose par des professionnels des matières enseignées, extérieurs au groupe. Cette stratégie lui a permis :

- de construire un réseau de formateurs de grande qualité et de s'assurer qu'ils sont en permanence au fait des évolutions du savoir et des technologies ;
- de développer et d'adapter son offre en permanence.

6.2.2. Stratégie

Le Groupe Demos a pour ambition de devenir le leader européen du savoir opérationnel d'ici fin 2012. Fort de cet objectif, l'ambition stratégique du Groupe s'articule autour de deux axes :

- poursuivre la croissance ;
- rationaliser et enrichir son organisation.

6.2.2.1. Poursuivre la croissance

Croissance organique et amélioration de la rentabilité

Le Groupe Demos a pour priorité le développement de ses trois principaux métiers : l'interentreprises, l'intraentreprise et le e-learning.

- ***L'interentreprises***

L'accélération du développement commercial des stages interentreprises sera assurée par la mise en place des mesures suivantes :

- le développement de la fidélisation et des relations avec les grands comptes européens, grâce (i) au renforcement déjà entamé des équipes commerciales et (ii) au développement des agences régionales et des pôles internationaux ;
- l'adaptation de l'offre aux besoins des marchés locaux, reposant sur l'observation de la « vie » des différents produits et sur la veille technologique permanente ;
- l'amélioration des supports de formation et des prestations pédagogiques, notamment grâce au développement d'outils e-learning interentreprises ;
- la création de classes virtuelles, en e-learning et à distance, telles que développées par la filiale espagnole du Groupe (Global Estrategias).

Par ailleurs, le Groupe continuera de chercher à améliorer sans cesse le taux de remplissage de ses stages, principal critère de rentabilité de l'interentreprises. Pour ce faire, les mesures suivantes seront mises en place :

- renforcement des actions marketing planifiées : mailing, *e-mailing*, publicités, référencement sur le web, salons, événements ;
- optimisation de l'offre : gestion de la gamme et des dates auxquelles les formations sont offertes, stimulation des commandes aux périodes traditionnellement creuses, etc.

▪ **L'intraentreprise**

Le développement de l'activité intraentreprise offre un très fort relais de croissance pour Demos. Le Groupe, qui a signé plusieurs contrats représentant un chiffre d'affaires unitaire supérieur à 500.000 euros en 2006, entend continuer de développer cette activité.

Demos a aujourd'hui les moyens d'accompagner ses clients, de la conception des prestations de formation⁸, à leur déroulement puis leur évaluation, en utilisant les outils les plus efficaces à sa disposition : mise à niveau préalable des stagiaires grâce à des modules de e-learning sur mesure, édition de manuels adaptés, évaluation e-learning des stagiaires, évaluation des formateurs, etc.

Aussi, le Groupe souhaite renforcer la qualité de son suivi commercial pour atteindre ses objectifs de croissance.

Dans cette perspective, Demos a continué la constitution d'équipes commerciales adaptées, à même de comprendre finement les problématiques et objectifs des clients et de nouer ainsi des relations dans la durée.

Au cours de ces dix-huit derniers mois, Demos a ainsi considérablement accru sa capacité à formaliser les réponses aux appels d'offres de grands comptes qui lui parviennent régulièrement.

Par leur qualité, leur clarté et leur originalité, ces réponses ont permis de remporter des appels d'offres complexes en provenance de grandes entreprises.

Dans une logique d'efficacité et de transversalité, la coordination de ces équipes commerciales avec les départements opérationnels et filiales du Groupe est assurée hebdomadairement, au cours de comités de pilotages nouvellement créés.

▪ **Le e-learning**

En cinq ans, Demos e-learning a mené 250 projets autonomes auprès d'une clientèle variée, notamment composée de sociétés du CAC 40, grâce à une équipe stable de près de 40 collaborateurs expérimentés. Demos est le premier organisme de formation en France à s'être doté d'un service interne de production de contenus et d'outils e-learning.

Métier à part entière, le e-learning constitue aussi un facteur de compétitivité et d'amélioration de la qualité de la prestation de l'offre du Groupe interentreprises et intraentreprise. Il a aussi pour vocation de rendre accessible et commercialisable la somme des savoirs capitalisés par le Groupe.

Cette activité est, de l'avis de la Société, en grande partie récurrente, pour les raisons suivantes :

- les sociétés qui en ont fait l'usage ont tendance à redemander des outils de e-learning pour d'autres projets de formation ;
- l'accès aux bases de données du Groupe se fait par abonnement annuel et aucun abonnement n'a été résilié à ce jour.

Demos a donc pour ambition de continuer à développer le e-learning, en :

- continuant de développer son offre auprès des grands clients ;
- améliorant la transversalité avec les départements et filiales du Groupe (intégration des outils de e-learning au sein de l'offre interentreprises et intraentreprise) ;

⁸ Diagnostic, identification des enjeux, construction du mode de formation, sélection et mobilisation des meilleurs intervenants etc.

- enrichissant ses bases de données Banques Assurances (MediaCursus) afin de continuer de développer leur commercialisation ;
- développant des nouvelles bases de données commercialisables au sein des autres départements opérationnels (marketing, action commerciale etc.) et des filiales étrangères.

Politique de croissance externe

▪ En France

Ces dernières années, le Groupe a mené une politique soutenue de croissance externe. Elle lui a permis de développer :

- des savoir-faire stratégiques (acquisition de E-learning Agency) ;
- des compétences métiers, notamment dans les métiers de la Banque-Assurance avec l'acquisition de Format Finance et de Methodis ;
- des champs nouveaux d'activité de formation, notamment le groupe SEPEPP/Revue d'Etudes pour la préparation aux concours administratifs et la société France Action Locale pour la formation du personnel des collectivités territoriales ;
- une plus grande capacité de Recherche et Développement (Institut Demos).

Le Groupe entend maintenir ce développement par croissance externe et continuera :

- d'étudier régulièrement les opportunités de rachat qui lui sont présentées ;
- de prospecter afin de trouver des sociétés qui lui permettront d'enrichir ses prestations et d'accélérer sa croissance, tout en renforçant sa rentabilité.

▪ A l'international

Le développement à l'international est depuis longtemps une priorité pour le Groupe Demos :

- les marchés locaux porteurs sont autant de nouveaux débouchés pour l'offre importante de formation et le savoir-faire du Groupe Demos, développés au siège et dans les filiales les plus anciennes du Groupe ;
- la constitution d'un réseau international intégré permet de répondre aux besoins croissants des grands comptes.

Depuis 2003, Demos s'est ainsi installée dans 6 nouveaux pays présents sur 4 continents.

Le Groupe entend continuer son développement dans d'autres pays et mène actuellement une réflexion sur l'opportunité de s'implanter en Amérique du Sud. Demos souhaite aussi renforcer sa présence dans le monde anglophone (Inde et Etats-Unis).

A moyen terme, le Groupe Demos envisage de réaliser près de 50% de son chiffre d'affaires à l'étranger.

Le Groupe entend par ailleurs continuer d'améliorer les synergies et les transferts de savoir-faire entre chacune des filiales et le siège.

6.2.2.2. Rationaliser et enrichir son organisation

Rationalisation de l'organisation

Pour continuer l'accélération de sa croissance et améliorer la transversalité, le Groupe Demos a engagé une refonte de son organisation, qui passera notamment par la mise en place des décisions suivantes :

- réduction progressive du nombre de départements opérationnels de Demos, fonction de leur complémentarité, en vue de l'amélioration de leur productivité et de leur développement ;
- transfert de certaines activités administratives depuis les départements opérationnels de Demos vers la Direction Administrative et financière, dans une logique de mutualisation et de réduction des coûts ;

- création d'une Direction du Développement qui aura pour mission de coordonner les activités de chaque département opérationnel, notamment pour la gestion des grands projets, et le marketing, mais aussi de renforcer les synergies et les transferts de savoir-faire entre les différentes filiales du Groupe.

Enrichissement de la qualité de l'offre

- *Par la création d'un département « Knowledge Management »*

La mise en place d'un département de Knowledge Management devrait contribuer à l'amélioration de la qualité de l'offre du Groupe. Il permettra notamment une gestion optimale des informations et des savoirs acquis par la Société et améliorera le partage de l'information entre les départements et filiales. Demos entend développer le Knowledge Management autour de 3 objectifs :

- la veille concurrentielle : recherche et exploitation des renseignements relatifs à la concurrence ;
- l'alimentation et la gestion des bases de données consolidant pour l'ensemble du Groupe le contenu des formations, les supports pédagogiques, les informations concernant les formateurs ainsi que les propositions commerciales ;
- la capitalisation des savoirs et des savoir-faire, vraie richesse du Groupe.

- *Par le développement des partenariats universitaires*

En France et à l'étranger, le Groupe Demos continuera de chercher à nouer des alliances avec les tissus universitaires. Ces partenariats sont une source importante de l'enrichissement de l'offre de Demos, mais aussi du développement de son activité. Plusieurs partenariats sont déjà en place :

- mastère « Ingénierie de la Formation », en collaboration avec l'Université de Toulouse ;
- premier doctorat professionnel sur le thème de la « Communication d'entreprise », en collaboration avec l'Université Paris V ;
- Global Estrategias, en Espagne, a développé 9 cours sur les Ressources Humaines avec l'Université Complutense de Madrid et 7 cours en Secrétariat, Gestion des Systèmes, Finances, Marketing et Socio-Sanitaire avec l'Université Alcalá de Henares. Ces cours, d'une durée moyenne de 180 heures chacun, aboutissent à des certifications officielles (diplômes, mastères, etc.) ;
- traitement, en collaboration avec l'Université du Commerce extérieur de Pékin, d'un appel d'offres de la Commission européenne pour la formation de 200 hauts potentiels européens à la culture chinoise ;
- développement d'une offre interentreprises en commerce international avec l'Université des langues Etrangères de Canton ; et
- développement, avec l'Institut d'Administration des Entreprises de Lyon, de cursus diplômants en Pologne, etc.

- *Par l'encouragement et la recherche de l'innovation*

La croissance continue du Groupe est largement imputable à sa capacité d'innovation permanente, tant sur les contenus que sur les supports pédagogiques.

Demos a pour ambition de maintenir un fort niveau d'innovation, notamment via trois structures distinctes :

- l'Institut Demos, qui a pour mission de relier la recherche universitaire, la formation professionnelle et le monde de l'entreprise ;
- le Département e-learning, qui développe des outils de formation intégrant les nouvelles technologies ;
- le département Conseil de Demos, qui conçoit de nouveaux dispositifs de conseil en organisation apprenante, de nouveaux modes de formation mais aussi de nouvelles méthodes de conseil en gestion des compétences.

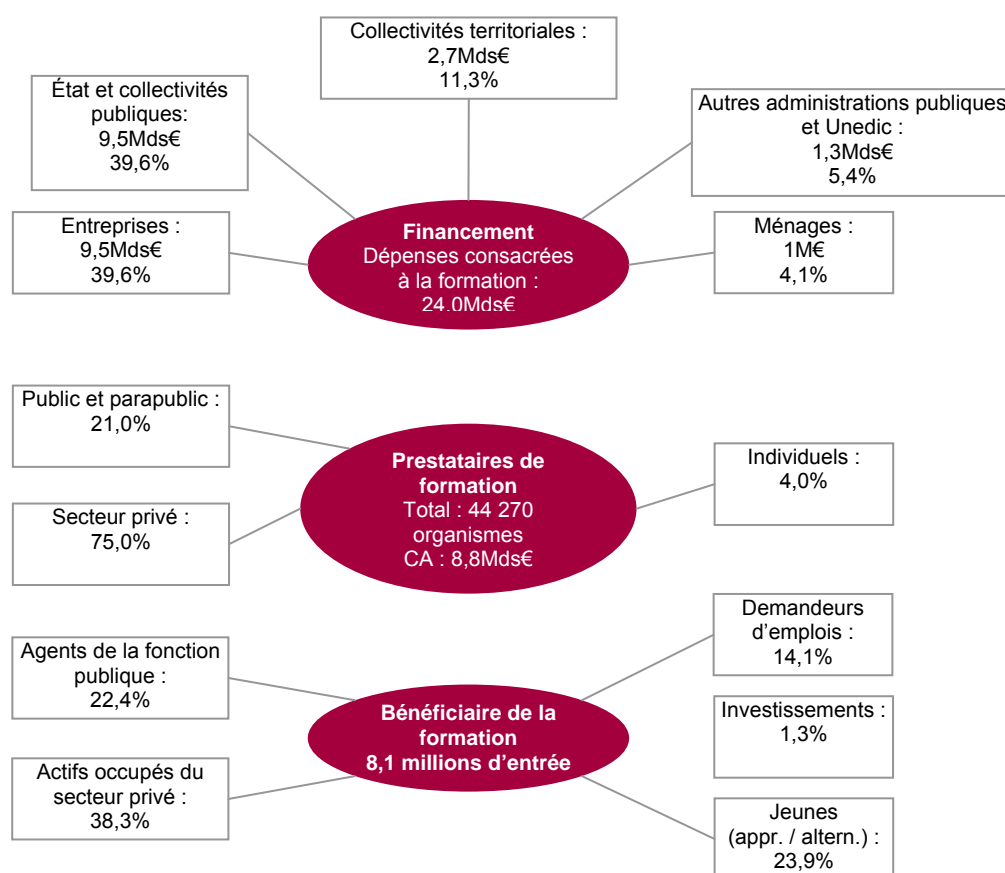
6.3. Le marché de la formation professionnelle en France

6.3.1. Panorama du marché

On distingue en France 4 modes de formation professionnelle :

- la formation professionnelle continue des salariés :
 - celle des actifs du secteur privé, principalement financée par les entreprises, qui constitue la majeure partie de la clientèle de Demos ;
 - celle des agents de la fonction publique, principalement financée par l'Etat et les régions ;
- l'apprentissage et l'alternance, équitablement financée par l'Etat, les régions et les entreprises ;
- la formation des demandeurs d'emploi, principalement financée par l'Etat et les régions ;
- la formation des non-salariés (agriculteurs, professions libérales, artisans, commerçants, etc.) qui est auto financée.

Le graphique suivant résume pour l'année 2004 les principales caractéristiques du marché de la formation professionnelle en France :

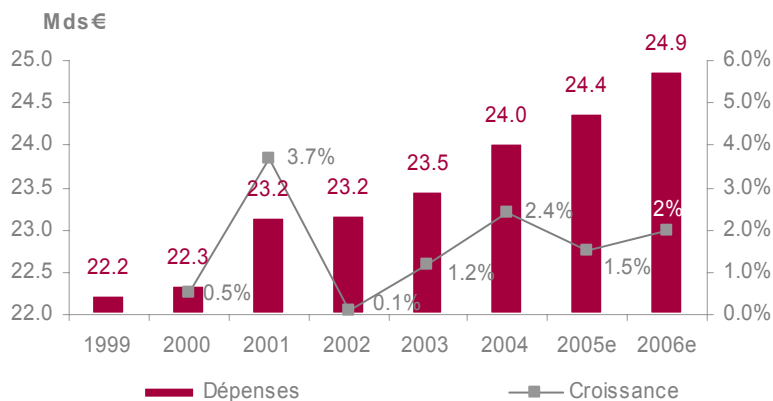


Source : Dares (Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques du Ministère de l'emploi, données 2004)

L'écart entre les dépenses consacrées à la formation (24 milliards d'euros) et le chiffre d'affaires réalisé par les prestataires de formation (8,8 milliards d'euros) provient de tous les coûts annexes : dépenses d'investissement, de rémunération, d'hébergement et de transport des stagiaires, frais indirects de suivi de dossiers, d'information, de conseil, ou d'ingénierie en formation.

6.3.1.1. Des dépenses de formation professionnelle en légère augmentation depuis 1999

Depuis 1999, les dépenses globales liées à la formation professionnelle et l'apprentissage ont augmenté de près de 1,5% par an jusqu'en 2004 et 1,6% par an jusqu'en 2006. Elles étaient estimées à 24,9 milliards d'euros en 2006 :



Source : Dares, Xerfi

6.3.1.2. Financements en provenance des entreprises

Les entreprises ont l'obligation de participer au financement de la formation professionnelle.

Avec 9,5 milliards d'euros de dépenses destinées à la formation professionnelle sur l'année 2004, les entreprises égalaient presque les dépenses de l'Etat et des régions réunis (12,2 milliards d'euros). En 2004, selon la Dares, 80% des contributions des entreprises ont profité à la formation des actifs du secteur privé, le reste ayant servi au financement de l'alternance et de l'apprentissage.

Les entreprises de moins de 10 salariés externalisent et mutualisent la gestion de leurs dépenses de formation en versant des cotisations forfaitaires aux organismes paritaires collecteurs agréés (« OPCA »). Ces cotisations servent à payer les prestations de formation suivies par les salariés de ces entreprises.

Au-delà de 10 salariés, les entreprises choisissent de gérer directement leurs dépenses ou d'adhérer volontairement au système mutualiste des OPCA, ou encore d'adopter un système mixte.

Environ 9% du chiffre d'affaires de Demos SA provenait des OPCA en 2006, le solde émanant directement des entreprises.

Le tableau suivant présente l'évolution des dépenses des entreprises et des organismes collecteurs en 2004 par type de bénéficiaire :

M€		2003	2004	Evolution (%)	Structure 2004 (%)
Jeunes		1 742	1 801	3.4%	19%
dont :	Alternance	899	909	1.1%	10%
	Apprentissage	883	892	1.0%	9%
Actifs occupés du secteur privé		7 624	7 624	0.0%	80%
dont :	Dépenses directes des entreprises de plus de 10 salariés	4 539	4 345	-4.3%	46%
	Dépenses des organismes collecteurs paritaires	3 078	3 272	6.3%	34%
	Autres	7	7	0.0%	0%
Investissement		84	81	-3.6%	1%
Total entreprises et Organismes collecteurs.		9 450	9 506	0.6%	100%

Source : Dares

Ces dépenses incluent les dépenses externes, dont le paiement des prestataires de formation, les dépenses de fonctionnement (hébergements, transports des stagiaires, frais indirects de suivi de dossiers, etc.) et les rémunérations des stagiaires (pendant et hors temps de travail).

La partie des dépenses destinée au paiement des prestataires représentait environ 60% des dépenses globales des entreprises en 2004, soit 5,7 milliards d'euros.

6.3.1.3. Financements en provenance de l'Etat et des régions

Près de la moitié des dépenses de formation professionnelle de l'Etat était destinée aux actifs de la fonction publique (42% en 2004), le solde étant équitablement réparti entre la formation professionnelle des jeunes (contrats d'apprentissage et alternance), celle des demandeurs d'emploi et celle des actifs du secteur privé.

En tendance, et depuis la loi de modernisation sociale de janvier 2002, l'Etat se désengage petit à petit de ce rôle de financement au profit des régions.

6.3.2. Le marché de la formation professionnelle continue

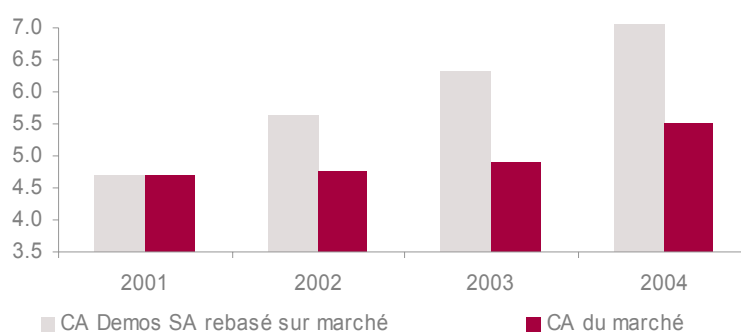
6.3.2.1. Un marché en croissance

Le Groupe Demos est essentiellement présent sur le marché de la formation professionnelle continue, et plus précisément sur celle destinée aux actifs occupés du secteur privé. Les demandeurs d'emploi représentent une part infime de l'ensemble des stagiaires de Demos. Le modèle actuel du Groupe est axé sur le « B to B », la décision et le financement des formations destinées aux salariés émanant le plus souvent des entreprises, des administrations et des collectivités territoriales.

De l'avis de la Société, la demande de formation devrait croître considérablement dans les 15 prochaines années, notamment parce que les salariés français disposent d'un faible taux de qualification professionnelle (diplôme ou certification) par rapport à certains autres pays européens, comme l'Allemagne par exemple, et qu'ils devront être accompagnés pour une montée en compétences par des dispositifs de formation.

Selon Demos, la croissance de ce marché sera par ailleurs au minimum corrélée à la croissance des entreprises et de leur masse salariale (cf. partie 6.3.2.1), dans la mesure où une grande part des financements de ce marché proviennent des entreprises.

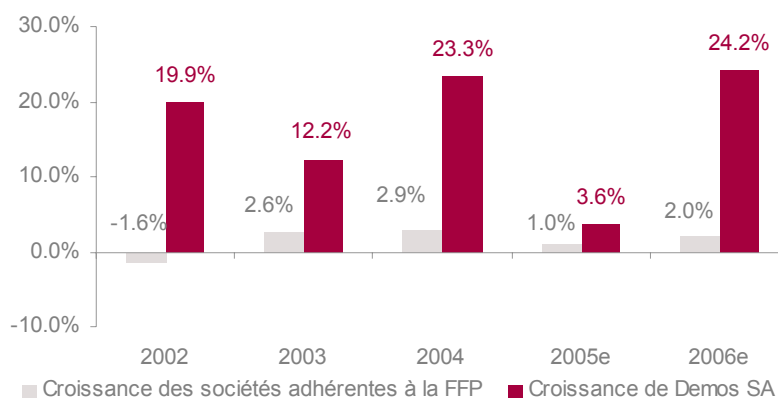
En 2004, le chiffre d'affaires des 12 800 organismes ayant exercé une activité de formation professionnelle continue s'élevait à 5,4 milliards d'euros, en augmentation régulière depuis 2001, de 5,4% par an en moyenne, alors même que les dépenses globales liées à la formation augmentaient beaucoup moins vite sur la même période (1,5% par an en moyenne). Comme indiqué sur le tableau ci-dessous, Demos SA connaissait au cours de cette période une croissance supérieure à celle du marché (18,4% par an en moyenne) :



Source : Dares, Demos

Note : Ces chiffres excluent l'apprentissage et l'alternance. Le marché est constitué des 12 800 organismes décrits précédemment

Le graphique suivant montre l'évolution de la croissance du chiffre d'affaires de 320 sociétés adhérentes à la Fédération de la Formation Professionnelle, dont 56% sont des structures commerciales et 44% des structures associatives. Les adhérents à la FFP cumulaient un chiffre d'affaires d'environ 952 millions d'euros en 2004 (données déclaratives).



Source : Xerfi

Xerfi a étudié l'évolution d'un échantillon de 381 organismes de formation classés sous le code NAF 804C et réalisant au moins 0,4 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2005. L'ensemble représentait un chiffre d'affaires cumulé de 787 millions d'euros en 2005.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution du chiffre d'affaires de ces 381 organismes répartis entre TPE (chiffre d'affaires compris entre 0,4 et 1 million d'euros), PME (chiffre d'affaires compris entre 1 et 10 millions d'euros) et « Poids lourds » (chiffre d'affaires supérieur à 10 millions d'euros).

Année	"Poids lourds"	PME	TPE	Total	Demos SA
2002	6,5%	2,3%	5,3%	4,4%	19,9%
2003	9,0%	1,9%	3,2%	4,9%	12,2%
2004	7,2%	4,0%	4,1%	5,3%	23,3%
2005	0,1%	4,9%	2,6%	2,5%	3,6%

Source : Xerfi

6.3.2.2. Le cadre légal et les différents moyens d'accéder au marché de la formation professionnelle continue en France :

Les entreprises ont l'obligation légale de consacrer un certain pourcentage de leur masse salariale à la formation professionnelle :

- 0,55% pour les sociétés de moins de 10 salariés ;
- 1,05% pour les sociétés de 10 à moins de 20 salariés ;
- 1,60% pour les sociétés de plus de 20 salariés.

Sans tenir compte de la formation en alternance, ces dépenses permettent aux salariés d'accéder au marché de la formation professionnelle continue via trois moyens, détaillés ci-dessous :

- le plan de formation ;
- le congé individuel ;
- le Droit Individuel à la Formation (« DIF »).

Selon la FFP (Fédération de la Formation Professionnelle), en 2005, 75% du chiffre d'affaires de ses adhérents, en provenance des entreprises et des OPCA, se faisait via le plan de formation, 19% via l'alternance, 5% via le congé individuel et 1% via le DIF.

Le plan de formation

Le plan de formation correspond à l'ensemble des actions de formation que l'employeur décide de faire suivre à ses salariés. Il est donc à l'initiative de l'employeur. A travers le plan de formation, trois types d'action peuvent être mis en place :

- l'adaptation au poste de travail (formation considérée comme faisant partie du temps de travail) ;
- les actions répondant à l'évolution et au maintien des emplois (les heures éventuelles de dépassement de la durée légale ou conventionnelle du travail ne sont pas comptabilisées comme des heures supplémentaires pouvant donner lieu à majoration ou repos compensateur) ;
- le développement des compétences (formation hors du temps de travail et donnant lieu au versement au salarié d'une allocation correspondant à 50% de sa rémunération nette en sus du salaire).

Le Congé Individuel

On distingue trois types de Congé Individuel :

- le Congé Individuel de Formation (« CIF ») qui permet aux salariés, à leur initiative, de suivre une formation pendant le temps de travail, sans lien nécessaire avec son activité ou celle de l'employeur. Le CIF n'est envisageable que pour les salariés travaillant depuis au moins deux ans, dont un an au sein de la même entreprise ;
- le Congé de Bilan de Compétence (« CBC ») qui permet aux salariés, à leur initiative, de faire un bilan personnel et professionnel en vue de définir un projet professionnel ou de formation ;
- enfin, le Congé Validation des Acquis de l'Expérience (« CVAE ») qui permet aux salariés, à leur initiative, d'obtenir un diplôme.

Le DIF

Le DIF, créé en mai 2004, permet à tout salarié de se constituer un crédit d'heures individuel de formation de 20 heures par an, cumulable pendant 6 ans dans la limite de 120 heures. C'est un droit d'initiative pour le salarié et l'entreprise peut refuser sa demande pendant deux années consécutives, sans motif. Au-delà de ces deux années, le salarié peut déposer sa demande auprès de l'OPACIF (OPCA gestionnaire du CIF) dont relève l'entreprise. Ce dernier se prononcera sur la validité de la demande et pourra demander à l'entreprise de la financer.

Le DIF se réalise principalement en dehors du temps de travail, avec une allocation de 50% de la rémunération nette du salarié. Si un salarié, du fait de son profil ou de contraintes personnelles, souhaite l'effectuer pendant son temps de travail, il en a aussi la possibilité.

Afin de mieux maîtriser l'efficacité et le coût des dépenses de formation, les entreprises cherchent à intégrer le DIF au sein de leurs programmes de formation. Elles ont ainsi mené des actions visant à améliorer la connaissance du DIF par leurs employés et ont mis en place des catalogues de formation répondant aux critères du DIF.

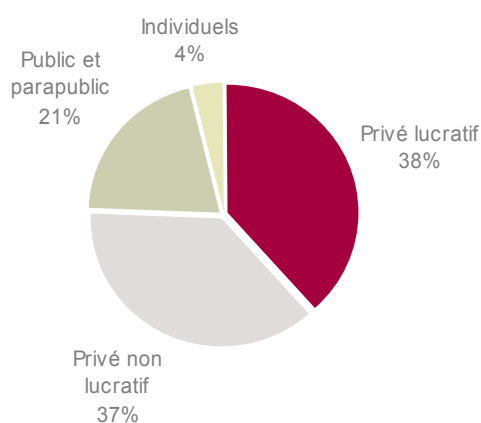
Le DIF constitue pour Demos un relais de croissance important :

- la forme des produits développés par Demos est adaptée au DIF. En effet, la majorité des stages proposés par Demos se déroule sur 3 jours, ce qui représente un peu plus de 20 heures de formation ;
- En tant que généraliste, Demos devrait être en mesure de répondre à tous les types de demande de formation ;
- le DIF est encore peu connu des salariés et devrait se développer : sa part dans le chiffre d'affaires des entreprises de l'échantillon présenté précédemment est, selon la FFP, passé de 1% en 2005 à 5% en 2006.

6.3.2.3. Les acteurs privés de la formation professionnelle continue

Selon la Dares, au 31 décembre 2004, 44 270 entreprises réalisaient des prestations de formation à titre principal ou annexe (incluant l'apprentissage et la formation en alternance). Parmi elles, 12 800 entreprises exerçaient des activités de formation professionnelle continue.

Le tableau suivant présente l'origine de ces 12 800 entreprises, en chiffre d'affaires au 31/12/2004 :



Source : Dares

Note : Cette répartition ne concerne pas les organismes dispensant des formations en apprentissage et alternance (établissements d'enseignement secondaire et supérieur professionnel)

Parmi les organismes du secteur privé, on distingue deux grands types d'intervenants :

- les organismes privés de formation, français ou étrangers, détenus par des personnes physiques, des actionnaires individuels ou des capitaux familiaux. Learning Tree International et Berlitz, côté étranger, Demos et la Cegos, côté français, sont les représentants les plus connus de cette catégorie ;
- les filiales des groupes de services et de l'industrie, telles que Thalès Université ou l'Académie Accor. Ces universités d'entreprise se sont développées à partir des années 80. Il en existerait aujourd'hui une quarantaine, proposant des formations à destination des salariés de leur groupe ou extérieurs.

6.3.2.4. Un marché de la formation professionnelle continue privé atomisé et en pleine concentration

Le secteur privé de la formation professionnelle continue est un marché très atomisé. Le premier acteur, la Cegos, détenait une part de marché approximativement égale à 3% avec un chiffre d'affaires de 144 millions d'euros en 2004⁹. La Cegos est suivie par Demos qui détenait une part de marché approximativement égale à 1%, avec un chiffre d'affaires de 40 millions d'euros en 2004¹⁰. On distingue ensuite une multitude d'acteurs qui sont pour la plupart spécialisés sur des niches.

Ce marché se caractérise également par sa très grande diversité : taille, couverture géographique, degré de spécialisation des prestations et de leur nature, formation du dispensateur (ancien opérationnel, ancien professeur, etc.), statut juridique.

⁹ Approximation effectuée en rapportant le chiffre d'affaires total de la Cegos en 2004 (144 millions d'euros) au chiffre d'affaires total des organismes de formation continue en France en 2004 (5,4 milliards d'euros).

¹⁰ Même calcul que précédemment.

Cette atomisation constitue une contrainte pour les entreprises, qui font souvent face à une offre pléthorique difficile à évaluer. La demande se reporte donc sur les principaux acteurs, également les plus connus. Aussi, en 2004, 6% des entreprises se partageaient plus de la moitié du chiffre d'affaires du secteur, comme indiqué dans le tableau suivant :

Taille (tranche de CA)	Entreprises	Part	CA (M€)	Part
< 75K€	6 528	51%	162	3%
75-150K€	1 664	13%	162	3%
150-750K€	3 072	24%	1 188	22%
750-1500K€	768	6%	864	16%
1500-3000K€	512	4%	972	18%
> 3000K€	256	2%	2 052	38%
Total	12 800	100%	5 400	100%

Source : Dares, 2004

Plusieurs tendances sont actuellement observées sur ce marché, de l'avis du Groupe Demos :

- les entreprises préfèrent aujourd'hui nouer des relations durables avec quelques fournisseurs rigoureusement sélectionnés plutôt que d'entretenir des relations avec un grand nombre de petits intervenants, ceci afin :
 - de faciliter leur gestion des relations fournisseur ;
 - de travailler avec des prestataires jouissant d'une bonne solidité financière ;
 - d'avoir une meilleure maîtrise de leurs dépenses en bénéficiant de la taille importante des contrats passés.
- les prestataires de formation ont besoin d'une surface financière suffisante qui leur permette de financer la recherche et le développement, éléments clés de leur succès dans un monde où la masse de savoirs double tous les 5 ans. Ils financent ainsi :
 - l'amélioration du formatage du savoir afin de le rendre plus facilement accessible aux individus ;
 - l'identification des savoirs nouveaux et des thèmes qui auront un impact social et économique sur les individus dans le futur.
- les entreprises internationales sont de plus en plus amenées à commander aux prestataires de formation des services harmonisés pour l'ensemble de leurs salariés, en tenant compte des différences culturelles, ce qui incite fortement les prestataires de formation à développer un réseau international.

Pour le Groupe, tous ces facteurs ont et auront pour conséquence le renforcement de la concentration du secteur, par croissance externe ou interne. Les leaders du marché comme Demos l'ont compris et se sont engagés dans cette voie, afin de mieux accompagner leurs clients.

6.3.2.5. Un marché relativement décorrélé des cycles économiques

De l'avis de la Société, le marché de la formation professionnelle bénéficie, en France comme ailleurs, d'une croissance assez stable, relativement décorrélée des cycles économiques :

- en haut de cycle, la forte compétition entre les entreprises les pousse à former régulièrement leurs employés ;

- en bas de cycle, les entreprises sont amenées à développer des actions massives de formation, dans le cadre de plans sociaux ou afin d'améliorer la productivité de leurs salariés.

6.3.2.6. Panorama des principaux acteurs privés :

Les généralistes et multispécialistes

Société	Chiffre d'affaires (M€)	Activité
Cegos	150,5 (consolidé – 2005)	Leader européen de la formation professionnelle, la société s'est essentiellement constituée par croissance externe. La Cegos est présente dans 12 pays d'Europe et également en Algérie, Corée du Sud, Grèce, Japon, Pays-Bas, Roumanie et Russie. 30 M€ du chiffre d'affaires est réalisé à l'international.
Cesi	22,1 (social - 2005) et 47,0 (consolidé – 2004)	Le Cesi est un des principaux acteurs de la formation professionnelle continue et de l'enseignement supérieur, au travers de 3 marques distinctes : l'Ecole d'Ingénieur du Cesi, Cesi Entreprises, l'Ecole Supérieur d'Informatique du Cesi. La société est implantée en Espagne et en Algérie.
IFG	25 (na) (social)	Le groupe IFG est spécialisé dans la formation professionnelle continue à destination des cadres et dirigeants, principalement dans le cadre de stages interentreprises. Il fait partie du Groupe américain Laureate Education.
EFE	6,9 (social - 2005) et 20,0 (consolidé – 2004)	Créé en 1998, le groupe EFE (Edition Formation Entreprise) est un acteur de la formation professionnelle continue, à dominance généraliste. Il dispose de 5 filiales en Europe : Espagne, Portugal, Luxembourg, Belgique et Suisse.
CSP	8,2 (social - 2005) et 10,0 (consolidé - 2004)	Le CSP a 37 années d'existence. Il propose 500 thèmes de formation en inter et intraentreprise et a également une activité de conseil, de coaching et de e-learning.

Source : annuaire des organismes de formation – FFP – 2006

Les spécialistes

Société	Chiffre d'affaires (M€)	Activité
Wall Street Institute	29 (2005) (ensemble du réseau)	Langues : Wall Street Institute est un groupe spécialisé dans l'enseignement de l'anglais. Créé en 1972 en Italie, il s'est développé par la suite à l'international en propre et en franchise. Le groupe compte 50 centres en France.
Learning tree International	13,2 (2005) (France)	Informatique : Learning Tree détient une filiale en France depuis 1977. La société compte trois centres de formation à Paris, Toulouse et Lyon.
Berlitz	13,5 (2002) (social)	Langues : Créé en 1878 aux Etats-Unis, le groupe Berlitz est implanté en France depuis 1895. La grande majorité de son activité consiste en l'apprentissage de l'anglais.
Orsys	15,6 (2005) (social)	Nouvelles technologies et management de l'informatique : Créé en 1976, Orsys propose principalement des séminaires sur les Technologies de l'Information et de la Communication et des stages pratiques en interentreprises. Orsys possède 5 centres de formation en France (Paris, Nantes, Lyon, Bruxelles).
Francis Lefebvre Formation	13,6 (2005) (social)	Droit, comptabilité, finance : la société est spécialisée dans la formation en fiscalité, droit des affaires, gestion du patrimoine, gestion des ressources humaines et management, droit social, paie, comptabilité, consolidation, audit, normes internationales et audit.
Telelangue	11,6 (2001) (social)	Langues : Telelangue, créé en 1981, propose des formations linguistiques par téléphone, minitel et Internet ainsi que des formations linguistiques traditionnelles en présentiel.

Sources : Demos, Xerfi, Guide 2005 des organismes de formation continue

6.4. Le marché de la formation professionnelle dans les principaux pays où Demos est implanté

6.4.1. Espagne

La croissance annuelle du marché espagnol de la formation professionnelle continue était estimée par la Société à 8% entre 2004 et 2005 et 12% entre 2005 et 2006. Le e-learning et la formation semi-présentielle (ou « Blend », mêlant formation présentielle et e-learning) y représentait plus de 10% du marché.

Le marché espagnol de la formation continue est très atomisé, animé par plus de 300 entreprises et consultants.

Les entreprises n'ont pour l'instant aucune obligation de formation de leurs salariés, mais des travaux visant à faire évoluer cette situation sont actuellement en cours.

La filiale espagnole de Demos, Global Estrategias, est essentiellement présente sur le marché de la formation professionnelle via des formations présentielles, le e-learning ou le Blend.

Selon le Groupe, les principaux concurrents privés de Global Estrategias sont :

- la Cegos ;
- Iniciativas Empresariales et IFE, principalement actifs sur l'interentreprises ;
- Elogos, actif en intraentreprise ;
- Epise, actif en intraentreprise ;
- Infova, actif en intra et interentreprises ;
- Instituto Liderazgo, actif en intra et interentreprises.

En Espagne, la formation continue du privé est aussi assurée par :

- les universités publiques et privées ;
- les écoles de commerce ;
- les consultantes de formation ;
- les Chambres de Commerce ;
- certaines associations d'entreprises.

6.4.2. Portugal

La société Global Estrategias est présente au Portugal où elle propose des formations présentielles et de e-learning, en intraentreprise et interentreprises. Elle estime être leader sur l'interentreprises présentiel. Elle est principalement active dans les secteurs pharmaceutique, immobilier et bancaire.

Pour le Groupe, les principaux concurrents de Global Estrategias sont des sociétés privées (SGCE, NPF et Vantagem+). Comme en Espagne, la concurrence provient aussi d'organismes publics (INA - Institut National d'Administration, AIP, ANJE - Association Nationale de Jeunes Entrepreneurs et AEP) et des universités (Universidade Católica Portuguesa, ISEG, Universidade Nova de Lisboa, ISCTE, AESE, etc.).

6.4.3. Allemagne

En 2004, le marché allemand de la formation était estimé à 7,9 milliards d'euros. Depuis cette date, il a bénéficié d'une croissance d'environ 4% par an (étude annuelle 2006 de la société de conseil Lündendonk).

En Allemagne, les plus grands organismes de formation sont associés à des entreprises privées ou à des organismes sociaux comme les syndicats. Ces prestataires sont aussi très actifs dans l'apprentissage et dans les formations de « requalification » pour les personnels licenciés ou demandeurs d'emploi. Les universités ne jouent pas encore un rôle significatif dans le secteur de la formation professionnelle continue.

De l'avis du Groupe, ses principaux concurrents directs en Allemagne, à savoir des sociétés ou organismes de formation privés s'adressant aux salariés du public et du privé, sont :

- IIR ;
- Euroforum ;
- Unilog Integrata ;
- Cognos.

Le reste du marché est comme en France très atomisé et on n'y retrouve aucun des leaders internationaux, à l'exception de Demos.

Il n'existe en Allemagne aucune obligation légale de former les salariés et quasiment pas d'aides publiques. Les rares dispositifs existants sont très difficiles à mettre en place et le montant de l'aide reste très limité.

Enfin, la zone d'influence de l'Allemagne se retrouve dans les pays de langue germanique tels que l'Autriche (Vienne) et la Suisse (Zurich), mais également dans les pays de l'Europe de l'Est jusqu'en Turquie.

6.4.4. Royaume-Uni

En 2005/2006, le chiffre d'affaires du marché de la formation à destination des salariés du secteur privé était estimé à 18 milliards de livres au Royaume-Uni, en diminution de 0,3% par rapport à 2003/2004. Dans les prochaines années, la croissance du marché devrait être relativement limitée, à environ 1% par an (source : *Keynote Training Market Report*, Novembre 2006).

Le principal acteur de ce marché est l'organisme public The Learning and Skills Council, dont le budget 2005/2006 était de 10,4 milliards de livres et qui permet aux entreprises, sous certaines conditions, d'obtenir des financements pour la formation de leurs salariés (source : *Keynote Training Market Report*, Novembre 2006).

Au Royaume-Uni, les plus grands organismes de formation privés généralistes sont : Reed Training, Hemsley Fraser et Capita. Le marché reste cependant très atomisé et est principalement composé de sociétés spécialisées sur leur secteur (ressources humaines, finance, etc.) et leur région. Avec sa filiale CSE, Demos occupait en 2006 le 124^{ème} rang des sociétés de formation (source : Plimsoll Publishing Ltd, Top 148 Analysis – Training Services Nov. 2005).

Au Royaume-Uni, comme en Allemagne, il n'existe aucune obligation légale concernant la formation des salariés.

6.5. Les trois métiers du Groupe Demos

Le Groupe Demos intervient dans trois principaux domaines :

- la formation aux savoirs opérationnels, par la diffusion et le partage de connaissances et de pratiques professionnelles ;
- le conseil en gestion des compétences et de la formation ;
- la diffusion du savoir opérationnel (par l'édition et la mise à disposition de bases de données accessibles à distance).

6.5.1. La formation aux savoirs opérationnels

6.5.1.1. L'interentreprises

Le Groupe propose à ses clients près de 1 700 stages interentreprises en France et de nombreux stages sur catalogue dans les autres pays où il opère. En France, ces stages se déroulent principalement dans ses locaux et s'étalent sur une durée de un à cinq jours. Ils regroupent des salariés d'entreprises différentes, ce qui favorise les échanges d'expérience.

L'animateur sélectionné s'appuie tout au long de son intervention sur des outils pédagogiques spécialement adaptés et développés (support de cours remis à chaque stagiaire, exercices et cas pratiques, etc.).

Ce mode de formation permet :

- d'acquérir rapidement des savoir-faire techniques nécessaires à l'exercice d'une nouvelle fonction ;
- d'élargir les compétences personnelles et professionnelles ; et
- d'aider le stagiaire à s'adapter aux mutations de l'environnement de l'entreprise.

L'interentreprises est l'activité historique du Groupe Demos et reste le moteur de son développement commercial ainsi que le pilier de sa notoriété. En 2006, l'offre interentreprises représentait près de 48% de son chiffre d'affaires consolidé.

En 2006, Demos a commercialisé des formations interentreprises auprès plus de 7 157 clients. Ses 50 premiers clients, principalement des grands groupes français, représentaient près de 29% du chiffre d'affaires 2006 interentreprises et les 10 premiers clients n'en représentaient que 15%.

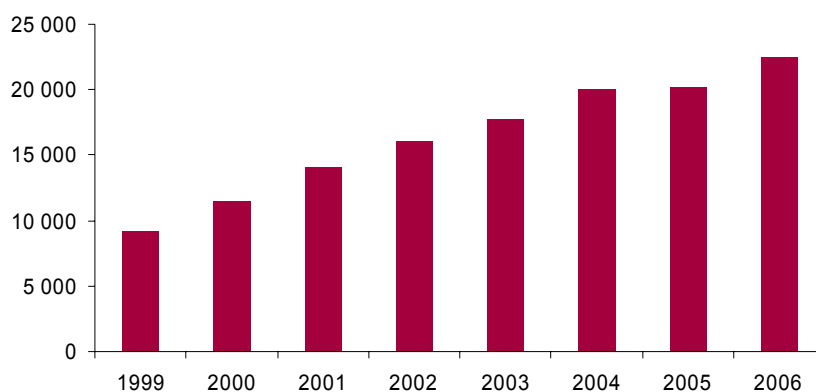
Les prix de vente par personne et par jour des stages interentreprises augmentent régulièrement depuis plusieurs années, fruit de la politique commerciale et marketing du Groupe. Ceci contribue à l'amélioration des performances financières de Demos.

Dans cette activité, le succès de Demos repose en grande partie sur les formations généralistes à destination des cadres : expression orale et prise de parole en public, gestion efficace du temps, amélioration des capacités commerciales et bureautique.

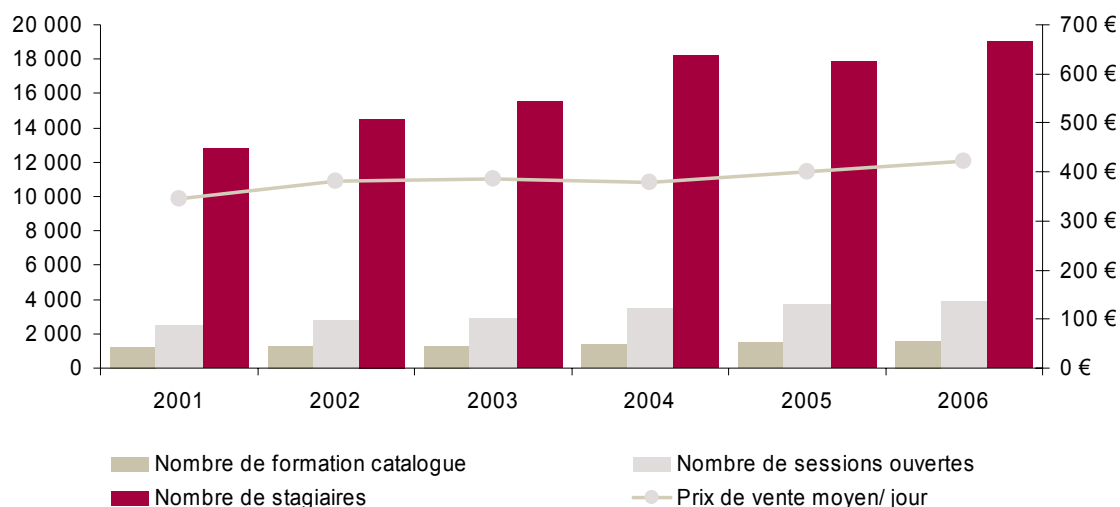
Sur les 1 594 formations proposées au catalogue interentreprises de Demos en 2006, les 10 premières représentaient environ 6% du chiffre d'affaires de Demos SA et près de 12% du chiffre d'affaires interentreprises.

Cette activité présente un fort caractère de récurrence ; ainsi, en France, Demos observe que chaque année environ deux tiers des anciens clients commandent de nouvelles formations interentreprises.

**Evolution du chiffre d'affaires interentreprises de Demos SA
(en milliers d'euros)**



En 2006, Demos a ouvert en France près de 4.000 sessions de formation, d'une durée comprise entre 2,5 et 3,0 jours, facturées en moyenne autour de 420 euros par jour :



6.5.1.2. L'intraentreprise

Ce mode de formation rassemble pendant une durée plus ou moins longue, un groupe de personnes d'une même société. Adaptées aux spécificités de l'entreprise, de sa culture, de son environnement et du public à former, ces formations doivent en plus :

- faciliter l'acquisition d'un vocabulaire commun ;
- permettre de fédérer, d'homogénéiser et de développer les compétences collectives ; et
- renforcer la cohésion des équipes et créer des synergies.

Dans le cadre d'une approche conseil, le Groupe a mis en place des procédures permettant de concevoir des formations intraentreprise sur mesure et répondant parfaitement aux besoins de ses clients. Cette procédure comprend 5 phases :

- le diagnostic : analyse du contexte, compréhension et identification des enjeux et définition des objectifs ;
- l'élaboration : choix du mode de formation, définition du programme, élaboration des outils pédagogiques et conception du système d'évaluation ;
- la mobilisation : sélection des consultants et constitution des groupes de travail ;
- l'organisation : formation des salariés ;
- le suivi : mise en place du dispositif d'évaluation, analyse des résultats et organisation des retours d'expériences.

Sur l'année 2006, ce type d'offre représentait plus de 28% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe (38% en incluant les projets internationaux). Cette activité est essentiellement tournée vers les grands comptes, qui sont une importante source de croissance pour Demos.

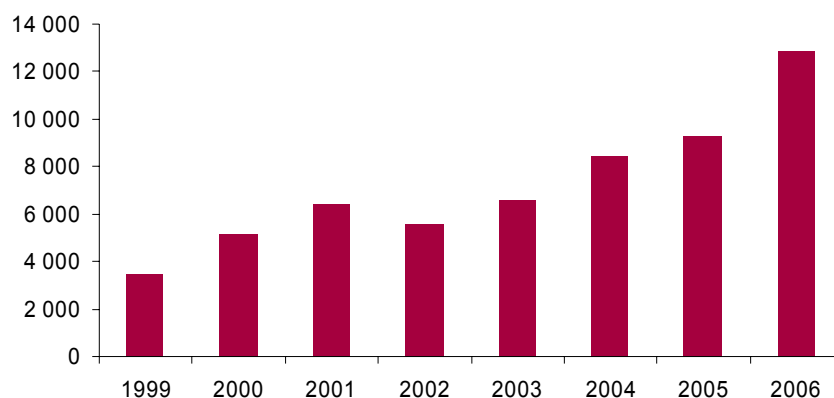
En 2006, Demos a commercialisé près de 10.300 jours de formations intraentreprise auprès de 1 275 clients. Ses 50 premiers clients, principalement des grands groupes français, représentaient un peu plus de 68% du chiffre d'affaires consolidé 2006 intraentreprise et les 5 premiers clients en représentaient près de 28%.

Par ailleurs, malgré les effets de la concurrence et cette relative concentration, Demos a toujours su préserver sa rentabilité, en augmentant régulièrement ses prix de vente.

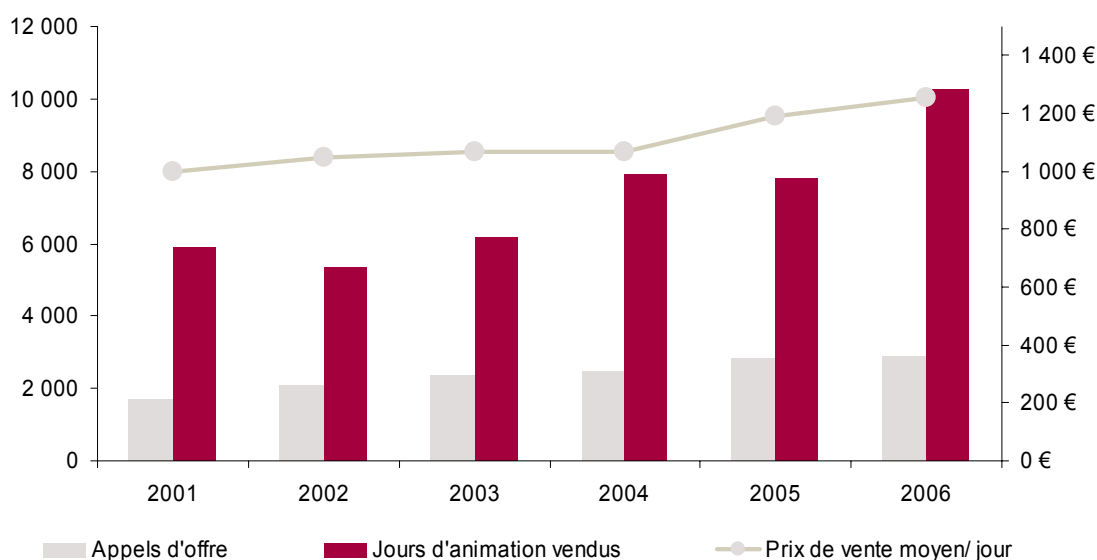
Enfin, en développant sa notoriété et son réseau de clients, Demos a augmenté le nombre de ses propositions commerciales, tout en gardant un taux de succès satisfaisant :

Année	Nombre de propositions commerciales effectuées par Demos	Taux de succès
2006	2 867	60,62%
2005	2 818	54,79%
2004	2 472	54,45%

Evolution du chiffre d'affaires intraentreprise de Demos SA (en milliers d'euros)



Le graphique suivant indique l'évolution du prix moyen de vente par jour, rapporté au nombre de jours d'animation vendus pour Demos en France :



6.5.1.3. Le e-learning

Le e-learning est un mode d'apprentissage basé sur l'utilisation des nouvelles technologies multimédias et de l'Internet. Sur l'année 2006, ce type d'offre représentait 8,3% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

Le e-learning bénéficie de nombreux avantages ; il permet :

- de se former à son rythme. Avec les 35 heures et l'aménagement du temps de travail, le e-learning est ainsi un dispositif plus "facile" à intégrer dans les emplois du temps, réduisant les temps d'absence au travail ;
- d'adapter davantage le contenu de la formation aux niveaux, aux attentes et aux objectifs de chaque participant. Grâce à un diagnostic précis des compétences en amont de la formation, le stagiaire choisit les modules pour développer les points sur lesquels il souhaite progresser ;
- de démultiplier et de déployer facilement la formation pour les salariés sur de multiples sites ;
- d'évaluer rapidement l'acquisition des compétences ;
- de renouveler l'approche pédagogique en développant l'interactivité et les aspects ludiques de la formation ; et
- de diminuer les coûts : il n'y a pas de frais de transport ou d'hébergement supplémentaire à engager et le temps d'apprentissage personnel peut être réduit.

6.5.2. Le conseil en gestion des compétences et de la formation

Demos a développé une activité de conseil auprès de ses grands comptes, au travers d'un département de Demos SA et de sa filiale ECA (Expertise et Consulting de l'Arcade). Demos répond ainsi principalement aux problématiques de gestion des compétences et de formation des ressources humaines. Le chiffre d'affaires de l'activité en 2006 s'établissait à 1,2 millions d'euros.

La matrice ci-dessous détaille le contenu des 5 axes d'expertise de l'activité conseil :

Management des compétences	Ingénierie de formation	Politique RH	Qualité et certification	DG et stratégie
Construction de référentiels de compétences	Mise en œuvre de grands projets de formation	GPEC et mobilité interne	Certification ISO pour la performance de l'entreprise	Développement de la culture stratégique
Gestion dynamique des process	Création d'outils et de méthodes pédagogiques	Mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle	Certification de services	Prise de décision et management dans la complexité
Outils d'évaluation	Projets e-learning	Conseil en gestion de la formation	Audit organisationnel et logistique	Organisation en réseau

L'activité conseil de Demos inclut également les prestations suivantes :

- l'*outsourcing* qui est assuré par ECA. Cette filiale propose aux départements des ressources humaines des entreprises clientes d'assurer la gestion administrative complète des formations : organisation pratique des formations, convocation des salariés aux formations etc. ;
- le *management* des compétences ; et
- l'*outplacement* qui est assuré par la société Oasys, contrôlée et dirigée par deux personnes physiques jouissant d'une forte expérience et d'une forte notoriété dans cette activité.

L'activité de conseil permet aussi à Demos de bénéficier de retombées positives sur ses activités de formation et d'approcher de nouveaux interlocuteurs au sein des directions des grands groupes.

6.5.3. La diffusion du savoir opérationnel

Editions

Les Editions Demos sont la structure du Groupe dédiée à la publication d'ouvrages spécialisés dans le domaine du management opérationnel et de la gestion des compétences. Cette structure, au cœur du métier de la diffusion des savoirs opérationnels, est aussi la vitrine du Groupe. Elle permet de faire connaître le nom de Demos auprès des clients potentiels et de mettre en valeur les travaux des meilleurs formateurs. Les éditions ont publié une centaine d'ouvrages depuis leur création, dont près de 30 sur les trois dernières années. Les nouvelles publications font souvent l'objet d'une couverture médiatique importante, dans les revues spécialisées et généralistes.

En 2006, l'activité d'édition représentait environ 0,24% du chiffre d'affaires consolidé.

Bases de données commercialisées

Demos a mis au point un processus éditorial unique qui lui permet, au travers d'applications informatiques propriétaires, de mettre à disposition de ses clients des bases d'information métier multi-usages. Ces bases sont accessibles depuis le poste de travail et permettent de :

- s'auto-former dans le cadre de parcours pédagogiques structurés ou libres ;
- constituer des ressources pédagogiques directement utilisables par les formateurs du Groupe.

Ces bases de données intègrent un contenu riche, actualisé plusieurs fois par an. Elles sont mises à disposition sous la forme d'un abonnement annuel ou pluriannuel, garantie de pérennité et de visibilité sur l'activité.

Ce principe a d'abord été appliqué dans le domaine bancaire. Le dispositif Médiacursus intègre aujourd'hui 900 unités de cours, 3 000 mots et leurs définitions, 5 000 exercices, 6 000 fiches pédagogiques (commentaires, résumés et visuels) ou encore 10 000 Questions à Choix Multiple. Plus de 50 000 personnes par an ont recours à ce type de services.

Fort de cette réussite, Demos a entrepris l'exportation de cet outil à l'international. La première application en cours de développement est destinée aux pays du Maghreb. Demos grâce à ses implantations en Chine est par ailleurs entré en phase de négociation active avec différentes institutions bancaires locales, pour l'adaptation et la commercialisation de cette base.

Demos a décidé de reproduire ce modèle pour les formations commerciales, marketing et juridiques et négocie actuellement des partenariats avec des éditeurs disposant de bases de données complémentaires.

Grâce à ses équipes dédiées, en contact permanent avec les clients, Demos fait évoluer les applications informatiques et les formats de diffusion de ses contenus. Historiquement accessibles sous un format documentaire, Mediacursus sera diffusé dès 2007 dans un format multimédia renforçant pédagogie et convivialité.

Cette activité est localisée dans le département e-learning et a généré environ 1 million d'euros de chiffre d'affaires en 2006.

6.6. L'organisation du Groupe

L'organigramme fonctionnel du Groupe Demos est présenté au chapitre 17.

6.6.1. Les départements opérationnels de Demos SA

Demos SA est organisé en 11 départements opérationnels, chacun spécialisé par secteur d'activité, qui ont vocation à assurer leur propre développement commercial et l'organisation des prestations vendues. Pour une description des départements Chine et International, voir la section 6.6.4.

Management, Ressources Humaines, Secrétariat

Ce département propose des formations en management d'équipe (motiver, animer et organiser ses équipes, manager les situations complexes, *coaching, team building*, etc.), management de projet (animer les équipes projets, utiliser les outils de la gestion de projets, maîtriser les risques, les délais et les coûts, etc.), ressources humaines (gérer les rémunérations, les retraites, connaître et appliquer le droit du travail, favoriser et animer le dialogue social, etc.) et secrétariat (métiers de l'accueil et du secrétariat, gestion de centre d'appels), etc.

Marketing, Actions Commerciales

Ce département propose des formations destinées aux forces de vente et aux directions marketing et commerciales (management et animation des forces de vente, optimisation de l'efficacité des commerciaux, marketing direct, marketing produit, marketing industriel, stratégie de marques, communication d'entreprise, etc.).

Banques Assurances (FMI)

Ce département propose des formations en comptabilité bancaire, droit bancaire, gestion de patrimoine, opérations bancaires internationales, marchés financiers, finance d'entreprise, gestion d'actif, assurance de personnes, assurance de dommages et assurance de responsabilité civile, etc.

Gestion, Finance, Droit, Fiscalité

Ce département propose des formations en comptabilité générale, comptabilité analytique, contrôle de gestion, audit, fiscalité, droit des sociétés, droits des contrats, management des risques juridiques, gestion de trésorerie, prévention et traitement des risques d'impayés, optimisation des flux de trésorerie, finance pour non financier, etc.

Transport, Douanes, Achat, Qualité, Organisation Industrielle

Ce département propose des formations dans le domaine des achats (métiers des achats, négociations achats, management des achats, etc.), des services généraux (management des services généraux, optimisation des services généraux, etc.), du commerce international (métiers du commerce international, acheter et vendre à l'international, travailler à l'international, etc.), de la douane et des transports (perfectionnement aux techniques douanières, procédures/contrôle/régimes douaniers, techniques du transport des marchandises, etc.), de la production industrielle et de la logistique, de la qualité (métiers de la qualité, normes et certifications, audit de la qualité, etc.) et de la sécurité, de la sûreté et de la prévention.

Collectivités territoriales, Environnement, Santé

Ce département propose des formations pour les administrations et les collectivités territoriales (achats et marchés publics, suivi et contrôle des associations, comptabilité et finances publiques, gestion des ressources humaines pour les collectivités territoriales et les agents publics, etc.), pour les établissements de santé (stratégie des établissements de santé, comptabilité et finances hospitalières, information médicale, secrétariat médical, gestion des risques, etc.) et les laboratoires pharmaceutiques (cadre légal des essais cliniques, animation des équipes de délégués médicaux, technique de communication en visite médicale, etc.).

Informatique et Bureautique

Ce département regroupe quatre domaines de formations : la formation technique pour les informaticiens, la formation pour les infographistes (*Dreamweaver, Flash, Photoshop, etc.*), la bureautique (*Word, Excel, Powerpoint, etc.*), et la formation dans le cadre de vastes déploiements de systèmes d'information.

Demos e-learning

Demos e-learning est à la fois un centre de support pour les autres départements du Groupe (environ 25% de son chiffre d'affaires provient des autres départements) et un centre de profit à part entière. Ce département propose deux types de services : la production d'outils e-learning sur mesure et l'édition de bases de données (Mediacursus).

Demos Conseil

Demos Conseil regroupe ses activités de conseil selon 5 axes d'expertise : Management des compétences, Ingénierie de formation, Politique RH, Qualité et certification, Direction Générale et stratégie. Cette activité inclut également des prestations *d'outsourcing, d'outplacement, d'accompagnement* dans l'optimisation du recrutement et dans l'évaluation de compétence.

6.6.2. Les Services de Demos SA

Les principaux services centraux, dont la mission est de supporter les départements opérationnels, les agences régionales et les filiales, sont les suivants¹¹ :

- Direction Administrative et Financière du Groupe ;
- Direction des Ressources Humaines ;
- Direction des Systèmes d'Information du Groupe ;
- Direction du Développement ;
- Service Marketing ;
- Service Qualité.

6.6.3. Les filiales françaises

Demos possède 9 filiales et une participation en France : EFP/Formalanges, Demos Langues, Revue d'Etudes (SEPEPP), ECA, Les Editions Demos, France Action Locale, Institut Demos, AFRAMP, Formastore/LG2P et Oasys.

Certaines de ces filiales n'opèrent pas dans le cœur d'activité du Groupe Demos qui reste la formation aux salariés du secteur privé (interentreprises, intraentreprise et e-learning). Aussi, Demos n'a pas pour objectif de renforcer significativement leur poids au sein du Groupe. Cela étant, tout en développant leur propre activité et rentabilité, ces filiales ont pour vocation de créer des nouvelles opportunités de croissance pour le cœur d'activité du Groupe (accès à des nouveaux clients notamment) et de permettre le développement de nombreuses synergies. Oasys dans laquelle Demos ne détient qu'une participation de 33% répond à cet objectif.

Européenne de Formation Professionnelle (Formalanges)

Le 9 janvier 2007, Demos a acquis 100% des titres de la société Européenne de Formation Professionnelle, agissant sous la dénomination commerciale Formalanges.

Cette société dont le chiffre d'affaires atteignait 5,1 millions d'euros en 2006 pour un résultat d'exploitation de 251 milliers d'euros et un résultat net positif de 111 milliers d'euros, vient ainsi renforcer le pôle de formations linguistiques du Groupe qui ne représentait en 2006 que 2% des activités du Groupe.

¹¹ Cf. partie 17 pour une description des moyens humains mis à disposition de ces services.

Formalangues est le troisième acteur indépendant sur le marché de la formation linguistique en France et son entrée dans le Groupe, aux côtés de Demos Langues, fait de Demos le premier opérateur indépendant de formation linguistique en France.

Formalangues a su constamment adapter ses méthodes d'enseignement afin de se positionner comme un organisme de formation linguistique « haut de gamme », lui permettant ainsi d'adopter des tarifs relativement élevés sur un marché très concurrentiel mais en plein essor. La société compte environ 30 salariés permanents, auxquels s'ajoutent quelques 90 formateurs non permanents. Elle dispose d'un centre de formation de 1 100 m² (25 salles équipées, médiathèque, salle multimédia, etc.) situé au cœur de Paris dans le quartier des Champs-Élysées.

Demos Langues

Demos langues est la structure historique de formations linguistiques du Groupe. Elle opère en France depuis ses trois plateformes situées à Paris, Lyon et Grenoble. Cette société, qui compte une cinquantaine de professeurs employés en CDI¹², dispense des formations essentiellement en langue anglaise (environ 85% de son chiffre d'affaires), mais a aussi la capacité d'enseigner de nombreuses autres langues (allemand, italien, espagnol, portugais...) ainsi que des langues plus rares (chinois, swahili...). On retrouve ici le même principe fondateur que celui présidant l'organisation de Demos, à savoir une structure flexible avec des professeurs non permanents, qui permet ainsi de répondre aux demandes diverses de sa clientèle.

Demos Langues exerce auprès d'une clientèle d'entreprises, sous forme de cours particuliers ou collectifs. L'activité des stages interentreprises a connu une progression significative de son chiffre d'affaires, multiplié par trois par rapport à l'année précédente pour atteindre 100 milliers d'euros en 2006.

Au cours de l'exercice 2006, Demos Langues a augmenté son chiffre d'affaires pour atteindre 1,2 million d'euros contre 1,1 million d'euros en 2005. Le résultat d'exploitation 2006 s'établit à 184 milliers d'euros contre 60 milliers d'euros en 2005. Le résultat net 2006 atteignait 140 milliers d'euros.

SEPEPP et ses filiales

Depuis 2005, Demos détient 51% de SEPEPP holding qui détient 95% du sous-groupe Revue d'Etudes. La Revue d'Etudes a été créée en 1912 et prépare aux examens administratifs, principalement par correspondance. Elle réalise environ 80% de son chiffre d'affaires avec le ministère de la Défense.

Dès sa prise de contrôle, Demos a mis en œuvre un plan de restructuration afin de restaurer la rentabilité de la Revue d'Etudes qui avait enregistré des pertes significatives au cours des trois précédentes années. En 2006, ce sous-groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 2 millions d'euros et a retrouvé l'équilibre.

Au cours de l'exercice 2007, le Groupe prévoit de constituer un pôle de formation dédié aux organismes publics et aux collectivités territoriales qui regroupera les activités de la Revue d'Etudes, de France Action Locale et du département Collectivité Territoriale de Demos. En outre, le Groupe a pour projet de constituer une base de données multimédia à destination du secteur public sur un format comparable à celui de MediaCursus pour le secteur bancaire.

Expertise & Consulting de l'Arcade (ECA)

En 2006, cette structure fournissait des prestations de conseil dans le domaine de la « formagérance » (externalisation de la gestion administrative de la formation) et des bilans de compétence. Elle a été réorganisée début 2006, une partie des prestations de conseil en gestion des compétences et en organisation ayant été transférée au sein du département Conseil de Demos.

¹² CDI : contrat à durée indéterminée intermittent

Comme conséquence de cette réorganisation, l'exercice 2006 est marqué à la fois par une nette régression de son chiffre d'affaires puisqu'il se situe à 688 milliers d'euros en 2006 contre 995 milliers d'euros en 2005 et par une perte d'exploitation de 68 milliers d'euros à comparer à un profit d'exploitation de 91 milliers d'euros en 2005.

Le Groupe estime que l'activité de formagérance devrait connaître un développement significatif à court et moyen terme et s'est organisé pour atteindre cet objectif en recrutant un nouveau responsable commercial début 2007.

Les Editions Demos

La société Les Editions Demos est la structure du Groupe dédiée à la publication d'ouvrages spécialisés, principalement dans le domaine du management opérationnel et de la gestion des compétences. Cette structure, véhicule de notoriété pour le Groupe, est au cœur du métier de la diffusion des savoirs opérationnels.

Depuis sa création en 1993, la société Les Editions Demos a publié une centaine d'ouvrages.

L'activité de la société Les Editions Demos a progressé de près de 30% en 2006 pour se situer à 296 milliers d'euros. Cette performance est surtout due à la croissance des ventes d'ouvrages en direct et notamment via internet alors que les ventes via le distributeur SOFEDIS sont restées stables.

La société a dégagé un résultat d'exploitation proche de l'équilibre (perte de 9 milliers d'euros) en 2006 alors qu'il était négatif à hauteur de 35 milliers d'euros en 2005. La perte nette en 2006 se situait à 21 milliers d'euros.

France Action Locale

Après avoir porté sa participation dans cette société de 30% à 35% au cours de l'exercice 2004, Demos SA a pris le contrôle de France Action Locale en octobre 2005 dont elle détient désormais 51% du capital.

France Action Locale organise des formations et des séminaires essentiellement destinés aux élus locaux, aux collaborateurs d'élus et aux agents territoriaux. La liste de formations proposées est très complète et leur mode d'exécution extrêmement souple (interentreprises, intraentreprise, formations en ligne ou séminaires). France Action Locale organise aussi des séminaires au niveau européen afin de confronter les pratiques des élus locaux des différents pays de l'Union.

En 2006, le chiffre d'affaires de la société France Action Locale s'élevait à 309 milliers d'euros, en forte croissance par rapport à 2004 (202 milliers d'euros).

Le résultat d'exploitation est identique à celui de l'exercice 2005 (18 milliers d'euros) et le résultat net se monte à 13 milliers d'euros, comparable à celui de 2005 (12 milliers d'euros).

Institut Demos

Demos est le seul organisme de formation privé qui dispose de son propre institut de recherche en France. L'Institut Demos étudie en permanence les innovations relatives aux modes de transmission des savoirs opérationnels et aux adaptations des organisations pour favoriser l'acquisition des savoirs individuels et la mise en place d'organisations apprenantes.

Depuis 2005, l'Institut Demos organise des formations qui s'adressent aux dirigeants, aux responsables des grandes fonctions d'entreprise et aux responsables de formation.

Ainsi, le programme de l'Institut Demos comporte des formations basées sur des problématiques centrales pour les dirigeants, les managers et les responsables de formation : la sociologie des organisations (cycle long), la décision, le leadership, le recrutement sans discrimination, la coopération, l'innovation, le changement en entreprise, la reconnaissance au travail, la VAE, la transmission des compétences, la motivation en formation, les pratiques pédagogiques.

En partenariat avec les Presses Universitaires de France, actionnaire de l'Institut Demos, le Groupe conçoit la première Encyclopédie de la Formation, qui sera publiée et mise en ligne.

Au cours de l'exercice 2006, Demos a porté sa participation dans l'Institut Demos de 69% à 95%.

Après une année de lancement en 2005, le chiffre d'affaires de l'Institut Demos est passé de 46 milliers d'euros en 2005 à 342 milliers d'euros en 2006. Compte tenu de frais de recherche importants, l'Institut a dégagé une perte d'exploitation de 236 milliers d'euros en 2006.

Après l'abandon de créances accordé par Demos, la perte nette de l'Institut Demos se montait à 137 milliers d'euros en 2006, à comparer à 147 milliers d'euros pour l'exercice 2005.

AFRAMP

Ce GIE dispense des cycles de formation pour demandeur d'emploi, en particulier dans les domaines de la gestion (gestion de la paye, gestion des ressources humaines, etc.) et de la comptabilité. Le financement est assuré par des organismes publics, dont le conseil régional Ile de France.

L'AFRAMP a fait l'objet de plusieurs mesures de réorganisation au cours de l'exercice 2006, notamment en lien avec la sortie de l'AFCEPF du périmètre du Groupe. Ainsi, ce GIE ne compte désormais plus qu'un seul salarié et sa structure de coûts a été considérablement réduite, de façon à permettre un retour à l'équilibre en 2007, après plusieurs années déficitaires. Les effets de cette réorganisation ont d'ores et déjà été mesurés au cours du dernier trimestre 2006 qui a vu un retour à l'équilibre.

Alors que le chiffre d'affaires a légèrement crû en 2006 puisqu'il est passé de 220 milliers d'euros en 2005 à 263 milliers d'euros, l'AFRAMP a divisé par deux sa perte d'exploitation, cette dernière passant de 146 milliers d'euros en 2005 à 76 milliers d'euros en 2006. Il est à noter que la perte de l'exercice 2006 comprend une charge non récurrente de 20 milliers d'euros.

Formastore

La société Formastore (anciennement LG2P) distribue des produits de formation multimédia ainsi que des logiciels permettant (i) de concevoir des modules de formation e-learning et (ii) d'assurer la gestion du e-learning au sein des entreprises. Cette prestation de distribution s'accompagne le plus souvent de prestations de conseil permettant d'accompagner les clients dans leur réflexion et la mise en place d'outils e-learning de formation.

En 2006, Formastore a réalisé un chiffre d'affaires de 647 milliers d'euros pour un résultat net de 11 milliers d'euros.

Au cours des années à venir Demos envisage de favoriser le développement de cette structure avec l'accroissement de l'offre de produits distribués (produits conçus par des partenaires externes et création d'une offre de produits propre au Groupe Demos utilisant les ressources du département de Knowledge Management).

Oasys

Le Groupe Demos s'est associé en avril 2006 avec trois anciens dirigeants de cabinets de renom pour créer Oasys, cabinet d'accompagnement de la transition professionnelle. La participation du Groupe est de 30% et Oasys est installé à Lyon et à Paris. Les prises de commandes d'Oasys de l'année 2006 avoisinent les 450 milliers d'euros.

Oasys a deux grands domaines d'activité : l'accompagnement des cadres et dirigeants (prise de fonction dans l'entreprise, responsabilité d'un projet transversal, programmes de bilan et de perspective de carrière, anticipation de fin de carrière, coaching managérial, outplacement, repositionnement professionnel, création ou reprise d'entreprise) et le conseil à l'entreprise (changement managérial, professionnalisation d'équipes, mise en place de plans de reconversion collectif).

Oasys a développé une nouvelle manière d'appréhender ce métier afin d'augmenter son efficacité, en créant le concept de transition apprenante[®]. L'idée principale étant de rapprocher deux métiers traditionnellement dissociés : le conseil individuel et la formation.

Les statuts de la SAS Oasys organisent les relations entre actionnaires et prévoient les modalités de la direction générale. Chacun des actionnaires bénéficie d'un droit de préemption et d'un droit de sortie proportionnelle, étant toutefois précisé que l'exercice du droit de préemption dont bénéficie Demos, cessera quand Demos détiendra 49% du capital de Oasys.

Certaines décisions doivent être préalablement autorisées par la majorité des membres d'un comité de surveillance (composé de trois membres nommés à la majorité des 2/3 des associés) : approbation des comptes annuels, du budget annuel, fixation de la rémunération du Président, nomination d'un directeur général ou d'un directeur général délégué. D'autres décisions requièrent l'unanimité des membres du comité : modification de la nature de l'activité, démarrage d'une nouvelle activité, cession d'une filiale, émission de valeurs mobilières, changement des statuts.

6.6.4. Les filiales étrangères

Depuis 2004, Demos a considérablement renforcé sa présence internationale, par l'acquisition ou la création de sociétés qui ont été intégrées avec succès au sein du Groupe. Demos a ainsi démontré sa capacité à générer de la croissance et de la rentabilité à l'étranger.

Ce développement international a un double objectif :

- se positionner sur des marchés locaux en forte croissance (Chine, Maroc, Pologne, Algérie, etc.) ou incontournables (Royaume-Uni, Allemagne, Espagne, Portugal) et accélérer la croissance de ses implantations par transferts de compétences grâce à un partage d'expériences entre le siège et les filiales. Le Groupe veille à adopter une stratégie de développement adaptée aux spécificités culturelles et économiques locales ;
- construire un réseau international permettant d'accompagner les grands clients du Groupe à l'international.

Espagne et Portugal

En décembre 2005, Demos a acquis 51% de la société Global Estrategias, avec un engagement de rachat des 49% complémentaires entre 2008 et 2010. Cette société qui opère principalement sur les marchés espagnol et portugais a connu une forte croissance au cours des 10 dernières années et est devenue un des leaders de ce secteur sur ces deux marchés.

Global Estrategias, dont le cœur d'activité historique est la formation interentreprises dispensée sur l'ensemble des territoires espagnol et portugais, est leader sur l'interentreprises présentiel où elle prévoit de développer des formations dans les secteurs de l'automobile, de l'énergie et des services bancaires. Sur le marché de l'interentreprises à distance (e-learning), Global Estrategias possède l'offre la plus importante du marché en nombre de stages. La société a aussi créé une structure spécialisée sur l'intraentreprise (en présentiel et à distance) et prévoit une forte croissance sur cette activité. Avec son entrée dans le Groupe Demos fin 2005, Global Estrategias a mis en place une nouvelle organisation commerciale lui permettant de favoriser le développement de son activité sur mesure (laquelle a généré un chiffre d'affaires de 971 milliers d'euros en 2006 contre 628 milliers d'euros en 2005). La société comptait 53 salariés permanents au 31 décembre 2006.

Après avoir réalisé un chiffre d'affaires de respectivement 3,9 millions d'euros et 4,5 millions d'euros en 2004 et 2005, Global Estrategias a connu une progression significative de 42% en 2006, en portant son chiffre d'affaires à 6,4 millions d'euros. On constate également une progression du résultat d'exploitation qui passe de 570 milliers d'euros en 2005 à 971 milliers d'euros en 2006 (comptes sociaux).

Cette croissance qui a été fortement favorisée par son intégration réussie au sein du Groupe Demos, illustre le bien fondé de la stratégie de développement internationale du Groupe et sa capacité à mener une politique de croissance externe et à assurer le transfert de ses savoir-faire sur de nouveaux marchés.

L'activité se répartit entre l'Espagne (77% du chiffre d'affaires 2006) et le Portugal (23%). Global Estrategias Portugal commercialise aussi ses formations en Angola et au Mozambique. Conformément à la stratégie de développement régional de Demos, un nouveau bureau a été ouvert à Barcelone courant 2006.

Afin de capitaliser sur son savoir-faire et sur l'ensemble des produits disponibles en langue espagnole et portugaise, le Groupe Demos étudie actuellement une stratégie de développement sur le marché sud américain qui pourrait être déployée dans les années à venir.

La direction est assurée par un conseil d'administration de cinq membres dont trois représentants de Demos et deux représentants des actionnaires minoritaires. Le Président du conseil est nommé par Demos. Les décisions stratégiques (modification du capital social, prise de participation, fusion, création de filiales) doivent être prises à la majorité des 4/5^{èmes} par les membres du conseil. Les actionnaires minoritaires assurent le management opérationnel de Global Estrategias et reportent directement à Jean Wemaère.

Royaume-Uni

En 1999, Demos a fait l'acquisition de Communication Skills Europe, une société d'offre de formation spécialisée dans le domaine de la communication, de l'édition et des médias.

Cette acquisition stratégique a permis à Demos de se développer à l'étranger et d'asseoir sa crédibilité internationale, notamment auprès de la Commission Européenne pour qui la capacité à délivrer des formations en anglais était un élément indispensable dans le choix de ses fournisseurs de formation.

Les performances intrinsèques de CSE sur le marché du Royaume-Uni ont été en dessous des attentes du Groupe du fait de son positionnement sur un marché de niche qui a subi de plein fouet la crise des années 2000 à 2002. Un effort significatif en termes d'investissements humains et financiers a donc été entrepris au cours des deux dernières années afin de réorienter la stratégie de cette filiale selon le modèle économique de Demos et de favoriser son retour à l'équilibre :

- restructuration des équipes et mise en place d'un nouveau management ;
- création d'une offre de formations interentreprises généraliste (fondée notamment sur les best sellers de Demos France) afin de quitter la niche historique de CSE ;
- refonte de la politique marketing en particulier concernant les opérations de marketing direct ;
- mise en place d'une nouvelle organisation commerciale propice au développement de l'activité sur mesure.

On constate depuis 2004 un retour de la croissance, le chiffre d'affaires ayant été respectivement de 831 milliers d'euros, 867 milliers d'euros et 1,002 million d'euros en 2004, 2005 et 2006. Parallèlement, cette restructuration a permis le retour à l'équilibre de CSE en 2006, après plusieurs années de perte.

Compte tenu de la forte concurrence sur le marché de la formation professionnelle au Royaume-Uni et conscient de l'importance de son ancrage au sein du monde anglo-saxon, Demos envisage de procéder à des opérations de croissance externe sur le marché anglais.

Nouvelle-Calédonie et Australie

En 2003, le Groupe Demos a pris une participation minoritaire dans la société « Institut de Formation Calédonien » afin de l'accompagner dans son développement en lui apportant ses technologies et son réseau d'animateurs francophones en Métropole. Demos en détient aujourd'hui 57%. En quelques années, l'IFC est devenu le leader de la formation professionnelle sur le territoire calédonien grâce à ses activités de formation sur-mesure et plus récemment de conseil. En 2006 (exercice de 15 mois du 1^{er} octobre 2005 au 31 décembre 2006), l'IFC a réalisé un chiffre d'affaires de 947 milliers d'euros comparé à 802 milliers d'euros en 2005 et 535 milliers d'euros en 2004 (les exercices 2004 et 2005 sont des exercices de 12 mois clôturés au 30 septembre). Au 31 décembre 2006, l'IFC est à l'équilibre avec un résultat d'exploitation de 3 milliers d'euros.

Compte tenu des perspectives de croissance limitées sur le territoire calédonien du fait de sa taille et de sa population (200 000 habitants environ), le Groupe Demos a décidé en 2005 d'étudier une stratégie de développement en Australie en s'appuyant sur son savoir-faire dans le domaine de la formation professionnelle, son catalogue de produits de formation interentreprises développé au Royaume-Uni et sur le management de l'IFC.

Ainsi, en juillet 2006, Demos a créé une Joint Venture avec une société australienne, BSI Learning, exerçant son activité dans les domaines de la formation dans le cadre de projets gouvernementaux, du conseil en ressources humaines et du conseil en développement international. Demos détient 51% de BSIL. La direction est assurée par quatre directeurs : deux sont nommés par le Groupe Demos et deux par les actionnaires minoritaires de BSIL.

Allemagne

En décembre 2004, Demos a acheté 100% des parts de la société Europäische WirtschaftsAkademie (EWA) qui organisait des formations interentreprises, des formations intraentreprise et des cycles longs dont un mastère spécialisé sur le Global Management, en partenariat avec l'Université de Coblenz.

La poursuite sur l'année 2006 d'une politique d'investissement amorcée en 2005 (collaborateurs et catalogues) a permis à Demos de faire croître significativement son chiffre d'affaires sur ce marché : 720 milliers d'euros en 2006 contre 332 milliers d'euros en 2005. Cette filiale n'a pas encore atteint son point d'équilibre en 2006 (perte d'exploitation de 251 milliers d'euros).

Alors qu'un nouveau bureau a été ouvert à Hambourg fin 2006, le Groupe a pour intention d'étendre la couverture géographique de Demos EWA dans les mois à venir avec l'ouverture d'un nouveau bureau régional à Munich, ainsi qu'une ouverture progressive sur les marchés autrichien et suisse dès 2007.

Pologne

Suite à l'obtention d'un contrat avec la Communauté Européenne en Pologne et aux nombreux contacts qui ont pu y être développés, Demos a décidé de créer une filiale à Varsovie fin 2004 afin de capitaliser sur cette nouvelle notoriété acquise.

Après des efforts de développement et d'adaptation au marché Polonais en 2005, l'activité a pris son essor rapidement dès l'année 2006. La filiale qui compte désormais 9 salariés a rapidement atteint son point d'équilibre dès son deuxième exercice en 2006 avec un chiffre d'affaire de 460 milliers d'euros, à comparer à 78 milliers d'euros en 2004 et avec un résultat d'exploitation de 28 milliers d'euros.

Les perspectives du marché polonais semblent prometteuses puisque le marché de la formation professionnelle actuellement estimé à 800 millions d'euros est en forte croissance et devrait dépasser un milliard d'euros en 2009, grâce notamment aux financements de la Communauté Européenne.

Belgique

Demos Benelux a été créé par Demos en 2001 avec pour objectif de développer son activité selon deux axes : d'une part la réponse aux appels d'offre internationaux financés par la Commission Européenne et, d'autre part, la formation du personnel des principales instances de l'Union Européenne, et au premier chef de la Commission Européenne.

Grâce à plusieurs contrats remportés en 2003 pour des montants supérieurs à 12 millions d'euros sur 3 ans et renouvelés en 2006 et 2007, Demos est devenu l'un des principaux formateurs des agents de la Commission Européenne.

Par ailleurs, plusieurs appels d'offre relatifs à des projets de formation internationaux ont été remportés par Demos depuis (refonte du système de formation professionnelle en Pologne, accompagnement à la privatisation de 80 sociétés en Algérie).

Le chiffre d'affaire de Demos Benelux consiste uniquement en des refacturations de prestations de service à Demos SA. La part du chiffre d'affaires de Demos SA qui est représentative de l'activité de Demos Benelux est la suivante : 1,4 million d'euros en 2003, 3,2 millions d'euros en 2004, 3,9 millions d'euros en 2005 et 5,1 millions d'euros en 2006.

Demos avait obtenu plusieurs lots de formation des personnels de la Commission Européenne en janvier 2003 pour une durée de trois ans. Ces contrats ont été poursuivis en 2006 et 2007 ; ils ont généré des chiffres d'affaires de respectivement 2 397 milliers d'euros et 3 116 milliers d'euros en 2005 et 2006.

Dans le cadre des procédures standard d'attribution de ses marchés, indépendamment de son appréciation des services fournis par Demos, la Commission Européenne a lancé un appel d'offres pour le renouvellement de ces contrats.

A la date d'enregistrement du document de base, Demos n'est pas en mesure de fournir une quelconque information quant à l'issue de ces appels d'offres.

Chine

Demos est présent en Chine depuis 2001, via un partenariat avec l'Institut de Finance de Shanghai. Ce partenariat s'est transformé en Joint Venture en 2003, dont la vocation est de développer et de commercialiser une offre de formation dans le secteur bancaire. Cette Joint Venture dénommée Shanghai Ying Gang Demos Training and Consulting Co Ltd a immédiatement connu un succès grandissant en réalisant un chiffre d'affaires de respectivement 174 milliers d'euros, 416 milliers d'euros et 353 milliers d'euros en 2004, 2005 et 2006, tout en assurant un niveau de rentabilité satisfaisant. La direction est assurée par un conseil composé de onze membres ; sept sont nommés par les actionnaires majoritaires et quatre, dont le Président du conseil sont nommés par Demos.

Par la suite, Demos a ouvert un bureau de représentation à Pékin afin de développer une offre de formation interentreprises et intraentreprise.

Dans ses bureaux parisiens, Demos forme des cadres supérieurs et hauts fonctionnaires chinois dans le domaine bancaire et la privatisation des entreprises publiques. Compte tenu des fortes perspectives de développement, Demos a pour projet de convertir ce bureau en filiale au cours de l'année 2007.

Les compétiteurs présents sur le marché chinois sont essentiellement des universités anglo-saxonnes qui ont pour cible les élites du pays. Il existe très peu d'acteurs ciblant le middle management et cela constitue pour Demos une opportunité de développement sur ce marché.

Maroc

Suite au rachat de Format Finance en 2002, Demos a décidé en 2004 de réactiver la société Format Finance Maroc et l'a rebaptisée Formademos. L'activité a redémarré en 2005 avec l'ouverture de son siège à Rabat puis d'un bureau à Casablanca début 2006.

Afin de favoriser un développement rapide adapté aux besoins locaux, l'activité a d'abord été tournée vers les formations intraentreprise sur mesure, avant qu'un catalogue de formations interentreprises généraliste ne soit réalisé et diffusé en 2006.

Formademos a connu une croissance de 63% en 2006, son chiffre d'affaires atteignant 435 milliers d'euros, contre 267 milliers d'euros en 2005. Le résultat d'exploitation a cru dans des proportions quasi comparables pour atteindre 55 milliers d'euros en 2006, contre 38 milliers d'euros en 2005.

Les perspectives de développement paraissent favorables sur ce marché, compte tenu de la forte demande de formation de ce pays en pleine croissance.

Algérie

En mars 2006, Demos a ouvert un bureau de liaison à Alger. L'objet de ce bureau est dans un premier temps de gérer un projet de plus de 2 millions d'euros remporté fin 2005 par Demos Benelux pour le compte de Demos SA, lequel doit s'étaler sur 24 mois jusqu'à fin 2007.

Parallèlement, Demos a entrepris de prospecter le marché algérien afin de développer une activité de formation auprès des grands groupes internationaux présents en Algérie ainsi qu'auprès des entreprises locales. Si cette étude de marché s'avère concluante, ce bureau de liaison pourrait être transformé en filiale dès 2007.

Emirats Arabes Unis

Cette filiale a été créée en mars 2007 et est dirigée par la personne qui a développé avec succès l'activité de formation du Groupe à Bruxelles. Un pacte organise les relations entre Demos et l'actionnaire minoritaire / directeur local. Il prévoit notamment un droit de préemption, un droit de sortie conjointe et un droit de sortie forcée. La direction est assurée par un conseil composé de trois personnes, dont deux sont nommées par Demos et une par l'actionnaire minoritaire.

Les tableaux ci-dessous récapitulent les contributions au chiffre d'affaires consolidé 2004, 2005 et 2006 par filiale et par activité (hors Formalangues qui a été acquis en 2007) :

Chiffre d'affaires 2004 en k€	Inter entreprise	Intra entreprise	Projets internat.	E- learning	Examen admin.	Conseil	Edition	Autres	Total
DEMOS SA (France)	20 319	10 446	3 209	755		380	-	1 733	36 843
DEMOS LANGUES (France)	-	1 037	-	-	-	-	-	-	1 037
AFCEPF (France)	617	-	-	-	-	-	-	-	617
CSE (Royaume Uni)	282	268	-	-	-	-	-	-	550
ECA (France)	-	-	-	-	-	638	-	-	638
EWA (Allemagne)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FRANCE ACTION LOCALE (France)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FORMADEMOS (Maroc)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GLOBAL ESTRATEGIAS (Espagne)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GLOBAL ESTRATEGIAS (Portugal)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
INSTITUT DEMOS (France)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EDITIONS DEMOS (France)	-	-	-	-	-	-	151	-	151
DEMOS POLSKA (Pologne)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SEPEPP (France)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AFRAMP (France)	339	-	-	-	-	-	-	-	339
FORMASTORE (France)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IFC (France)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	21 557	11 752	3 209	755	-	1 018	151	1 733	40 176

Chiffre d'affaires 2005 en k€	Inter entreprise	Intra entreprise	Projets internat.	E- learning	Examen admin.	Conseil	Edition	Autres	Total
DEMOS SA (France)	20 373	9 276	4 183	1 013	-	163	-	970	35 977
DEMOS LANGUES (France)	-	1 000	-	-	-	-	-	-	1 000
AFCEPF (France)	675	-	-	-	-	-	-	-	675
CSE (Royaume Uni)	264	250	-	-	-	-	-	-	514
ECA (France)	-	-	-	-	-	633	-	-	633
EWA (Allemagne)	200	134	-	-	-	-	-	-	334
FRANCE ACTION LOCALE (France)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FORMADEMOS (Maroc)	-	251	-	-	-	-	-	-	251
GLOBAL ESTRATEGIAS (Espagne)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GLOBAL ESTRATEGIAS (Portugal)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
INSTITUT DEMOS (France)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EDITIONS DEMOS (France)	-	-	-	-	-	-	127	-	127
DEMOS POLSKA (Pologne)	-	78	-	-	-	-	-	-	78
SEPEPP (France)	-	-	-	-	541	-	-	-	541
AFRAMP (France)	148	-	-	-	-	-	-	-	148
FORMASTORE (France)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IFC (France)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	21 660	10 989	4 183	1 013	541	796	127	970	40 278

Chiffre d'affaires 2006 en k€	Inter entreprise	Intra entreprise	Projets internat.	E- learning	Examen admin.	Conseil	Edition	Autres	Total
DEMOS SA (France)	22 673	12 878	5 452	2 860	-	294	-	463	44 620
DEMOS LANGUES (France)	-	1 160	-	-	-	-	-	-	1 160
AFCEPF (France)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CSE (Royaume Uni)	266	253	-	-	-	-	-	-	519
ECA (France)	-	-	-	-	-	638	-	-	638
EWA (Allemagne)	484	226	-	-	-	-	-	-	710
FRANCE ACTION LOCALE (France)	310	-	-	-	-	-	-	-	310
FORMADEMOS (Maroc)	-	420	-	-	-	-	-	-	420
GLOBAL ESTRATEGIAS (Espagne)	2 762	779	-	1 342	-	-	-	-	4 883
GLOBAL ESTRATEGIAS (Portugal)	1 161	208	-	108	-	-	-	-	1 477
INSTITUT DEMOS (France)	-	18	-	-	-	-	-	-	18
EDITIONS DEMOS (France)	-	-	-	-	-	-	141	-	141
DEMOS POLSKA (Pologne)	-	439	-	-	-	-	-	-	439
SEPEPP (France)	-	-	-	-	1 992	-	-	-	1 992
AFRAMP (France)	171	-	-	-	-	-	-	-	171
FORMASTORE (France)	-	-	-	568	-	-	-	-	568
IFC (France)	31	129	-	-	-	249	-	-	408
Total	27 857	16 509	5 452	4 878	1 992	1 181	141	463	58 474

Il convient de noter que la part de Demos SA dans le chiffre d'affaires consolidé du groupe au 31 décembre 2006 présentée ci-dessus inclut la contribution des sociétés Netstep et E-Learning Agency qui ont été absorbées par Demos en janvier 2007 (respectivement 8 et 451 milliers d'euros).

Format Finance et Metodis ont fusionné avec Demos SA en 2005. Dans le tableau 2004, ils ont été présentés comme intégrés à Demos SA.

L'impact des principales opérations de croissance externe sur les comptes consolidés 2006 est le suivant :

- Global Estrategias : les contributions au chiffre d'affaires, au résultat d'exploitation et au résultat net consolidés sont de respectivement 6,4 millions d'euros, 953 milliers d'euros et 723 milliers d'euros (avant amortissement des écarts d'acquisition) ;
- E-Learning agency (y compris Formastore) : l'impact sur le chiffre d'affaires 2006 est estimé à 1,5 millions d'euros alors que les impacts sur le résultat d'exploitation et le résultat net ne sont pas significatifs.
-

6.7. Politique commerciale et marketing

6.7.1. Politique Commerciale du Groupe Demos

La politique commerciale de Demos s'articule autour de trois axes :

- élaboration et promotion de l'offre ;
- relation client ;
- méthodologie de réponse aux demandes des clients.

Elle est dynamisée par un encouragement permanent aux échanges entre fonctionnels et opérationnels et par un partage organisé des informations.

A l'international, Demos a choisi de s'appuyer sur des structures locales, tout en cherchant à mettre en place une culture d'entreprise commune et à valoriser le mieux possible les « best practices » de chacun.

L'élaboration et la promotion de l'offre

L'offre du Groupe Demos est essentiellement construite autour de l'élaboration des catalogues des formations interentreprises. L'offre est préparée par chaque responsable de département dans son domaine d'activité. Elle est ensuite revue par un comité de pilotage.

Ce catalogue rassemble environ 1 700 programmes de stages en 2007 et sert de base à la composition des brochures métiers ou sectorielles et des catalogues des filiales étrangères.

Le projet catalogue débute en novembre chaque année, pour se terminer en juillet de l'année suivante juste avant l'impression. Il est adressé chaque année à un fichier de 30 000 prospects et génère des prises de commandes inter et des appels d'offres pour des actions de formation intraentreprise ou sur mesure. Chaque année, on retrouve 5 000 clients « actifs » et 2 000 nouveaux clients (qui n'ont pas effectué de commande depuis plus de trois ans). L'offre déclinée en brochures thématiques ou régionales est envoyée à un fichier de 300 000 adresses.

Demos assure également la promotion de son offre interentreprises par une gestion optimisée du référencement de son site sur le web (référencement naturel, référencement payant). La politique de marketing direct traditionnel est relayée par des envois de courriers électroniques qui viennent renforcer la notoriété des sites de Demos et de ses filiales.

La relation clients

L'action commerciale du Groupe est menée par les responsables de départements ou de filiales et leurs équipes. Elle est soutenue par le service marketing et par :

- les conseillers grands comptes ;
- les conseillers régionaux ;
- les chargés de fidélisation.

En France, quatre conseillers grands comptes font la promotion de l'offre auprès de plus de quatre-vingts grands comptes. Cette promotion a pour but principal d'optimiser les inscriptions aux stages interentreprises, de garantir la récurrence de cette activité d'une année sur l'autre et d'assurer un flot régulier d'appels d'offres intraentreprise.

Ils sont en liaison étroite avec les opérationnels des départements, notamment via un système de *reporting* structuré.

Grâce à un site Internet privatif dédié, le responsable formation de la société cliente peut passer commande, suivre la réalisation des actions engagées, avoir accès aux évaluations et à l'état de leur compte.

Huit conseillers régionaux (à Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Nantes, Lille, Strasbourg et en Ile de France) sont en charge de la promotion et de la vente de l'offre. Les conseillers régionaux assurent la liaison avec les départements pour la négociation des projets intra.

Quinze chargés de clientèle répartis dans les départements ont notamment pour mission de fidéliser les clients interentreprises. Leur mission consiste en partie à développer la transversalité au sein de Demos par la promotion auprès des clients de la Société dans sa globalité.

Une méthodologie de réponse adaptée

Un processus spécifique d'élaboration des offres permet de garantir une compréhension de la demande (demande intraentreprise, appel d'offres, conseil en management, outils e-learning etc.), définir un objectif clair et mesurable, assurer la cohérence et la pédagogie appropriée des réponses apportées et apporter une procédure d'évaluation de l'action.

Un comité ad hoc a récemment été mis en place afin d'étudier les grands projets complexes multi départements et nécessitant un déploiement important. Le partage des informations sur les clients et sur leurs attentes permet d'enrichir les réponses de Demos et d'assurer une meilleure soutenance. Ce comité traite des projets dont les montants unitaires vont de 100 milliers d'euros à plusieurs millions d'euros.

6.7.2. Politique Marketing

Support majeur de la commercialisation des stages interentreprises, le marketing de Demos est animé par une équipe de quinze personnes regroupées en deux pôles « communication » et « marketing opérationnel » fonctionnant en binôme sur les projets, dédiés à la promotion des produits et services de toutes les activités de formation, conseil et édition pour la France.

La majorité des actions de marketing direct et de communication est réalisée intégralement en interne, avec un niveau de sous-traitance faible et, le cas échéant, une logique de coréalisation avec les agences de communication. Seules les fonctions impression des catalogues et routage sont externalisées.

Le budget marketing et communication est déterminé en début d'année en fonction des objectifs à atteindre. Les dépenses prévues sont ajustées en cours d'année pour rester cohérentes avec l'évolution constatée du chiffre d'affaires.

Le Pôle Marketing opérationnel : la maîtrise du marketing direct multicanal

La notoriété de Demos auprès des services prescripteurs de formation a permis à Demos de devenir l'un des acteurs de référence du marché. Cette notoriété s'est dans un premier temps construite au fil des actions de marketing direct (essentiellement mailings).

La présence sur les salons, l'organisation de petits-déjeuners débat, de séminaires, les trophées, les partenariats et le sponsoring sont autant d'événements qui ont permis d'accroître la notoriété du Groupe Demos auprès des services Ressources Humaines.

La mise en place du DIF a été un signe fort. Conscient de la nécessité d'accompagner sa démarche marketing « B to B » d'actions en « B to C », Demos a lancé en 2006 une importante campagne de référencement internet sur l'ensemble des mots clés de son catalogue. La Société a pu constater la corrélation entre la fréquentation du site internet et les prises de commande tout au long de l'année.

Le budget de marketing et communication représentait 3,7 millions d'euros, soit 6,3% du chiffre d'affaires consolidé en 2006. Pour Demos SA, il se répartissait environ à hauteur de 63% pour les mailings (catalogues, courrier, fax, email), 24% pour la publicité, 6% pour le référencement Web, 4% pour les relations Publiques et 3% pour le télémarketing. La déclinaison de cette politique marketing dans les filiales étrangères du Groupe est similaire à celle de la France.

6.8. Système d'information

Le Groupe Demos accorde une attention particulière à son système d'information et a investi de façon significative au cours des dernières années afin d'en faire un réel atout concurrentiel. Les évolutions récentes ont eu pour objectif de :

- fiabiliser et sécuriser l'ensemble des infrastructures et des applications ;
- adapter les outils aux nouvelles technologies et à la complexité croissante des opérations ;

- améliorer les outils permettant un suivi en temps réel de l'état des commandes ; et
- accompagner le développement du Groupe en particulier dans sa dimension internationale et permettre ainsi un meilleur pilotage des activités de l'ensemble des filiales.

Le système d'information Demos est composé de progiciels du marché intégrés les uns aux autres dans une approche « *best of breed* » et de logiciels spécifiques maîtrisés par une équipe interne qui en assure le développement, la maintenance et l'évolution, l'ensemble étant assis sur une infrastructure système et réseau fiable et sécurisée.

Fin 2004 un audit des systèmes d'information, conduit par un cabinet d'expertise externe, a permis de décliner un plan d'action sur 3 ans, véritable schéma directeur destiné à moderniser l'infrastructure système et réseau de Demos, renforcer sa politique de sécurité informatique et redessiner la cartographie applicative propre aux différents métiers de Demos.

L'année 2005 a été consacrée au renforcement du socle technique matériel ayant permis de répondre aux exigences des nouvelles applications, de mettre en place des redondances au niveau des éléments actifs réseau et des principaux serveurs afin d'assurer une haute disponibilité des services essentiels (authentification, messagerie électronique, etc.). Enfin, la création d'un extranet (clients, collaborateurs, webmail, etc.) a permis de fluidifier la circulation de l'information et faciliter les accès aux collaborateurs nomades en toute sécurité.

En 2006, un effort important a été porté sur les applicatifs métiers. Un nouveau progiciel de ciblage marketing, leader dans son domaine sur le marché mondial, a été acquis pour améliorer le retour sur investissement des actions marketing. De même, un outil CMS (Content Management System) a été mis en place afin de redéployer l'ensemble des sites web du Groupe sur cette technologie permettant de réduire les coûts de mise à jour des sites Internet et d'améliorer la réactivité et l'interactivité des contenus rédactionnels sur une charte graphique unifiée. Enfin, un logiciel de gestion d'affaires compatible avec les activités de service a été sélectionné et paramétré aux spécificités des activités de formation intraentreprise, e-learning et conseil.

Concernant les développements spécifiques, des améliorations importantes ont été apportées, notamment pour mieux satisfaire les besoins spécifiques administratifs requis par les clients grands comptes de Demos. L'ensemble de ces développements repose sur les technologies Microsoft, société avec laquelle Demos a contracté un partenariat « Gold » qui lui permet de bénéficier de supports techniques avancés et de remises sur les licences. Aujourd'hui, les bases de données Demos sont centralisées et forment un ensemble cohérent sur lequel les différentes applications reposent. Ces bases de données regroupent quelques milliers d'intervenants-experts qui assurent des formations dans tous les domaines et dans la majorité des entreprises françaises. Ces bases servent à la prospection et permettent à Demos de sauvegarder un nombre important de contacts personnalisés. Depuis fin 2006, un entrepôt de données (*datawarehouse*) permet de consolider et croiser les analyses sur l'ensemble de ces informations.

L'année 2007 s'affiche comme une période de consolidation et d'intégration des différents composants mis en place. Un effort va être également porté sur l'amélioration des *reportings* opérationnels et financiers. La priorité est donnée à la mise en place d'outils de collaboration accrus et de partage d'information entre les *business units* et les filiales de Demos. A cet effet, Demos s'est doté d'une cellule de *Knowledge Management* qui a pour mission d'unifier et centraliser les informations concernant les intervenants-experts, les références commerciales et les supports pédagogiques de l'ensemble du Groupe Demos au sein des nouvelles applications en mode web et multilingue. L'utilisation et la mise à disposition de ces outils à l'ensemble des entités (départements et filiales) permettra de tirer profit de la dimension du Groupe Demos et favorisera un développement plus rapide des différentes implantations internationales de Demos.

En parallèle de ces évolutions technologiques majeures, l'équipe informatique interne a été renforcée, notamment avec le recrutement d'un Directeur du Service Informatique et de plusieurs chefs de projets métiers qui possèdent des compétences alignées sur les nouveaux enjeux de Demos. Cette équipe est aujourd'hui composée de 20 collaborateurs.

Sur le plan de la sécurité informatique, Demos applique les règles de l'art en la matière. Les communications avec le siège sont chiffrées avec les technologies VPN IPSec ou VPN SSL.

Les messageries sont protégées par 3 systèmes successifs et de marques différentes d'anti spam et d'antivirus. La salle serveurs fait l'objet d'un contrôle d'accès et est protégée contre les incendies ou les coupures d'énergie. Les données sont quotidiennement archivées sur bande magnétique et ces sauvegardes sont externalisées.

Le travail d'urbanisation des systèmes d'information continue en parallèle, notamment avec la systématisation de la mise en place d'outils au format web, internationaux (multilingues, multidevises, etc.), au sein d'une architecture applicative orientée services (SOA). Cette architecture est destinée à faciliter l'interopérabilité des systèmes, notamment dans le cadre de nouvelles acquisitions. Sur le plan matériel, l'extension du réseau de fibre optique est planifiée ainsi que la création d'une seconde salle serveur dans un bâtiment distinct du siège. Enfin, la *datawarehouse* va continuer son expansion avec l'intégration de nouvelles sources de données afin que le Groupe Demos tire parti de toutes les fonctionnalités décisionnelles et de Business Intelligence permises par cet outil.

6.9. Fournisseurs

Les fournisseurs du Groupe Demos sont principalement les 1 500 animateurs qui dispensent les formations interentreprises et intraentreprise. Ces intervenants ne sont pas des salariés permanents de Demos, mais des opérationnels exerçant, pour la plupart d'entre eux, dans des grandes entreprises ou des administrations ou bien en professions libérales ou travailleurs indépendants, en France ou en Europe, et rompus à la pédagogie.

Ces animateurs sont sélectionnés et suivis selon un processus rigoureux.

6.10. Clients

Le nombre de clients actifs de Demos SA en 2006 était le suivant :

- clients interentreprises : 7 157 ;
- clients intraentreprise : 1 275 ;
- clients à la fois en interentreprises et en intraentreprise : 541.

La clientèle de Demos en France revêt trois caractéristiques majeures :

- une faible concentration ;
- un niveau de récurrence élevé ;
- un potentiel de croissance important.

Une faible concentration

Cette première caractéristique est essentielle puisqu'elle gomme fortement le risque lié à la dépendance du Groupe à l'égard de quelques clients significatifs. Ainsi, en 2006, le chiffre d'affaires réalisé par les 10 principaux clients de Demos SA n'avait représenté que 18% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

Un niveau de récurrence élevé

Le niveau de récurrence est élevé, puisque 79% du chiffre d'affaires de l'année 2006 de Demos SA provenait de clients existants (ayant passé commande au moins une fois dans les trois années précédentes), dont 63% de clients de l'année 2005.

Un territoire de prospection loin d'être saturé

Demos dispose d'une capacité à capter chaque année environ un tiers de nouveaux clients. Son territoire de prospection pour la France s'est élargi au fil des années, en fonction de sa capacité à communiquer avec un plus grand nombre de sociétés. Ce territoire semble loin d'être saturé et il reste ainsi une importante réserve de clients potentiels.

6.11. Événements exceptionnels ayant eu une influence sur les principales activités ou les principaux marchés

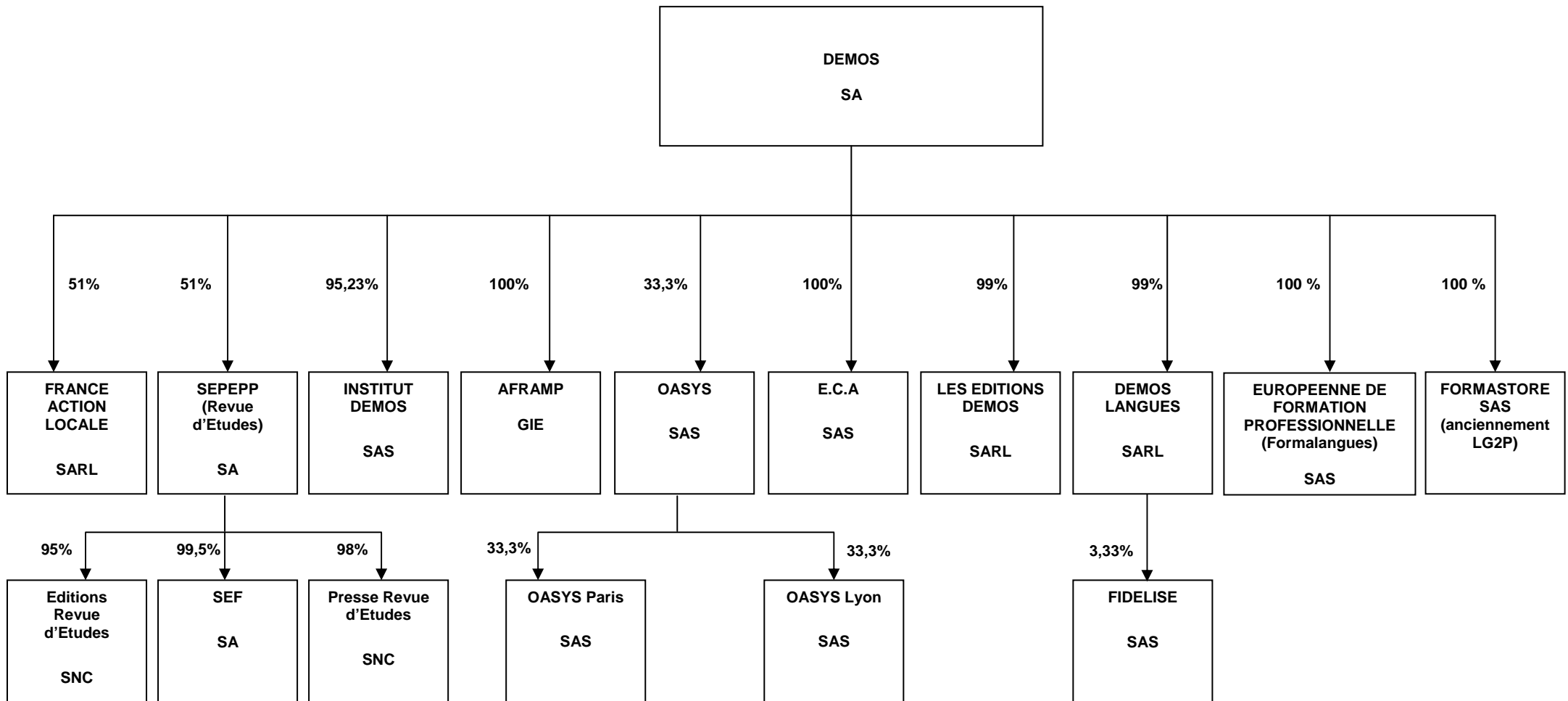
Le principal événement exceptionnel ayant eu une influence sur les activités est la réforme de la formation professionnelle en 2005. Elle a provoqué un certain attentisme de la part des clients de Demos SA sur les premiers mois de cet exercice et a provoqué la stagnation du chiffre d'affaires de Demos SA en 2005.

6.12. Dépendance a l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers

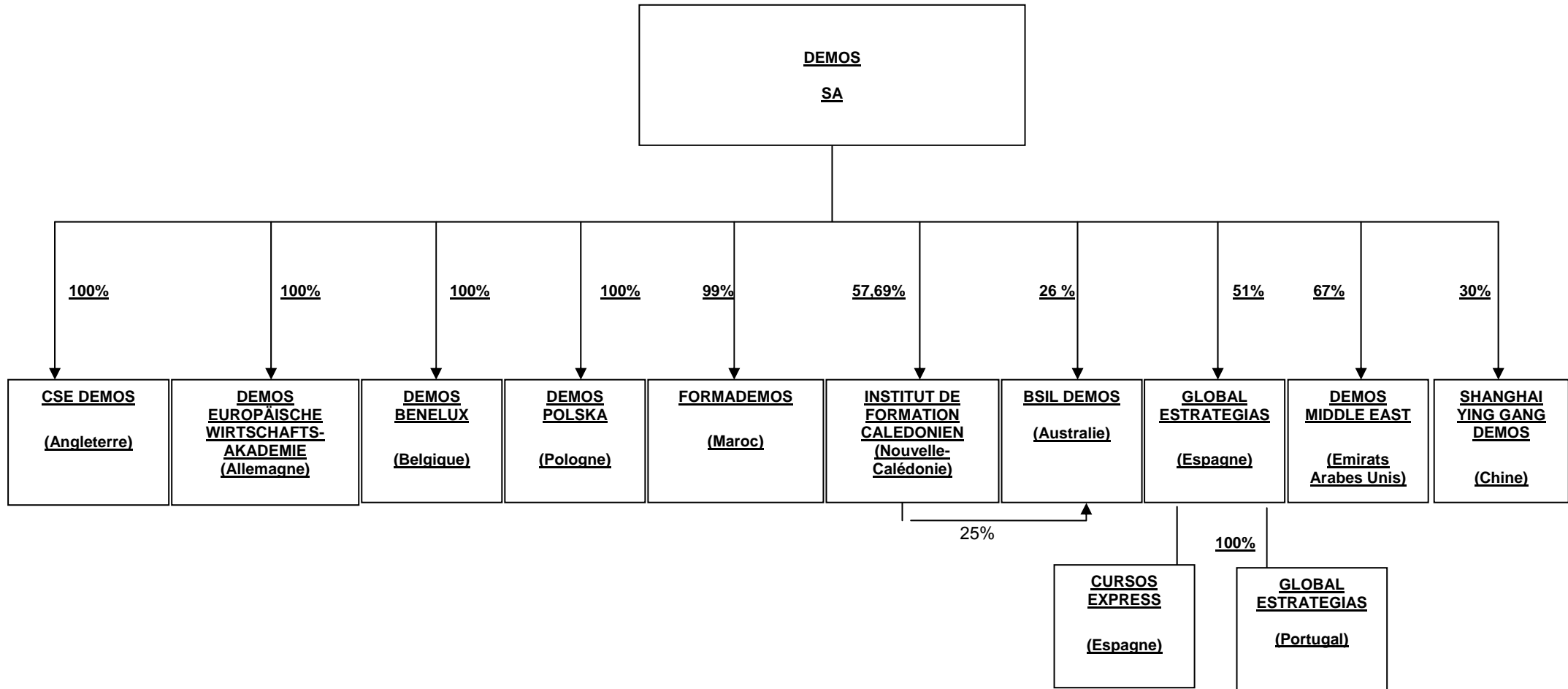
Le Groupe Demos n'est pas dépendant à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers.

7. ORGANIGRAMME (en capital et droits de vote)

FILIALES FRANÇAISES DE DEMOS



FILIALES ETRANGERES DE DEMOS



8. PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS

La Société est locataire des différents locaux dans lesquels elle exerce ses activités, en vertu principalement de baux commerciaux, régis par les dispositions des articles L.145-1 et suivants du Code de Commerce. Les baux conclus par la Société ne comportent pas de clause exorbitante du droit commun.

La Société loue l'ensemble des locaux auprès de tiers, il n'existe donc aucun lien entre les bailleurs, la Société et ses dirigeants.

La Société n'est pas confrontée à des questions environnementales.

Liste des implantations de la Société en France

Locaux, adresses et surfaces (en m ²)	Durée du bail et date d'expiration	Usage principal
Paris 8 ^{ème} 18, rue de l'Arcade, 2 ^{ème} étage s/rue 270 m ²	- Bail professionnel - échéance 14/07/2007	Activité de formation
Paris 8 ^{ème} 18, rue de l'Arcade, 4 ^{ème} étage s/rue 225 m ²	- Bail commercial - échéance 31/12/2014	Usage exclusif de bureaux
Paris 8 ^{ème} 20, rue de l'Arcade, RDC s/rue 93 m ²	- Bail commercial - échéance 31/12/2015	Usage exclusif de bureaux administratifs
Paris 8 ^{ème} 20, rue de l'Arcade, entresol s/rue 141,90 m ²	- Bail commercial - échéance 30/09/2012	Usage exclusif de bureaux commerciaux
Paris 8 ^{ème} 20 rue de l'Arcade, 1 ^{er} étage s/rue 301,10 m ²	- Bail commercial - échéance 31/03/2014	Usage exclusif de bureaux administratifs
Paris 8 ^{ème} 20 rue de l'Arcade, 2 ^{ème} étage s/rue 271,70 m ²	- Bail commercial - échéance 30/06/2013	Usage de bureaux commerciaux
Paris 8 ^{ème} 20 rue de l'Arcade, 3 ^{ème} étage s/rue 290,10 m ²	- Bail commercial - échéance 31/12/2014	Usage exclusif de bureaux administratifs
Paris 8 ^{ème} 20 rue de l'Arcade, RDC et sous-sol s/cour 446,20 m ²	- Bail commercial - échéance 31/12/2014	Usage exclusif de bureaux administratifs
Paris 8 ^{ème} 20 rue de l'Arcade, 4 ^{ème} et 5 ^{ème} étage s/rue 415,10 m ²	- Bail commercial - échéance 14/04/2011	Usage exclusif de bureaux administratifs
Paris 8 ^{ème} 20 rue de l'Arcade, cour et 1 ^{er} étage s/cour 256,70 m ²	- Bail commercial - échéance 30/09/2015	Usage exclusif de bureaux administratifs

Locaux, adresses et surfaces (en m²)	Durée du bail et date d'expiration	Usage principal
Paris 8 ^{ème} 20 rue de l'Arcade, 2 ^{ème} étage s/cour 277 m ²	- Bail commercial - échéance 31/12/2014	Usage exclusif de bureaux administratifs
Paris 8 ^{ème} 20 rue de l'Arcade, 3 ^{ème} et 4 ^{ème} étage s/cour 500 m ²	- Bail commercial - échéance 20/03/2014	Usage exclusif de bureaux administratifs
Paris 8 ^{ème} 22 rue de l'Arcade, RDC s/rue 51 m ²	- Bail commercial - échéance 31/03/2007	Usage exclusif de bureaux administratifs
Paris 8 ^{ème} 22 rue de l'Arcade, RDC s/rue 47 m ²	- Bail commercial - échéance 31/03/2007	Usage exclusif de bureaux administratifs
Paris 8 ^{ème} 22 rue de l'Arcade, entresol s/rue 108,85 m ²	- Bail commercial - échéance 14/11/2010	Usage de bureaux & salles de formation
Paris 8 ^{ème} 22 rue de l'Arcade, 1 ^{er} étage s/rue 90 m ²	- Bail commercial - échéance 30/09/2013	Usage exclusif de bureaux commerciaux
Paris 8 ^{ème} 22 rue de l'Arcade, 2 ^{ème} étage 260 m ²	- Bail commercial - échéance 31/03/2014	Usage exclusif de bureaux commerciaux
Paris 8 ^{ème} 22 rue de l'Arcade, 3 ^{ème} étage s/rue & cour 316 m ²	- Bail commercial - échéance 30/09/2006	Usage exclusif de bureaux
Paris 8 ^{ème} 22 rue de l'Arcade, 5 ^{ème} étage s/rue 197 m ²	- Bail commercial - échéance 31/12/2014	Usage de bureaux commerciaux
Paris 8 ^{ème} 22 rue de l'Arcade, 1 ^{er} étage s/cour 294,71 m ²	- Bail commercial - échéance 31/08/2007	Usage de bureaux commerciaux
Paris 8 ^{ème} 22 rue de l'Arcade, 1 ^{er} étage s/cour 67 m ²	- Bail commercial - échéance 30/09/2013	Usage exclusif de bureaux commerciaux
Paris 8 ^{ème} 22 rue de l'Arcade, 2 ^{ème} étage s/cour 293 m ²	- Bail commercial - échéance 31/12/2008	Usage exclusif de bureaux administratifs
Paris 8 ^{ème} 32 rue de l'Arcade, immeuble de 5 étages s/rue & cour 1.411 m ²	- Bail commercial - échéance 30/04/2016	Activité de formation
Paris 8 ^{ème} 6 rue de Rome, sur rue et sur cour-3 ^{ème} étage s/rue &	- Bail commercial - échéance 30/09/2010	Usage exclusif de bureaux

Locaux, adresses et surfaces (en m²)	Durée du bail et date d'expiration	Usage principal
cour 265 m ²	- Congés donné pour un départ au 30/09/07	
Paris 8ème 6 rue de Rome, sur rue et sur cour 1 ^{er} étage s/rue & cour 250 m ²	- Bail commercial - échéance 12/09/2013 - Congés donné pour un départ au 12/09/07	Usage exclusif de bureaux
Paris 9 ^{ème} 94 rue Saint Lazare, 4 ^{ème} étage 77,70 m ²	- Bail commercial - échéance 14/12/2007 - Congés donné pour un départ au 14/12/07	Usage de bureaux
Lyon 35 cours de la Liberté, 1er étage 110 m ²	- Bail commercial - échéance 24/06/2014	Usage de bureaux
Toulouse 7-9-11 rue Matabiau, 3 ^{ème} étage 168 m ²	- Bail commercial - échéance 30/09/2007	Usage exclusif de bureaux
Lille 32 place de la Gare	Adresse en centre affaire	
Strasbourg Tour Sébastopol 3 quai Kléber	Adresse en centre affaire	
Nantes 12 avenue Carnot	Adresse en centre affaire	
Bordeaux 9 rue de Condé	Adresse en centre affaire	
Marseille 565 avenue du Prado	Adresse en centre affaire	

Liste des implantations des filiales de la Société en France

GIE AFRAMP

Locaux, adresses et surfaces (en m2)	Durée du bail et date d'expiration	Usage principal
Paris 8ème 6 rue de Rome, 2 ^{ème} étage s/rue & cour 265 m ²	- Bail commercial - échéance 30/09/2010 - Congés donné pour un départ au 30/09/07	Usage exclusif de bureaux

Expertise & Consulting de l'Arcade

Locaux, adresses et surfaces (en m ²)	Durée du bail et date d'expiration	Usage principal
Paris 8ème 22 rue de l'Arcade, RDC s/rue 47 m ²	- Bail commercial - échéance 31/03/2007	Usage exclusif de bureaux administratifs

Demos Langues

Locaux, adresses et surfaces (en m ²)	Durée du bail et date d'expiration	Usage principal
Grenoble 4 place Robert Schuman, 5 ^{ème} étage 120,60 m ²	- Bail commercial - échéance 31/05/2003	Usage de bureaux
Lyon 33 cours de la Liberté, 1 ^{er} étage 220 m ²	- Bail commercial - échéance 24/06/2013	Usage d'organisme de formation

SEPEPP

Locaux, adresses et surfaces (en m ²)	Durée du bail et date d'expiration	Usage principal
Pantin 32 rue Delizy 686 m ²	Bail commercial - échéance 13/08/2014	Préparation par correspondance aux concours et examens publics et privés

Européenne de Formation Professionnelle (Formalanges)

Locaux, adresses et surfaces (en m ²)	Durée du bail et date d'expiration	Usage principal
Paris 8 ^{ème} 87/89 rue de la Boétie, 2 ^{ème} étage 1.113 m ²	- Bail Commercial - échéance 30 novembre 2014	Usage de bureaux

Liste des implantations des filiales étrangères

Demos Benelux

Locaux, adresses et surfaces (en m ²)	Durée du bail et date d'expiration	Usage principal
Bruxelles (Belgique) 27, avenue des arts 211 m ²	- Bail - échéance 30 juin 2014	Usage de bureaux

Formademos (Maroc)

Locaux, adresses et surfaces (en m ²)	Durée du bail et date d'expiration	Usage principal
Rabat (Maroc) 1, rue Ghafsa Place du Joulan 140 m ²	- Bail - échéance 30 septembre 2005 (tacite reconduction)	Usage de bureaux
Casablanca (Maroc) Technopark Route de Nouaceur	Adresse en centre affaire	

Demos Polska

Locaux, adresses et surfaces (en m ²)	Durée du bail et date d'expiration	Usage principal
Warszawa (Pologne) Ul. Pulawska 39, III p. 188,5 m ²	- Bail - résiliable à tout moment. Préavis de 3 mois	Usage de bureaux

CSE

Locaux, adresses et surfaces (en m ²)	Durée du bail et date d'expiration	Usage principal
Londres (Angleterre) 91/93 Charterhouse Street 1.113 m ²	Bail à échéance du 8 avril 2013	Usage de bureaux

Demos Europäische WirtschaftsAkademie (EWA)

Locaux, adresses et surfaces (en m ²)	Durée du bail et date d'expiration	Usage principal
Berlin (Allemagne) Kurfürstendamm 21 12 m ²	- Bail - échéance 30 novembre 2007	Usage de bureaux
Bendorf-Sayn (Allemagne) Schlossstrasse 100 332 m ²	- Bail - échéance 31 décembre 2008 (tacite reconduction)	Usage de bureaux
Francfort (Allemagne) An der Welle 4 20 m ²	- Bail - échéance 29 février 2008	Usage de bureaux
Hambourg (Allemagne) Valentinskamp 24 12 m ²	- Bail - échéance 31 janvier 2008	Usage de bureaux
Munich (Allemagne) Elisabethstrasse 100	- Adresse en centre d'affaire	
Zurich (Suisse) Seefeldstrasse 69	- Adresse en centre d'affaire	
Wien (Autriche) Wienerbergstrasse 11/12 A	- Adresse en centre d'affaire	

Global Estrategias

Locaux, adresses et surfaces (en m ²)	Durée du bail et date d'expiration	Usage principal
Lisbonne Rua Conde Redondo, 5 ^{ème} étage 125 m ²	- Bail - échéance 31 juillet 2009	Usage de bureau
Lisbonne Rua Conde Redondo, 5 ^{ème} étage B 52 m ²	- Bail - échéance 31 mars 2011	Usage de bureau
Madrid (Espagne) 22 Gran Via, 4 ^{ème} étage 275 m ²	- Bail - échéance 31 août 2015	Usage de bureaux
Madrid (Espagne) 22 Gran Via, 3 ^{ème} étage 300 m ²	- Bail - échéance 28 juillet 2015	Usage de bureaux
Barcelona (Espagne) 143 calle Compte d'Urgell 35 m ²	- Bail signé le 3 juillet 2006 - Bail de 30 jours renouvelable mensuellement sauf renonciation avec un préavis de 60 jours	Usage de bureaux

9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT

Les paragraphes suivants présentent une analyse portant sur les comptes et données consolidées du Groupe Demos en normes françaises pour les exercices clos les 31 décembre 2006, 2005 et 2004.

Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration et ont fait l'objet d'un audit et d'une certification de la part des commissaires aux comptes.

L'analyse financière comparative des exercices clos les 31 décembre 2006 et 2005 est réalisée à partir de la répartition sectorielle suivante :

- Demos SA qui regroupe les 11 départements de formation, l'activité de e-learning et une partie de l'activité conseil ;
- les filiales françaises qui regroupent les activités annexes à la formation (concours administratifs, formations demandeurs d'emploi, formations linguistiques, formations des élus, conseil et éditions) ; et
- l'international qui regroupe les filiales étrangères de Demos SA.

9.1. Comparaison des exercices clos le 31/12/2006 et le 31/12/2005 selon les normes françaises

Compte de résultat et bilan :

(en milliers d'euros)	2006	2005
Chiffre d'affaires	58 474	40 278
<i>Croissance</i>	<i>45,2%</i>	<i>0,3%</i>
Autres produits d'exploitation	1 279	1 098
Achats et variation de stocks	-2 246	-1 612
Autres charges externes	-29 565	-21 566
Charges de personnel	-20 623	-14 523
Autres charges d'exploitation	-468	-255
Impôts et taxes	-713	-534
Dotations aux amortissements et aux provisions	-1 030	-878
Résultat d'exploitation	5 107	2 008
<i>Marge d'exploitation</i>	<i>8,7%</i>	<i>5,0%</i>
Produits financiers	136	25
Charges financières	-396	-189
Résultat financier	-260	-164
Résultat courant des sociétés intégrées	4 847	1 844
Produits exceptionnels	335	12
Charges exceptionnelles	-282	-369
Résultat exceptionnel	53	-357
Impôt sur les résultats	-1 466	-572
Résultat net des entreprises intégrées	3 434	915
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-24	0
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-774	-552
Résultat net consolidé	2 636	363
Intérêts minoritaires	-329	51
Résultat net (part du groupe)	2 307	414
<i>Marge nette</i>	<i>3,9%</i>	<i>1,0%</i>
Résultat par action	230,70 €	41,40 €
Résultat dilué par action	174,52 €	31,32 €

ACTIF

(en milliers d'euros)	2006	2005
Capital souscrit non appelé	0	19
Ecart d'acquisition	5 827	6 510
Immobilisations incorporelles	1 271	319
Immobilisations corporelles	1 340	1 090
Immobilisations financières	492	484
Titres mis en équivalence	214	221
Total Actif Immobilisé	9 144	8 642
Stocks et en-cours	270	336
Clients et comptes rattachés	19 666	15 018
Autres créances et comptes de régularisation	5 396	4 924
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	7 741	5 316
Total Actif Circulant	33 073	25 594
Total Actif	42 218	34 236

PASSIF

(en milliers d'euros)	2006	2005
Capital	1 000	1 000
Réserves consolidées	2 326	2 434
Réserves de conversion groupe	35	50
Résultat de l'exercice	2 307	414
Total Capitaux Propres, part du groupe	5 668	3 898
Intérêts minoritaires	1 175	751
Total capitaux propres	6 843	4 649
Emprunts obligataires convertibles en actions	3 845	3 845
Provisions pour risques et charges	644	832
Emprunts et dettes financières	4 449	5 021
Fournisseurs et comptes rattachés	12 415	9 810
Autres dettes et comptes de régularisation	14 023	10 080
Total dettes	30 887	24 911
Total Passif	42 218	34 236

Les tableaux ci-dessous précisent les principaux éléments de compte de résultat par répartition sectorielle.

2006 (milliers d'euros)	Demos SA	Filiales françaises	Sous total Zone France	Zone Internationale	Total
Revenus	45 452	6 207	51 659	9 925	61 584
Revenus intersectoriels	-1 291	-750	-2 041	-1 069	-3 110
Revenus externes	44 161	5 457	49 618	8 856	58 474
Résultats d'exploitation	4 374	-124	4 250	857	5 107
Résultats courants avant impôts	4 096	-155	3 941	906	4 847
Résultats net des entreprises intégrées	2 584	-82	2 502	932	3 434
Parts dans les résultats des participations mises en équivalence					-24
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition					-774
Résultat net consolidé					2 636

2005 (milliers d'euros)	Demos SA	Filiales françaises	Sous total Zone France	Zone Internationale	Total
Revenus	36 610	3 772	40 382	1 981	42 363
Revenus intersectoriels	-629	-648	-1 277	-808	-2 085
Revenus externes	35 981	3 124	39 105	1 173	40 278
Résultats d'exploitation	2 797	-365	2 432	-424	2 008
Résultats courants avant impôts	2 689	-398	2 291	-447	1 844
Résultats net des entreprises intégrées	1 598	-392	1 206	-291	915
Parts dans les résultats des participations mises en équivalence					0
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition					-552
Résultat net consolidé					363

9.1.1. Evénements importants de la période

Le compte de résultat de la société Global Estrategias, société opérant principalement en Espagne et au Portugal dont Demos a acquis 51% des parts en décembre 2005, a été consolidé en intégration globale sur l'exercice 2006.

Au 31 décembre 2005, seul le bilan de cette société avait été consolidé, n'ayant donc pas d'impact sur le compte de résultat consolidé 2005. Les contributions de Global Estrategias au chiffre d'affaires, au résultat d'exploitation et au résultat net consolidés du Groupe Demos en 2006 étaient de respectivement de 6,4 millions d'euros, 953 milliers d'euros et 723 milliers d'euros (avant amortissement des écarts d'acquisition).

De même, les comptes des trois sociétés du sous-groupe E-Learning Agency (LG2P, Netstep et E-Learning Agency), acquis à 100% en décembre 2005, ont été consolidés en intégration globale sur l'exercice 2006. Au 31 décembre 2005, seul le bilan de ces sociétés avait été consolidé, n'ayant donc pas d'impact sur le compte de résultat consolidé 2005. Les contributions de ces trois sociétés au chiffre d'affaires 2006 s'élevaient à environ 1,5 millions d'euros alors que les impacts sur le résultat d'exploitation et le résultat net n'étaient pas significatifs.

Le 30 juin 2006, Demos a pris le contrôle de l'Institut de Formation Calédonien (IFC), alors que Demos n'en détenait que 39% jusqu'à cette date. De ce fait, les comptes de l'IFC ont été consolidés en intégration globale sur le second semestre de l'exercice alors qu'ils étaient mis en équivalence auparavant.

En octobre 2006, Demos a porté sa participation dans l'Institut Demos, créé en avril 2005, de 69% à 95% suite à une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription. La méthode de consolidation (intégration globale) n'a cependant pas changé entre 2005 et 2006.

Le sous-groupe SEPEPP/Revue d'Etudes, précédemment mis en équivalence, a été consolidé selon la méthode de l'intégration globale à compter du 1^{er} octobre 2005, date à laquelle Demos en a pris le contrôle effectif. Ainsi, l'ensemble des opérations de ce sous-groupe a été consolidé sur toute la durée de l'exercice 2006, à comparer au seul quatrième trimestre en 2005.

La société France Action Locale, dont Demos a pris le contrôle en novembre 2005 avec un taux de participation porté à 51%, a été consolidée en intégration globale pour la première fois à la clôture de l'exercice 2006.

Demos a participé à la création de la société Oasys en avril 2006 dont elle détient 33% au 31 décembre 2006. Oasys propose une offre d'outplacement pour cadres. Cette société a été mise en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe en 2006.

En juillet 2006, Demos s'est associé au Groupe Australien BSIL afin de créer une structure de formation à Sydney. BSIL Demos est détenu à 26% par Demos SA et à 25% par l'IFC. Compte tenu du caractère non significatif des opérations réalisées en 2006, cette société n'a pas été consolidée.

En avril 2006, Demos SA a cédé le GIE AFCEPF, spécialisé dans les formations des demandeurs d'emploi, qui avait réalisé un chiffre d'affaires de 685 milliers d'euros et une perte nette de 235 milliers d'euros sur l'exercice 2005. Demos a décidé de se recentrer sur son cœur de métier, la formation continue des salariés du secteur privé, et de fortement limiter son activité de formation des demandeurs d'emploi.

9.1.2. Formation du résultat d'exploitation

Revenus

L'exercice 2006 s'est caractérisé par une forte croissance de l'activité que ce soit en France où à l'international. Le Groupe Demos a réalisé sur l'exercice 2006 un chiffre d'affaires consolidé de 58,5 millions d'euros à comparer à 40,3 millions d'euros en 2005, soit une croissance de 45%. Cette croissance est imputable pour moitié à la croissance organique des activités du Groupe et pour moitié à la politique de croissance externe (décrite précédemment).

Cette croissance est principalement liée à :

- la croissance du chiffre d'affaires de Demos SA (représentant 75,5% du chiffre d'affaires consolidé) de près de 25%, avec notamment :
 - l'obtention de 4 nouveaux contrats en intraentreprise auprès de grands groupes internationaux, pour un montant cumulé de presque 3 millions d'euros, dont l'exécution partielle a débuté en 2006 et se poursuivra sur 2007 ;
 - une hausse des prix de vente en intraentreprise de 5% en moyenne ;
 - une augmentation d'environ 7% du nombre de stagiaires formés dans les locaux de Demos en France dans le cadre de l'activité interentreprises, s'élevant à 19 000 en 2006 contre 17 800 en 2005 et une augmentation des prix des stages de 5% ;
- la très bonne activité de la zone internationale, avec un chiffre d'affaires qui a été multiplié par 7,5 en 2006. Cette performance est essentiellement due à :
 - l'entrée dans le groupe des filiales espagnoles et portugaises, qui ont réalisé un chiffre d'affaires de 6,4 millions d'euros en 2006 ;
 - la Pologne où le chiffre d'affaires progresse de 78 milliers d'euros en 2005 à 460 milliers d'euros en 2006 ;
 - le Maroc avec une progression de ses activités de 267 milliers d'euros en 2005 à 435 milliers d'euros en 2006 ; et
 - la très bonne performance de la filiale allemande EWA dont le chiffre d'affaires passe de 332 milliers d'euros en 2005 à 720 milliers d'euros en 2006.
- la forte progression de l'activité des filiales françaises (de 3,8 millions d'euros en 2005 à 6,2 millions d'euros en 2006) notamment du fait du sous-groupe Revue d'Etudes qui a réalisé un chiffre d'affaires de 2 millions d'euros alors que seul le dernier trimestre de l'exercice 2005 avait été consolidé pour 541 milliers d'euros.

La part de l'international dans l'activité du Groupe est désormais de 15%. Cette analyse étant réalisée selon la logique d'implantation des actifs, on doit ajouter aux chiffres d'affaires des filiales internationales le chiffre d'affaires réalisé par Demos SA à l'étranger, en particulier l'activité du département international qui gère les grands projets internationaux. Ainsi, le Groupe a réalisé globalement près du quart de son activité hors de France métropolitaine en 2006.

Résultat d'exploitation

On constate que le résultat d'exploitation est en très forte progression puisqu'il passe de 2,0 millions d'euros en 2005 à 5,1 millions d'euros en 2006, soit une progression de 154%. Cette progression est principalement liée aux facteurs suivants :

- l'amélioration du résultat d'exploitation de Demos SA qui progresse de 3 millions d'euros en 2005 à 4,9 millions d'euros en 2006 et qui s'explique par le maintien des niveaux de marge sur formation alors que la masse salariale des départements et les frais fixes de structure représentent une part moins importante du chiffre d'affaires en 2006 (12,8% en 2006 contre 14,3% en 2005 pour la masse salariale et 22,8% en 2006 contre 24,8% en 2005 pour les frais fixes de structure).
- l'amélioration du résultat d'exploitation à l'international qui était négatif à concurrence de 424 milliers d'euros en 2005 et est devenu positif en 2006 avec un profit d'exploitation de 857 milliers d'euros. Cette performance illustre le bien fondé de la stratégie mise en œuvre par le Groupe depuis trois ans à l'étranger tant en matière d'opérations de croissance externe que de développement des filiales créées. Elle s'explique notamment par :
 - l'amélioration des performances de plusieurs filiales étrangères qui, soit après des phases de démarrage (Pologne), soit après des actions de restructurations (Grande-Bretagne), ont trouvé leur point d'équilibre ;
 - l'excellente performance de Global Estrategias, qui, grâce à une intégration réussie dans le Groupe, a généré un résultat d'exploitation social de 971 milliers d'euros (dont 674 milliers d'euros en Espagne et 297 milliers d'euros au Portugal), alors que son chiffre d'affaires a progressé de plus de 42% ;

- l'amélioration des performances des filiales françaises du Groupe, qui ont réduit leurs pertes d'exploitation de 365 milliers d'euros en 2005 à 124 milliers d'euros en 2006.

Par ailleurs, la sortie de l'AFCEPF du Groupe, qui avait généré une perte d'exploitation de 187 milliers d'euros en 2005, impacte positivement le résultat d'exploitation.

9.1.3. Formation du résultat net

Le résultat financier fait ressortir une perte de 260 milliers d'euros en 2006 à comparer à une perte de 164 milliers d'euros en 2005. Il comprend pour l'essentiel des charges d'intérêts des emprunts contractés pour financer les acquisitions de Global Estrategias et E-Learning Agency.

La charge d'impôt de l'exercice, y compris les impôts différés, se monte à 1 466 milliers d'euros contre 572 milliers d'euros en 2005.

Après prise en compte des résultats des sociétés mises en équivalence, qui dégagent une perte de 24 milliers d'euros en 2006, le résultat net du Groupe se monte à 2,6 millions d'euros en 2006 à comparer à 363 milliers d'euros en 2005. Ce résultat tient compte de l'amortissement des écarts d'acquisition pour des montants respectifs de 774 milliers d'euros et 552 milliers d'euros en 2006 et 2005. Le Groupe amortit ces écarts d'acquisition sur une durée de 10 ans, à l'exception de celui de Global Estrategias qui, compte tenu de la taille de ce sous-groupe et de sa position forte sur les marchés espagnols et portugais, est amorti sur 20 ans.

Compte tenu des intérêts minoritaires de 329 milliers d'euros en 2006, le montant du résultat net part du Groupe se monte à 2 307 milliers d'euros en 2006, contre 414 milliers d'euros en 2005.

9.1.4. Evolution bilantielle

L'augmentation de la taille du bilan de 23,4% entre 2005 et 2006, soit 8 millions d'euros environ, est principalement expliquée par les éléments suivants :

- à l'actif :
 - une augmentation du poste clients et comptes rattachés d'environ 29,1%, soit plus de 4,5 millions d'euros. Cette augmentation s'explique par la forte activité du Groupe Demos en 2006 ; et
 - une augmentation des disponibilités de 2,5 millions d'euros (voir section 9.1.5. ci-dessous pour plus de précisions).
- au passif :
 - une augmentation du poste fournisseurs et comptes rattachés d'environ 26,5%, soit 2,6 millions d'euros. Cette augmentation s'explique également par la forte activité du Groupe Demos en 2006 ;
 - une augmentation du poste autres dettes et comptes de régularisation d'environ 39,1%, soit près de 4 millions d'euros, suite :
 - à l'augmentation de la masse salariale impactant les dettes fiscales et sociales ; et
 - à la forte augmentation des résultats de l'année 2006 impactant à la hausse le poste impôts sur les bénéfices.

Il convient de noter que la variation des immobilisations n'est jamais très élevée d'une année sur l'autre dans la mesure où l'activité de Demos n'est pas capitalistique.

9.1.5. Flux de trésorerie au 31 décembre 2006 et 2005

(en milliers d'euros)	2006	2005
Résultat net total des sociétés consolidées	2 636	363
Elimination des amortissements et provisions	1 434	1 148
Elimination de la variation des impôts différés	-278	-211
Elimination des plus ou moins values de cession	-174	34
Elimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence	8	0
Total marge brute d'autofinancement	3 626	1 334
Variation (%)	171,8%	-50,6%
Dividendes reçus des mises en équivalence	-11	-24
Variation du BFR lié à l'activité	2 012	-445
Flux net généré par (affecté à) l'activité	5 627	865
Variation (%)	551,1%	-78,8%
Acquisition d'immobilisations	-2 052	-821
Cession d'immobilisations	82	22
Incidence des variations de périmètre	-216	-2 371
Variation nette des placements court terme	23	-
Total flux net provenant des (affecté aux) investissements	-2 163	-3 170
Variation (%)	-31,8%	65,1%
Dividendes versés par la société mère	-432	-259
Emissions d'emprunts	1 039	4 356
Remboursements d'emprunts	-1 590	-714
Total flux net provenant du (affecté au) financement	-983	3 383
Variation (%)	ns	ns
Incidence de la variation des taux de change	-1	6
Variation de trésorerie	2 480	1 084
Variation (%)	128,9%	-41,3%
Trésorerie d'ouverture (nette des découverts bancaires)	5 247	4 164
Trésorerie de clôture (nette des découverts bancaires)	7 727	5 248
<i>Déouvert bancaire à la clôture</i>	14	68

Flux net de trésorerie lié aux activités opérationnelles

Les flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont augmenté de presque 5 millions d'euros entre 2005 et 2006.

Cette évolution résulte de la forte amélioration de la marge brute d'autofinancement directement liée à la croissance du résultat net et de la forte diminution de la variation du besoin en fonds de roulement.

Cette diminution est principalement due à une bonne maîtrise du compte clients qui a augmenté moins fortement que les dettes fournisseurs sur l'exercice 2006.

Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement ont diminué de 1 million d'euros entre 2005 et 2006.

Il convient de noter que la nature des investissements réalisés en 2005 d'une part et en 2006 d'autre part est différente :

- l'année 2005 avait été marquée par les opérations de croissance externe réalisées en fin d'exercice avec l'acquisition du sous-groupe E-learning Agency et la prise de participation de 51% dans Global Estrategias Espagne et Portugal ;
- en 2006, le Groupe n'a procédé à aucune opération de croissance externe significative, les investissements réalisés ont essentiellement porté sur les développements informatiques dans le cadre du plan à trois ans initié fin 2005.

Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement ont diminué de plus de 4 millions d'euros entre 2005 et 2006.

Au cours de l'exercice 2005, le Groupe a contracté de nouveaux emprunts bancaires à moyen terme pour un montant cumulé de 4 millions d'euros afin de financer ses opérations de croissance externe. Dans le même temps, les flux liés au remboursement des emprunts bancaires s'établissaient à 715 milliers d'euros ; ils concernaient la fin des emprunts contractés en 2002, notamment pour l'acquisition de Format Finance.

En 2006, à l'exception d'une nouvelle ligne à moyen terme de 500 milliers d'euros et de nouvelles lignes de location-financement utilisées pour les développements informatiques, le Groupe n'a pas sollicité de nouveaux emprunts. En revanche le montant des remboursements d'emprunts, ainsi que les intérêts nets versés, a augmenté pour se situer à 1,9 million d'euros à comparer à 0,9 million d'euros en 2005.

Par ailleurs, le montant des dividendes versés aux actionnaires est passé de 259 milliers d'euros en 2005 à 432 milliers d'euros en 2006.

9.2. Comparaison des exercices clos le 31/12/2005 et le 31/12/2004 selon les normes françaises

Compte de résultat et bilan :

(en milliers d'euros)	2005	2004
Chiffre d'affaires	40 278	40 176
<i>Croissance</i>	<i>0,3%</i>	<i>17,7%</i>
Autres produits d'exploitation	1098	1 194
Achats et variation de stocks	-1 612	-1 623
Charges de personnel	-14 523	-13 119
Autres charges externes	-21 566	-21 418
Impôts et taxes	-534	-514
Dotation aux amortissements et provisions	-878	-1 567
Autres charges d'exploitation	-255	-91
Charges d'exploitation	-39 368	-38 332
Résultat d'exploitation	2 008	3 038
<i>Marge d'exploitation</i>	<i>5,0%</i>	<i>7,6%</i>
Produits financiers	25	35
Charges financières	-189	-202
Résultat financier	-164	-167
Résultat courant avant impôts	1 844	2 871
Produits exceptionnels	12	209
Charges exceptionnelles	-369	-149
Résultat exceptionnel	-357	60
Impôts sur les résultats et impôts différés	-572	-1 077
Résultat net des sociétés intégrées	915	1 854
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	0	-39
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-552	-525
Résultat net consolidé	363	1 290
Intérêts minoritaires	51	0
Résultat net (part du groupe)	414	1 290
<i>Marge nette</i>	<i>1,0%</i>	<i>3,2%</i>
<i>Résultat par action (euros)</i>	<i>41,4</i>	<i>129</i>
<i>Résultat dilué par action (euros)</i>	<i>31,3</i>	<i>97,6</i>

ACTIF (en milliers d'euros)	2005	2004
Capital souscrit non appelé	19	
Ecart d'acquisition	6 510	3 227
Immobilisations incorporelles	319	222
Immobilisations corporelles	1 089	738
Immobilisations financières	484	761
Titres mis en équivalence	221	413
Actif immobilisé	8 642	5 361
Stocks et en-cours	336	180
Avances et acomptes versés	67	113
Clients et comptes rattachés	15 018	14 362
Autres créances et compte de régularisation	4 857	3 009
Valeurs mobilières de placement	345	0
Disponibilités	4 971	4 164
Actif circulant	25 594	21 828
Charges à répartir	0	704
Total de l'actif	34 236	27 893
PASSIF (en milliers d'euros)	2005	2004
Capital	1 000	1 000
Réserves consolidées	2 484	1 825
Résultat consolidé	414	1 290
Capitaux propres, part du groupe	3 898	4 115
Intérêts minoritaires	751	0
Total Capitaux Propres	4 649	4 115
Emprunts obligataires convertibles	3 845	3 845
Provisions pour risques et charges	831	488
Emprunts et dettes assimilées	5 021	1 295
Avances et acomptes reçus	207	0
Fournisseurs et comptes rattachés	9 810	9 125
Autres dettes et compte de régularisation	9 873	9 025
Total dettes	24 911	19 445
Total du passif	34 236	27 893

9.2.1. Evénements importants de la période

Le 31 juillet 2003, un contrat de joint venture a été signé par Demos SA en Chine, donnant lieu à la création d'une société à responsabilité limitée située à Shanghai et dont Demos SA détient 30% du capital social. Ce joint venture a été mis en équivalence au cours de l'exercice 2005. Le joint venture a plus que doublé son chiffre d'affaires en 2005 (416 milliers d'euros).

L'Institut Demos, créé en avril 2005, dont Demos SA détient 69% a été inclus dans le périmètre de consolidation 2005. Il a réalisé un chiffre d'affaires de 46 milliers d'euros en 2005.

La société Formademos (Maroc), détenue à 100% par Demos SA, dont l'activité a repris début 2005, a été consolidée pour la première fois en 2005. Son chiffre d'affaires a atteint 267 milliers d'euros en 2005.

Le sous-groupe SEPEPP/Revue d'Etudes, précédemment mis en équivalence, a été consolidé selon la méthode de l'intégration globale à compter du 1^{er} octobre 2005, date à laquelle Demos en a pris le contrôle effectif. Le sous-groupe a réalisé un chiffre d'affaires combiné de 2,3 millions d'euros en 2005.

Demos SA a pris le contrôle effectif de France Action Locale au cours du mois d'octobre 2005. Compte tenu de la prise de contrôle tardive et du caractère non significatif par rapport aux comptes consolidés du Groupe Demos, la méthode de consolidation (mise en équivalence) n'a pas été modifiée en 2005. Son chiffre d'affaires a atteint 202 milliers d'euros en 2005.

Le 13 décembre 2005, Demos a acquis 100% des parts des trois sociétés constituant le sous-groupe LG2P : E-Learning Agency SAS, LG2P SAS et Netstep SAS. Seul le bilan au 31 décembre 2005 a été consolidé.

Demos SA a acquis 51% de la société Global Estrategias Espagne (et de ses filiales Global Estrategias Portugal et Cursos Express) le 16 décembre 2005. Seuls leurs bilans au 31 décembre 2005 ont été consolidés.

Les comptes des sociétés Demos Polska et EWA, acquises au cours de l'exercice 2004, ont été consolidés sur l'exercice 2005. Ces deux sociétés ont réalisé respectivement un chiffre d'affaires de 78 milliers d'euros et 332 milliers d'euros en 2005.

Le 31 mars 2005, Demos a procédé à la fusion de l'ensemble de son offre de formation à destination des banques et des assurances, en regroupant tant d'un point de vue opérationnel que juridique les sociétés et les équipes de l'INSIG, Format Finance et Metodis. Le département Banque – Assurance (FMI) ainsi constitué a réalisé sur l'exercice 2005 un chiffre d'affaires total de 3,1 millions d'euros, faisant de Demos un acteur majeur de ce secteur d'activité sur le marché français.

9.2.2. Formation du résultat d'exploitation

Revenus

L'exercice 2005 s'est caractérisé par une stabilité de l'activité formation : le Groupe Demos a réalisé sur l'exercice 2005 un chiffre d'affaires consolidé de 40,3 millions d'euros à comparer à 40,2 millions d'euros en 2004, soit une augmentation de 0,3%. Il est à noter que ce chiffre d'affaires s'inscrit dans un périmètre qui a sensiblement évolué par rapport à celui de l'exercice précédent (cf. Partie 9.2.1.). A périmètre constant, le chiffre d'affaires a baissé de 2,5%.

Une des principales explications à cette diminution de l'activité à périmètre constant réside dans la mise en place de la réforme de la formation professionnelle fin 2004 et début 2005. Elle a provoqué un certain attentisme de la part des clients de Demos sur les premiers mois de l'exercice, qui a été partiellement compensé par un net regain d'activité au 2^{ème} semestre.

Ce regain a cependant été contrebalancé par deux éléments, en grande partie responsables de cette stagnation :

- l'échéance d'un contrat intraentreprise qui consistait en la formation d'un grand nombre d'utilisateurs à un nouvel applicatif, pour le compte d'un grand client du Groupe. Ce contrat expliquait en grande partie la forte hausse d'activité en 2004 (chiffre d'affaires additionnel de 2,9 millions d'euros).
- la perte d'un client important de l'interentreprises, pour cause de renégociation des conditions (chiffre d'affaires généré en 2004 de 1,2 million d'euros hors informatique).

En développant continuellement son activité intraentreprise et sa clientèle grand compte, Demos a pour objectif d'atteindre une masse critique lui permettant de compenser sa sensibilité à ce type d'événement.

On note par ailleurs une croissance de 23% des revenus du département international de Demos SA, en charge de répondre aux appels d'offre des institutions internationales (chiffre d'affaires de 3,9 millions d'euros en 2005 contre 3,2 millions d'euros en 2004).

Sur les 18 filiales détenues par Demos SA au 31 décembre 2005, seules 5 d'entre d'elles ont vu leur chiffre d'affaires croître au cours de l'année 2005, les autres étant pour l'essentiel au tout début de leur phase de développement. L'ensemble des filiales consolidées par intégration globale a réalisé en 2005 un chiffre d'affaires cumulé de 5,8 millions d'euros ou de 4,3 millions d'euros après élimination des revenus intersectoriels.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation 2005 est en recul par rapport à celui de l'exercice 2004. Il passe de 3 millions d'euros en 2004 à 2 millions d'euros en 2005, soit une diminution de 33,9%. Cette baisse est principalement expliquée par :

- la stagnation du chiffre d'affaires formation de Demos SA, combinée à l'augmentation de la masse salariale de la société et des frais de structure, notamment après l'absorption des sociétés Format Finance et Metodis ;
- les contre-performances des GIE AFCEPF et AFRAMP qui ont réalisé des pertes d'exploitation de respectivement 187 milliers d'euros et 146 milliers d'euros en 2005, contre 84 milliers d'euros et 77 milliers d'euros en 2004. Pour ces raisons, l'activité de l'AFRAMP a volontairement été fortement réduite en 2006 et le GIE AFCEPF a été cédé, afin que l'activité de formation des demandeurs d'emploi n'impacte plus négativement le résultat du Groupe à l'avenir ;
- l'entrée dans le périmètre de consolidation de EWA, Demos Polska et l'Institut Demos qui ont réalisés des pertes d'exploitation de respectivement 148 milliers d'euros, 221 milliers d'euros et 147 milliers d'euros. Ces sociétés, acquises ou créées récemment, étaient en phase de lancement en 2005, impliquant des dépenses importantes de marketing et/ou de restructuration qui explique ces pertes d'exploitation ;
- la perte d'exploitation de 85 milliers de livres sterling de la filiale CSE, en restructuration. Le résultat net de la société est cependant resté positif, grâce à un abandon de créance de 169 milliers d'euros accordé par Demos à sa filiale ; et
- la perte d'exploitation de 35 milliers d'euros des Editions Demos.

9.2.3. Formation du résultat net

Le résultat financier a fait ressortir une perte de 164 milliers d'euros en 2005 à comparer à la perte de 167 milliers d'euros en 2004.

Il comprend pour l'essentiel des charges d'intérêts qui diminuent légèrement du fait du désendettement progressif et régulier du Groupe jusqu'à fin 2005, avant que Demos obtienne de nouveaux financements pour les acquisitions de Global Estrategias et E-Learning Agency (ces nouveaux emprunts contractés en décembre 2005 sont cependant sans impact significatif sur le résultat financier de l'exercice 2005).

Le résultat exceptionnel 2005 est constitué d'une perte de 357 milliers d'euros à comparer au profit de 60 milliers d'euros enregistré en 2004. Les charges exceptionnelles sont principalement constituées (i) de dotations aux provisions pour litige à hauteur de 103 milliers d'euros, (ii) de dotations aux provisions pour restructurations de la Revue d'Etudes de 64 milliers d'euros, (iii) de dotations aux provisions relatives à un projet informatique en cours pour 71 milliers d'euros, (iv) de l'impact du contrôle fiscal sur le calcul de la participation de l'année 2001 pour 55 milliers d'euros et (v) de pénalités relatives au contrôle fiscal pour 39 milliers d'euros.

La charge d'impôt pour l'exercice 2005, y compris les impôts différés, s'est montée à 572 milliers d'euros à comparer à 1,1 million d'euros en 2004. La charge 2005 comporte notamment l'impact du redressement faisant suite au contrôle fiscal de Demos sur l'année 2001 pour un montant de 164 milliers d'euros.

Le résultat net des sociétés intégrées avant amortissement des écarts d'acquisition et après impôts s'est élevé à 915 milliers d'euros contre 1,8 million d'euros en 2004. Ce résultat 2005 est comparable à celui de 2003 qui se situait à 1 million d'euros.

Le résultat net part du Groupe après amortissement des écarts d'acquisition et part des minoritaires s'est établi à 414 milliers d'euros contre 1,3 million d'euros en 2004 et 547 milliers d'euros en 2003.

9.2.4. Formation du résultat par secteur

2005 (milliers d'euros)	Demos SA	Filiales françaises	Sous-total Zone France	Zone Internationale	Total
Revenus	36 610	3 772	40 382	1 981	42 363
Revenus intersectoriels	-629	-648	-1 277	-808	-2 085
Revenus externes	35 981	3 124	39 105	1 173	40 278
Résultats d'exploitation	2 797	-365	2 432	-424	2 008
Résultats courants avant impôts	2 689	-398	2 291	-447	1 844
Résultats net des entreprises intégrées	1 598	-392	1 206	-291	915
Parts dans les résultats des participations mises en équivalence					0
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition					-552
Résultat net consolidé					363

2004 (milliers d'euros)	Demos SA	Filiales françaises	Sous-total Zone France	Zone Internationale	Total
Revenus	35 326	5 789	41 115	1 133	42 248
Revenus intersectoriels	-513	-980	-1 493	-580	-2 073
Revenus externes	34 812	4 809	39 622	554	40 176
Résultats d'exploitation	3 291	-15	3 276	-237	3 038
Résultats courants avant impôts	3 113	32	3 145	-274	2 871
Résultats net des entreprises intégrées	1 780	52	1 832	22	1 854
Parts dans les résultats des participations mises en équivalence					-39
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition					-525
Résultat net consolidé					1 290

La stabilité du chiffre d'affaires consolidé résulte des évolutions suivantes entre les différentes zones géographiques :

- une croissance de 3,4% de l'activité de Demos SA, essentiellement due à l'absorption des sociétés Format Finance et Metodis en mars 2005 ;
- Une diminution du chiffre d'affaires des filiales françaises, qui passe de 4,8 millions d'euros en 2004 à 3,1 millions d'euros du fait des absorptions indiquées ci-dessus ;
- Concernant la zone internationale, alors que le chiffre d'affaires de CSE s'était stabilisé en 2005 par rapport à 2004, la hausse du chiffre d'affaires de 619 milliers d'euros est essentiellement due à l'intégration de la filiale allemande EWA (chiffre d'affaires de 334 milliers d'euros en 2005), à la réactivation de la filiale marocaine (chiffre d'affaires de 251 milliers d'euros en 2005) et au lancement de Demos Polska (chiffre d'affaires de 78 milliers d'euros).

La baisse de 494 milliers d'euros du résultat d'exploitation de Demos SA en 2005 est essentiellement due, comme indiqué plus haut, à la hausse des frais de structure et de la masse salariale, combinée à la stagnation du chiffre d'affaires.

La forte dégradation du résultat d'exploitation des filiales françaises est liée à la création de l'Institut Demos et aux contre performance des GIE AFCEPF et AFRAMP, comme indiqué plus haut.

A l'international, la dégradation du résultat d'exploitation s'explique par l'entrée dans le périmètre de consolidation de sociétés en phase de lancement (EWA et Demos Polska), la réduction de la perte sur CSE n'ayant pas contrebalancé ces effets.

9.2.5. Evolution bilantielle

L'augmentation du bilan de 22,7% entre 2004 et 2005, soit presque 6,3 millions d'euros, est principalement expliquée par les éléments suivants :

- à l'actif :
 - une augmentation des écarts d'acquisition de plus de 100%, soit environ 3,3 millions d'euros, suite à l'acquisition de Global Estrategias et du groupe E-learning Agency ; et
 - une augmentation des autres créances et compte de régularisation d'environ 61,4%, soit 1,8 million d'euros, notamment due à l'évolution des créances sur l'Etat qui passent de 1,2 million d'euros en 2004 à 2,1 millions d'euros en 2005.

- au passif :
 - une augmentation des emprunts et dette assimilées d'environ 287,7%, soit environ 4,7 millions d'euros. Cette augmentation provient de deux emprunts contractés fin 2005 auprès de la BRED pour 1 million d'euros et d'un pool bancaire composé de OBC et BNP Paribas pour 3 millions d'euros.

9.2.6. Flux de trésorerie au 31 décembre 2005 et 2004

(en milliers d'euros)	2005	2004
Résultat net consolidé	363	1 290
<i>Elimination des éléments sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>		
Elimination des amortissements et provisions	1 148	1 339
Elimination de la variation des impôts différés	-211	25
Elimination des plus ou moins values de cession	34	5
Elimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence		39
Marge brute d'autofinancement	1 334	2 698
Variation (%)	-50,6%	29,0%
Quote part de perte/dividende des mises en équivalence	-24	-26
Incidence de la variation du BFR lié à l'activité	-445	1 398
1. Flux net de trésorerie généré par l'activité	865	4 070
Variation (%)	-78,7%	69,4%
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-821	-1 669
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	22	64
Acquisition d'immobilisations financières	-2 371	-315
2. Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-3 170	-1 920
Variation (%)	65,1%	51,9%
Dividendes versés par la société mère	-259	-80
Encaissements provenant de nouveaux emprunts	4 356	463
Remboursement d'emprunts	-714	-684
3. Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	3 383	-301
Variation (%)	ns	-68,2%
Incidence de la variation des taux de change	6	-1
Variation de trésorerie	1 084	1 848
Variation (%)	-41,3%	862,5%
Trésorerie d'ouverture	4 164	2 316
Trésorerie de clôture	5 248	4 164

Marge brute d'autofinancement

La marge brute d'autofinancement est en baisse suite à la diminution du résultat net de l'exercice. La stagnation du chiffre d'affaires et la contraction des marges opérationnelles due à l'augmentation de la masse salariale en sont les principales causes (cf. paragraphe 9.2.2.).

Flux net de trésorerie généré par l'activité

La diminution du flux net de trésorerie généré par l'activité est mécaniquement liée à la baisse de la marge brute d'autofinancement.

L'augmentation du BFR entre 2004 et 2005 est essentiellement due à l'intégration du bilan des sociétés Global Estrategias et E-Learning Agency acquises fin 2005 et dont les bilans ont été consolidés dans les comptes du Groupe Demos au 31 décembre 2005.

Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement sur l'année 2005 résultent de l'acquisition des sociétés Global Estrategias et E-learning Agency.

Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement

Afin de financer les acquisitions des sociétés Global Estrategias et E-Learning Agency, le Groupe Demos a contracté de nouveaux emprunts à moyen terme pour un montant de 4 millions d'euros. Ces emprunts constituent la principale cause de l'augmentation des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

9.3. Comparaison des exercices clos le 31/12/2004 et le 31/12/2003 selon les normes françaises

Compte de résultat et bilan :

(en milliers d'euros)	2004	2003
Chiffre d'affaires	40 176	34 124
Croissance	17,7%	7,8%
Production stockée	3	-18
Subventions d'exploitation	267	215
Reprise sur amortissements et provisions	186	116
Transfert de charges d'exploitation	721	635
Autres produits	17	36
Produits d'exploitation	41 370	35 108
Achats et variation de stocks	-1 623	-1 291
Autres charges externes	-21 418	-17 530
Impôts et taxes	-514	-459
Charges de personnel (a)	-13 119	-12 188
Dotations aux amortissements et provisions	-1 567	-1 506
Autres charges	-91	-128
Charges d'exploitation	-38 332	-33 102
Résultat d'exploitation	3 038	2 006
Marge d'exploitation	7,6%	5,9%
Produits financiers	35	23
Charges financières	-202	-219
Résultat financier	-167	-196
Résultat courant avant impôts	2 871	1 810
Produits exceptionnels	209	3
Charges exceptionnelles	-149	-372
Résultat exceptionnel	60	-369
Impôts sur les résultats et impôts différés	-1 077	-417
Résultat net des sociétés intégrées	1 854	1 024
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-39	1
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-525	-477
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 290	548
Intérêts minoritaires	0	0
Résultat net (part du groupe)	1 290	548
Marge nette	3,2%	1,6%
(a) Y compris participation des salariés	323	158
Résultat par action (euros)	129	54,8
Résultat dilué par action (euros)	129	54,8

ACTIF

(en milliers d'euros)	2004	2003
Ecarts d'acquisition et fonds commerciaux	3 227	3 345
Immobilisations incorporelles	222	163
Immobilisations corporelles	738	439
Immobilisations financières	761	384
Titres mis en équivalence	413	425
Actif immobilisé	5 361	4 756
Stocks et en-cours	180	240
Avances et acomptes versés	113	31
Clients et comptes rattachés	14 362	14 600
Autres créances d'exploitation	1 734	1 689
Valeurs mobilières de placement	0	0
Disponibilités	4 164	2 316
Charges constatées d'avance	1 275	1 124
Charges à répartir	704	596
Actif circulant	22 532	20 596
Total de l'actif	27 893	25 352

PASSIF

(en milliers d'euros)	2004	2003
Capital	1 000	1 000
Réserves consolidées	1 825	1 352
Résultat consolidé	1 290	548
Capitaux propres, part du groupe	4 115	2 900
Intérêts minoritaires	-	-
Emprunts obligataires convertibles	3 845	3 845
Provisions pour risques et charges	488	528
Emprunts et dettes assimilées	1 295	1 516
Fournisseurs et comptes rattachés	9 125	7 482
Autres dettes	7 780	7 740
Produits constatés d'avance	1 245	1 341
Total dettes	19 445	18 079
Total du passif	27 893	25 352

9.3.1. Evénements importants

Le 12 juillet 2004, Demos SA a acquis 100% des actions de la société Methodis SA. Methodis, dont les comptes ont été consolidés selon la méthode de l'intégration globale à compter de la date d'acquisition, a réalisé un chiffre d'affaires et un résultat net de respectivement 786 milliers d'euros et 207 milliers d'euros au cours de l'exercice 2004.

En septembre 2004, Demos SA a créé une filiale polonaise, Demos Polska. Cette société détenue à 100% par Demos, n'a pas réalisé d'opérations significatives au cours de l'exercice 2004. Compte tenu de leur caractère non significatif, ces comptes n'ont donc pas été consolidés en 2004, mais en 2005.

Le 1^{er} octobre 2004, Demos SA a ouvert un bureau de représentation à Pékin. Il a pour objectif de développer des contacts commerciaux avec différents organismes publics chinois et de répondre à des appels d'offres internationaux pour des projets sur le territoire chinois.

Le 22 décembre 2004, Demos SA a acquis 100% des parts de la société allemande Europäische WirtschaftsAkademie (EWA), dont le siège est situé à Berlin. EWA a réalisé un chiffre d'affaires de 450 milliers d'euros en 2004. Compte tenu de la date d'acquisition, les comptes d'EWA n'ont pas été consolidés en 2004.

Au cours de l'exercice 2004, le Groupe Demos a porté sa participation dans la société Format Finance Maroc (rebaptisé par la suite Formademos) à 100%. Cette société en sommeil depuis 2 ans a été réactivée en fin d'année 2004 avec le recrutement de 3 personnes. Elle n'a pas réalisé d'opération significative au cours de l'exercice 2004.

9.3.2. Formation du résultat d'exploitation

Revenus

L'exercice 2004 s'est caractérisé par une forte croissance de l'activité : le Groupe Demos a réalisé sur l'exercice un chiffre d'affaires consolidé de 40,2 millions d'euros contre 34,1 millions d'euros en 2003, soit une progression de près de 18%. Il convient de noter qu'à périmètre constant, cette croissance est de plus de 16%.

Cette performance est principalement liée à :

- la nette croissance des activités formation de Demos SA dont le chiffre d'affaires a ainsi crû de 23% par rapport à 2003. Cette croissance provient essentiellement de deux grands contrats : un contrat intraentreprise pour une formation ponctuelle de grande envergure et la montée en puissance des contrats interentreprises pour un grand compte. Par ailleurs, la poursuite active de la politique de développement et de commercialisation des formations à distance (e-learning) a permis à cette activité de franchir le seuil symbolique du million d'euros de chiffre d'affaires ;
- le fort développement du département international de Demos SA dont le chiffre d'affaires a progressé de plus de 130% en 2004 pour atteindre 3,2 millions d'euros contre 1,4 million d'euros en 2003 ; et
- le développement de l'activité dans les régions qui a permis une progression de 37% du chiffre d'affaires inter réalisé dans les régions, dépassant le seuil des 2 millions d'euros.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe a progressé de plus de 51% pour s'établir à 3 millions d'euros contre 2 millions d'euros en 2003. Ainsi, la marge opérationnelle progresse pour atteindre 7,6% fin 2004 contre 5,9% en 2003.

Cette progression de la marge opérationnelle s'explique par la forte croissance du Groupe combinée à une très bonne maîtrise des niveaux de marge brute ainsi que des charges de personnel. Ces dernières s'élevaient à 35,7% du chiffre d'affaires en 2003 contre 32,7% du chiffre d'affaires en 2004.

9.3.3. Formation du résultat net

Le résultat financier a fait ressortir une perte de 167 milliers d'euros en 2004 à comparer à la perte de 196 milliers d'euros en 2003. Il comprend pour l'essentiel des charges d'intérêts qui continuent à baisser du fait du désendettement progressif et régulier du Groupe.

Le résultat exceptionnel est constitué d'un profit de 60 milliers d'euros contre une perte de 369 milliers d'euros en 2003. Il convient de préciser que la perte exceptionnelle de 2003 correspondait essentiellement aux coûts de restructuration de la filiale anglaise.

Du fait des bonnes performances du Groupe, la charge d'impôt passe à 1,1 million d'euros en 2004 contre 417 milliers d'euros en 2003.

Le résultat net des sociétés intégrées avant amortissement des écarts d'acquisition et après impôts s'est élevé à 1,8 million d'euros en progression de 81% par rapport au 1 million d'euros de 2003.

Le résultat net part du Groupe après amortissement des écarts d'acquisition et part des minoritaires s'est établi à 1,3 million d'euros en 2004 contre 547 milliers d'euros en 2003.

9.3.4. Formation du résultat par secteur

2004 (milliers d'euros)	Demos SA	Filiales françaises	Sous-total Zone France	Zone Internationale	Total
Revenus	35 326	5 789	41 115	1 133	42 248
Revenus intersectoriels	-513	-980	-1 493	-580	-2 073
Revenus externes	34 812	4 809	39 622	554	40 176
Résultats d'exploitation	3 291	-15	3 276	-237	3 038
Résultats courants avant impôts	3 113	32	3 145	-274	2 871
Résultats net des entreprises intégrées	1 780	52	1 832	22	1 854
Parts dans les résultats des participations mises en équivalence					-39
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition					-525
Résultat net consolidé					1 290

2003 (milliers d'euros)	Demos SA	Filiales françaises	Sous-total Zone France	Zone Internationale	Total
Revenus	28 642	6 085	34 727	1 251	35 978
Revenus intersectoriels	-535	-1 002	-1 537	-317	-1 854
Revenus externes	28 107	5 083	33 190	934	34 124
Résultats d'exploitation	2 239	97	2 336	-329	2 006
Résultats courants avant impôts	2 042	109	2 152	-340	1 810
Résultats net des entreprises intégrées	801	55	856	169	1 024
Parts dans les résultats des participations mises en équivalence					1
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition					-477
Résultat net consolidé					548

La croissance de 18% du chiffre d'affaires consolidé entre 2003 et 2004 entre les différentes zones géographiques se répartit de la façon suivante :

- une croissance de 24% pour Demos SA, tirée comme on l'a vu plus haut par les activités de formation et les grands projets internationaux ;
- une légère régression de 5% du chiffre d'affaires des filiales françaises, essentiellement imputable à une baisse temporaire de l'activité de Format Finance du fait de la restructuration de son équipe commerciale. Cette baisse a été partiellement compensée par l'entrée de Metodis dans le périmètre de consolidation sur le second semestre de l'exercice.
- Une diminution du chiffre d'affaire international, entièrement imputable à CSE, Demos ayant pris la décision de restructurer fortement l'organisation et l'équipe dirigeante locale.

La progression de 1 million d'euros du résultat d'exploitation en 2004 est principalement due à Demos SA, alors que les résultats d'exploitation des filiales françaises ont diminué de 112 milliers d'euros et que la perte des filiales internationales a été réduite de 102 milliers d'euros du fait des premiers effets des mesures de restructuration appliquées à CSE.

9.3.5. Evolution bilantielle

L'augmentation du bilan de 10,0% entre 2003 et 2004, soit 2,5 millions d'euros, est principalement due :

- à l'actif :
 - une augmentation des disponibilités de 1,8 million d'euros (voir section 9.3.5. ci-dessous pour plus de précisions).
- au passif :
 - une augmentation des fournisseurs et comptes rattachés de 21,9%, soit environ 1,6 million d'euros ; et
 - une augmentation des capitaux propres de 1,2 million d'euros suite au résultat net de 2004 de 1,3 million d'euros.

9.3.6. Flux de trésorerie au 31 décembre 2004 et 2003

(en milliers d'euros)	2004	2003
Résultat net consolidé	1 290	548
<i>Elimination des éléments sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>		
Elimination des amortissements et provisions	1 339	1 602
Elimination de la variation des impôts différés	25	-76
Elimination des plus ou moins values de cession	5	18
Elimination de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	39	-1
Marge brute d'autofinancement	2 698	2 091
Variation (%)	29,0%	131,8%
Quote part de perte/dividende des sociétés mises en équivalence	-26	-36
Incidence de la variation du BFR lié à l'activité	1 398	347
1. Flux net de trésorerie généré par l'activité	4 070	2 402
Variation (%)	69,4%	53,6%
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 259	-961
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	64	2
Acquisition d'immobilisations financières	-315	-305
2. Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 510	-1 264
Variation (%)	19,5%	36,8%
Dividendes versés par la société mère	-80	-230
Nouveaux emprunts	53	113
Remboursement d'emprunts	-684	-830
3. Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-711	-947
Variation (%)	-24,9%	32,1%
Incidence de la variation des taux de change	-1	1
Variation de trésorerie	1 848	192
Variation (%)	862,5%	ns
Trésorerie d'ouverture	2 316	2 124
Trésorerie de clôture	4 164	2 316

Marge brute d'autofinancement

La forte croissance de l'activité et la très bonne maîtrise des charges opérationnelles expliquent la hausse de la marge brute d'autofinancement.

Flux net de trésorerie généré par l'activité

Les flux net de trésorerie générés par l'activité ont augmenté 1,7 million d'euros entre le 31 décembre 2003 et le 31 décembre 2004.

Cette hausse est mécaniquement liée à l'augmentation de la marge brute d'autofinancement et également à la très bonne gestion du BFR suite à la réduction des délais de paiement clients.

Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement ont diminué de 246 milliers d'euros entre le 31 décembre 2003 et le 31 décembre 2004.

Cette diminution est principalement due à des investissements en matériels informatiques.

Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement

Le Groupe Demos poursuit son désendettement progressif et les emprunts auprès des établissements de crédit ne représentaient plus que 782 milliers d'euros fin 2004 contre 1,3 million d'euros fin 2003.

9.4. Engagements hors bilan au 31 décembre 2006

Cautions reçues

Le détail des cautions données par les établissements de crédit au 31 décembre 2006 pour le compte de DEMOS SA est le suivant :

- cautions de Loyers Demos : 320 milliers contre 146 milliers d'euros au 31 décembre 2005
- cautions de marché : 335 milliers d'euros contre 345 milliers d'euros au 31 décembre 2005

Acquisition du sous-groupe E-Learning Agency

Le 13 décembre 2005, Demos a acquis 100% des titres des trois sociétés du sous-groupe E-Learning agency. Le contrat d'acquisition prévoit que des compléments de prix seront versés aux cédants dans certaines conditions. Le montant des éventuels compléments de prix dépendront d'une part de l'éventuelle croissance du chiffre d'affaires des activités acquises et, d'autre part, du résultat d'exploitation de la société Formastore en 2006 et 2007.

Acquisition de EWA

La société EWA a été acquise par Demos en décembre 2004. Des compléments de prix, fonction du niveau d'activité de cette filiale sur les années 2005 et 2006, sont prévus. A ce titre, un complément de prix de 20 milliers d'euros a été payé par Demos en avril 2006 au titre de l'activité 2005. De même, un complément de prix se situant entre 5 et 10% du chiffre d'affaires 2006 sera à payer en 2007.

Cession de l'AFCEPF

Le 12 avril 2006, la société Demos et sa filiale ECA ont cessé d'être membres du GIE AFCEPF. Dans le cadre de ce retrait, un protocole a été signé avec les nouveaux membres de ce GIE et Demos leur a octroyé une garantie d'actif et de passif d'un montant maximum de 155 milliers d'euros, avec une franchise de 5 000 euros. La durée de validité de cette garantie de passif court jusqu'au 31 décembre 2009 à concurrence de 70 000 euros et au 31 décembre 2010 pour le reliquat de 85 230 euros.

Acquisition de Global Estrategias

Au 31 décembre 2005 et 2006, Demos avait un engagement de rachat de 49% des actions des sociétés Global Estrategias Espagne, Global Estrategias Portugal et Cursos express. Cet engagement se réalisera :

- soit en totalité en 2008 ;
- soit à concurrence de 25% des actions de chacune des sociétés concernées en 2008 et le reliquat de 24% en 2009 ou 2010.

Le prix de rachat étant fonction d'une part des chiffres d'affaires futurs de ces sociétés et, d'autre part, de leur situation nette future, il ne peut être déterminé de façon fiable au 31 décembre 2005 ou au 31 décembre 2006. En conséquence, aucun retraitement n'a été effectué dans les états financiers consolidés du Groupe en 2005 et 2006.

Pour plus de précisions sur les modes de calculs des compléments de prix et de l'obligation de rachat présentés ci-dessus, se reporter à la section 4.3.4.

10. TRÉSORERIE ET CAPITAUX

10.1. Informations sur les capitaux de la société

A la date d'enregistrement du présent document de base, le capital social de la Société s'élevait à 1 000 000 euros (divisé en 4 000 000 actions de 0,25 euro de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées).

10.2. Flux de trésorerie

Pour une description des Flux de trésorerie, voir les sections 9.1.4, 9.2.4 et 9.3.4.

10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et structure du financement

Le Groupe Demos est principalement financé par des emprunts bancaires et un emprunt obligataire convertible, lequel sera automatiquement converti en actions, sous condition suspensive de l'introduction en bourse de Demos.

en milliers d'euros	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Emprunt obligataire convertible (« OC »)	3 845	3 845
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 680	4 347
Retraitement crédit bail	667	522
Dépôts et cautionnements	0	0
intérêts courus non échus	46	19
Concours bancaires	14	68
Autres dettes financières	42	65
Emprunts et dettes assimilées	4 449	5 021
Dettes financières totales	8 294	8 866
Trésorerie et Valeurs mobilières de placement	7 741	5 316
Endettement net	553	3 550
Endettement net (Trésorerie nette) hors OC	(3 273)	(295)

Emprunt obligataire convertible

L'assemblée générale du 8 octobre 2001 a décidé l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant nominal de 3 818 772 euros, divisé en 2 947 obligations d'un montant nominal de 1 296 euros chacune, convertibles en actions.

Les intérêts, payables à chaque date anniversaire, sont calculés au taux de 3% et la prime de non conversion est de 7% l'an, payable à la date de remboursement.

Sous condition suspensive de la réalisation de l'introduction en bourse de Demos, ces obligations seront intégralement converties. Une description complète de l'emprunt obligataire est fournie en Note 13 de l'annexe aux comptes 2006 et en partie 21.1.7 du présent document.

Emprunts auprès des établissements de crédit

A la date d'enregistrement du document de base, le Groupe Demos possède quatre contrats de prêt intégralement tirés avec les banques suivantes (qui sont en partie amortis depuis leur mise en place) :

- contrat avec la Bred en date du 27 décembre 2005 pour un montant de 1 million d'euros et pour une durée de 5 ans. Cette ligne de crédit a pour but de financer l'acquisition des sociétés LG2P, E-Learning et Netstep ;
- contrat avec la banque OBC syndiqué pour moitié à la BNP en date du 15 décembre 2005, pour un montant de 3 millions d'euros et pour une durée de 5 ans. Cette ligne de crédit a pour but de financer l'acquisition de la société Global Estrategias ;
- contrat avec les banques HSBC / UBP en date du 30 avril 2006 pour un montant de 0,5 million d'euros et pour une durée de 5 ans. Cette ligne de crédit a pour but de financer une partie du plan informatique ; et
- contrat avec la Société Générale en date du 9 janvier 2007 pour un montant de 1,5 million d'euros et pour une durée de 5 ans. Cette ligne de crédit a pour but de financer l'acquisition de la société EFP/ Formalangues.

Certains de ces prêts sont assortis de covenants financiers dont le non respect pourrait entraîner un remboursement anticipé. Au 31 décembre 2006, l'ensemble des covenants est respecté par Demos pour chacun des emprunts détaillés plus haut. Ces covenants sont décrits en partie 4.3.1 du présent document.

La dette financière est contractée à hauteur de 54% à taux fixe et 46% à taux variable. La structure de taux d'intérêt des dettes financière est détaillée en partie 4.3.1. du présent document.

10.4. Restrictions à l'utilisation des capitaux

A la date d'enregistrement du document de base, il n'existe aucune restriction à l'utilisation des capitaux.

10.5. Informations concernant les sources de financement attendues nécessaires pour honorer les engagements de la société

La Société envisage de financer le plan informatique en cours par recours à la location financière et au crédit bail.

11. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES

A la date d'enregistrement du présent document, le Groupe est titulaire d'un portefeuille important de marques dénominatives et semi figuratives françaises et internationales. Ces marques sont toutes déposées et font l'objet d'une surveillance juridique confiée à un cabinet spécialisé.

Le Groupe exploite et capitalise essentiellement ses droits de propriété industrielle sur la marque française et internationale Demos.

Par ailleurs, le Groupe Demos ne mène pas d'action de recherche et développement particulière et ne dispose à ce titre d'aucun brevet important pour l'activité.

Enfin, l'activité du Groupe n'est dépendante d'aucune licence.

Il est toutefois précisé que Demos a créé l'Institut Demos dont la mission est de mesurer l'impact des développements de la recherche, et de la connaissance universitaire, notamment dans les sciences sociales et sur les savoirs opérationnels.

12. INFORMATION SUR LES TENDANCES

12.1. Perspectives d'avenir à moyen terme

Le Groupe dispose aujourd'hui d'une offre, d'une implantation géographique et d'une organisation de nature à lui permettre d'accélérer sa croissance au cours des années à venir. La direction du Groupe estime que cette croissance pourra provenir non seulement du développement de ses activités sur le marché français, mais aussi de la croissance de ses activités à l'international.

En France, où l'offre de formation reste atomisée, Demos paraît en mesure de continuer à augmenter ses parts de marché à court et moyen termes.

Concernant l'activité interentreprises, l'objectif est d'augmenter le taux de remplissage des différents stages présents au catalogue et de poursuivre une politique active d'innovation de nature à augmenter le nombre de produits distribués, alors que Demos dispose déjà de l'offre la plus large en France.

Pour ce qui concerne les activités intraentreprise (ou sur mesure), Demos a démontré sa capacité à délivrer des projets complexes de grande envergure dont le nombre devrait être croissant. Le Groupe veut par ailleurs poursuivre sa politique de valorisation de son offre « haut de gamme » en pratiquant une augmentation des prix de vente régulière.

Demos dispose d'un laboratoire de développement de produits e-learning parmi les plus importants en France et la direction entend poursuivre sa politique d'investissement dans ce secteur en plein essor.

Le renforcement de l'activité conseil entamé en 2006 sera poursuivi afin d'augmenter la part des revenus provenant de cette activité.

A l'international, le Groupe dispose d'un potentiel de croissance sur l'ensemble des marchés où il évolue. C'est tout d'abord le cas sur des marchés matures, tels la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Espagne où le Portugal, où Demos devrait être en mesure de continuer à augmenter ses parts de marché, grâce notamment au déploiement de l'ensemble de son offre développée en France. Sur les marchés émergents tels que la Pologne, le Maghreb ou la Chine, Demos devrait également profiter pleinement de la croissance de la demande de formation et de conseil observée au cours des dernières années. Enfin, le Groupe a pour intention de poursuivre son implantation sur de nouveaux marchés comme elle l'a fait en 2006, avec l'ouverture d'une Joint Venture en Australie et début 2007 avec la création de Demos Middle East. Demos étudie actuellement la possibilité de s'implanter à moyen terme sur de nouveaux marchés en Europe Centrale, en Amérique Latine ainsi que dans le monde anglophone (USA et Inde).

Dans cette perspective, le Groupe s'est doté de moyens humains et matériels propices à accompagner cette croissance.

12.2. Perspectives 2007

Depuis le début de l'exercice 2007, le niveau des prises de commandes sur l'activité interentreprises se situe à un niveau historique en France et à l'international.

L'activité intraentreprise a elle aussi enregistré une forte progression sur les premiers mois de l'exercice jusqu'à la date de rédaction du présent document et le carnet de commandes se situe à un niveau nettement supérieur à celui observé au cours des exercices précédents. Cette donnée se confirme sur l'ensemble des territoires où le Groupe opère. On constate en particulier un accroissement de la taille moyenne des opérations de formation sur mesure et une augmentation du nombre de programmes de formation internationaux.

La demande relative aux produits de formation à distance e-learning est elle aussi croissante.

Si cette croissance se confirme, le Groupe estime en outre qu'elle devrait se traduire par une amélioration de son niveau de rentabilité.

Par prudence, ce bon début d'année doit cependant être relativisé, le Groupe constituant traditionnellement une grande part de son chiffre d'affaires sur les 4 derniers mois de l'année.

13. PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE

La Société n'entend pas faire de prévision ou d'estimation de bénéfices.

14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE

14.1. Administrateurs et membres de la direction

Les membres du Conseil d'Administration de la Société, sont à la date d'enregistrement du présent document de base, les suivants :

Président directeur général : Monsieur Jean Wemaëre

Né le 7 décembre 1946, Monsieur Jean Wemaëre est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, licencié ès lettres et ès sciences économiques et titulaire d'un Diplôme d'études supérieures de sciences économiques.

Il débute sa carrière en qualité de secrétaire parlementaire de Jean-Pierre Soisson (député de l'Yonne) de 1968 à 1971. Il crée Demos en 1972. Il exerce la fonction de Président de la Chambre Syndicale nationale des organismes de formation de 1985 à 1991, ainsi que celle de Président de la Fédération de la formation professionnelle (FFP) depuis 1991. Il est par ailleurs membre et Vice-président de la Fédération Syntec depuis 1995 et administrateur de l'Office professionnel de qualification des organismes de formation et de conseil (OFQFC) depuis 1994.

Monsieur Jean Wemaëre est également membre de la commission économique du MEDEF, membre du Conseil national de la formation tout au long de la vie et membre du comité exécutif du Groupement des Professions de Services (GPS).

Monsieur Jean Wemaëre est actuellement titulaire des autres mandats sociaux suivants :

DEMOS LANGUES SARL	Gérant
ECA SAS	Représentant légal de DEMOS, Président
FRANCE ACTION LOCALE SARL	Cogérant
INSTITUT DEMOS SAS	Représentant légal de DEMOS, Président
LES EDITIONS DEMOS SARL	Gérant
SEF SA	Président Directeur général
SEPEPP SA	Président Directeur général
	Représentant légal de DEMOS, Administrateur
AFRAMP GIE	Président
CSE LTD	Président (Chairman - CEO)
DEMOS BENELUX SPRL	Gérant
DEMOS Europäische Wirtschaftsakademie GmbH	Président (Geschäftsführer)
DEMOS POLSKA Sp Z.o.o.	Président
FORMADEMOS SA	Président
FORMADEMOS SA	Représentant légal de DEMOS, Administrateur
GLOBAL ESTRATEGIAS SL	Président
IFC DEMOS SARL	Cogérant
SHANGHAI YING GANG DEMOS TRAINING & CONSULTING CO Ltd	Président
DEMOS MIDDLE EAST	Directeur

Adresse professionnelle : 20 rue de l'Arcade, 75008 Paris.

Il n'a pas exercé par ailleurs d'autres mandats au cours des cinq derniers exercices, à l'exception de :

DEMOS SG SNC (dissoute)	Représentant légal de DEMOS, Gérant
AJC DIFFUSION SARL (dissoute)	Gérant
INSIG SARL (dissoute)	Gérant
SOCIETE DE SAXE SARL (dissoute)	Gérant
FORMAT FINANCE SA (dissoute)	Président
MEDIACURSUS.COM SAS (dissoute)	Représentant légal de DEMOS, Président
METODIS SA (dissoute)	Président
AFCEPF GIE (retrait)	Administrateur Unique
AFCEPF GIE (retrait)	Représentant de ECA, Membre
E-LEARNING AGENCY SAS (dissoute)	Président
NETSTEP SAS (dissoute)	Président

Administrateur : Monsieur Emile Fontana

Il créé en 1967 la société SMFR dont il est Président jusqu'en 1981. Depuis cette date il exerce en qualité de consultant et d'animateur de séminaires, il est également éditorialiste de presse professionnelle pour le groupe Liaison.

Monsieur Emile Fontana est actuellement titulaire des autres mandats sociaux suivants :

SEF SA	Administrateur
SEPEPP SA	Administrateur

Adresse professionnelle : 20 rue de l'Arcade, 75008 Paris.

Il n'a pas exercé par ailleurs d'autres mandats au cours des cinq derniers exercices, à l'exception de :

FORMAT FINANCE SA (dissoute)	Représentant légal de DEMOS, Administrateur
METODIS SA (dissoute)	Administrateur

Administrateur : Madame Geneviève de Froissard de Broissia, épouse Wemaëre

Née le 30 mars 1948, Madame Geneviève Wemaëre est diplômée en sciences économiques et en gestion des entreprises. Elle débute sa carrière à la Fondation Nationale des Sciences Politiques et au Centre d'Etudes de la Vie Politique Française Contemporaine (CEVIPOF) avant de rejoindre en 1973 le Groupe Demos où elle a occupé différentes fonctions.

Madame Geneviève Wemaëre est actuellement titulaire des autres mandats sociaux suivants :

SEF SA	Représentant légal de DEMOS, Administrateur
SEPEPP SA	Administrateur
WDB SNC	Gérante
AFRAMP GIE	Représentant de DEMOS, Membre
CSE LTD	Administrateur
FORMADEMOS SA	Administrateur
GLOBAL ESTRATEGIAS SL	Administrateur

Adresse professionnelle : 20 rue de l'Arcade, 75008 Paris.

Elle n'a pas exercé par ailleurs d'autres mandats au cours des cinq derniers exercices, à l'exception de :

AFCEPF GIE (retrait)	Représentante de DEMOS, Membre
FORMAT FINANCE SA (dissoute)	Administrateur
METODIS SA (dissoute)	Administrateur

Administrateur : Monsieur Olivier Mirieu de Labarre¹³

Né le 15 mars 1942, Monsieur Olivier Mirieu de Labarre est licencié en Droit. Il a été membre de la direction générale de la banque O.B.C., puis Directeur Général de la société Finalliance. Il est actuellement conseiller à la B.D.P.M.E., nouvellement dénommée OSEO, il est notamment en charge du dialogue avec les entreprises.

Monsieur Olivier Mirieu de Labarre n'est titulaire d'aucun autre mandat social.

Adresse professionnelle : 20 rue de l'Arcade, 75008 Paris.

Il n'a pas exercé par ailleurs d'autres mandats au cours des cinq derniers exercices.

Monsieur Olivier Mirieu de Labarre a la qualité de membre indépendant du Conseil d'administration au sens du règlement intérieur dudit Conseil, qui correspond à la définition de place de l'administrateur indépendant.

Administrateur : Monsieur Albert Wemaëre¹⁴

Né le 23 janvier 1980, Monsieur Albert Wemaëre est titulaire du DEA de Droit privé général de Paris II, du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat et du DESS de Droit Notarial. Il est actuellement collaborateur à l'Etude Lasaygues.

Monsieur Albert Wemaëre n'est titulaire d'aucun autre mandat social.

Adresse professionnelle : 20 rue de l'Arcade, 75008 Paris.

Il n'a pas exercé par ailleurs d'autres mandats au cours des cinq derniers exercices.

¹³ Nommé sous réserve de l'admission des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext Paris.

¹⁴ Nommé sous réserve de l'admission des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext Paris.

14.2. Déclaration sur les administrateurs et dirigeants

A la connaissance de la société Demos, les personnes visées au paragraphe 14.1 n'ont à ce jour fait l'objet, au cours des cinq dernières années :

- d'aucune condamnation pour fraude ;
- d'aucune mesure de faillite, mise sous séquestre ou liquidation ;
- d'aucune incrimination ou sanction publique officielle prononcée par des autorités statutaires ou réglementaires (y compris des organismes professionnels désignés) ;
- d'aucun empêchement par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au moins.

Il est également précisé qu'il n'existe pas de lien familial entre les membres du Conseil d'administration, à l'exception de Madame Geneviève Wemaëre qui est l'épouse de Monsieur Jean Wemaëre et de Monsieur Albert Wemaëre qui est le fils de Jean et Geneviève Wemaëre.

14.3. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale

14.3.1. Conflits d'intérêts concernant des membres du Conseil d'administration

La société Financière W, dont :

- Monsieur Jean Wemaëre est gérant et actionnaire, et
- Madame Geneviève Wemaëre est actionnaire

détient 34% du capital social de la SNC WDB, par l'intermédiaire de sa filiale l'EURL Financière WB, qui a conclu avec Demos une convention de prestation de services, qui est plus amplement décrite au paragraphe 19. Par ailleurs, Monsieur Jean Wemaëre et Madame Geneviève Wemaëre détiennent chacun 33% des parts de la SNC WDB.

Hormis les éléments indiqués ci-dessus, à la connaissance de la Société, il n'existe aucun conflit d'intérêt potentiel entre les devoirs des administrateurs à l'égard de la Société et leurs intérêt privés et/ou tout autre devoir ; et notamment :

- aucune restriction n'a été acceptée par les mandataires sociaux concernant la cession de leur participation dans le capital social de Demos ;
- aucun accord n'a été conclu avec des actionnaires, clients, fournisseur ou autres aux termes duquel l'un des administrateurs de la Société a été nommé en cette qualité.

14.3.2. Prévention des conflits d'intérêts

Demos applique les règles légales concernant les conventions dites réglementées visées à l'article L.225-38 du Code de commerce. Celles-ci sont préalablement autorisées par le conseil d'administration, les membres directement ou indirectement concernés par un conflit d'intérêt ne prenant pas part au vote.

14.4. Principaux directeurs du Groupe Demos

Monsieur Emmanuel Courtois est diplômé de l'Ecole de Management de Lyon et est titulaire du DESCF. Depuis septembre 2003, Monsieur Emmanuel Courtois est directeur administratif et financier du Groupe Demos. De 1991 à 1999, Monsieur Emmanuel Courtois a exercé successivement différentes fonctions au sein de KPMG en France et aux Etats-Unis dont celle de directeur de missions, puis il a poursuivi sa carrière au sein du Groupe ECS en qualité de directeur de l'audit et de l'organisation.

Monsieur Didier Naud est titulaire d'un Doctorat d'Etat en Epistémologie, d'un Doctorat de Logique Mathématique et d'un Doctorat de Philosophie. Depuis son arrivée dans le Groupe en 2006, Monsieur Didier Naud est directeur du département conseil. Il a débuté sa carrière en qualité de chercheur associé au CNRS avant d'assumer successivement des fonctions de direction au sein de différentes entreprises. Monsieur Didier Naud a une longue expérience dans le domaine de la formation, il a en effet créé en 1984 la société Nag Communications, spécialisée dans la formation et le conseil en stratégie.

Monsieur Eric Darras est diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales (EDHEC) et est titulaire du Certificat d'Etudes Supérieures en gestion des Ressources Humaines de l'IGS ainsi que d'une maîtrise en informatique. Monsieur Eric Darras a débuté sa carrière dans le Groupe Lyonnaise des Eaux où il a occupé successivement différentes fonctions de direction, puis a exercé de 1989 à 1992 les fonctions de directeur de l'Institut de Formation (DATAID), puis de 1993 à 1995, celle de directeur de la division produits et solutions de gestion au sein de la SSII AT&T ISTEEL, avant de rejoindre en 1996 Demos en qualité de directeur du département des formations informatiques.

Madame Blandine Legrand est titulaire d'un Doctorat de Philosophie et d'un Diplôme d'Etudes Approfondies de Philosophie. Entrée dans le Groupe en 1979, elle a occupé successivement différentes fonctions, dont celle de responsable de Demos Langues puis de l'élaboration des formations en entreprise, elle dirige aujourd'hui le département Management et Ressources Humaines.

Monsieur Dai Shen est diplômé de HEC, de la London School of Economics et de New York University (Stern), il est également titulaire d'un Mastère Spécialisé en Management des Systèmes d'Informations de l'ESSEC et d'un DEA en Informatique et Electronique. Monsieur Dai Shen est directeur des systèmes d'informations au sein du Groupe Demos depuis 1994. Monsieur Dai Shen avait auparavant conduit de nombreuses missions en qualité de chef de projet informatique de gestion au sein d'une SSII.

Monsieur Philippe Gil est diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises de Nice Sophia-Antipolis. En 2000, il a co-fondé la société E-Learning Agency, qu'il a dirigée jusqu'en 2005, date à laquelle cette dernière a été acquise par le Groupe Demos. Entre 1987 et 2000, Monsieur Gil a exercé successivement différentes fonctions au sein du Groupe Cegos, dont celle de directeur de Cegos-Interactive et de co-directeur de la division Ingénierie des Compétences. Depuis décembre 2005, il co-dirige le département e-Learning du Groupe Demos et exerce parallèlement la fonction de Directeur de la filiale Formastore (ex. LG2P).

15. REMUNERATION ET AVANTAGES

A l'exception de Monsieur Jean Wemaëre, aucun administrateur n'a perçu de rémunération, de jetons de présence ou d'avantages en nature au titre de leur mandat d'administrateur de Demos.

Aucun administrateur n'a perçu et ne perçoit de *management fees*, de rémunérations différées ou conditionnelles, ne bénéficie de régime complémentaire de retraite ou encore de primes conventionnelles de départ (*golden parachutes*).

Monsieur Jean Wemaëre a perçu au titre de l'exercice 2006 :

- une rémunération de 198 000 € en sa qualité de Président directeur général de Demos, et
- une rémunération de 69 049 € en sa qualité de représentant permanent de Demos, Président de E.C.A.

Monsieur Jean Wemaëre a perçu au titre de l'exercice 2005 :

- une rémunération de 185 898 € en sa qualité de Président directeur général de Demos, et
- une rémunération de 39 637 € en sa qualité de représentant permanent de Demos, Président de E.C.A.
- une rémunération de 10 675 € en sa qualité de Président du GIE AFRAMP

Monsieur Jean Wemaëre a perçu au titre de l'exercice 2004 :

- une rémunération de 173 796 € en sa qualité de Président directeur général de Demos, et
- une rémunération de 36 588 € en sa qualité de représentant permanent de Demos, Président de E.C.A.
- une rémunération de 22 875 € en sa qualité de Président du GIE AFRAMP

Il n'a perçu aucun jeton de présence en sa qualité d'administrateur de Demos ni d'avantages en nature.

Le Conseil d'administration du 27 mars 2007 a fixé la rémunération annuelle du Président directeur général à 198.000 euros et a prévu que ce dernier bénéficiera d'une rémunération variable égale à 1% du résultat d'exploitation consolidé pour sa fraction excédant 5 000 000 euros.

16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

16.1. Fonctionnement des organes d'administration – durée des mandats

La société Demos est une société anonyme depuis 1977. Chaque administrateur doit détenir dix actions au titre de son mandat.

Le tableau ci-dessous précise pour chaque administrateur, la date de nomination ou de renouvellement et la date d'expiration de son mandat.

Nom	Fonction	Date de nomination / renouvellement	Date de fin de mandat
Jean Wemaëre	Administrateur, Président directeur général	30 juin 2004	2010
Emile Fontana	Administrateur	30 juin 2004	2010
Geneviève Wemaëre	Administrateur	30 juin 2004	2010
Olivier Mirieu de Labarre*	Administrateur indépendant	18 avril 2007	2013
Albert Wemaëre*	Administrateur	18 avril 2007	2013

** nommé sous réserve de l'admission des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext Paris*

16.2. Règlement intérieur

Le Conseil d'administration a adopté, le 27 mars 2007, un règlement intérieur qui rappelle notamment :

- les critères de définition des membres indépendants ;
- les règles déontologiques (notamment les règles limitant les cumuls de mandats, les règles relatives aux conventions et opérations conclues entre la Société et les membres du Conseil, la définition et les sanctions du délit d'initié et la sanction de l'utilisation d'informations privilégiées) que les membres doivent respecter ;
- les devoirs des membres, s'agissant notamment de la détention d'actions, la transparence des opérations sur titres de la société, leurs devoirs de loyauté (ne pas agir contre les intérêts de l'entreprise, obligation de non-concurrence), de diligence (consacrer à ses fonctions le temps et l'attention nécessaires, être assidu aux réunions du Conseil), de confidentialité et d'information, leurs devoirs en qualité d'initiés et la prévention des conflits d'intérêt ;
- la fréquence des réunions et leurs modalités, notamment en matière de moyens de télé et visioconférence ;
- les attributions du Conseil d'administration.

Afin de faciliter les réunions du Conseil d'administration et donc d'accroître son efficacité, le règlement intérieur stipule que, à l'exception de celles ayant trait à :

- la nomination et révocation du directeur général,
- l'élection et la rémunération du Président du Conseil d'administration,
- l'établissement des comptes annuels sociaux et consolidés et du rapport de gestion,
- l'examen du budget annuel.

Les réunions du Conseil d'administration peuvent, sous certaines conditions, utiliser des moyens de télécommunication ou de visioconférence afin de permettre la présence d'un ou plusieurs membres.

16.3. Déclaration relative au gouvernement d'entreprise

La Société dispose d'un administrateur dans son Conseil d'administration répondant aux critères d'administrateur indépendant au sens des Recommandations MEDEF-AFEP (cf. paragraphes 14.1 et 16.1), à savoir :

- ne pas être salarié ou mandataire social de la société, salarié ou administrateur de la société mère ou d'une société qu'elle consolide et ne pas l'avoir été au cours des cinq années précédentes ;
- ne pas être mandataire social d'une société dans laquelle la société détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un mandataire social de la société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'administrateur ;
- ne pas être client, fournisseur, banquier d'affaire, banquier de financement :
 - significatif de la société ou de son groupe ;
 - ou pour lequel la société ou son groupe représente une part significative de l'activité.
- ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ;
- ne pas avoir été auditeur de l'entreprise au cours des cinq années précédentes ;
- ne pas être administrateur de l'entreprise depuis plus de douze ans.

A la date d'enregistrement du présent document de base, la Société ne suit pas l'ensemble des recommandations MEDEF-AFEP ; en effet, la Société n'a mis en place ni comité des rémunérations, ni comité d'audit, ni comité d'investissement.

Cependant, la Société a l'intention d'instituer un ou plusieurs comités spécialisés dans l'année de son introduction en bourse.

16.4. Contrats entre les administrateurs et la Société ou les Filiales

Il n'existe aucun contrat de services liant un membre du Conseil d'administration à la Société ou à l'une de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages aux termes d'un tel contrat.

16.5. Rapport sur le contrôle interne

Rapport spécial du Président du Conseil d'administration sur le contrôle interne en date du 27 mars 2007

Bien que la Société ne soit pas assujettie aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce, nous avons établi le présent rapport.

RAPPORT ANNUEL DU PRESIDENT SUR LES CONDITIONS DE PREPARATION ET
D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL, AINSI QUE DES PROCEDURES DE CONTROLE
INTERNE.

Conseil d'Administration du 27 mars 2007

Les articles L225-37 du Code de Commerce, résultant de l'article 117 de la loi de sécurité financière du 1^{er} août 2003 imposent au Président du Conseil d'administration de toute société anonyme ayant son siège social en France, qu'elle fasse ou non appel public à l'épargne de rendre compte, dans un rapport joint au rapport de gestion, « des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil, ainsi que des procédures de contrôle interne mise en place par la société ». Sans préjudice des dispositions de l'article L225-56, le rapport indique en outre les éventuelles limitations que le Conseil d'Administration apporte aux pouvoirs du Directeur Général.

I : PRESENTATION SYNTHETIQUE DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE

La société DEMOS a pour objet social :

- la Formation Professionnelle Continue sous toutes ses formes, notamment les stages inter et intraentreprise, les cycles de formation, les forums, les matinées débats, l'ingénierie pédagogique, les outils multimédia et l'enseignement par correspondance ou à distance, dans tous les domaines et à destination de tous les publics, notamment les élus locaux, les membres des comités d'entreprises et des CHSCT ;
- l'organisation de salons et de conférences ;
- l'édition de revues et d'ouvrages professionnels ; et
- le conseil.

II : PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 - Structure juridique

Demos est une société anonyme à Conseil d'Administration. Ce conseil est actuellement composé de 3 administrateurs.

Depuis le Conseil d'Administration du 26 mai 2004, et en application de l'article 17-2 des statuts de DEMOS, la direction générale de la société est assumée, sous sa responsabilité, par le Président du Conseil d'Administration, qui prend le titre de Président-Directeur Général.

2 – Composition du conseil

Jean WEMAERE

- Fonction principale exercée dans DEMOS : PDG
- Date de première nomination : 18/02/1977
- Date d'échéance du Mandat : CA et AG statuant sur les comptes clos au 31/12/09
- Nombre d'actions détenues dans DEMOS : 4163

Geneviève WEMAERE

- Fonction principale exercée dans DEMOS : Administrateur
- Date de première nomination : 18/02/1977
- Date d'échéance du Mandat : AG statuant sur les comptes clos au 31/12/09
- Nombre d'actions détenues dans DEMOS : 1516

Emilio FONTANA

- Fonction principale exercée dans DEMOS : Administrateur
- Date de première nomination : 18/02/1977
- Date d'échéance du Mandat : AG statuant sur les comptes clos au 31/12/09
- Nombre d'actions détenues dans DEMOS : 111

Les fonctions qu'ils exercent dans d'autres sociétés, sont les suivantes :

Noms des administrateurs	Mandats	Noms des sociétés
Jean WEMAERE	Président	DEMOS SA
	Directeur Général	DEMOS SA
	Gérant	DEMOS LANGUES SARL
	Représentant de DEMOS qui est Président	ECA SAS
	Cogérant	FRANCE ACTION LOCALE SARL
	Représentant de DEMOS qui est Président	INSTITUT DEMOS SAS
	Gérant	LES EDITIONS DEMOS SARL
	Président	SEF SA
	Directeur général	SEF SA
	Président	SEPEPP SA
	Directeur général	SEPEPP SA
	Représentant de DEMOS qui est Administrateur	SEPEPP SA
	Président	AFRAMP GIE
	Président (jusqu'au 25.01.07 TUP en faveur de DEMOS)	E-LEARNING AGENCY SAS
	Président (jusqu'au 25.01.07 TUP en faveur de DEMOS)	NETSTEP SAS
	Président (Chairman - CEO)	CSE LTD
	Gérant	DEMOS BENELUX SPRL
	Président (Geschäftsführer)	DEMOS Europäische Wirtschaftsakademie Gmbh
	Président	DEMOS POLSKA Sp Z.o.o.
	Président	FORMADEMOS SA
Représentant de DEMOS qui est Administrateur	FORMADEMOS SA	
Président	GLOBAL ESTRATEGIAS SL	
Cogérant (depuis AGM 29.06.2006)	IFC DEMOS SARL	
Président	SHANGHAI YING GANG DEMOS TRAINING &CONSULTING CO Ltd	
Geneviève WEMAERE	Administrateur	DEMOS SA
	Représentant de DEMOS qui est Administrateur	SEF SA
	Administrateur	SEPEPP SA
	Gérante	WDB SNC
	Représentant de DEMOS, Membre	AFRAMP GIE
	Administrateur	CSE LTD
	Administrateur	FORMADEMOS SA
	Administrateur	GLOBAL ESTRATEGIAS SL
Emilio FONTANA	Administrateur	DEMOS SA
	Administrateur	SEF SA
	Administrateur	SEPEPP SA

Condition de cooptation des membres : Article 14 – D des statuts

En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le Conseil d'Administration peut procéder à des nominations à titre provisoire en vue de compléter son effectif, dans le délai de trois mois du jour où se produit la vacance.

Toutefois, lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum légal, les administrateurs restants doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter le conseil.

Les nominations effectuées à titre provisoire sont soumises à ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le Conseil n'en demeurent pas moins valables.

3 – Fréquence des réunions

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil d'Administration s'est réuni 2 fois. L'article 15 B des Statuts prévoit que le conseil doit être réuni aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Les réunions du conseil se sont tenues les jours suivants :

- 15 mai 2006
- 17 octobre 2006

4 – Convocation des administrateurs

Conformément à l'article 15 B des statuts, les administrateurs ont été convoqués par tous moyens et même verbalement.

Conformément à l'article L225-238 du Code de Commerce, les commissaires aux comptes ont été convoqués aux réunions, ont examiné les comptes annuels et ont reçu toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission au long de l'exercice.

5 – Information des administrateurs

Tous les documents, dossiers techniques et informations nécessaires à la mission des administrateurs sont tenus à leur disposition au siège social à compter de leur convocation au Conseil d'Administration.

6 – Tenue des réunions

Les réunions du Conseil d'Administration se déroulent au siège social :
20, rue de l'Arcade 75008 PARIS.

7 – Décisions adoptées

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil d'Administration a pris les décisions suivantes :

- 15 mai 2006
 - Arrêté des comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2005,
 - Arrêté des comptes consolidés de l'exercice social clos le 31 décembre 2005,
 - Affectation des résultats,
 - Préparation de l'Assemblée Générale annuelle,
 - Autorisation d'une convention visée aux articles L225-38 et suivants du Code de Commerce : Lettre de confort au profit de C.S.E. LTD,
 - Autorisation d'un engagement conformément aux dispositions de l'article L225-35 du Code de Commerce : Lettre de confort au profit de C.S.E. LTD,
 - Rémunération du Président du Conseil d'Administration,
 - Etablissement des documents de gestion prévisionnelle élaborés dans le cadre de la prévention des difficultés des entreprises,
 - Projet de création d'une Joint Venture en Australie,
 - Mandat à un établissement bancaire pour le projet d'introduction en Bourse,
 - Pouvoirs au Président pour ces opérations,
 - Convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

- 17 octobre 2006
 - Autorisation d'une convention visée aux articles L225-38 et suivants du Code de Commerce : Abandon de créances en faveur de DEMOS EUROPAISCHE WIRTSCHAFTSAKADEMIE ;
 - Autorisation d'une convention visée aux articles L225-38 et suivants du Code de Commerce : Abandon de créances en faveur de CSE ;
 - Autorisation de participer à une augmentation de capital dans la société INSTITUT DEMOS ;
 - Autorisation d'une convention visée aux articles L225-38 et suivants du Code de Commerce : Abandon de créances en faveur de l'INSTITUT DEMOS ;
 - Etablissement et approbation des documents de gestion prévisionnelle élaborés dans le cadre de la prévention des difficultés des entreprises ;
 - Projet d'un rachat d'une société spécialisée dans les formations en langues ;
 - Projet d'une prise de participation dans une société d'édition, de logiciels e-learning ;
 - Projet d'une prise de participation dans une société de conseil, engineering en formation ;
 - Projet d'investissement en Grèce ;
 - Projet d'investissement en Italie ;
 - Projet de transformation du bureau de Pékin en filiale ;
 - Pouvoirs au Président pour ces opérations ;
 - Convocation et préparation d'une Assemblée Générale Extraordinaire.

8 – Procès-verbaux des réunions

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont établies à l'issue de chaque réunion et communiqués sans délai à tous les administrateurs.

III : LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE

1– Les conditions d'exercice du contrôle interne

Le contrôle interne d'une société comme Demos a pour objectifs de :

- s'assurer que les comptes sociaux et consolidés reflètent de façon sincère et objective la situation patrimoniale de la société et du Groupe et fournissent une appréciation raisonnable des risques éventuels de toutes natures.
- fournir à la direction de Demos et aux administrateurs une information financière régulière tout au long de l'année, permettant ainsi la prise de décisions appropriées s'inscrivant à la fois dans le cadre stratégique fixé par le Conseil d'Administration et dans les objectifs budgétaires annuels.
- optimiser le contrôle sur les différentes filiales du Groupe de façon à garantir que l'activité de ces filiales est conforme aux objectifs stratégiques du Groupe, que l'information financière est fiable et que les lois et règlements sont respectés.

L'un des objectifs du système de contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité du Groupe et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptable et financier. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

2 – L'organisation générale du contrôle interne

Les structures et personnes chargées du contrôle interne au sein du Groupe sont les suivantes :

- le Président Directeur Général du Groupe : il est responsable de l'organisation du Groupe, de l'établissement des procédures et des moyens mis en œuvre pour les faire fonctionner et en contrôler l'application.
- le Conseil d'Administration : il a notamment pour mission de définir la stratégie du Groupe et d'en contrôler la gestion.

- le Directeur Administratif et Financier : il participe à l'animation de la gestion du Groupe à travers la coordination du processus budgétaire annuel, la supervision de l'établissement des comptes annuels et des comptes consolidés, la responsabilité du service de contrôle de gestion.
- le Responsable du contrôle de gestion : il est responsable de l'établissement des *reportings* des filiales dont la comptabilité est tenu au siège et du suivi budgétaire en découlant. Il est en charge du suivi des *reportings* mensuels et/ou trimestriels des filiales du Groupe dont la comptabilité est décentralisée, en particulier pour les filiales étrangères.
- le Responsable du Management de la Qualité : il supervise l'ensemble de la politique qualité du Groupe, comprenant notamment le processus de certification ISO.

3 – Information sur les procédures de contrôle interne

Les principales procédures de contrôle interne peuvent être décrites comme suit :

- à partir des principales orientations stratégiques définies par le Président du Conseil d'Administration du Groupe, les dirigeants établissent un budget annuel dont le périmètre inclus tous les départements et services de Demos ainsi que chacune des filiales du Groupe.
- tous les mois, le contrôle de gestion établit un *reporting* à destination des responsables de département du Groupe : celui-ci inclut des informations comptables permettant de déterminer leur contribution directe au résultat (chiffre d'affaires mensuel, marge sur formation, dépenses marketing et de prospection commerciale, masse salariale du département) ainsi que des informations non comptables nécessaires au bon pilotage de leur activité (volume de stage inter et intra, taux de fréquentation, coûts directs des animateurs). Ce *reporting* comporte un comparatif avec les données de l'année précédente ainsi qu'avec le budget de l'année en cours. Les principaux écarts sont analysés par le contrôle de gestion et discutés avec chaque responsable de département.
- un arrêté comptable trimestriel est mis en place pour Demos et chacune des filiales dont la comptabilité est tenue au siège du Groupe. En outre, les filiales étrangères transmettent au siège un *reporting* mensuel des opérations comprenant un comparatif avec le budget de l'exercice en cours.
- tous les mois, une réunion de l'ensemble des responsables de services et de départements permet de faire un point sur (i) l'activité depuis le début de l'exercice, (ii) l'évolution de l'activité par rapport à l'exercice précédent et au budget de l'exercice en cours et d'analyser les prévisions d'activité des trois prochains mois. Depuis 2006, cette revue mensuelle d'activité inclut l'ensemble des filiales dont le Groupe a le contrôle.
- Demos a poursuivi sa politique de suivi des opérations et des prises de commandes, en adaptant ses systèmes d'information. Ainsi, la société dispose d'outils permettant de suivre en continu et en temps réel l'évolution des inscriptions interentreprises et du carnet de commande intraentreprise.

Par ailleurs, le Service Qualité a pour vocation de superviser les dispositifs de management par la qualité en vigueur chez Demos. Il est responsable des différentes certifications des entités du Groupe concernées et assure en outre les missions suivantes :

- développement et maintien du système de management de la qualité (y compris sous son aspect documentaire, en ce qui concerne la " Base Qualité " qui a été développée sous le logiciel QuBES),
- amélioration continue du système qualité de Demos, via le traitement des Fiches d'Amélioration Qualité et des réclamations clients,
- le pilotage des audits qualité internes,
- les revues (" révisions ") des différents processus des diverses entités de Demos,
- la remontée des informations au niveau du processus de pilotage (Direction Générale) afin de permettre les nécessaires modifications d'organisation,

- la préparation et la coordination des " Revues de direction " ainsi que la centralisation des différents indicateurs de pilotage dans un tableau de bord à destination des responsables et de la Direction Générale.

4 - La liaison avec les Commissaires aux comptes

Les cabinets KPMG - SALUSTRO REYDEL et AUTOUR SIXDERNIER MARY sont en charge du commissariat aux comptes de DEMOS au 31 décembre 2006.

Ils procèdent à un audit complet sur les comptes du 31 décembre. A l'issue de leur intervention, les auditeurs présentent leurs conclusions :

- oralement au management dans le cadre d'une réunion de synthèse,
- dans leurs rapports sur les comptes présentés à l'assemblée générale annuelle.

5 - Pouvoir du Président Directeur Général

Aucune limitation n'a été apportée aux pouvoirs du Président Directeur Général.

Jean WEMAERE
Président

Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport spécial du Président du Conseil d'administration sur le contrôle interne

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société DEMOS et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société, conformément aux dispositions de l'article L225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations et déclarations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- ~ prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président ;
- ~ prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce.

Paris La Défense, le 28 mars 2007

Paris, le 28 mars 2007

Salustro Reydel
Membre de KPMG International

Autour Sixdenier Mary

Benoît Lebrun
Associé

Sylvain Mary
Associé

17. SALARIES

17.1. Effectifs salariés du Groupe Demos

Au 31 décembre 2006, le Groupe Demos comptait un effectif de 344 salariés permanents (contrats à durée déterminée ou indéterminée) dont 258 employés en France et 86 dans les filiales à l'étranger.

Le recours aux contrats à durée déterminée ou à l'intérim a pour objet de pourvoir aux salariés absents de l'entreprise ou de faire face à des surcharges de travail temporaire. Au 31 décembre 2006, le Groupe Demos comptait 36 salariés en contrat à durée déterminée et 7 personnels intérimaires.

Les formateurs linguistiques, salariés de Demos Langues bénéficient d'un contrat de travail à durée indéterminée de type intermittent tel que défini à l'article 6 de la Convention Collective des Organismes de Formation.

Il est rappelé que les formateurs occasionnels et les vacataires ne sont pas inclus dans les effectifs de Demos ni de ses filiales.

Au 31 décembre 2006, les effectifs permanents du Groupe Demos étaient ventilés de la manière suivante :

Equivalent temps plein (ETP)	Cadres	Non cadres	Hommes	Femmes	Total effectif
Demos	99	117	74	142	216
Demos Langues	1	4	-	5	5
AFRAMP	1	-	1	-	1
ECA	3	7	1	9	10
Editions Demos	1	2	1	2	3
Institut Demos	4	1	2	3	5
France Action Locale	1	-	1	-	1
SEPEPP	8	9	6	11	17
Total France	118	140	86	172	258
CSE (Demos UK)	1	4	2	3	5
Demos EWA (Allemagne)	1	4	1	4	5
Demos Benelux		5	2	3	5
Demos Polska	3	6	3	6	9
Formademos (Maroc)	2	2	2	2	4
IFC (Nouvelle Calédonie)	2	3	3	2	5
Global Estrategias (Espagne)	2	36	12	26	38
Global Estrategias (Portugal)	5	10	5	10	15
Total Etranger	16	70	30	56	86
Total Groupe	134	210	116	228	344

Environ 120 salariés de la société Européenne de Formation Professionnelle (Formalanges), dont 30 permanents et 90 formateurs employés en CDI, ont rejoint le Groupe Demos en janvier 2007, à l'occasion du rachat par Demos de 100% du capital de cette société.

17.2. Une équipe de direction expérimentée

L'équipe de direction du Groupe Demos comprend Monsieur Didier Naud, directeur du département conseil, Monsieur Emmanuel Courtois, directeur administratif et financier, Madame Blandine Legrand, directeur du département Management / ressources humaines / secrétariat, Monsieur Eric Darras, directeur du département informatique, et Monsieur Dai Shen, directeur des systèmes d'information et du département Chine de Demos et Monsieur Philippe Gil qui co-dirige le département e-learning de Demos.

Les curriculum vitae des membres de l'équipe de direction figurent au paragraphe 14.4.

17.3. Politique des Ressources Humaines

Le Groupe Demos attache une grande attention à la mise en place d'une politique de ressources humaines dynamique et en perpétuelle adaptation afin de faire du Groupe une « organisation apprenante » capable de répondre à ses enjeux stratégiques ambitieux et à renforcer les compétences individuelles et collectives de Demos.

Dans cet esprit, Demos a recruté en février 2007 une Directrice des Ressources humaines qui encadre une équipe de 7 collaborateurs dont une Responsable des Ressources Humaines France et 6 experts en Ressources Humaines. Le champ d'application des missions de la D.R.H couvre l'intégralité du périmètre du Groupe, tant en France qu'à l'International.

La politique de gestion des Ressources Humaines a pour ambition de mettre à la disposition des différentes filiales et départements, les ressources humaines les plus performantes et les plus compétentes, les plus qualifiées et les plus motivées et ce, dans le respect d'un cadre de travail satisfaisant.

Cette politique s'articule autour de six axes principaux :

- la gestion administrative individuelle des collaborateurs en France et à l'international,
- le développement des compétences (à travers des recrutements maîtrisés, des plans de formations triennaux renforcés par de grands axes stratégiques Groupe, la gestion des carrières Groupe à travers « l'entretien d'évaluation et de progrès » et la mobilité des salariés...) ainsi que le maintien d'une performance optimale de ses collaborateurs,
- la valorisation d'un haut niveau de satisfaction des collaborateurs (à travers des politiques sociales et de rémunération dynamiques),
- une adaptation permanente des organisations afin de les adapter aux objectifs stratégiques de développement du Groupe et ainsi permettre de répondre efficacement aux besoins du marché,
- un support/conseil permanent aux opérationnels,
- une communication interne permettant un dynamisme et des échanges d'information entre collaborateurs.

17.4. L'organisation du temps de travail au sein du Groupe Demos

En France, la durée du travail hebdomadaire au sein du Groupe Demos est de 35 heures en application d'un accord de branche relatif à la mise en place de la réduction du temps de travail dans les organismes de formation en date du 6 décembre 1999.

Le paiement des heures supplémentaires s'effectue conformément aux dispositions légales en vigueur et aux conventions collectives applicables.

Pour les filiales étrangères du Groupe, le temps de travail est défini en application des réglementations locales.

17.5. Convention collective applicable aux sociétés françaises du Groupe Demos

La convention collective nationale applicable à Demos SA, Demos langues, Institut Demos, AFRAMP, ECA, France Action Locale est celle des Organismes de Formation en date du 10 janvier 1988, étendue par arrêté du 16 mars 1989.

La Convention Collective Nationale de l'Édition du 14 janvier 2000 étendue par arrêté du 24 juillet 2000 s'applique aux salariés de la société Les Editions Demos.

De plus, les Conventions Collectives de la SEPEPP sont :

- enseignement privé à distance (IDCC : 2101)
- presse d'information spécialisée (employés / cadres, techniciens et agents de maîtrise).

17.6. Participation et stock options

17.6.1. Accords de participation

Un accord de participation a été signé le 19 décembre 2002 entre Demos SA et la délégation unique du personnel. L'accord prévoit que la réserve spéciale de participation de la Société est calculée conformément aux dispositions de l'article L. 442-2 du Code du travail, par application de la formule de droit commun. Le bénéfice de la répartition est attribué aux salariés ayant acquis une ancienneté au moins égale à trois mois.

S'agissant de la répartition entre les salariés, conformément aux dispositions légales en vigueur, la réserve spéciale de participation est répartie entre les salariés proportionnellement au salaire perçu au cours de l'exercice de référence. Les salaires servant de base à la répartition sont pris en compte pour chaque bénéficiaire dans la limite d'une somme égale à 1,5 fois le plafond de la sécurité sociale.

Le montant des droits susceptibles d'être attribués à chaque salarié ne peut excéder, conformément aux dispositions légales en vigueur, une somme égale aux $\frac{3}{4}$ du plafond de la sécurité sociale.

Les droits constitués au profit des salariés ne sont négociables ou exigibles qu'à l'expiration d'un délai de cinq ans sauf cas particuliers énumérés dans l'accord.

Les sommes constituant la réserve spéciale de participation sont investies en parts de divers Fonds Communs de Placement d'Entreprise dont la gestion est assurée par la société Inter épargne.

Dans la mesure où les effectifs des filiales de Demos sont inférieurs à 50 salariés, ces dernières n'ont pas mis en place d'accord de participation.

17.6.2. Options de souscription ou d'achat d'actions

Un plan d'options de souscription d'actions a été mis en place par Demos le 22 octobre 2004 au profit de quatre salariés qui se sont vus attribuer 272 options de souscription d'actions exerçables au prix de 1 545 euros.

Les options devront être exercées dans un délai minimum de quatre ans et un délai maximum de six ans, à compter du jour où elles ont été consenties, et chacune d'entre elles donne droit à la souscription d'une action Demos.

Il est précisé que suite à la décision de l'assemblée générale du 18 avril 2007 de diviser la valeur nominale des actions, le nombre des actions susceptibles d'être obtenues par les bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions de la Société, au titre du plan autorisé par l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2004, sera multiplié par 400, tandis que le prix unitaire de souscription ou d'achat des actions sous option tels que fixés par le Conseil d'Administration lors des attributions d'options effectuées antérieurement à la date d'effet de la division du nominal de l'action sera divisé par 400. Les bénéficiaires des options devront toujours être en fonction et ne pas être démissionnaires au jour de l'exercice de l'option.

L'exercice des options ne pourra intervenir qu'après l'admission et la cotation effective des titres de Demos à la cote d'un des marchés d'Euronext Paris. Si cette condition n'était pas remplie, le début de la période d'exercice serait alors repoussé d'un an. Si les titres de Demos n'étaient pas cotés sur un des marchés d'Euronext Paris avant le 30 juin 2009 au plus tard, le plan deviendrait caduc.

Un principe de progressivité s'appliquera quant au nombre d'options que chaque bénéficiaire pourra exercer. Cette progressivité serait fonction de la valeur de Demos lors de son introduction sur un des marchés d'Euronext Paris, calculée sur la base du milieu de la fourchette de prix d'introduction déterminée par le Conseil d'administration (ci-après « la Valeur »), comme suit :

- chaque bénéficiaire pourra exercer au plus 30% de ses options si la valeur est inférieure à 60 millions d'euros, les 70% complémentaires devenant alors caducs ;
- chaque bénéficiaire pourra exercer au plus 50% de ses options si la valeur se situe entre 60 et 70 millions d'euros, les 50% complémentaires devenant alors caducs ;
- si la valeur se situe entre 70 et 100 millions d'euros, chaque Bénéficiaire pourra exercer une fraction des options qui lui aura été attribuées, qui ne pourra être supérieure à un pourcentage égal à sa valeur divisée par un million (exemple : si la valeur de Demos est égale à 80 millions d'euros, il pourra exercer 80% de ses options ; si elle est égale à 95 millions, il pourra exercer 95% des options, etc.) ;

Le bénéficiaire pourrait exercer 100% de ses options dès lors que la valeur est supérieure à 100 millions.

Par ailleurs, il est envisagé de mettre en place un mécanisme d'actionnariat salarié qui permettra aux salariés du Groupe Demos de participer à l'introduction en bourse de Demos. Ce plan sera décrit dans la note d'opération qui sera émise à l'occasion de l'introduction en bourse de Demos.

17.7. Litiges sociaux

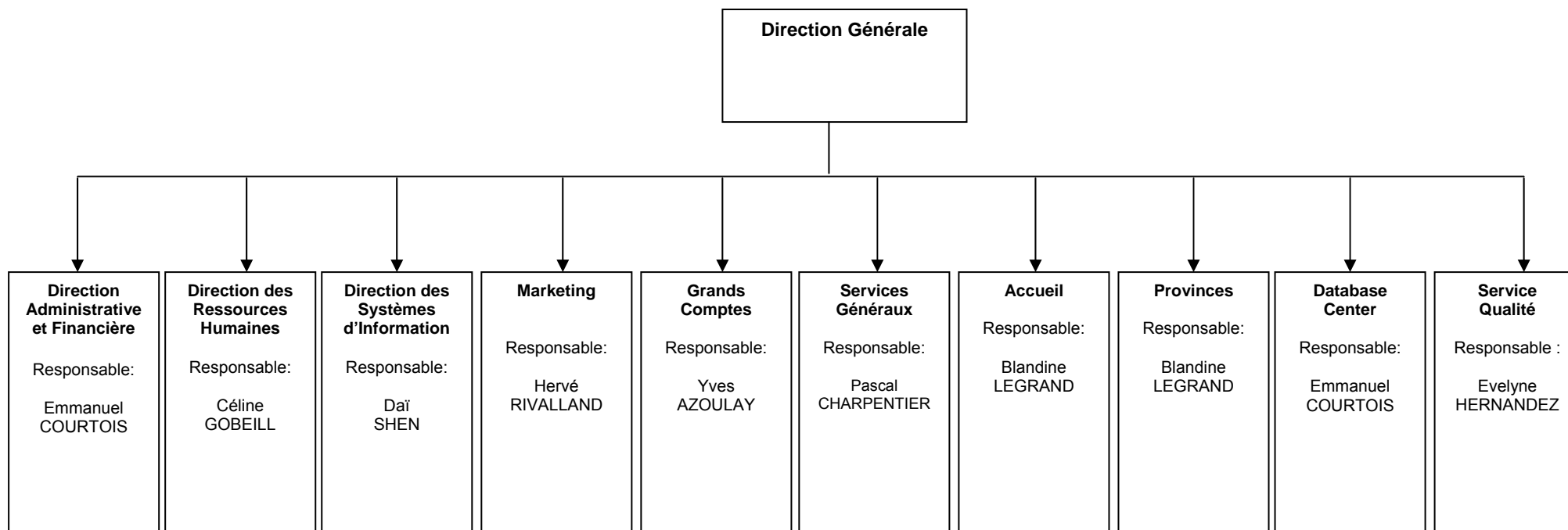
On dénombre actuellement 3 contentieux prud'homaux en cours pour l'ensemble du Groupe Demos représentant 0,87% de l'effectif total du Groupe (344 personnes). L'ensemble des litiges sont provisionnés à hauteur de 110 milliers d'euros, sur un montant total de demandes de 290 milliers d'euros. Au regard de l'étude des dossiers analysés individuellement en tenant notamment compte de l'état des procédures en cours, le Groupe estime que le montant des provisions est suffisant pour couvrir les risques probables et qu'aucun de ces litiges ne pourrait avoir d'effet significatif sur la situation financière du Groupe.

A la date des présentes, aucune des filiales du Groupe ne fait l'objet de contrôles URSSAF ou d'autorités équivalentes pour les filiales étrangères.

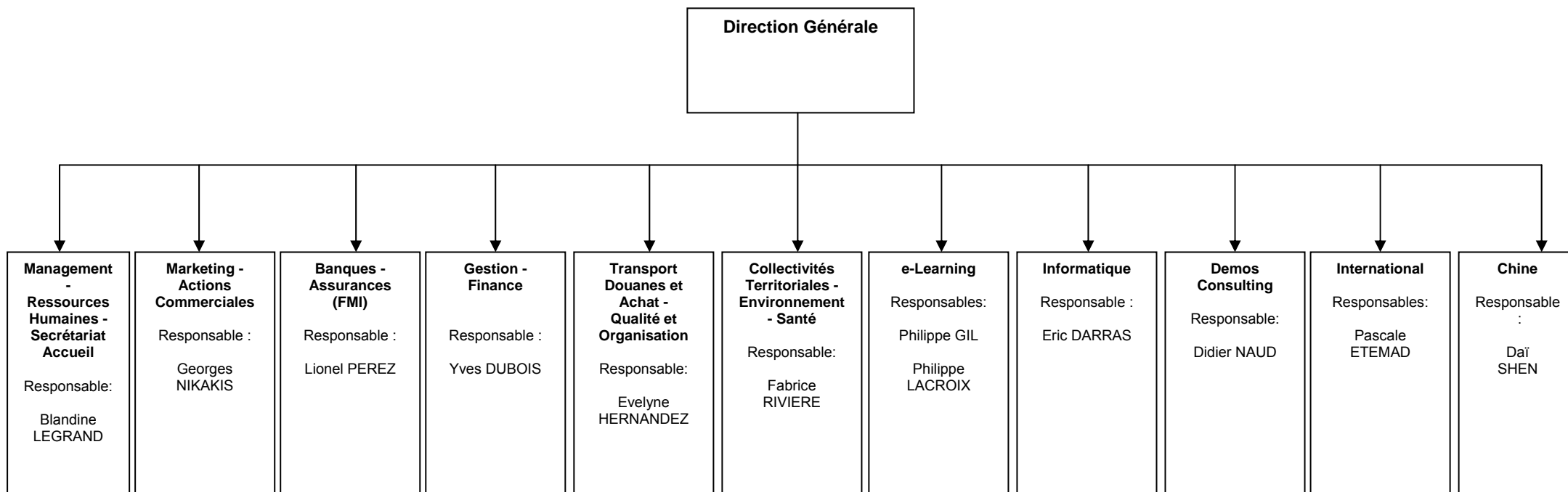
17.8. Organisation des effectifs

L'organigramme opérationnel et fonctionnel du Groupe Demos est le suivant :

Les Services de Demos SA



Les Départements de Demos SA



18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

18.1. Répartition du capital de Demos

Les actionnaires de la société Demos à la date d'enregistrement du présent Document figurent dans le tableau ci-dessous :

	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote*	% des droits de vote
Famille Wemaëre	3 631 600	90,79	5 903 200	88,90
<i>dont</i>				
- Monsieur Jean Wemaëre	1 665 200	41,63	3 330 400	50,15
- Madame Geneviève Wemaëre	606 400	15,16	1 212 800	18,27
- société contrôlée par la famille : Financière W	1 360 000	34,00	1 360 000	20,48
Personnes physiques	133 200	3,33	266 400	4,01
<i>dont</i>				
- Monsieur Emilio Fontana				
- Monsieur Francesco Frangialli	44 400	1,11	88 800	1,33
- Madame Annick Louvet (usufruitière)	44 400	1,11	88 800	1,33
- Monsieur Olivier Mirat	22 000	0,55	44 000	0,67
- Monsieur Olivier Mirieu de Labarre	22 000	0,55	44 000	0,67
	400	0,01	800	0,006
Initiative & Finance Investissement	98 000	2,45	196 000	2,95
Natixis Investissement	98 000	2,45	196 000	2,95
BNP Paribas Développement	39 200	0,98	78 400	1,18
Total	4 000 000	100,00	6 640 000	100,00

*A l'exception de Financière W, tous les actionnaires disposent d'un droit de vote double attaché à leurs actions

L'évolution de la répartition du capital au cours des trois dernières années figure au paragraphe 21.1.5.

18.2. Droit de vote des actionnaires

Chaque action de la Société donne droit à une voix, sauf si, remplissant les conditions de détention prévues par les statuts, une action confère à son détenteur un droit de vote double. Aucun titre sans droit de vote n'a été émis par la Société.

18.3. Contrôle de la Société

A la date d'enregistrement du présent document de base, Monsieur Jean Wemaëre et Madame Geneviève Wemaëre détiennent ensemble directement 56,79% du capital et 68,42% des droits de vote de la Société et indirectement 34% du capital et 20,48% des droits de vote de la Société, par l'intermédiaire de la société Financière W, qu'ils contrôlent à 100% avec leurs enfants.

La Société n'a pas mis en place de mesures spécifiques en vue de s'assurer que ce contrôle ne sera pas exercé de manière abusive.

Par ailleurs, Initiative & Finance Investissement, Initiative & Finance Gestion, Natixis Investissement, BNP Paribas Développement (les « Investisseurs Financiers ») et Monsieur Jean Wemaëre et Madame Geneviève Wemaëre (les « Fondateurs ») ont conclu un pacte modifié pour la dernière fois le 15 novembre 2006 en vue d'aménager leurs rapports d'actionnaires au sein de Demos. Les principales dispositions du pacte sont résumées ci-dessous :

Le pacte prévoit une procédure d'autorisation préalable par le comité stratégique (composé des Investisseurs Financiers et des Fondateurs) de certaines décisions avant qu'elles soient soumises au vote du conseil d'administration (budget de fonctionnement annuel, création de filiales, cession, acquisition ou nantissement de titres de participations, etc.).

Les Investisseurs Financiers bénéficient périodiquement d'une d'information comptable et financière complète.

Chacune des parties au pacte bénéficie d'un droit de préemption pour acquérir les actions qu'un actionnaire souhaite transférer à un tiers. Dans l'hypothèse où les Fondateurs décideraient de céder à un tiers un nombre d'actions ayant pour effet d'entraîner un changement de contrôle de la Société, l'exercice du droit de préemption des Investisseurs Financiers sera subordonné à la conversion de l'intégralité de leurs obligations convertibles selon le taux de conversion applicable qui dépendra du prix d'exercice du droit de préemption.

Chaque Investisseur Financier bénéficie d'un droit de sortie proportionnelle aux cotés des Fondateurs ou d'un droit de sortie totale selon que les Fondateurs viennent à céder un nombre d'actions n'ayant pas ou ayant pour effet de céder ou de perdre le contrôle de la Société. Dans le cas où le droit de sortie totale des Investisseurs Financiers viendrait à être exercé alors que ceux-ci détiennent des obligations convertibles, ils devront procéder préalablement à la conversion de la totalité des obligations convertibles selon le taux de conversion applicable qui dépendra du prix offert par le tiers acquéreur.

Les Investisseurs Financiers bénéficieront du droit permanent de maintenir leur pourcentage de participation dans Demos.

Le pacte stipule que les actionnaires ont pour objectif de procéder à l'introduction en bourse de la Société avant le 30 juin 2007.

Les parties au pacte se sont d'ores et déjà engagées à confier un mandat à une banque d'affaires en vue de céder l'intégralité des titres de la Société en cas de cessation des fonctions du dirigeant. Les Investisseurs Financiers auront l'obligation de convertir l'intégralité de leurs obligations convertibles avant la réalisation des cessions, selon le taux de conversion applicable qui dépendra du prix offert par le tiers acquéreur.

Le pacte prévoit le principe d'un partage de la plus-value potentielle que les Investisseurs Financiers pourraient réaliser au titre de leur investissement dans la Société avec les autres actionnaires de Demos. La quote-part de la plus-value revenant aux autres actionnaires de Demos dépendra du taux de conversion des obligations convertibles qui sera fonction de la valorisation de Demos retenue dans le cadre d'une introduction en bourse ou de la cession de la totalité ou de la quasi-totalité de la participation des Investisseurs Financiers.

La caducité du pacte sera de plein droit acquise dès lors que les Investisseurs Financiers ne détiendront plus aucun titre ou que les titres feront l'objet d'une admission sur un des marchés d'Euronext Paris.

Les parties au pacte d'actionnaires n'ont pas l'intention de demeurer contractuellement liées à compter de l'admission de Demos sur Alternext.

18.4. Accords susceptibles d'entraîner un changement de contrôle

A la connaissance de la Société, il n'existe aucun accord dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle.

19. OPERATIONS AVEC DES APPARENTES

19.1. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées – exercice 2004

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Conventions autorisées au cours de l'exercice

En application de l'article L 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Communication Skills Europe (CSE)

Administrateur concerné : Jean Wemaëre, Président Directeur Général de Demos et représentant légal de Demos – Administrateur de CSE.

- La société Demos a accordé un abandon de créance à CSE à hauteur de 340 000 euros sur son compte courant. Il n'a pas été prévu de clause dite de « retour à meilleure fortune ».

Cette convention a été autorisée préalablement par le conseil d'administration du 22 octobre 2004.

- Suivant la lettre de confort en date du 30 juin 2004, Demos s'engage comme support financier envers CSE afin de lui permettre de régler ses dettes exigibles au cours des douze prochains mois pour un montant maximum de 250 000 livres sterling.

Cette convention a été autorisée préalablement par le conseil d'administration du 26 mai 2004.

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice, étant précisé que les refacturations de charges intra-groupe ont été considérées en 2004 comme des conventions courantes.

Demos Langues Sarl

Administrateur concerné : Jean Wemaëre, Président Directeur Général de Demos et gérant de Demos Langues.

- La société Demos a consenti un abandon de créances de 182 939 euros à la SARL Demos Langues au cours de l'exercice clos le 30 septembre 1994.

Une clause dite « de retour à meilleure fortune » prévoyait notamment que, si dans un délai de dix années à compter de l'exercice clos le 30 septembre 1994, les bénéficiaires nets comptables

cumulés de Demos Langues atteignaient 228 674 euros, la créance de la société Demos renaîtrait.

A la clôture de l'exercice 2004, les bénéfices nets cumulés s'élèvent à 258 816 euros et atteignent le seuil fixé dans la clause. La créance envers Demos devait donc renaître au le 31 décembre 2004 pour un montant de 30.142 euros.

Cependant, il a été apprécié que le remboursement de celle-ci perturberait l'équilibre financier de Demos Langues. De ce fait, le conseil d'administration de Demos en date du 12 mai 2005 a décidé de ne pas faire renaître cette dette, ce qui met un terme définitif à la clause « de retour à meilleure fortune ».

- Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 11 mars 1998, Demos Langues a cédé le droit au bail qu'elle détenait sur les locaux situés au 35, Cours de la liberté à Lyon (69003) à Demos. Demos Langues reste répondant solidaire de Demos du paiement du loyer et de l'entière exécution des conditions du bail.

C.S.E. Ltd

Administrateur concerné : Jean Wemaëre, Président Directeur Général de Demos, et également représentant légal de Demos – Administrateur de CSE.

- Suivant l'acte sous seing privé en date du 9 avril 2003, la société Demos se porte garant des obligations concernant un bail sur 10 ans accordé à la société C.S.E. par les sociétés HEMINGWAY n°1 et n°2.

Cette convention a été autorisée préalablement par le conseil d'administration du 8 avril 2003.

- Suivant l'acte sous seing privé en date du 1^{er} juillet 2003, la société Demos a accordé un abandon de créance à CSE à hauteur de 101 755,07 euros. Il a été acceptée une clause dite de « retour à meilleure fortune » qui précise que « si dans un délai de cinq exercices à compter de la clôture de l'exercice au cours duquel est intervenu l'abandon de créance (soit à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2002), le cumul des résultats nets comptables du CSE Ltd devient supérieur à 200 000 livres sterling, la créance renaîtra. Cette renaissance ne saurait toutefois rendre les capitaux propres négatifs ». Au 31 décembre 2004, le cumul des résultats nets d'un montant de 217 662 livres sterling excède le montant indiqué dans la clause précitée. Cependant, les capitaux propres, d'un montant de -152 614 livres sterling, restants négatifs, la créance ne peut renaître.

Cette convention a été autorisée préalablement par le conseil d'administration du 14 mai 2003.

- Suivant l'acte sous seing privé en date du 15 décembre 2003, la société Demos a accordé un abandon de créance à CSE à hauteur de 670 000 euros sur son compte courant. Il a été acceptée une clause dite de « retour à meilleure fortune » qui précise que « si dans un délai de cinq exercices à compter de la clôture de l'exercice au cours duquel est intervenu l'abandon de créance (soit à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2003), le cumul des résultats nets comptables de CSE Ltd devient supérieur à 200 000 livres sterling, la créance de Demos renaîtra. Cette renaissance ne saurait toutefois rendre les capitaux propres négatifs. Les capitaux propres étant négatifs au 31 décembre 2004, la créance ne peut renaître.

Cette convention a été autorisée préalablement par le conseil d'administration du 15 décembre 2003.

Paris, le 13 juin 2005

Les commissaires aux comptes

Salustro Reydel

Autour Sixdenier Mary

Benoît Lebrun

Sylvain Mary

19.2. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées – exercice 2005

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Conventions autorisées au cours de l'exercice

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Communication Skills Europe (CSE)

Administrateur concerné : Jean Wemaëre, Président Directeur Général de Demos et représentant légal de Demos – Administrateur de CSE.

- La société Demos a accordé un abandon de créance à CSE à hauteur de 168 514 euros sur son compte courant. Il n'a pas été prévu de clause dite de « retour à meilleure fortune ». Cette convention a été autorisée préalablement par le conseil d'administration du 21 octobre 2005.
- Suivant la lettre de confort en date du 12 mai 2005, Demos s'engage comme support financier envers CSE afin de lui permettre de régler ses dettes exigibles au cours des douze prochains mois pour un montant maximum de 250 000 livres sterling.

Cette convention a été autorisée préalablement par le conseil d'administration du 12 mai 2005.

Les Editions Demos

Administrateur concerné : Jean Wemaëre, Président Directeur Général de Demos et gérant des Editions Demos.

- La société Demos a accordé un abandon de créance aux Editions Demos à hauteur de 60.000 euros sur son compte courant. Il n'a pas été prévu de clause dite de « retour à meilleure fortune ».

Cette convention a été autorisée préalablement par le conseil d'administration du 21 octobre 2005.

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Demos Langues Sarl

- Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 11 mars 1998, Demos Langues a cédé le droit au bail qu'elle détenait sur les locaux situés au 35, Cours de la liberté à Lyon (69003) à Demos. Demos Langues reste répondant solidaire de Demos du paiement du loyer et de l'entière exécution des conditions du bail.

C.S.E. Ltd

- Suivant l'acte sous seing privé en date du 9 avril 2003, la société Demos se porte garant des obligations concernant un bail sur 10 ans accordé à la société C.S.E. par les sociétés HEMINGWAY n°1 et n°2.
- Suivant l'acte sous seing privé en date du 1^{er} juillet 2003, la société Demos a accordé un abandon de créance à CSE à hauteur de 101 755,07 euros. Il a été accepté une clause dite de « retour à meilleure fortune » qui précise que « si dans un délai de cinq exercices à compter de la clôture de l'exercice au cours duquel est intervenu l'abandon de créance (soit à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2003), le cumul des résultats nets comptables du CSE Ltd devient supérieur à 200 000 livres sterling, la créance renaîtra. Cette renaissance ne saurait toutefois rendre les capitaux propres négatifs ». Au 31 décembre 2005, le cumul des résultats nets d'un montant de 244 510 livres sterling excède le montant indiqué dans la clause précitée. Cependant, les capitaux propres, d'un montant de -125 801 livres sterling, restant négatifs, la créance ne peut renaître.
- Suivant l'acte sous seing privé en date du 15 décembre 2003, la société Demos a accordé un abandon de créance à CSE à hauteur de 670 000 euros sur son compte courant. Il a été accepté une clause dite de « retour à meilleure fortune » qui précise que « si dans un délai de cinq exercices à compter de la clôture de l'exercice au cours duquel est intervenu l'abandon de créance (soit à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2003), le cumul des résultats nets comptables de CSE Ltd devient supérieur à 200 000 livres sterling, la créance de Demos renaîtra. Cette renaissance ne saurait toutefois rendre les capitaux propres négatifs ». les capitaux propres, d'un montant de -125 801 livres sterling, restant négatifs, la créance ne peut renaître.

Paris la Défense et Paris, le 16 mai 2006

Les commissaires aux comptes

Salustro Reydel
Membre de KPMG International
Benoît Lebrun

Autour Sixdenier Mary
Sylvain Mary

19.3. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées – exercice 2006

Mesdames, Messieurs les Actionnaires

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Conventions autorisées au cours de l'exercice

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Communication Skills Europe (CSE)

Administrateur concerné: Jean Wemaëre, Président Directeur Général de Demos et représentant légal de Demos — Chairman et Chief Executive Officer de CSE.

- La société Demos a accordé un abandon de créance à CSE à hauteur de 100 000 euros sur son compte courant. Il n'a pas été prévu de clause dite de « retour à meilleure fortune ».

Cette convention a été autorisée préalablement par le conseil d'administration du 17 octobre 2006.

Institut Demos SAS

Administrateur concerné: Jean Wemaëre, Président Directeur Général de Demos et représentant légal de Demos — Président de l'Institut Demos

- La société Demos a accordé un abandon de créance à Institut Demos SAS à hauteur de 100.000 euros sur son compte courant. Cet abandon de créance est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune valable pendant cinq ans à compter de l'exercice 2007 jusqu'au 31 décembre 2011 qui précise que: « Si au cours de cette période l'institut Demos dégage des bénéfices et que sa situation nette redevient positive, l'institut Demos devra rembourser Demos à concurrence de sa situation nette positive. »

Cette convention a été autorisée préalablement par le conseil d'administration du 17 octobre 2006.

Demos Europäische Wirtschaftakademie (EWA)

Administrateur concerné: Jean Wemaëre, Président Directeur Général de Demos et représentant légal de Demos — Geschäftsführer de Demos Europäische Wirtschaftakademie

- La société Demos a accordé un abandon de créance à Demos Europäische Wirtschaftakademie à hauteur de 300.000 euros sur son compte courant. Cet abandon de créance est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune valable pendant cinq ans à compter de l'exercice 2007 jusqu'au 31 décembre 2011 qui précise que: « Si au cours de cette période Demos Europäische Wirtschaftakademie dégage des bénéfices et que sa situation nette redevient positive, Demos Europäische Wirtschaftakademie devra rembourser Demos à concurrence de sa situation nette positive. »

Cette convention a été autorisée préalablement par le conseil d'administration du 17 octobre 2006.

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Demos Langues Sarl

- Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 11 mars 1998, Demos Langues a cédé le droit au bail qu'elle détenait sur les locaux situés au 35, Cours de la liberté à Lyon (69003) à Demos. Demos Langues reste répondant solidaire de Demos du paiement du loyer et de l'entière exécution des conditions du bail.

C.S.E. Ltd

- Suivant l'acte sous seing privé en date du 9 avril 2003, la société Demos se porte garant des obligations concernant un bail sur 10 ans accordé à la société C.S.E. par les sociétés HEMINGWAY n°1 et n°2.
- Suivant l'acte sous seing privé en date du 1^{er} juillet 2003, la société Demos a accordé un abandon de créance à CSE à hauteur de 101 755,07 euros, Il a été accepté une clause dite de «retour à meilleure fortune » qui précise que « si dans un délai de cinq exercices à compter de la clôture de l'exercice au cours duquel est intervenu l'abandon de créance (soit à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2003), le cumul des résultats nets comptables du CSE Ltd devient supérieur à 200 000 livres sterling, la créance renaîtra. Cette renaissance ne saurait toutefois rendre les capitaux propres négatifs ».

Au 31 décembre 2006, le cumul des résultats nets d'un montant de 244 510 livres sterling excède le montant indiqué dans la clause précitée. Cependant, les capitaux propres, d'un montant de -56.957 livres sterling, restants négatifs, la créance ne peut renaître.

- Suivant l'acte sous seing privé en date du 15 décembre 2003, la société Demos a accordé un abandon de créance à CSE à hauteur de 670 000 euros sur son compte courant. Il a été accepté une clause dite de «retour à meilleure fortune » qui précise que « si dans un délai de cinq exercices à compter de la clôture de l'exercice au cours duquel est intervenu l'abandon de créance (soit à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2003), le cumul des résultats nets comptables de CSE Ltd devient supérieur à 200 000 livres sterling, la créance de Demos renaîtra. Cette renaissance ne saurait toutefois rendre les capitaux propres négatifs ». -

Au 31 décembre 2006, le cumul des résultats nets d'un montant de 244 510 livres sterling excède le montant indiqué dans la clause précitée. Cependant, les capitaux propres, d'un montant de -56.957 livres sterling, restants négatifs, la créance ne peut renaître.

- Suivant la lettre de confort en date du 12 mai 2005, Demos s'engage comme support financier envers CSE afin de lui permettre de régler ses dettes exigibles au cours des douze prochains mois pour un montant maximum de 250 000 livres sterling.

Paris La Défense, le 28 mars 2007

Salustro Reydel
Membre de KPMG International

Benoît Lebrun
Associé

Paris, le 28 mars 2007

Autour Sixdenier Mary

Sylvain Mary
Associé

19.4. Conventions conclues avec les principaux actionnaires de Demos ou des sociétés dans lesquelles ils détiennent des intérêts significatifs

Convention de cession de parts sociales de la société WDB conclue avec Financière WB

Aux termes d'un contrat en date du 3 avril 2007, Demos a cédé à la société financière WB détenue à 100% par un de ses actionnaires de référence, la société Financière W, la totalité des parts sociales qu'elle détenait dans la société WDB, soit 34% des parts de ladite société, ainsi que sa créance de compte courant d'associé.

Le montant de la transaction s'est élevé à 224.551,40 euros (soit : 96 532 euros pour les parts sociales et 128 019,40 euros pour la créance de compte courant).

Le prix de cession des parts sociales a notamment été déterminé en fonction de la valeur de l'immeuble, actif principal de la société WDB.

Pour établir cette valorisation, l'expert avait procédé à une première expertise en date du 13 mars 2004 et avait indiqué que compte tenu «*du caractère de l'immeuble, de sa situation et de son environnement, de son exposition, de son état d'entretien et de réparation, de l'importance des superficies, de l'entretien annuel et du gardiennage, de la clause figurant dans le titre de propriété limitant la cession au propriétaire du reste de la propriété, de la contrainte vis-à-vis des travaux du fait de l'inscription d'une partie des bâtiments et du parc à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, du marché actuel de l'immobilier et de notre appréciation ... nous estimons donc que la valeur vénale, à ce jour de cet immeuble est de 300.000 euros* ».

Le 6 mars 2007, ce même expert a procédé à une réévaluation de cet ensemble immobilier. Sachant que depuis son dernier rapport d'expertise du 13 mars 2004, aucun changement significatif important n'était à signaler ou à prendre en considération, par rapport à la surface au sol, surface pondérée, état d'entretien et situation juridique, l'expert concluait que «*compte tenu du marché immobilier actuel et sous réserve que des recherches ou examens plus approfondis ne fassent pas apparaître d'élément pénalisant et que la recherche de servitude n'apporte pas d'incidence en plus ou en moins, sur la détermination de la valeur de cet immeuble... compte tenu de la situation géographique, du quartier, des accès, des vis-à-vis, de la vue, de la disposition des locaux, de l'exposition, de la luminosité, de l'état d'entretien... il semble que la valeur vénale de cet ensemble immobilier, à ce jour, pourrait être de 370 000 euros avec une fourchette de négociation en plus ou en moins de 0 à 10% environ* ».

Au 31 décembre 2006, la valeur nette comptable de cet immeuble (terrain plus construction) était de 395 810 euros dans les comptes de la société WDB. Ainsi, l'application de la valeur de l'ensemble immobilier à dire d'expert de 370 000 euros dans les comptes de la société WDB au 31 décembre 2006 n'aurait pas eu d'incidence significative sur la situation nette négative de WDB.

En conséquence, alors que WDB est structurellement en perte et qu'il était probable que cette situation perdure, il a été décidé de fixer le prix de la cession de 34% des parts de WDB à 96 532 euros de sorte que cette opération ne génère pas de moins value dans les livres de Demos. Par ailleurs, l'intégralité du compte courant a été remboursé à Demos à la date du présent document.

Au vu des éléments qui précèdent la Société a estimé que le prix de cession retenu était équitable. En outre, la société souligne que cette opération n'aura pas d'incidence future sur ses comptes.

Cette convention a fait l'objet d'une autorisation préalable par le Conseil d'administration de la Société du 27 mars 2007.

Convention de prestation de services conclue avec la société WDB

Demos propose dans son catalogue un certain nombre de séminaires et de formations organisés au Château de Pin. Ce centre d'accueil dédié aux manifestations de prestige situé à Pin l'Emagny est la propriété de la société WDB.

A ce titre, Demos et la société WDB ont conclu le 2 janvier 2006, une convention aux termes de laquelle WDB assure l'accueil des clients de Demos, la prise en charge des inscriptions, la permanence téléphonique, et la promotion des formations dispensées par Demos au Château de Pin.

Ces services sont facturés à Demos sur une base annuelle forfaitaire de 9 000 euros depuis 2004.

En revanche, les prestations d'hébergement et de restauration sont facturées à Demos selon le tarif applicable en vigueur.

Demos continuera à veiller à ce que les prix des prestations qui lui sont appliqués par WDB que ce soit au titre de la convention ou au titre de l'hébergement et de la restauration soient conformes à ceux du marché pour des prestations équivalentes.

Les montants facturés par WDB à Demos au titre des prestations d'hébergement et de restauration pour les exercices 2004, 2005 et 2006 étaient respectivement de 34 milliers d'euros, 31 milliers d'euros et 45 milliers d'euros.

Cette convention a été considérée comme une convention courante et n'a pas fait l'objet d'une autorisation préalable par le conseil d'administration.

Convention d'assistance conclue avec la société WDB

Demos a conclu le 1er février 2006, une convention d'assistance administrative et financière avec la société WDB contrôlée à 100% par la société Financière W, actionnaire de référence de Demos.

Aux termes de cette convention, Demos assure l'intégralité des missions suivantes :

- assistance administrative et financière,
- gestion des ressources humaines,
- marketing et commercial,
- informatique,
- stratégie de développement.

La rémunération de Demos sera déterminée par application d'une clé de répartition permettant de déterminer la part du montant global de la masse salariale de Demos devant être prise en compte dans la rémunération due par WDB.

Ainsi, Demos a facturé à WDB 26 019 euros hors taxe en 2006, dont (i) 7 000 euros au titre des prestations administratives, (ii) 620 euros au titre d'une prestation ponctuelle marketing et 18 399 euros d'intérêts en compte courant (calculé en fonction de la situation des comptes courants tout au long de l'année à un taux égal à EONIA plus 2 points). Pour l'exercice 2007, le montant forfaitaire des prestations d'assistance devrait être sensiblement identique à celui de 2006, alors que le montant des éventuels intérêts financiers dépendra de la situation réelle des comptes courants entre les deux sociétés.

Cette convention a été considérée comme une convention courante et n'a pas fait l'objet d'une autorisation préalable par le conseil d'administration.

20. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR

20.1. Etats financiers résumés au 31 décembre 2006 aux normes françaises

20.1.1. Comptes consolidés au 31 décembre 2006

20.1.1.1. Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2006

(en milliers d'euros)	Note	2006	2005
Chiffre d'affaires	18	58 474	40 278
Autres produits d'exploitation	19	1 279	1 098
Achats et variation de stocks	20	-2 246	-1 612
Autres charges externes	21	-29 565	-21 566
Charges de personnel	22	-20 623	-14 523
Autres charges d'exploitation		-468	-255
Impôts et taxes	23	-713	-534
Dotations aux amortissements et aux provisions		-1 030	-878
Résultat d'exploitation		5 107	2 008
Produits financiers		136	25
Charges financières		-396	-189
Résultat financier	24	-260	-164
Résultat courant des sociétés intégrées		4 847	1 844
Produits exceptionnels		335	12
Charges exceptionnelles		-282	-369
Résultat exceptionnel	25	53	-357
Impôt sur les résultats	26	-1 466	-572
Résultat net des entreprises intégrées		3 434	915
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		-24	0
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		-774	-552
Résultat net consolidé		2 636	363
Intérêts minoritaires		-329	51
Résultat net (part du groupe)		2 307	414
Résultat par action		230,70 €	41,40 €
Résultat dilué par action		174,52 €	31,32 €

20.1.1.2. Bilan consolidé au 31 décembre 2006

ACTIF

(en milliers d'euros)		2006	2005
Capital souscrit non appelé		0	19
Ecart d'acquisition	3	5 827	6 510
Immobilisations incorporelles	4	1 271	319
Immobilisations corporelles	5	1 340	1 090
Immobilisations financières	6	492	484
Titres mis en équivalence	7	214	221
Total Actif Immobilisé		9 144	8 642
Stocks et en-cours		270	336
Clients et comptes rattachés	8	19 666	15 018
Autres créances et comptes de régularisation	9	5 396	4 924
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	10	7 741	5 316
Total Actif Circulant		33 073	25 594
Total Actif		42 218	34 236

PASSIF

(en milliers d'euros)		2006	2005
Capital		1 000	1 000
Réserves consolidées		2 326	2 434
Réserves de conversion groupe		35	50
Résultat de l'exercice		2 307	414
Total Capitaux Propres, part du groupe	11	5 668	3 898
Intérêts minoritaires	12	1 175	751
Total capitaux propres		6 843	4 649
Emprunts obligataires convertibles en actions	13	3 845	3 845
Provisions pour risques et charges	14	644	832
Emprunts et dettes financières	15	4 449	5 021
Fournisseurs et comptes rattachés	16	12 415	9 810
Autres dettes et comptes de régularisation	17	14 023	10 080
Total dettes		30 887	24 911
Total Passif		42 218	34 236

20.1.1.3. Tableaux de flux de trésorerie au 31 décembre 2006

(en milliers d'euros)	2006	2005
Résultat net total des sociétés consolidées	2 636	363
Elimination des amortissements et provisions	1 434	1 148
Elimination de la variation des impôts différés	-278	-211
Elimination des plus ou moins values de cession	-174	34
Elimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence	8	0
Total marge brute d'autofinancement	3 626	1 334
Dividendes reçus des mises en équivalence	-11	-24
Variation du BFR lié à l'activité	2 012	-445
Flux net généré par (affecté à) l'activité	5 627	865
Acquisition d'immobilisations	-2 052	-821
Cession d'immobilisations	82	22
Incidence des variations de périmètre	-216	-2 371
Variation nette des placements court terme	23	-
Total flux net provenant des (affecté aux) investissements	-2 163	-3 170
Dividendes versés par la société mère	-432	-259
Emissions d'emprunts	1 039	4 356
Remboursements d'emprunts	-1 590	-714
Total flux net provenant du (affecté au) financement	-983	3 383
Incidence de la variation des taux de change	-1	6
Variation de trésorerie	2 480	1 084
Trésorerie d'ouverture (nette des découverts bancaires)	5 247	4 164
Trésorerie de clôture (nette des découverts bancaires)	7 727	5 248
<i>Découverts bancaires à la clôture</i>	14	68

20.1.1.4. Tableaux de variation des capitaux propres (milliers d'euros)

	Capital	Réserves consolidées	Réserves de conversion groupe	Résultat de l'exercice	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2005	1 000	1 778	47	1 290	4 115	-	4 115
Affectation du résultat de l'exercice 2004	-	1 290	-	-1 290	0	-	-
Dividendes versés	-	-259	-	-	-259	-	-259
Changement de méthodes comptables	-	-375	-	-	-375	-	-375
Incidence des écarts de conversion	-	0	3	-	3	-	3
Résultat de l'exercice 2005	-	-	-	414	414	-51	363
Acquisition de filiales	-	-	-	-	-	802	802
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	-
Situation au 31 décembre 2005	1 000	2 434	50	414	3 898	751	4 649
Affectation du résultat de l'exercice 2005	-	414	-	-414	0	0	0
Dividendes versés	-	-535	-	-	-535	0	-535
Incidence des écarts de conversion	-	-	-15	-	-15	0	-15
Résultat de l'exercice 2006	-	-	-	2 307	2 307	329	2 636
Acquisition de filiales	-	-	-	-	-	95	95
Autres mouvements	0	13	0	0	13	0	13
Situation au 31 décembre 2006	1 000	2 326	35	2 307	5 668	1 175	6 843

20.1.2. Annexe aux comptes consolidés clos le 31 décembre 2006

1. Principes comptables

La société Demos est une entreprise française, sise au 20, rue de l'arcade 75008 Paris (France). Les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2006 comprennent la Société, ses filiales et ses participations (l'ensemble désigné comme « le Groupe »). Le groupe a pour seule activité la formation professionnelle en France et à l'étranger. Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration le 27 mars 2007 et seront soumis à l'Assemblée Générale Mixte du 18 avril 2007.

1.1. Référentiel comptable

Les comptes consolidés 2006 du Groupe Demos sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en France, notamment au règlement 99-02 du Comité de la réglementation comptable (CRC).

Les comptes consolidés 2006 ont été arrêtés en appliquant les mêmes règles qu'en 2005. L'application pour la première fois au 1er janvier 2005 des règlements CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs et CRC 2002-10 et 2005-07 sur les amortissements et les dépréciations a conduit le groupe à retraiter les charges à répartir enregistrées au 31 décembre 2004 et correspondant aux coûts de réalisation et d'expédition des livrets et catalogues généraux 2005 envoyés en 2004 en contrepartie des capitaux propres au 1^{er} janvier 2005 pour un montant de 375 milliers d'euros, net d'impôt.

En outre, à partir du 1^{er} janvier 2005, les coûts liés aux acquisitions d'immobilisations ont été incorporés à la valeur des actifs immobilisés pour un montant total de 187 000 euros. L'équivalent au titre des exercices précédents ne représente pas des montants significatifs.

Le groupe DEMOS retient, pour l'établissement des comptes consolidés, les méthodes considérées comme préférentielles par le texte du règlement CRC 99-02, à savoir le provisionnement des coûts de prestations de retraite, le retraitement des contrats de location financement et l'enregistrement des écarts de conversion actifs et passifs en résultat au cours de la période à laquelle ils se rapportent.

1.2. Bases de préparation des comptes consolidés

Les comptes sont présentés en milliers d'euros. Ils sont préparés sur la base du principe du coût historique.

La préparation des états financiers nécessite de la part de la direction d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- les durées d'amortissements des immobilisations,
- l'évaluation des engagements sociaux à prestations définies,
- les évaluations retenues pour les tests de pertes de valeur,
- l'enregistrement des actifs d'impôt différé,
- les dépréciations des créances clients.

La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Parmi les méthodes comptables dont l'application a nécessité une analyse, il convient de citer la comptabilisation des coûts des catalogues (voir note 1.7).

1.3. Méthodes de consolidation

Les filiales dans lesquelles la société mère exerce un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Les participations dans lesquelles la société mère dispose d'une influence notable ou d'un contrôle conjoint sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La liste des sociétés consolidées est donnée en note 2.

Les sociétés incluses dans le périmètre ont un exercice de 12 mois clos le 31 décembre 2006, à l'exception de l'IFC qui a un exercice sur 15 mois.

Les créances et les dettes, les dividendes, les produits et les charges résultant des transactions intragroupes sont éliminés lors de la préparation des comptes consolidés. Les pertes intragroupes sont éliminées de la même façon que les profits intra-groupe. Toutefois, elles peuvent constituer un indice de dépréciation d'un actif susceptible d'avoir à être comptabilisée.

1.4. Méthodes de conversion des éléments en devises

Les transactions en monnaies étrangères sont enregistrées dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de l'opération. A la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux en vigueur à la date de clôture. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en produits ou en charges.

Les actifs et passifs des filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis aux taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Un taux de change moyen est utilisé pour convertir le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie. Les écarts de change résultant des conversions sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres à la rubrique « réserve de conversion ».

1.5. Ecarts d'acquisition et fonds de commerce

Lors de la première consolidation d'une entité dont le groupe acquiert le contrôle, les actifs et les passifs de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. A cette date, l'écart d'acquisition correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêt de DEMOS dans la juste valeur des actifs et des passifs.

Les écarts d'acquisition, sont amortis linéairement, depuis la date d'acquisition, sur une durée de 10 ans. Compte tenu de leurs places importantes sur leurs marchés nationaux, les écarts d'acquisition des sociétés Global Estrategias Espagne et Global Estrategias Portugal acquises en Décembre 2005, ont été amortis sur 20 ans à compter du 1^{er} janvier 2006.

Jusqu'au 31 Décembre 2004, les fonds de commerce étaient amortis sur 10 ans. En application des nouvelles dispositions réglementaires sur les amortissements, les fonds commerciaux ont cessé d'être amortis à compter du 1er janvier 2005, ayant une durée d'utilisation non définie.

Les écarts d'acquisition sont affectés à des unités génératrices de trésorerie ou regroupements d'unités génératrices de trésorerie et font l'objet de tests de dépréciation dans les conditions indiquées en note 1.9, qui peuvent engendrer l'enregistrement de pertes de valeur portées en déduction de la valeur nette des écarts.

1.6. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent notamment des logiciels administratifs ou à vocation pédagogique, le coût de différents sites internet du Groupe Demos, des fichiers acquis utilisés dans le cadre des opérations de marketing direct, certains noms de domaines acquis et des marques. Elles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie définie font l'objet d'un amortissement comptabilisé en charge selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- logiciels administratifs ou à vocation pédagogique: 1 – 5 ans
- sites internet : 2 ans
- fichiers marketing : 1 an

Le Groupe a inscrit en immobilisations incorporelles les coûts encourus à partir du 1er janvier 2006 à l'occasion de la refonte de ses systèmes d'information internes et de certains sites internet, conformément à l'article 331-3 du plan comptable général.

1.7. Dépenses commerciales et publicitaires

Les coûts de réalisation et d'expédition des catalogues généraux et des livrets spécifiques sont constatés en charge à la date de leur expédition aux clients et prospects.

Les dépenses d'insertion publicitaire et de participation à des salons sont comptabilisées en charge à la date de parution ou de tenue du salon.

1.8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Ce coût n'inclut pas le coût de financement supporté avant leur mise en service.

Les amortissements sont comptabilisés en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations corporelles.

En présence d'éléments ayant des durées d'utilisation plus courtes que celle de l'immobilisation à laquelle ils se rattachent, ces éléments sont amortis sur leur durée d'utilisation propre. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes par nature d'immobilisations (durée depuis l'acquisition à neuf des actifs sauf indication contraire) :

Installations techniques	10 ans
Agencements	10 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	5 ans
Autres immobilisations corporelles	3-5 ans

Les contrats de location ayant pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont comptabilisés en tant que financement. Les biens financés par location financement sont comptabilisés à l'actif pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location à la date de commencement du contrat. Ils sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité. En contrepartie, la dette correspondante est inscrite au passif du bilan.

1.9. Dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations

Les écarts d'acquisition, les immobilisations corporelles et incorporelles sont soumis à un test de dépréciation chaque fois qu'il existe un indice quelconque montrant qu'une diminution de valeur a pu se produire.

La perte de valeur est la différence entre la valeur nette comptable et la valeur actuelle de l'actif, celle-ci étant sa valeur d'utilité ou sa valeur de vente, sous déduction des coûts de cession, si cette dernière est supérieure à la valeur d'utilité.

La valeur actuelle est déterminée pour chaque élément pris individuellement, à moins qu'il ne soit pas à l'origine de flux de trésorerie suffisamment autonomes par rapport à ceux procurés par les autres immobilisations. Dans cette hypothèse, la valeur comptable de l'élément est comprise dans celle de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient, une unité génératrice de trésorerie correspondant au plus petit regroupement d'actifs engendrant des flux de trésorerie autonomes. Le test de dépréciation est effectué à l'échelon de cette unité. Les unités génératrices de trésorerie identifiées par le groupe correspondent à ses activités opérationnelles de formation

Les dépréciations peuvent être reprises ultérieurement, si la valeur actuelle redevient supérieure à la valeur nette comptable, dans la limite de la perte de valeur initialement comptabilisée.

1.10. Participation dans les sociétés mises en équivalence

Les participations consolidées selon la méthode de la mise en équivalence sont enregistrées initialement pour un montant correspondant à la part acquise dans l'actif net ré estimé de la participation acquise. L'écart d'acquisition, déterminé comme indiqué dans la note 1.5, est porté au compte d'écart d'acquisition. Ultérieurement la valeur comptable de ces participations est ajustée pour prendre en compte la part revenant au groupe dans les résultats réalisés après l'acquisition.

S'il existe un indice de perte de valeur, la valeur recouvrable de ces participations est testée selon les modalités prévues à la note 1.9.

1.11. Immobilisations financières

Elles comprennent les titres non consolidés qui représentent généralement des parts minoritaires de sociétés non cotées et sont comptabilisés au bilan à leur coût, éventuellement dépréciés.

Elles comprennent également des créances rattachées à des participations non consolidées ainsi que des dépôts de garantie immobiliers.

1.12. Stocks

Les stocks comprennent des marchandises (ouvrages pédagogiques...) liées à l'activité de formation. Ils sont évalués au plus faible de leur coût ou de leur valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure au coût. Le coût des marchandises correspond à leur coût d'acquisition et aux coûts encourus pour les amener à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

1.13. Clients et autres créances d'exploitation

Les créances commerciales sont enregistrées à leur initiation à leur valeur nominale.

En cas de risque de non recouvrement, des dépréciations sont constatées au cas par cas sur la base des flux d'encaissement probables.

1.14. Valeurs mobilières de placement et trésorerie

Les valeurs mobilières de placement sont constituées par des parts d'OPCVM. Elles sont évaluées au bilan au coût d'acquisition où à la valeur liquidative si celle-ci est inférieure.

Les découverts bancaires sont présentés en dettes financières. Toutefois, étant remboursables sans préavis et faisant partie de la gestion de trésorerie du Groupe, les découverts bancaires sont déduits de la trésorerie pour déterminer la trésorerie sur le tableau des flux de trésorerie.

1.15. Provisions

Les provisions au passif du bilan représentent des dettes dont le montant ou l'échéance est incertain. Elles sont comptabilisées en présence d'une obligation supportée par le groupe, ayant pour origine une réglementation, une loi ou des clauses contractuelles antérieures à la clôture de l'exercice et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Elles sont évaluées pour le montant estimé du décaissement.

1.16. Avantages postérieurs à l'emploi consentis aux salariés et autres avantages à long terme

Types de régimes

Régimes à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse, pour certaines catégories de salariés, des cotisations définies à une société d'assurance. Les cotisations sont versées en contreparties des services rendus par les salariés au titre de l'exercice. Elles sont comptabilisées en charge lorsqu'elles sont encourues. Les régimes à cotisations définies ne générant pas d'engagement futur pour le Groupe, ne donnent pas lieu à la constitution de provisions.

Il est rappelé que les retraites des salariés du groupe sont versées par des organismes nationaux de retraite fonctionnant par répartition. Le Groupe estimant n'avoir aucune obligation au delà de celle d'avoir à verser les cotisations à ces organismes, celles-ci sont enregistrées en charge de périodes au titre desquelles elles sont appelées.

Régimes à prestations définies

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies consentis aux salariés du groupe sont constitués par des indemnités de fin de carrière versées à la date du départ à la retraite. S'agissant d'un régime à prestations définies, la dette du Groupe est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées. L'estimation prend notamment en compte la probabilité de maintien du personnel dans le Groupe jusqu'au départ en retraite, l'évolution future de la rémunération et un taux d'actualisation reflétant le taux de rendement à la date du bilan des obligations émises par des émetteurs privés de premier rang. Les écarts actuariels qui en découlent sont enregistrés au compte de résultat lorsqu'ils sont encourus.

1.17. Paiements fondés sur des actions

Le Groupe a mis en place un plan de souscription d'actions au profit de certains salariés ou dirigeants, l'objectif de ces plans étant de créer une incitation supplémentaire à l'amélioration des performances du groupe. L'attribution d'options de souscription d'actions représente un avantage offert à ces salariés, et constitue donc à ce titre un complément de rémunération.

Selon les règles comptables en vigueur en France, cet avantage n'est pas valorisé. Lors de l'exercice des options de souscription, la société enregistre une augmentation de capital. Il n'en résulte aucune charge comptable.

1.18. Dettes financières

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés au passif pour leur valeur de remboursement. Les frais d'émission éventuels sont enregistrés à l'actif et amortis sur la durée de l'emprunt.

L'emprunt convertible en action est comptabilisé pour la valeur de remboursement des obligations. Les charges d'intérêts correspondent aux intérêts courus sur la base du taux facial des obligations. Le Groupe estimant que les obligations seront converties en actions avant leur échéance, la prime de non-conversion n'est pas provisionnée.

1.19. Fournisseurs

Les dettes fournisseurs sont enregistrées à leur valeur nominale.

1.20. Reconnaissance du revenu

Le chiffre d'affaires du Groupe est principalement constitué de prestations de formation enregistrées lorsque les sessions de formation sont réalisées.

Lorsqu'un contrat correspondant à une commande spécifique de formation intraentreprise s'échelonne sur au moins deux exercices, les revenus sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement, déterminé soit en pourcentage des coûts encourus (incluant les coûts directs et indirects liés à l'exécution des contrats) par rapport aux coûts totaux estimés à terminaison, soit selon les étapes techniques définies au contrat (notamment pour l'activité e-learning). Pour ces contrats, les pertes à terminaison probables sont provisionnées.

Les paiements partiels reçus dans le cadre de contrats de prestations s'étalant sur plusieurs exercices, avant que les prestations de formation correspondantes n'aient été exécutées, sont comptabilisés en produits constatés d'avance.

Les ventes de marchandises ou de produits finis, correspondant notamment à la vente d'ouvrages pédagogiques ou de modules indépendants de formation sur support informatique, sont enregistrées en chiffre d'affaires lors de la livraison des produits aux clients.

Les produits des activités annexes, correspondant essentiellement à des refacturations de coûts liés aux prestations de services rendus, tels les frais de déplacement ou les repas, sont reconnus au même rythme que les prestations correspondantes.

Le chiffre d'affaires est indiqué après déduction des escomptes, rabais ou ristournes qui peuvent être accordés aux clients.

1.21. Paiements au titre des contrats de location

Les contrats de location pour lesquels une partie significative des risques et avantages inhérents à la propriété sont effectivement conservés par le bailleur sont qualifiés de contrat de location simple. Les paiements effectués au titre des contrats de cette nature sont comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat.

Les paiements minimaux au titre d'un contrat de location-financement sont ventilés entre charges financières et amortissements de la dette. La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant par rapport à la dette restant dû.

1.22. Produits et charges financiers

Les charges et produits financiers comprennent :

- Les charges d'intérêts sur emprunts ;
- Les charges d'intérêts comprises dans les paiements effectués au titre des contrats de location-financement ; et
- Les produits d'intérêts générés par les placements de trésorerie.

Ils incluent également les effets de la désactualisation des provisions pour retraites et engagements assimilés, les profits et pertes de change, les produits provenant des dividendes de sociétés non consolidées, le cas échéant.

1.23. Impôt sur les résultats

L'impôt sur les résultats (charge ou produit) comprend la charge (le produit) d'impôt à payer au titre de chaque exercice et la charge (le produit) d'impôt différé. L'impôt sur les résultats est comptabilisé en résultat. Toutefois, s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres, il est comptabilisé en capitaux propres.

Les impôts différés sont comptabilisés pour les différences temporaires existant à la date de clôture entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et des passifs du bilan consolidé.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que DEMOS disposera de bénéfices futurs imposables grâce auxquels ces actifs pourront être récupérés. Les perspectives de récupération des impôts différés actifs sont revues périodiquement et peuvent, le cas échéant, conduire à ne plus reconnaître des impôts différés actifs antérieurement constatés ou à comptabiliser au bilan des actifs d'impôt non précédemment constatés.

Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- part des charges non récurrentes ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées ;
- historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués au taux d'impôt adopté ou quasi adopté à la clôture.

Les impôts différés sont présentés en position nette par entité fiscale, à l'actif et au passif du bilan consolidé. Les impôts différés actifs et passifs sont compensés dans la mesure où ils concernent des impôts relevant d'une même entité fiscale.

1.24. Résultat par action

Le résultat net par action (avant dilution) est calculé en faisant le rapport entre le résultat net de l'exercice et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net dilué par action est calculé en retenant les instruments financiers donnant un accès différé au capital du Groupe (options de conversion ou de souscription d'actions). Pour les instruments financiers dont le taux de conversion est fonction de variables qui ne sont pas connues à la clôture d'un exercice, l'hypothèse de conversion la plus dilutive a été retenue.

1.25. Présentation des états financiers

Les charges au compte de résultat sont présentées selon leur nature.

Dans le tableau de flux de trésorerie, le flux net de trésorerie provenant des activités opérationnelles est obtenu suivant la méthode indirecte, selon laquelle ce flux net est déterminé à partir du résultat net corrigé des opérations non monétaires, des éléments associés aux flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement et de financement et de la variation du besoin en fonds de roulement.

1.26. Information sectorielle

Un secteur est une composante distincte du groupe qui est engagée soit dans la fourniture de produits ou services liés (secteur d'activité), soit dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier (secteur géographique).

L'activité du Groupe DEMOS est constituée de prestations de formation professionnelle à destination des particuliers et des entreprises. Ces prestations sont réalisées pour l'essentiel en France ainsi que dans des pays européens (Espagne, Portugal, Royaume-Uni, Allemagne et Pologne notamment).

Le premier et le seul niveau d'information sectorielle du Groupe est le secteur géographique. L'organisation actuelle du groupe distingue le secteur France d'une part et le secteur international d'autre part.

Les prix de transfert entre les secteurs géographiques sont les prix de marché, c'est-à-dire ceux qui auraient été fixés dans des conditions de concurrence normale comme pour une transaction avec des tiers.

2. Périmètre de consolidation

Mouvements de périmètre intervenus sur les exercices 2006 et 2005

Les principales variations relatives au périmètre de consolidation du Groupe Demos au cours des années 2005 et 2006 sont les suivantes :

- la société EWA, filiale allemande du Groupe acquise le 22 décembre 2004 et détenue à 100% par Demos SA depuis cette date a été consolidée pour la première fois en 2005 selon la méthode de l'intégration globale. En effet, compte tenu de son caractère non significatif, le bilan de cette structure n'a pas été consolidé au 31 décembre 2004.
- Demos Polska, filiale à 100% de Demos SA créée fin 2004, a été consolidée à compter du 1^{er} janvier 2005 selon la méthode de l'intégration globale.
- la société FORMADEMOS Maroc, détenue à 100% par Demos SA, qui a été réactivée début 2005, a été consolidée pour la première fois en 2005 selon la méthode de l'intégration globale.
- la joint venture Shanghai Ying Gang Demos Training & Consulting Co., Ltd. dont Demos SA détient 30% au 31 décembre 2005 a été mise en équivalence pour la première fois au cours de l'exercice 2005. Cette société créée en 2003 n'avait précédemment pas été incluse dans le périmètre de consolidation compte tenu de son caractère non significatif.
- le 2 août 2005, un protocole d'investissement a été signé avec les actionnaires majoritaires du groupe Revue d'Etudes, dont les termes prévoyaient que Demos prendrait son contrôle via une augmentation de capital lui étant réservée. Ainsi, alors que, conformément à ce protocole, Demos a repris le contrôle opérationnel de cette structure le 22 septembre 2005, l'augmentation de capital d'un montant de 250 000 € a été réalisée le 20 décembre 2005, portant la participation de Demos de 36% à 51%. Les comptes du sous-groupe Revue d'Etudes sont consolidés en intégration globale depuis le 1^{er} octobre 2005, alors qu'ils étaient mis en équivalence jusqu'à cette date.
- le 13 décembre 2005, Demos a acquis 100% des parts des trois sociétés constituant le sous-groupe E-Learning Agency : E-Learning Agency SAS, LG2P SAS et Netstep SAS. Ainsi, les comptes financiers des ces trois sociétés ont été consolidés en intégration globale à compter du 31 décembre 2005. Sur l'exercice 2005, cette intégration globale n'a pas d'impact sur le compte de résultat consolidé mais uniquement sur le bilan consolidé de l'exercice.
- les comptes financiers du sous-groupe Global Estrategias (Global Estrategias Espagne et Cursos Express d'une part et Global Estrategias Portugal d'autre part), dont Demos a acquis 51% des parts le 16 décembre 2005, ont été consolidés en intégration globale à compter du 31 décembre 2005. Sur l'exercice 2005, cette intégration globale n'a pas d'impact sur le compte de résultat consolidé mais uniquement sur le bilan consolidé de l'exercice.
- le 31 mars 2005, les sociétés Format Finance et Methodis ont été absorbées par Demos avec effet rétroactif au 1er janvier 2005. Du fait de leur absorption par Demos, ces sociétés sont sorties du périmètre de consolidation au 1er janvier 2005.
- le 30 juin 2006, Demos a pris le contrôle de l'Institut de Formation Calédonien (IFC), avec un taux de détention porté à 57,7%, alors que Demos n'en détenait que 39% jusqu'à cette date. De ce fait, les comptes de l'IFC ont été consolidés en intégration globale sur le second semestre de l'exercice 2006 alors qu'ils étaient mis en équivalence auparavant.

- en octobre 2006, Demos a porté sa participation dans l'Institut Demos, créé en avril 2005, de 69% à 95% suite à une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription. La méthode de consolidation (intégration globale) n'a cependant pas changé entre 2005 et 2006.
- la société France Action Locale, dont Demos a pris le contrôle en novembre 2005 avec un taux de participation porté à 51%, a été consolidée en intégration globale à compter du 1^{er} janvier 2006. En effet, en raison de la taille de cette structure, il a été décidé de ne pas consolider ses comptes financiers au 31 décembre 2005, dans la mesure où l'impact n'était pas significatif sur le bilan du Groupe Demos au 31 décembre 2005.
- Demos a souscrit au capital de la société Oasys lors de sa création en avril 2006, à hauteur de 33%. Oasys propose une offre d'outplacement pour cadres complémentaire aux activités du Groupe Demos dans la mesure où elle fonde son offre produit essentiellement sur le concept de la transition apprenante. Cette société a été mise en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe en 2006.
- en juillet 2006, Demos s'est associé au Groupe Australien BSIL afin de créer une structure de formation à Sydney. BSIL Demos est détenu à 26% par Demos SA et à 25% par l'IFC. Compte tenu du caractère non significatif des opérations réalisées en 2006, cette société n'a pas été consolidée au 31 décembre 2006.
- le GIE AFCEPF est sorti du périmètre de consolidation du Groupe à compter du 1^{er} janvier 2006, suite au désengagement de Demos qui avait alors cessé d'en assurer le contrôle.

Le périmètre de consolidation retenu pour l'exercice 2005 est le suivant :

Raison Sociale	% d'intérêt	Méthode de consolidation
AFCEPF	100,00	intégration globale
AFRAMP	100,00	intégration globale
CSE	100,00	intégration globale
DEMOS Benelux	100,00	intégration globale
DEMOS Langues	99,90	intégration globale
ECA	100,00	intégration globale
E-Learning Agency	100,00	intégration globale
LG2P	100,00	intégration globale
NETSTEP	100,00	intégration globale
Demos EWA (Allemagne)	100,00	intégration globale
FORMADEMOS Maroc	99,94	intégration globale
Global Estrategias Espagne	51,00	intégration globale
Cursos express	51,00	intégration globale
Global Estrategias Portugal	51,00	intégration globale
Les Editions DEMOS	100,00	intégration globale
SEPEPP	51,00	intégration globale
Presse Revue d'Etudes	48,45	intégration globale
Société d'Etudes et de formation	50,49	intégration globale
Editions Revue d'Etudes	48,45	intégration globale
INSTITUT DEMOS	69,00	intégration globale
DEMOS POLSKA	100,00	intégration globale
WDB SNC	34,00	mise en équivalence
IFC Demos	38,89	mise en équivalence
France Action Locale	51,00	mise en équivalence
SHANGAI YING GANG	30,00	mise en équivalence

Le périmètre de consolidation retenu pour l'exercice 2006 est le suivant :

Raison Sociale	% d'intérêt	Méthode de consolidation
AFCEPF*		sortie au 01 janvier
AFRAMP	100,00	intégration globale
CSE	100,00	intégration globale
DEMOS Benelux	100,00	intégration globale
DEMOS Langues	99,90	intégration globale
ECA	100,00	intégration globale
E-Learning Agency	100,00	intégration globale
LG2P	100,00	intégration globale
NETSTEP	100,00	intégration globale
Demos EWA (Allemagne)	100,00	intégration globale
FORMADEMOS Maroc	99,94	intégration globale
Global Estrategias Espagne	51,00	intégration globale
Cursos express	51,00	intégration globale
Global Estrategias Portugal	51,00	intégration globale
Les Editions DEMOS	100,00	intégration globale
SEPEPP	51,00	intégration globale
Presse Revue d'Etudes	48,45	intégration globale
Société d'Etudes et de formation	50,49	intégration globale
Editions Revue d'Etudes	48,45	intégration globale
INSTITUT DEMOS*	95,23	intégration globale
DEMOS POLSKA	100,00	intégration globale
WDB SNC	34,00	mise en équivalence
IFC Demos*	57,69	intégration globale au 1 ^{er} juillet
France Action Locale*	51,00	intégration globale au 1 ^{er} janvier
SHANGAI YING GANG	30,00	mise en équivalence
OASYS SAS*	33,33	mise en équivalence

* Modification du périmètre 2006

3. Notes relatives au bilan consolidé

Toutes les données présentées ci-après sont en milliers d'euros, sauf indications contraires.

Note 3 : Ecarts d'acquisition

Détail des écarts d'acquisitions par Unité Génératrice de Trésorerie et par Structure juridique acquise ou créée :

Unité Génératrice	Structure juridique	31.12.2005	Augm.	Dimin.	31.12.2006	Amort.	Valeur nette	Valeur nette
de trésorerie		(valeurs brutes)	2006	2006	(valeurs brutes)	(au 31.12.2006)	(au 31.12.2006)	(au 31/12/2005)
Formation demandeurs d'emploi	AFCEPF	126		-126	0	0	0	39
Formation demandeurs d'emploi	AFRAMP	7			7	-7	0	0
Formation générales France	Demos	3 278			3 278	-1 949	1 329	1 632
Formation linguistiques	Demoss Langues	190			190	-190	0	0
Prestations de conseil	ECA	214			214	-214	0	15
Formation Nouvelle Calédonie	IFC	3	13	-3	13	-1	12	1
Formation Royaume-Unis	CSE	1 118			1 118	-800	318	430
Département formation banques	Format Finance	304			304	-92	212	242
Département formation banques	Metodis	408			408	-102	306	347
Formation Espagne et Portugal	Global Estrategias	2 444	19		2 463	-123	2 340	2 444
Formation Allemagne	EWA	200	20		220	-42	178	180
Département E-Learning	E learning Agency	137	19		156	-16	140	137
Département E-Learning	Netstep	15	18		33	-3	30	15
Département E-Learning	LG2P	554	19		573	-57	516	554
Formation Maroc	FormaDemos Maroc	37			37	-7	30	34
Préparations aux examens	Revue d'Etudes	447			447	-52	395	440
Institut Demos	Institut Demos		23		23	-1	22	0
	Total	9 482	131	-129	9 484	-3 656	5 827	6 510

Les variations des amortissements de l'exercice 2006 sont les suivantes :

Unité Génératrice de trésorerie	Structure juridique	Amort. (au 31/12/2005)	Augm. 2006	Dimin. 2006	Amort. (au 31/12/2006)
Formation demandeurs d'emploi	AFCEPF	-87	0	87	0
Formation demandeurs d'emploi	AFRAMP	-7	0		-7
Formation générales France	Demos	-1 646	-303		-1 949
Formation linguistiques	Demos Langues	-190	0		-190
Prestations de conseil	ECA	-199	-15		-214
Formation Nouvelle Calédonie	IFC	-2	-1	2	-1
Formation Royaume-Unis	CSE	-688	-112		-800
Département formation banques	Format Finance	-62	-30		-92
Département formation banques	Methodis	-61	-41		-102
Formation Espagne et Portugal	Global Estrategias	0	-123		-123
Formation Allemagne	EWA	-20	-22		-42
Département E-Learning	E learning Agency	0	-16		-16
Département E-Learning	Netstep	0	-3		-3
Département E-Learning	LG2P	0	-57		-57
Formation Maroc	FormaDemos Maroc	-3	-4		-7
Préparations aux examens	Revue d'Etudes	-7	-45		-52
Institut Demos	Institut Demos	0	-1		-1
Total		-2 972	-774	89	-3 656

Note 4 : Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes 2005	Ouverture	Variation de périmètre	Ecart de conversion	Augment.	Diminutions	Clôture
Logiciels	444	-	-	67	(37)	474
Fonds commercial	0	-	-	35	-	35
Immobilisations en cours	84	-	-	75	(17)	142
Autres Immobilisations incorporelles et logiciels développés en interne	153	75	-	85	-	313
Total	681	75	-	262	(54)	964

Amortissements 2005	Ouverture	Variation de périmètre	Ecart de conversion	Augment	Diminutions	Clôture
Logiciels	(334)	-	-	(107)	35	(406)
Fonds commercial	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-
Autres Immobilisations incorporelles et logiciels développés en interne	(125)	(67)	-	(47)	-	(239)
Total	(459)	(67)	-	(154)	35	(645)

Valeurs nettes à la clôture 2005	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Logiciels	474	(406)	68
Fonds commercial	35	-	35
Immobilisations en cours	142	-	142
Autres Immobilisations incorporelles et logiciels développés en interne	313	(239)	74
Total	964	(645)	319

Immobilisations incorporelles (suite)

Valeurs brutes 2006		Variation de périmètre	Ecart de conversion			
	Ouverture			Augment.	Diminutions	Clôture
Logiciels	474	(20)	-	327	(28)	753
Fonds commercial	35	-	-	12	-	47
Immobilisations en cours	142	-	-	177	-	319
Autres Immobilisations incorporelles et logiciels développés en interne	313	1	-	720	-	1 034
Total	964	(19)	-	1 236	(28)	2 153

Amortissements 2006		Variation de périmètre	Ecart de conversion			
	Ouverture			Augment	Diminutions	Clôture
Logiciels	(406)	15	-	(125)	28	(488)
Fonds commercial	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-
Autres Immobilisations incorporelles et logiciels développés en interne	(239)	-	-	(155)	-	(394)
Total	(645)	15	-	(280)	28	(882)

Valeurs nettes à la clôture 2006	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Logiciels	753	(488)	265
Fonds commercial	47	-	47
Immobilisations en cours	319	-	319
Autres Immobilisations incorporelles et logiciels développés en interne	1 034	(394)	640
Total	2 153	(882)	1 271

Note 5 : Immobilisations corporelles

Valeurs brutes 2005		Variation de périmètre	Ecart de conversion			
	Ouverture			Augment.	Diminutions	Clôture
Constructions	0	9	-	-	-	9
Installations techniques	447	435	5	18	-	905
Autres immobilisations corporelles	2 071	378	1	432	(321)	2 561
Total	2 518	822	6	450	(321)	3 475

Amortissements 2005		Variation de périmètre	Ecart de conversion			
	Ouverture			Dotations	Diminutions	Clôture
Constructions	0	-	-	(1)	-	(1)
Installations techniques	(415)	(364)	(5)	(17)	1	(800)
Autres immobilisations corporelles	(1 360)	(224)	-	(307)	307	(1 584)
Total	(1 775)	(588)	(5)	(325)	308	(2 385)

Valeurs nettes à la clôture 2005	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Constructions	9	(1)	8
Installations techniques	905	(800)	105
Autres immobilisations corporelles	2 561	(1 584)	977
Total	3 475	(2 385)	1 090

Immobilisations corporelles (suite)

Valeurs brutes 2006	Ouverture	Variation de périmètre	Ecart de conversion	Augment.	Diminutions	Clôture
Constructions	9	-	-	3	-	12
Installations techniques	905	(46)	4	38	(62)	839
Autres immobilisations corporelles	2 561	78	-	627	(377)	2 889
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	50	-	50
Total	3 475	32	4	718	(439)	3 790

Amortissements 2006	Ouverture	Variation de périmètre	Ecart de conversion	Dotations	Diminutions	Clôture
Constructions	(1)	-	-	(1)	-	(2)
Installations techniques	(800)	47	(4)	(31)	62	(726)
Autres immobilisations corporelles	(1 584)	(6)	-	(495)	363	(1 722)
Total	(2 385)	41	(4)	(527)	425	(2 450)

Valeurs nettes à la clôture 2006	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Constructions	12	(2)	10
Installations techniques	839	(726)	113
Autres immobilisations corporelles	2 889	(1 722)	1 167
Immobilisations corporelles en cours	50	-	50
Total	3 790	(2 450)	1 340

Note 6 : Immobilisations financières

Variations 2005	Ouverture	Variation de périmètre	Ecart de conversion	Augment.	Diminutions	Clôture
Titres de participation non consolidés	382	-	-	10	(374)	18
Prêts, dépôts et cautionnements	387	36	1	69	(23)	470
Autres créances rattachées à des participations	3	-	-	-	(3)	0
Total	772	36	1	79	(400)	488

Variations 2006	Ouverture	Variation de périmètre	Ecart de conversion	Augment.	Diminutions	Clôture
Titres de participation non consolidés	18	-	-	18	(7)	29
Prêts, dépôts et cautionnements	470	(19)	1	63	(63)	452
Autres créances rattachées à des participations	0	-	-	15	-	15
Total	488	(19)	1	96	(70)	496

Dépréciations 2006	Ouverture	Variation de périmètre	Ecart de conversion	Dotations	Diminutions	Clôture
Titres de participation non consolidés	(4)	-	-	-	-	(4)

En 2006, les titres de la société Rise international détenus par Demos ont été cédés. Par ailleurs, Demos et sa filiale IFC détiennent respectivement 26% et 25% de la société australienne BSIL Demos, créée en juillet 2006. Cette société n'a pas été consolidée compte tenu de sa taille non significative au 31 décembre 2006.

	Valeur Nette 2006	détention	capitaux propres	résultat
Fidélise	10	3,3%	378	23
BSIL Demos	15	51%	6	-44
Total	25			

Note 7 : Participations dans les entreprises mises en équivalence

La ventilation des titres mis en équivalence est la suivante :

	31.12.2006	31.12.2005
WDB	40	39
JV Shangai YING GANG	122	135
IFC*	-	31
France action Locale*	-	16
OASYS	52	-
Total net	214	221

*consolidées en intégration globale au 31 décembre 2006

Le tableau ci-dessous présente des données clés des états financiers des sociétés mises en équivalence :

2005	Institut de Formation Calédonien	JV SHANGAI YING GANG	France Action Locale	WDB
Total des actifs	296	600	110	502
Total des passifs	216	174	65	555
Capitaux propres	80	426	45	(53)
Chiffres d'affaires	796	416	202	81
Résultat net	3	41	12	(93)

En 2006, suite à la prise de contrôle par Demos, les sociétés IFC et France Action Locale ont été consolidés en intégration globale.

2006	JV SHANGAI YING GANG	WDB	OASYS
Total des actifs	517	497	192
Total des passifs	99	546	37
Capitaux propres	418	(49)	155
Chiffres d'affaires	353	77	0
Résultat net	56	(89)	(32)

Note 8 : Clients et comptes rattachés

	31.12.2006	31.12.2005
Valeurs brutes	21 039	16 675
Dépréciation	(1 373)	(1 657)
Valeurs nettes	19 666	15 018

Note 9 : Autres créances et comptes de régularisation

	31.12.2006	31.12.2005
Créances rattachées à des participations	679	355
Créances fiscales (hors impôts société)	1 757	2 125
Créances sur le personnel et org. sociaux	44	31
Impôts différés actifs	807	525
Avances et acomptes versés	45	67
Charges constatées d'avance	1 552	1 301
Actif d'impôts exigible	71	-
Autres créances	443	522
Total brut	5 398	4 926
Provisions	(2)	(2)
Total net	5 396	4 924

Le détail des impôts différés est le suivant :

	31.12.06	31.12.05
Actifs d'impôt différé		
Déficits reportables des filiales	205	179
Différences temporaires	560	384
Autres	42	(38)
Actifs d'impôt différé totaux	807	525

Note 10 : Valeurs mobilières de placement et trésorerie

	31.12.2006	31.12.2005
VMP et autres placements	275	345
Disponibilités	7 466	4 971
Total	7 741	5 316

Note 11 : Capitaux propres consolidés

Capital social

Le capital social se compose de 10 000 actions de 100 euros de valeur nominale, entièrement libérées. Ces actions se répartissent entre 9 412 actions ordinaires (ou de catégorie A) et 588 actions de catégorie B.

Actions de catégorie B

Aux termes des statuts, ces actions, détenues par des investisseurs financiers, bénéficient d'un privilège : les actions de catégorie B donneront droit à leurs titulaires à un dividende prioritaire, préciputaire et cumulatif, d'un montant unitaire de 129,58 euros, qui s'appliquera pour la première fois au titre de l'exercice social de la Société clos le 31 décembre 2005, ou, le cas échéant, du dernier exercice social clos précédant la date de conversion des obligations convertibles susvisées, dans l'hypothèse où les actions de la société ne seraient pas admises aux négociations sur un des marchés d'Euronext Paris au plus tard le 30 juin 2006, ou dans l'hypothèse où la liquidité des actions de catégorie B n'aurait pas été organisée à cette date au profit des Investisseurs Financiers.

Cependant, si les actions de la Société sont admises aux négociations sur un des marchés d'Euronext Paris au plus tard le 30 juin 2007, ceci entraînera de plein droit la suppression du droit des actions de catégorie B au dividende préciputaire prévu, cette suppression s'appliquant pour la première fois au titre de l'exercice social clos le 31 décembre 2006.

Si la société est cotée sur un des marchés d'Euronext Paris avant le 30 juin 2007, les actions de catégorie B seront assimilées aux actions ordinaires de la Société à la date à laquelle la condition suspensive suivante sera réalisée : remise au plus tard le 30 juin 2007 du certificat du dépositaire émis par l'établissement centralisateur de l'opération de placement au titre d'une augmentation de capital par appel public à l'épargne réalisée par Demos.

Dividendes

Le montant des dividendes ordinaires au titre de l'exercice 2006 soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires qui sera convoquée le 18 avril 2007 (non comptabilisés), ainsi que le montant par action s'analysent comme suit :

	2006
Dividende net global en milliers d'euros	259
Dividende net par action en euros	25.9

Réserves consolidées

Les autres réserves incluent les éléments de charges et produits directement affectés en capitaux propres conformément à des dispositions comptables spécifiques. Elles incluent notamment les écarts de conversion relatifs aux filiales étrangères.

Rémunération en actions

Le 22 octobre 2004, le conseil d'administration de Demos a attribué à certains dirigeants 272 options de souscription d'actions donnant droit chacune à un maximum d'une action, soit une augmentation de capital maximum en valeur nominale de 54 000 euros. Le prix d'exercice de l'option a été fixé à 1 545 euros par action.

Les options devront être levées au plus tôt après quatre ans et au plus tard après six ans après la date d'attribution. Les bénéficiaires des options devront être en fonction lors de l'exercice de ces options et ne pas être démissionnaires. Le plan est assorti d'une condition suspensive prévoyant que l'exercice des options est subordonné à l'introduction des actions Demos sur un marché réglementé. Si cette condition n'est pas remplie avant le 30 Juin 2009, le plan deviendrait caduc.

Le plan prévoit une progression du nombre d'option exerçable en fonction de la valeur de Demos à la date de son introduction en bourse :

- si la valeur est inférieure à 60 millions d'euros, le nombre d'actions exerçable est limité à 30% du nombre attribué ;
- si la valeur se situe entre 60 millions et 70 millions, le nombre d'options exerçables est porté à 50% ;
- si la valeur se situe entre 70 et 100 millions d'euros, la proportion d'options exerçables reflète la valeur de Demos à l'intérieur de cette fourchette ; par exemple si la valeur de Demos est de 80 millions d'euros, la proportion exerçable est de 80% ;
- au-delà d'une valeur de 100 millions d'euros, l'intégralité des options attribuées est exerçable.

Dans ces différentes hypothèses, les options non exerçables deviennent caduques.

A la clôture de l'exercice 2006, aucune option n'avait été exercée compte tenu du délai d'acquisition des droits prévus par le plan. Conformément aux règles comptables françaises, aucune charge n'a été constatée en 2005 et en 2006.

Note 12 : Intérêts minoritaires

Montant au 1^{er} janvier 2005	0
Variation sur les titres des filiales intégrées globalement	802
Part des minoritaires dans les résultats 2005	-51
Montant au 31 décembre 2005	751
Variation sur les titres des filiales intégrées globalement	95
Part des minoritaires dans les résultats 2006	329
Montant au 31 décembre 2006	1 175

La variation de périmètre s'analyse comme suit :

	2006	2005
Global Estrategias Espagne	-	550
Global Estrategias Portugal	-	92
SEPEPP	-	129
Institut Demos	23	31
France Action locale	12	-
IFC Demos	60	-
Total	95	802

Note 13 : Emprunt obligataire convertible en actions

Au 31 décembre 2005 et 2006, le solde des emprunts obligataires est égal à 3 845 milliers d'euros, y compris des intérêts courus non échus pour 26 milliers d'euros.

Le 8 octobre 2001, Demos a émis un emprunt convertible en actions portant intérêt au taux nominal de 3%.

Le contrat, modifié par avenant le 28 novembre 2006, prévoit que :

- si la société est cotée sur un marché réglementé ou une bourse de valeur, en France ou à l'étranger, ou si la société fait l'objet d'une cession de contrôle (au sens de l'article L. 233-3 du Code du commerce), les obligations seront converties en actions ordinaires de plein droit en totalité et en une seule fois, le taux de conversion applicable étant déterminé en fonction de la valorisation de la société retenue pour la transaction considérée.
- jusqu'au 30 juin 2007, les obligataires ne sont pas autorisés à convertir leurs obligations. Toutefois, la conversion pourra être exercée de manière anticipée, à l'initiative de chaque obligataire, si
 - Demos n'a pas, avant le 31 mars 2007 au plus tard, confié un mandat à un établissement spécialisé et adopté une démarche active dans le cadre d'un calendrier formel en vue d'une introduction en bourse au plus tard le 30 juin 2007, ou
 - en cas de non respect du pacte d'actionnaires par les fondateurs, auquel il ne serait pas remédié dans un délai de 30 jours à compter d'une mise en demeure de la part des obligataires, ou
 - si la société fait l'objet d'une cession de contrôle (au sens de l'article L.233-3 du Code du commerce),
- dans l'hypothèse où la société ne serait pas cotée sur un marché réglementé, chaque obligataire aura la faculté d'exercer, à compter du 1^{er} juillet 2007 et jusqu'au 30 juin 2008 inclus, en totalité ou en partie, et en une ou plusieurs fois, le droit de conversion attaché aux obligations dont il est titulaire, à raison d'une action B de Demos SA pour une obligation convertie. Le cas échéant, les actions souscrites par la conversion des obligations convertibles, seront des actions de catégorie B, auxquelles seront attachés les privilèges financiers tels que décrits en note 11.1 ci-avant.
- si les actions de la société ne sont pas introduites en bourse et si les obligataires n'ont pas exercé leur droit à conversion, les obligations peuvent faire l'objet d'un remboursement à la demande des obligataires, conformément au calendrier suivant :
 - à hauteur de 1 964 obligations, à compter du 30 juin 2007, soit 2 544 984 euros, de principal augmenté des intérêts échus et de la prime de non conversion correspondant à 7% l'an ;
 - le solde de 983 obligations, soit 1 273 788 euros, de principal augmenté des intérêts échus et de la prime de non conversion correspondant à 7% l'an, au 30 juin 2008.

Si cette option de remboursement n'est pas exercée, toutes les obligations existantes au 30 juin 2008 seront remboursées.

Note 14 : Provisions pour risques et charges

Variations 2005	Ouverture	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	Clôture
Provisions pour risques	249	174	(93)	(128)	202
Provisions pour retraites	239	105	(7)	-	337
Provisions pour restructuration	-	249	-	-	249
Autres provisions pour charges	-	44	-	-	44
Total	488	572	(100)	(128)	832

Variations 2006	Ouverture	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	Clôture
Provisions pour risques	202	151	(5)	(76)	272
Provisions pour retraites	337	-	(1)	-	336
Provisions pour restructuration	249	36	-	(249)	36
Autres provisions pour charges	44	-	-	(44)	-
Total	832	187	(6)	(369)	644

La dette actuarielle au titre des indemnités de départ à la retraite a été évaluée en retenant les hypothèses suivantes :

	2006
Taux d'actualisation	4,3%
Taux de rendement attendu des actifs	2,5%
Taux d'inflation	2%
Table de mortalité	INSEE 2000-2002
Taux d'augmentation des salaires	3%
Age de départ à la retraite	64,9 ans
Taux de départ annuel moyen	15%

Le groupe n'a aucun engagement au titre de rémunération à long terme à payer avant le départ des salariés (exemple : médailles de travail).

Les cotisations versées aux organismes de retraite du fait de plans à cotisations définies, autres que les régimes nationaux par répartition, se sont élevées à 4 milliers d'euros en 2006 et à 3 milliers d'euros en 2005.

Note 15 : Autres emprunts et dettes financières

Analyse par nature

Les autres emprunts et dettes financières s'analysent comme suit par nature :

	31.12.2006	31.12.2005
Emprunts bancaires	3 680	4 347
Autres dettes financières	769	674
Total	4 449	5 021

Toutes les dettes ci-dessus sont libellées en euros.

Emprunts bancaires

Echéance des emprunts bancaires

	31.12.2006	31.12.2005
Moins d'un an	916	1 149
Plus d'un an et moins de cinq ans	2 764	3 198
Plus de cinq ans	-	-
Total	3 680	4 347

Structure des taux d'intérêt des emprunts bancaires

	31.12.2006	31.12.2005
Taux fixe	1 680	1 847
Taux variable	2 000	2 500
	-	-
Total	3 680	4 347

Tous les emprunts bancaires sont libellés en euros.

Les emprunts bancaires incluent des clauses selon lesquelles le remboursement anticipé peut être exigé par les banques lorsque certains ratios financiers ne sont pas respectés. A la clôture des exercices 2005 et 2006, tous les ratios étaient respectés par Demos.

Autres dettes financières

Les autres dettes financières comprennent :

	31.12.2006	31.12.2005
Dettes relatives aux contrats de location financement		
Intérêts courus sur les dettes financières	667	522
Découverts bancaires	46	19
Autres dettes financières	14	68
Total	42	65
<i>Dont part à moins d'un an</i>	769	674
<i>Dont part à plus d'un an</i>	249	398
Dettes relatives aux contrats de location financement	520	276

Toutes les dettes financières ci-dessus sont libellées en euros. Les dettes au titre des locations financement sont à taux fixes.

Note 16 : Fournisseurs et comptes rattachés

Au 31 décembre 2005 et au 31 décembre 2006, les dettes fournisseurs ont toutes des échéances à moins d'un an.

Note 17 : Autres dettes et comptes de régularisation

	2006	2005
Dettes fiscales	4 291	3 762
Dettes sociales	4 616	3 765
Etat – impôts sur les bénéfices	1 080	16
Dividendes à payer	103	-
Impôts différés passifs	-	1
Produits constatés d'avance	2 418	1 705
Autres dettes	1 515	831
Total	14 023	10 080

Les dettes ci-dessus ont des échéances inférieures à un an.

Les produits constatés d'avance sont principalement constitués de prestations de formation facturées non encore réalisées.

4. Notes relatives au compte de résultat consolidé

Note 18 : Informations sectorielles (secteur primaire – Zones géographiques)

Sur les exercices 2005 et 2006, le chiffre d'affaires est intégralement généré sur les activités de formations professionnelles et de services associés.

Dans le cadre de l'information sectorielle, le Groupe Demos a opté pour l'analyse par implantation des actifs.

2006 (milliers d'euros)	Demos SA	Filiales françaises	Sous total Zone France	Zone Internationale	Total
Revenus	45 452	6 207	51 659	9 925	61 584
Revenus intersectoriels	-1 291	-750	-2 041	-1 069	-3 110
Revenus externes	44 161	5 457	49 618	8 856	58 474
Résultats d'exploitation	4 374	-124	4 250	857	5 107
Résultats courants avant impôts	4 096	-155	3 941	906	4 847
Résultats net des entreprises intégrées	2 584	-82	2 502	932	3 434
Parts dans les résultats des participations mises en équivalence					-24
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition					-774
Résultat net consolidé					2 636

2005 (milliers d'euros)	Demos SA	Filiales françaises	Sous total Zone France	Zone Internationale	Total
Revenus	36 610	3 772	40 382	1 981	42 363
Revenus intersectoriels	-629	-648	-1 277	-808	-2 085
Revenus externes	35 981	3 124	39 105	1 173	40 278
Résultats d'exploitation	2 797	-365	2 432	-424	2 008
Résultats courants avant impôts	2 689	-398	2 291	-447	1 844
Résultats net des entreprises intégrées	1 598	-392	1 206	-291	915
Parts dans les résultats des participations mises en équivalence					0
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition					-552
Résultat net consolidé					363

Actifs et passifs sectoriels en 2006 (en milliers d'euros)	Demos SA	Filiales françaises	Sous total Zone France	Zone Internationale	Total
Actifs	35 399	2 850	38 249	3 969	42 218
Passifs	28 175	3 636	31 811	4 739	36 550

Actifs et passifs sectoriels en 2005 (en milliers d'euros)	Demos SA	Filiales françaises	Sous total Zone France	Zone Internationale	Total
Actifs	29 453	3 001	32 454	1 782	34 236
Passifs	23 736	3 622	27 358	2 980	30 338

Note 19 : Autres produits d'exploitation

	2006	2005
Reprises sur amortissements et provisions	638	232
Transfert de charges d'exploitation	397	46
Production immobilisée et production stockée	51	29
Autres produits	193	791
Total	1 279	1 098

Les transferts de charges d'exploitation de l'exercice 2006 correspondent aux coûts de développement de logiciels internes.

Les autres produits correspondent essentiellement à l'apurement de certains soldes clients créditeurs de plus de trois ans pour lesquels aucune opération n'a été effectuée au cours des trois exercices précédents.

Note 20 : Achats et variation de stocks

	2006	2005
Achats de matières premières, fournitures et autres approvisionnements	(213)	(160)
Variation de stock de marchandises	(50)	52
Autres achats	(1 901)	(1 272)
Achats de marchandises	(82)	(232)
Total	(2 246)	(1 612)

Note 21 : Autres charges externes

	2006	2005
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	(17 717)	(12 362)
Location et charges locatives	(3 671)	(3 269)
Publicité, publication et relations publiques	(3 667)	(2 198)
Déplacements, missions et réceptions	(2 217)	(1 732)
Autres achats externes	(2 293)	(2 005)
Total	(29 565)	(21 566)

Note 22 : Charges de personnel

	2006	2005
Rémunérations du personnel	(14 375)	(9 989)
Charges sociales et autres charges de personnel	(5 757)	(4 298)
Participation des salariés	(491)	(236)
Total	(20 623)	(14 523)

Note 23 : Impôts et taxes

	2006	2005
Impôts et taxes sur rémunérations	(159)	(51)
Taxe professionnelle	(369)	(275)
Autres impôts et taxes	(185)	(208)
Total	(713)	(534)

Note 24 : Résultat financier

	2006	2005
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	96	-
Autres produits financiers	40	25
Total des produits financiers	136	25
Charges d'intérêts	(378)	(178)
Autres charges financières	(18)	(11)
Total des charges financières	(396)	(189)
Résultat financier	(260)	(164)

Note 25 : Résultat exceptionnel

	2006	2005
Reprises de provisions	76	5
Produits de cessions d'immobilisation	52	7
Plus value de déconsolidation	143	-
Autres produits exceptionnels	64	-
Total des produits exceptionnels	335	12
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-	(53)
Dotations aux provisions pour risques et charges	(131)	(75)
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	(21)	(16)
Autres charges exceptionnelles	(130)	(225)
Total des charges exceptionnelles	(282)	(369)
Résultat exceptionnel	53	(357)

Note 26 : Impôts sur les résultats

	Exercice 2006	Exercice 2005
Impôts courants	(1 745)	(782)
Impôts différés	279	210
Total	(1 466)	(572)

En 2005, les pertes de l'exercice des filiales Demos EWA, Demos Polska et Institut Demos ont générés un impôt différé actif pour un montant total de 181 milliers d'euros. En 2006, du fait des résultats bénéficiaires des filiales Demos EWA et Demos Polska, 24 milliers d'euros d'impôt différé actif ont donc été repris.

Par ailleurs, en 2006, un complément d'impôt différé actif de 47 milliers d'euros a été constaté sur les déficits reportables 2006 de l'Institut Demos considérés comme récupérables.

Rapprochement entre la charge d'impôt comptabilisée et la charge d'impôt théorique :

	Exercice 2006	Exercice 2005
Bénéfice avant impôt, résultats mis en équivalence, dotations aux amortissements des écarts d'acquisition et intérêts minoritaires	4 900	1 323
% Charge (produit) d'impôt théorique	34,33%	34,33%
Charge d'impôt théorique	(1 682)	(454)
Incidence :		
- Impact Impôt redressement fiscal	-	(164)
- Différences permanentes	109	-
- Impôt différé actif non comptabilisé sur des déficits de l'exercice	-	(15)
- Imputation des reports déficitaires des filiales non préalablement activés	44	-
- Charges et provisions non déductibles	(15)	(142)
- Produits et reprises de provisions non taxables	74	224
- Résultats de filiales à l'étranger taxés à des taux différents	22	(14)
- Divers	(18)	(7)
Charge d'impôt réelle	(1 466)	(572)

Il existe à la clôture de l'exercice des déficits reportables sans limite de durée pour un montant de 1 884 milliers d'euros (1 996 milliers d'euros en 2005). Seuls les déficits reportables, pour lesquels le Groupe estime qu'il disposera probablement de bénéfices futurs imposables permettant leur récupération, ont été comptabilisés en impôts différés actifs pour un montant total de 205 milliers d'euros (voir note 9).

5. Informations complémentaires

Note 27 : Informations sur les parties liées

Les principales parties liées de Demos sont, outre les dirigeants et mandataires sociaux, les sociétés consolidées par mise en équivalence et, par exception, les sociétés contrôlées mais non consolidées en raison de leur taille.

27.1.- Informations sur les parties liées

Impact bilan

SOCIETES	Compte Courant Débitaire	Compte Courant Crédeur	Autres créances
DEMOS/WDB	361		28
DEMOS/SHANGHAI YING GANG	-		3
DEMOS/BSIL DEMOS	9		2
TOTAL	417	(131)	33

Impact résultat

SOCIETES	Produits liés aux prestations de service administratives	Produits financiers
DEMOS/WDB	8	18
DEMOS/SHANGHAI YING GANG DEMOS	-	18
TOTAL	8	36

27.2.- Informations sur les dirigeants

A l'exception de Monsieur Jean Wemaëre, aucun administrateur n'a perçu de rémunération, de jetons de présence ou d'avantages en nature au titre de leur mandat d'administrateur de Demos.

Monsieur Jean Wemaëre a perçu au titre de l'exercice 2006 :

- une rémunération de 198 000 euros en sa qualité de Président directeur général de Demos, et
- une rémunération de 69 049 euros en sa qualité de représentant permanent de Demos, Président de E.C.A.

Monsieur Jean Wemaëre a perçu au titre de l'exercice 2005 :

- une rémunération de 185 898 euros en sa qualité de Président directeur général de Demos, et
- une rémunération de 39 637 euros en sa qualité de représentant permanent de Demos, Président de E.C.A.
- une rémunération de 10 675 euros en sa qualité de Président du GIE AFRAMP

Il n'a perçu aucun jeton de présence en sa qualité d'administrateur de Demos ni d'avantages en nature.

27.3.- Informations relatives aux dirigeants et à la société WDB

La SNC WDB est détenue à 34% par Demos et respectivement à 33% par Monsieur Jean Wemaëre et par Madame Geneviève Wemaëre.

Au 31 décembre 2006, l'état des comptes courants entre la société WDB et les dirigeants sont les suivants :

Le compte courant de M. Jean Wemaëre dans les comptes de la société WDB est créditeur à hauteur de 130.524 euros,

Le compte courant de Mme Geneviève Wemaëre dans les comptes de la société WDB est débiteur à hauteur de 47 055 euros.

Note 28 : Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan résultent d'obligations nées avant la date de clôture, dont il est probable que le dénouement n'engendrera pas d'impact sur les résultats futurs. Il en découle que le Groupe n'a pas constitué de provisions au titre de ces engagements.

Cautions reçues

Le détail des cautions données par les établissements de crédit au 31 décembre 2006 pour le compte de DEMOS SA est le suivant :

- Cautions de Loyers Demos : 320 milliers contre 146 milliers d'euros au 31 décembre 2005
- Cautions de marché : 335 milliers d'euros contre 345 milliers d'euros au 31 décembre 2005

Acquisition du sous-groupe E-Learning Agency

Le 13 décembre 2005, Demos a acquis 100% des titres des trois sociétés du sous-groupe E-Learning agency. Le contrat d'acquisition prévoit que des compléments de prix soient versés aux cédants dans certaines conditions. Le montant des éventuels compléments de prix dépendront d'une part de l'éventuelle croissance du chiffre d'affaires des activités acquises et, d'autre part, du résultat d'exploitation de la société Formastore en 2006 et 2007.

Acquisition de Demos EWA

La société Demos EWA a été acquise par Demos en décembre 2004. Il prévoit des compléments de prix en fonction du niveau d'activité de cette filiale sur les années 2005 et 2006.

A ce titre, un complément de prix de 20 milliers d'euros a été payé par Demos en avril 2006 au titre de l'activité 2005. De même, un complément de prix se situant entre 5 et 10% du chiffre d'affaires 2006 sera à payer en 2007.

Cession de l'AFCEPF

Le 12 avril 2006, la société Demos et sa filiale ECA ont cessé d'être membres du GIE AFCEPF. Dans le cadre de ce retrait, un protocole a été signé avec les nouveaux membres de ce GIE et Demos leur a octroyé une garantie d'actif et de passif d'un montant maximum de 155 milliers d'euros, avec une franchise de 5 milliers d'euros. La durée de validité de cette garantie de passif court jusqu'au 31 décembre 2009 à concurrence de 70 milliers d'euros et au 31 décembre 2010 pour le reliquat de 85 milliers euros.

Acquisition des sociétés du groupe Global Estrategias

Au 31 décembre 2005 et 2006, Demos a un engagement de rachat de 49% des actions des sociétés Global Estrategias Espagne, Global Estrategias Portugal et Cursos express. Cet engagement est effectif soit en totalité en 2008, soit à concurrence de 25% des actions de chacune des sociétés concernées en 2008 et le reliquat de 24% en 2009 ou 2010. Le prix de rachat étant fonction d'une part des chiffres d'affaires futurs de ces sociétés et, d'autre part, de leur situation nette future, il ne peut être déterminé de façon certaine au 31 décembre 2005 ou au 31 décembre 2006.

En conséquence, aucun retraitement n'a été effectué dans les états financiers consolidés du Groupe en 2005 et 2006.

Note 29 : Contrats de location simple

Demos a conclu des contrats de locations simples, concernant notamment ses locaux administratifs et pédagogiques. Il lui reste à payer sur les baux en cours, les montants de loyers suivants :

	31.12.2006	31.12.2005
A moins d'un an	2 216	2 161
A plus d'un an et moins de cinq ans	1 895	3 388
Total	4 111	5 549

Note 30 : Evénements post-clôture

- **Acquisition de la société Européenne de Formation Professionnelle (FORMALANGUES)**

Le 9 janvier 2007, Demos a acquis 100% des titres de la société Européenne de Formation Professionnelle agissant sous la dénomination commerciale FORMALANGUES.

Cette société dont le chiffre d'affaires est de 5 064 milliers d'euros en 2006 pour un résultat net positif de 111 milliers d'euros, vient ainsi renforcer le pôle de formations linguistiques du Groupe qui ne représente en 2006 que 2% des activités du Groupe. Alors que FORMALANGUES est le troisième acteur indépendant sur le marché de la formation linguistique en France, son entrée dans le Groupe au côté de Demos Langues, fait de Demos le premier opérateur indépendant de formation linguistique en France.

Le prix de cette acquisition a été financé par un emprunt moyen terme de 1 500 000 euros à taux fixe remboursable sur cinq ans.

- **Création de Demos Middle East**

Début mars 2007, Demos SA a fondé la structure DEMOS MIDDLE EAST avec un des principaux cadres du Groupe. Demos en détient actuellement 67%, alors que le capital initial de cette structure est de 100 000 AED.

Dans la continuité de la politique de développement international du Groupe, cette structure a pour vocation de diffuser l'ensemble de la gamme des produits du Groupe dans un premier temps aux Emirats Arabes Unis puis dans l'ensemble de la région du Golfe Persique et plus largement du Moyen-Orient.

Après une étude de marché très complète, il est apparu que cette zone géographique offre des perspectives de développement importantes puisqu'elle combine un fort niveau de croissance économique à des besoins de formations significatifs.

20.1.3 Note complémentaire aux comptes consolidés clos le 31 décembre 2006

1. Produits et charges exceptionnels

Le groupe applique le règlement CRC 99-03 pour établir les comptes individuels des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation. Ce règlement précise la nature des charges et des produits à porter en résultat exceptionnel. Le Groupe ne procède pas à des reclassements au sein du compte de résultat de nature à modifier le classement comptable opérés dans les comptes individuels.

Les différences entre le résultat exceptionnel des comptes consolidés et le cumul des résultats exceptionnels des comptes individuels résultent de l'élimination des flux intra-groupe tels que les abandons de créances, de l'élimination des provisions réglementées et des ajustements provenant du processus de consolidation.

En conséquence, le résultat exceptionnel comprend les plus et moins value de cessions des éléments de l'actif immobilisé ainsi que les charges et produits non liés à l'exploitation courante du groupe

2. Immobilisations détenues en crédit-bail

Au 31 décembre 2006, la part des immobilisations brutes financées en Crédit-bail est de 1 110 milliers d'euros dont 159 milliers d'euros correspondant à des immobilisations incorporelles. Le cumul des amortissements se rapportant à ces immobilisations est de 453 milliers d'euros à la clôture, dont 40 milliers d'euros pour les immobilisations incorporelles.

3. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations corporelles correspondent principalement au matériel informatique, dont une partie est financée par crédit-bail.

4. Créances clients et autres créances

Toutes les créances clients et les autres créances ont une échéance à moins d'un an.

5. Imposition différée

La nature des différences temporaires à l'origine de la comptabilisation d'actifs d'impôts différés, présentées dans la note 9 de l'annexe aux comptes consolidés, est indiquée dans le tableau suivant :

Impôts Différés						
Différences temporaires	Base			Impôts		
	Ouverture	Clôture	Variation	Ouverture	Clôture	Variation
Provisions CP	818	1 069	251	281	367	86
Provisions pour participation	236	493	257	81	169	88
Contribution sociale de solidarité	62	70	8	21	24	3
	1 116	1 632	516	383	560	177

6. Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission d'emprunt sont comptabilisés en charges de période lors de l'émission des emprunts et ne font pas l'objet d'un étalement

7. Répartition du chiffre d'affaires par mode de transmission du savoir

La répartition du chiffre d'affaires consolidé 2005 et 2006 par mode de transmission des savoirs est la suivante :

Chiffre d'affaires 2005 en k€	Inter entreprise	Intra entreprise	Projets internat.	E-learning	Examen admin.	Conseil	Edition	Autres	Total
DEMOS SA (France)	20 373	9 276	4 183	1 013	-	163	-	970	35 977
DEMOS LANGUES (France)	-	1 000	-	-	-	-	-	-	1 000
AFCEPF (France)	675	-	-	-	-	-	-	-	675
CSE (Royaume Uni)	264	250	-	-	-	-	-	-	514
ECA (France)	-	-	-	-	-	633	-	-	633
EWA (Allemagne)	200	134	-	-	-	-	-	-	334
FRANCE ACTION LOCALE (France)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FORMADEMOS (Maroc)	-	251	-	-	-	-	-	-	251
GLOBAL ESTRATEGIAS (Espagne)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GLOBAL ESTRATEGIAS (Portugal)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
INSTITUT DEMOS (France)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EDITIONS DEMOS (France)	-	-	-	-	-	-	127	-	127
DEMOS POLSKA (Pologne)	-	78	-	-	-	-	-	-	78
SEPEPP (France)	-	-	-	-	541	-	-	-	541
AFRAMP (France)	148	-	-	-	-	-	-	-	148
FORMASTORE (France)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IFC (France)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	21 660	10 989	4 183	1 013	541	796	127	970	40 278

Chiffre d'affaires 2006 en k€	Inter entreprise	Intra entreprise	Projets internat.	E-learning	Examen admin.	Conseil	Edition	Autres	Total
DEMOS SA (France)	22 673	12 878	5 452	2 860	-	294	-	463	44 620
DEMOS LANGUES (France)	-	1 160	-	-	-	-	-	-	1 160
AFCEPF (France)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CSE (Royaume Uni)	266	253	-	-	-	-	-	-	519
ECA (France)	-	-	-	-	-	638	-	-	638
EWA (Allemagne)	484	226	-	-	-	-	-	-	710
FRANCE ACTION LOCALE (France)	310	-	-	-	-	-	-	-	310
FORMADEMOS (Maroc)	-	420	-	-	-	-	-	-	420
GLOBAL ESTRATEGIAS (Espagne)	2 762	779	-	1 342	-	-	-	-	4 883
GLOBAL ESTRATEGIAS (Portugal)	1 161	208	-	108	-	-	-	-	1 477
INSTITUT DEMOS (France)	-	18	-	-	-	-	-	-	18
EDITIONS DEMOS (France)	-	-	-	-	-	-	141	-	141
DEMOS POLSKA (Pologne)	-	439	-	-	-	-	-	-	439
SEPEPP (France)	-	-	-	-	1 992	-	-	-	1 992
AFRAMP (France)	171	-	-	-	-	-	-	-	171
FORMASTORE (France)	-	-	-	568	-	-	-	-	568
IFC (France)	31	129	-	-	-	249	-	-	408
Total	27 857	16 509	5 452	4 878	1 992	1 181	141	463	58 474

20.2. Etats financiers résumés au 31 décembre 2005 aux normes françaises

20.2.1. Comptes consolidés au 31 décembre 2005

20.2.1.1. Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2005

(en milliers d'euros)	Note	2005	2004
Chiffre d'affaires	15	40 278	40 176
Autres produits d'exploitation	16	1 098	1 194
Achats et variation de stocks	17	-1 612	-1 623
Charges de personnel	18	-14 523	-13 119
Autres charges externes	19	-21 566	-21 418
Impôts et taxes	20	-534	-514
Dotations aux amortissements et provisions		-878	-1 567
Autres charges d'exploitation		-255	-91
Charges d'exploitation		-39 368	-38 332
Résultat d'exploitation		2 008	3 038
Produits financiers		25	35
Charges financières		-189	-202
Résultat financier	22	-164	-167
Résultat courant avant impôts		1 844	2 871
Produits exceptionnels		12	209
Charges exceptionnelles		-369	-149
Résultat exceptionnel	23	-357	60
Impôts sur les résultats et impôts différés	24	-572	-1 077
Résultat net des sociétés intégrées		915	1 854
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		0	-39
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		-552	-525
Résultat net consolidé		363	1 290
Intérêts minoritaires		51	0
Résultat net (part du groupe)		414	1 290
<i>Résultat par action (euros)</i>		<i>41.4</i>	<i>129</i>
<i>Résultat dilué par action (euros)</i>		<i>31.3</i>	<i>97.6</i>

20.2.1.2. Bilan consolidé au 31 décembre 2005

ACTIF (en milliers d'euros)	Note	2005	2004
Capital souscrit non appelé		19	
Ecart d'acquisition	1	6 510	3 227
Immobilisations incorporelles	2	319	222
Immobilisations corporelles	3	1 089	738
Immobilisations financières	4	484	761
Titres mis en équivalence	5	221	413
Actif immobilisé		8 642	5 361
Stocks et en-cours		336	180
Avances et acomptes versés		67	113
Clients et comptes rattachés	6	15 018	14 362
Autres créances et compte de régularisation	7	4 857	3 009
Valeurs mobilières de placement		345	0
Disponibilités		4 971	4 164
Actif circulant		25 594	21 828
Charges à répartir	8	0	704
Total de l'actif		34 236	27 893
PASSIF (en milliers d'euros)	Note	2005	2004
Capital		1 000	1 000
Réserves consolidées		2 484	1 825
Résultat consolidé		414	1 290
Capitaux propres, part du groupe	9	3 898	4 115
Intérêts minoritaires	10	751	0
Total Capitaux Propres		4 649	4 115
Emprunts obligataires convertibles	12	3 845	3 845
Provisions pour risques et charges	11	831	488
Emprunts et dettes assimilées	12	5 021	1 295
Avances et acomptes reçus		207	0
Fournisseurs et comptes rattachés	13	9 810	9 125
Autres dettes et compte de régularisation	14	9 873	9 025
Total dettes		24 911	19 445
Total du passif		34 236	27 893

20.2.1.3. Tableaux de flux de trésorerie au 31 décembre 2005

(en milliers d'euros)	2005	2004
Résultat net consolidé	363	1 290
<i>Elimination des éléments sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>		
Elimination des amortissements et provisions	1 148	1 339
Elimination de la variation des impôts différés	-211	25
Elimination des plus ou moins values de cession	34	5
Elimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence		39
Marge brute d'autofinancement	1 334	2 698
Quote part de perte/dividende des mises en équivalence	-24	-26
Incidence de la variation du BFR lié à l'activité	-445	1 398
1. Flux net de trésorerie généré par l'activité	865	4 070
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-821	-1 669
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	22	64
Acquisition d'immobilisations financières	-2 371	-315
2. Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-3 170	-1 920
Dividendes versés par la société mère	-259	-80
Encaissements provenant de nouveaux emprunts	4 356	463
Remboursement d'emprunts	-714	-684
3. Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	3 383	-301
Incidence de la variation des taux de change	6	-1
Variation de trésorerie	1 084	1 848
Trésorerie d'ouverture	4 164	2 316
Trésorerie de clôture	5 248	4 164

20.2.2. Annexe aux comptes consolidés clos le 31 décembre 2005

1. Faits marquants et activité du Groupe Demos en 2005

L'exercice 2005 s'est caractérisé par une stabilité de l'activité formation: le Groupe DEMOS a réalisé sur l'exercice 2005 un chiffre d'affaires consolidé de 40 278 000 euros à comparer à 40 176 000 euros en 2004.

Dans le même temps, on constate que le résultat d'exploitation est en recul puisqu'il passe de 3 038 000 euros en 2004 à 2 008 000 euros en 2005. Cette diminution est liée d'une part à l'augmentation des frais de structure de Demos SA, notamment suite à l'absorption des sociétés Format Finance et de Metodis, mais aussi aux investissements réalisés au cours de l'exercice dans le cadre de la stratégie de développement internationale du Groupe Demos.

Les principales opérations relatives au périmètre du Groupe Demos au cours de l'année 2005 sont les suivantes:

- le 2 août 2005, un protocole d'investissement a été signé avec les actionnaires majoritaires du groupe Revue d'Etudes, dont les termes prévoyaient que Demos prendrait le contrôle de ce sous-groupe via une augmentation de capital lui étant réservée. Ainsi, alors que, conformément à ce protocole, Demos a repris le contrôle opérationnel de cette structure le 22 septembre 2005, l'augmentation de capital d'un montant de 250 000 € a été effectivement réalisée le 20 décembre 2005, portant la participation de Demos de 36% à 51%. Demos dispose en outre d'une option d'achat à prix fixe, exerçable jusqu'au 31 décembre 2006, pour acquérir 40% complémentaires de la Revue d'Etudes, ce qui porterait ainsi sa participation à 91%. Le Groupe Revue d'Etudes a réalisé un chiffre d'affaires de 2,3 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2005.
- le 13 décembre 2005, Demos a acquis 100% des parts des trois sociétés constituant le sous-groupe E-Learning Agency : E-Learning Agency SAS, LG2P SAS et Netstep SAS. L'acquisition de ce sous-groupe, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 1,8 million d'euros au cours des 12 mois clos le 30 juin 2005, permet de doubler la capacité de production d'outils de formation à distance du Groupe Demos.
- le 16 décembre 2005, Demos a pris une participation de 51% de la Société Global Estrategias qui exerce une activité de formation en Espagne et au Portugal et qui a réalisé un chiffre d'affaires de 4,7 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2005. En application du contrat de cession de titres conclu avec les actionnaires de Global Estrategias, Demos s'est engagé à acquérir les 49% résiduels entre 2008 et 2010, la formule de calcul de prix étant déterminée.
- le 31 mars 2005, les sociétés Format Finance et Methodis ont été absorbées par Demos avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2005.

2. Règles et méthodes comptables

2.1. Référentiel de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe DEMOS sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en France, en conformité avec le règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Les comptes ont été arrêtés en appliquant les mêmes règles qu'en 2004 à l'exception de la mise en application pour la première fois des règlements CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs et CRC 2002-10 et 2005-07 sur les amortissements et les dépréciations.

L'application de ces nouveaux règlements a conduit le groupe à retraiter les charges à répartir enregistrées au 31 décembre 2004 et correspondant aux coûts de réalisation et d'expédition des livrets et catalogues généraux 2005 envoyés en 2004 en contrepartie des capitaux propres au 1^{er} janvier 2005 pour un montant de 375 000 euros, net d'impôt.

En outre, à partir du 1^{er} janvier 2005, les coûts liés aux acquisitions d'immobilisations ont été incorporés à la valeur des actifs immobilisés pour un montant total de 187 000 euros. L'équivalent au titre des exercices précédents ne représente pas des montants significatifs.

Le groupe DEMOS retient, pour l'établissement des comptes consolidés, les méthodes considérées comme préférentielles par le texte du règlement CRC 99-02, à savoir le provisionnement des coûts de prestations de retraite, le retraitement des contrats de location financement et l'enregistrement des écarts de conversion actifs et passifs en résultat au cours de la période à laquelle ils se rapportent.

2.2. Méthodes de consolidation

2.2.1. Principes généraux

Les sociétés dans lesquelles DEMOS exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale, avec constatation des droits des actionnaires minoritaires ; En application du règlement CRC n°99-02 (§ 1000 et 21), les sociétés ne présentant pas un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés de l'ensemble ont été exclues du périmètre de consolidation.

Les sociétés détenues à moins de 50%, dans lesquelles DEMOS n'exerce qu'une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les opérations et dividendes internes au groupe sont éliminés, de même que les résultats provenant de cessions effectuées à l'intérieur du groupe.

A l'exception de FORMADEMOS qui clôture au 30 avril, l'ensemble des sociétés du groupe intégrées globalement clôture à la même date que DEMOS, soit le 31 décembre. Les sociétés du groupe ont ainsi été consolidées sur une période de 12 mois du 1^{er} janvier au 31 décembre 2005. FORMADEMOS Maroc est consolidé depuis le 1^{er} mai, elle n'était pas considérée comme significative avant cette date.

2.2.2. Méthode de conversion des comptes des filiales étrangères

Les états financiers des entités étrangères, établis en monnaie locale, sont convertis selon la méthode du cours de clôture. Dans cette méthode, les postes du bilan sont convertis au cours de clôture, à l'exception des capitaux propres convertis au taux historique, et les postes du compte de résultat au cours moyen de l'exercice. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits directement en capitaux propres, dans le poste de réserves consolidées.

2.2.3. Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition qui figurent à l'actif du bilan correspondent à la différence, déterminée à la date d'acquisition, entre le coût d'acquisition et la quote-part acquise dans les capitaux propres comptables des entités concernées. Les entreprises acquises comportant peu d'actifs non monétaires autres que les immobilisations incorporelles non identifiables, l'allocation du coût d'acquisition aux actifs et passifs identifiables a été considérée comme ne devant pas aboutir à des valeurs significativement différentes des valeurs comptables. Les fonds commerciaux figurant dans les comptes sociaux des sociétés consolidées ont été assimilés à des écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition, sont amortis linéairement, depuis la date d'acquisition, sur une durée de 10 ans. Jusqu'au 31 Décembre 2004, les fonds de commerce étaient amortis sur 10 ans. En raison des nouvelles dispositions sur les amortissements, les fonds commerciaux ont cessé d'être amortis à compter du 1^{er} janvier 2005.

2.2.4. Impôts différés

Une charge ou un produit net d'impôt différé est constaté en résultat pour tenir compte des différences temporaires entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et des passifs des sociétés consolidées.

Par prudence, les actifs d'impôts différés actifs ne sont comptabilisés que si leur récupération est probable. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués au taux d'impôt adopté ou quasi adopté à la clôture.

2.3. Règles et méthodes d'évaluation

2.3.1. Prise en compte du chiffre d'affaires et de la marge des prestations de formation

Les règles de prise en compte du chiffre d'affaires sont les suivantes : les prestations de service liées aux actions de formation et les coûts afférents sont constatés dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle les actions de formation ont lieu. Les prestations de formation facturées par avance figurent au compte de produits constatés d'avance au passif.

2.3.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles comprennent notamment une méthodologie, des logiciels administratifs ou de formation, le coût du site internet de Demos.fr, de certains noms de domaines acquis et des marques. A l'exception des marques qui ne sont pas amorties, les autres immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur des durées correspondant à leurs durées d'utilisation prévues comprises entre 1 et 5 ans.

2.3.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition, y compris lorsqu'elles sont financées par contrats de location financière.

Elles sont amorties selon le mode linéaire ou dégressif sur leur durée probable d'utilisation, qui s'échelonne de 3 à 10 ans selon leur nature.

Les œuvres originales d'artistes vivants sont enregistrées dans le poste de mobilier de bureau et ne font pas l'objet d'un amortissement.

2.3.4. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont portées au bilan à leur coût d'acquisition, y compris les titres des sociétés non consolidées. En 2005, les frais directement liés aux acquisitions sont incorporés au coût d'acquisition des titres.

Des provisions pour dépréciation sont constatées lorsque la situation générale et les résultats des sociétés concernées le justifient.

2.3.5. Stocks et en-cours

Le poste de stocks et en-cours recouvre essentiellement des ouvrages et des supports pédagogiques destinés à la vente. Ils font l'objet d'une provision pour dépréciation tenant compte de leur probabilité de vente et de leur valeur de marché estimée.

2.3.6. Créances d'exploitation

Les créances d'exploitation sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée après analyse des créances au cas par cas, notamment en fonction de risques individuellement identifiés, de leur antériorité ou des contentieux les concernant.

2.3.7. Valeurs mobilières de Placement

Les valeurs de placement détenues par les sociétés consolidées à la date de clôture, figurent au bilan pour leur coût d'acquisition, sans tenir compte d'éventuelles plus-values latentes. Toutefois, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à leur coût d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée.

2.3.8. Dépenses commerciales et publicitaires

Les coûts de réalisation et d'expédition des livrets et catalogues généraux sont constatés en charges au cours de la période pendant laquelle ils sont engagés. Les dépenses d'insertion publicitaire et de participation à des salons ont été comptabilisées en charge à la date de parution ou de tenue du salon.

2.3.9. Provisions pour risques et charges

Conformément au règlement 2000-06 du Comité de Réglementation Comptable relatif aux passifs, toute obligation du groupe à l'égard d'un tiers susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante et donnant lieu à une sortie probable de ressources sans contrepartie fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision. Elles sont évaluées pour le montant estimé du décaissement.

2.3.10. Provisions pour indemnités de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière à verser aux salariés lors de leur départ à la retraite sont provisionnées dans les états financiers consolidés. L'évaluation de la provision tient compte des probabilités de présence dans la société à l'âge de la retraite, en fonction de l'âge actuel. Elle ne tient pas compte de l'inflation et des augmentations de salaires.

2.3.11. Charges de personnel

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est présentée dans la rubrique des frais de personnel.

2.3.12. Résultat par action

Le résultat net par action (avant dilution) est calculé en faisant le rapport entre le résultat net de l'exercice et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le résultat net dilué par action est, quant à lui, calculé en retenant les instruments financiers donnant un accès différé au capital du Groupe (obligations convertibles, options de souscriptions d'actions).

3. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation retenu pour l'exercice 2005 est le suivant :

Raison Sociale	% d'intérêt	Méthode de consolidation
AFCEPF	100,00	intégration globale
AFRAMP	100,00	intégration globale
CSE	100,00	intégration globale
DEMOS Benelux	100,00	intégration globale
DEMOS Langues	99,90	intégration globale
ECA	100,00	intégration globale
E-Learning Agency**	100,00	intégration globale
LG2P**	100,00	intégration globale
NETSTEP**	100,00	intégration globale
EWA (Allemagne)	100,00	intégration globale
France Action Locale****	51,00	mise en équivalence
FORMADEMOS Maroc	99,94	intégration globale
Global Estrategias Espagne*	51,00	intégration globale
Global Estrategias Portugal*	51,00	intégration globale
Les Editions DEMOS	100,00	intégration globale
IFC Demos	38,89	mise en équivalence
SEPEPP***	51,00	intégration globale
Presse Revue d'Etudes***	48,45	intégration globale
Société d'Etudes et de formation***	50,49	intégration globale
Editions Revue d'Etudes***	48,45	intégration globale
WDB SNC	34,00	mise en équivalence
INSTITUT DEMOS	69,00	intégration globale
DEMOS POLSKA	100,00	intégration globale
SHANGAÏ YING GANG	30,00	mise en équivalence

* Global Estrategias ayant été acquise le 16 décembre 2005, seul le bilan au 31/12/2005 a été consolidé. Demos détient directement 51% de Global Estrategias Espagne. Global Estrategias Espagne détient 100% de Global Estrategias Portugal.

** E-Learning Agency, LG2P et NETSTEP ayant été acquises le 13 décembre 2005, seul le bilan au 31/12/2005 a été consolidé. Demos détient directement 100% de LG2P, 25% de NETSTEP et 25% d'E-Learning Agency, LG2P détenant les 75% restants.

*** Demos ayant pris le contrôle effectif du Groupe SEPEP Revues d'Etudes au 22 septembre 2005, seul le dernier trimestre a été consolidé selon la méthode de l'intégration globale.

**** Demos SA a pris le contrôle effectif de France Action Locale au cours du mois d'octobre 2005. Compte tenu de la prise de contrôle tardive et un caractère non significatif par rapport aux comptes consolidés du Groupe Demos, la méthode de consolidation (mise en équivalence) n'a pas été modifiée en 2005.

Les sociétés Metodis et Format Finance ont été absorbés par Demos SA le 31 mars 2005 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2005.

Sont également entrées dans le périmètre de consolidation 2005, les sociétés récemment créées : Demos Polska, Institut Demos détenues respectivement à 100% et à 69%, ainsi que la joint-venture Shanghai Ying Gang détenue à 30%.

4. Notes relatives au bilan consolidé

NOTE 1 : Ecart d'acquisition

(en milliers d'euros)	31/12/2004 (valeurs brutes)	Augm.	31/12/2005 (valeurs brutes)	Amort. (au 31/12/2005)	Valeur nette (au 31/12/2005)	Valeur nette (au 31/12/2004)
AFCEPF	126	0	126	-87	39	52
AFRAMP	7	0	7	-7	0	1
Demos	3 278	0	3 278	-1 646	1 632	1 935
Demos Langues	190	0	190	-190	0	0
ECA	214	0	214	-199	15	36
IFC	3	0	3	-2	1	1
CSE	1 118	0	1 118	-688	430	542
Format Finance	304	0	304	-62	242	272
Metodis	408	0	408	-61	347	388
Global Estrategias	0	2 444	2 444	0	2 444	0
EWA	0	200	200	-20	180	0
E learning Agency	0	706	706		706	0
FormatDemos Maroc	0	37	37	-3	34	0
Revue d'Etudes	0	447	447	-7	440	0
Total	5 648	3 834	9 482	-2 972	6 510	3 227

En 2005, on note l'acquisition du Groupe Global Estrategias, d'E-Learning Agency, l'entrée dans le périmètre de consolidation d'EWA (Allemagne) ainsi que Formademos Maroc. D'autre part, Demos a augmenté sa participation dans le groupe Revue d'Etudes, qui s'établit désormais à 51%. Une partie de l'écart d'acquisition constatée en 2005 sur le Groupe Revue d'Etudes est en instance d'affectation.

NOTE 2 : Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2004 (valeurs brutes)	augmentation	diminution	31/12/2005 (valeurs brutes)	Amort. (31/12/2005)	Valeur nette (31/12/2005)	Valeur nette (31/12/2004)
Concessions, brevets	444	67	-37	474	-406	68	110
Avances et acomptes versées	84	75	-17	142	0	142	84
Fonds commercial	0	35		35	0	35	0
Autres immobilisations	153	160		313	-239	74	28
Total	681	337	-54	964	-645	319	222

Les variations des amortissements se présentent ainsi :

(en milliers d'euros)	Amort. (31/12/2004)	augmentation	diminution	Amort. (31/12/2005)
Concessions, brevets	-334	-107	35	-406
Avances et acomptes versées	0			0
Fonds commercial	0			0
Autres immobilisations	-125	-114		-239
Total	-459	-221	35	-645

NOTE 3 : Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2004 (valeurs brutes)	augmentation	diminution	31/12/2005 (valeurs brutes)	Amort. (31/12/2005)	Valeur nette (31/12/2005)	Valeur nette (31/12/2004)
Construction	0	9		9	-1	8	0
Installations, matériel	447	458		905	-799	106	32
Autres immobilisations	2 071	811	-321	2 561	-1 586	975	706
Total	2 518	1 278	-321	3 475	-2 386	1089	738

Les variations des amortissements se présentent ainsi :

(en milliers d'euros)	Amort. (31/12/2004)	augmentation	diminution	Amort. (31/12/2005)
Construction	0	-1		-1
Installations, matériel	-415	-384		-799
Autres immobilisations	-1 363	-531	308	-1 586
Total	-1 778	-916	308	-2 386

Les résultats ci-dessus comprennent des immobilisations financées par location financement à hauteur de 806 000 euros brut d'investissements (contre 719 000 euros en 2004) et 267 000 euros d'amortissement (contre 323 000 euros en 2004).

NOTE 4 : Immobilisations financières

(en milliers d'euros)	31/12/2004 (valeurs brutes)	augmentation	diminution	31/12/2005 (valeurs brutes)	Provisions (31/12/2005)	Valeur nette (31/12/2005)	Valeur nette (31/12/2004)
Titres de participation non consolidés et autres titres immobilisés	380	10	-373	17	-1	16	373
Prêts	5	5		10		10	6
Dépôts et cautionnements	368	97	-23	442		442	368
Autres créances immobilisées	17	2		19	-3	16	14
Total	770	114	-396	488	-4	484	761

La diminution des titres de participation non consolidés en 2005 correspond principalement à l'entrée dans le périmètre de consolidation de la société EWA (200 000 euros), de Demos Polska (47 000 euros) de SHANGAÏ YING GANG (107 milliers d'euros) et de Formademos Maroc (20 milliers d'euros).

La valeur nette des titres de participation non consolidée s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeur Brute	Valeur Nette	détention	capitaux propres	résultat
Rise International	7	6	1.8%	156	15
Fidelise	10	10	3.3%	300	78
Autres	1	0	n/s	n/a	n/a
Total	18	16			

NOTE 5 : Titres mis en équivalence

(en milliers d'euros)	31/12/2005	31/12/2004
France Action Locale	16	20
IFC Formation	31	29
SEPEPP		317
WDB snc	39	47
SHANGAÏ YINGANG	135	
Total	221	413

La SEPEPP a été consolidée en intégration globale au 31/12/2005. SHANGAÏ YING GANG a été cette année en mise en équivalence (détention de 30 %).

NOTE 6 : Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	31/12/2005	31/12/2004
Clients et comptes rattachés	16 675	15 659
Provisions clients	-1 657	-1 297
Total - valeur nette -	15 018	14 362

Les variations des provisions se présentent ainsi :

(en milliers d'euros)	Amort. (31/12/2004)	Dotation	Reprise	Amort. (31/12/2005)
Provision Client	-1 297	-377	17	-1 657
Total	-1297	-377	17	-1657

NOTE 7 : Autres créances et comptes de régularisation

(en milliers d'euros)	31/12/2005	31/12/2004
Créances sur personnel	10	10
Créances sur org. sociaux	21	16
Créances sur l'Etat	2 125	1 177
Impôts différés actifs (1)	525	123
Comptes courant	355	227
Autres créances	520	181
Total Autres créances nettes	3 556	1 734
Charges constatées d'avance	1301	1275
Total - valeur nette -	4 857	3 009

* dont la totalité est à moins d'un an

(1) Détail impôts différés actifs

marges sur stocks	-14.4	-14.4
différences temporaires	384	48.5
compensation ID	-132	
Déficit des filiales	179	
retraitement crédit bail	-6	-7
retraitement provision	0	13
Total	525	122

NOTE 8 : Charges à répartir

Les coûts de réalisation et d'expédition des livrets et catalogues généraux 2006 envoyés en 2005 ont été comptabilisés en charges en 2005 et non plus en charges à répartir en application de la nouvelle réglementation relative au traitement comptable des actifs (cf. point 2.1). Du fait de ce changement de méthode comptable, les coûts de réalisation et d'expédition des livrets et catalogues généraux 2005 envoyés en 2004 et comptabilisés en charges à répartir en 2004 et ont été imputées sur les capitaux propres le 1^{er} janvier 2005 pour leur montant net d'impôt.

NOTE 9 : Variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	ecart conv	Réserves et résultat	Total
Montant au 31/12/2003	1 000	42	1 858	2 900
Augmentation de capital				0
Incidence des écarts de conversion		5		5
Distribution de la société mère			-80	-80
Résultat net consolidé			1 290	1 290
Variation de périmètre				
Autres				
Montant au 31/12/2004	1 000	47	3 068	4 115
Augmentation de capital				
Incidence des écarts de conversion		3		3
Distribution de la société mère			-259	-259
Résultat net consolidé			414	414
Changement de méthode			-375	-375
Variation de périmètre				
Autres				
Montant au 31/12/2005	1 000	50	2 848	3 898

Le capital social de Demos SA est composé de 10 000 actions de 100 euros de nominal. 272 options de souscription d'actions ont été consenties à quatre cadres de la société. Ces options pourront être exercées entre le 22 octobre 2008 et le 22 octobre 2010. Comme indiqué dans le règlement du plan d'options de souscription d'actions, la levée des options attribuées est subordonnée à l'introduction en Bourse de Demos avant le 30 juin 2008 et le nombre d'options exerçables sera déterminé en fonction de la valeur de Demos à la date de son introduction en Bourse.

Le changement de méthode concerne le traitement des charges différées (cf. point 2.3.).

NOTE 10 : Intérêts minoritaires

(en milliers d'euros)	
Montant à l'ouverture au 01/01/2005	0
Variation sur les titres de filiales intégrées globalement	802
Incidence écart de conversion	0
Part des minoritaires dans les résultats	-51
Total	751

La variation de périmètre s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2005	31/12/2004
GLOBAL ESTRATEGIAS Espagne	550	0
GLOBAL ESTRATEGIAS Portugal	92	0
SEPPEP	129	0
INSTITUT DEMOS	31	
Total	802	0

NOTE 11 : Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	31/12/2004	dotation	reprise	31/12/2005
Provision pour litiges	226	174	-213	187
Autres provisions pour risques	23		-8	15
Provisions pour risques	249	174	-221	202
Provisions pour retraites	239	105	-7	337
Provisions pour restructuration		249		249
Autres provisions pour charges	0	43		43
Provisions pour charges	239	397	-7	629
Total	488	571	-228	831

La provision pour restructuration de 249 k€ concerne les coûts liés au plan de restructuration mise en place lors de la prise de contrôle de la SEPEPP par Demos.

NOTE 12 : Emprunts et dettes

(en milliers d'euros)	31/12/2004	augmentation	diminution	31/12/2005
Emprunts obligataires	3 845	0	0	3 845
Emprunts étab. de crédit	782	4 015	-431	4 366
Retraitement crédit bail	402	341	-221	522
Dépôts et cautionnements	0			0
Intérêts courus non échus	1			1
Concours bancaires	0	68		68
Autres emprunts	110	13	-59	64
Emprunts et dettes assimilée:	1 295	4 437	-711	5 021
Total	5 140	4 437	-711	8 866

Afin de financer les acquisitions de Global Estrategias et de E-Learning Agency, le Groupe a contracté de nouveaux emprunts à moyen terme pour un montant total de 4 millions d'euros. Ainsi, alors que les emprunts liés aux acquisitions de Format Finance et CSE sont désormais quasiment intégralement remboursés et que les financements d'équipement informatiques sont en augmentation de 120 000 euros du fait du lancement du plan informatique à trois ans, le poste emprunts et dettes assimilées est passé de 1 295 000 euros fin 2004 à 5 021 000 euros au 31 décembre 2005.

Structure des principaux emprunts

	Montant	Durée	Date de démarrage	
Emprunt Bred	1000k€	20 trimestres	01/01/2006	Taux variable (fonction de l'Euribor 3 mois)
Emprunt OBC	3000k€	20 trimestres	01/01/2006	Taux variable (fonction du Taux Moyen Mensuel)

Echéancier des dettes financières

(en milliers d'euros)	31/12/2005	N+1	N+2 à N+5	> N+5
Emprunt obligataire	3 845	27	3 818	
Emprunts étab. de crédit	4 366	1 168	3 198	
Crédit bail	522	258	264	
Concours bancaires	68	68		
Autres emprunts / Garanties	64	54	10	
Intérêts courus non échus	1	1		
Total	8 866	1 576	7 290	0

Note sur l'emprunt obligataire :

L'assemblée générale du 8 octobre 2001 a décidé l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant nominal de 3 818 772 euros, divisé en 2 947 obligations d'un montant nominal de 1 296 euros chacune, convertibles en actions.

Elles sont amortissables à hauteur de 982 obligations à compter du 30/06/06 (les souscripteurs s'étant engagés à reporter cette date au 31/12/06 ou au 30/06/07 dans certaines circonstances), de 982 obligations à compter du 30/06/07 et du solde au 30/06/08.

Les intérêts, payables à chaque date anniversaire, sont calculés au taux de 3% et la prime de non conversion est de 7 % l'an payable à la date de remboursement.

Sauf survenance de circonstances particulières, chaque obligataire pourra à compter du 01/07/06 et jusqu'au 30/06/08 inclus, exercer, en totalité ou en partie, et en une ou plusieurs fois, le droit de conversion attaché aux obligations à raison de 1 action de DEMOS pour 1 obligation convertie. La totalité des frais d'émission de cet emprunt a été comptabilisée au compte résultat sur l'exercice 2001. La situation financière actuelle de DEMOS SA n'a pas nécessité la constitution d'une provision pour couvrir le risque de non conversion des obligations.

NOTE 13 : Fournisseurs et comptes rattachés

<u>(en milliers d'euros)</u>	<u>31/12/2005</u>	<u>31/12/2004</u>
Dettes fournisseurs	9 810	8 893
Dettes fournisseurs immobilisation		0
Dettes sur acquisition de titres		232
Total Fournisseurs	9 810	9 125

Les dettes fournisseurs ont une échéance inférieure à un an.

NOTE 14 : Autres dettes et comptes de régularisation

<u>(en milliers d'euros)</u>	<u>31/12/2005</u>	<u>31/12/2004</u>
Dettes sociales	3 765	3 190
Dettes fiscales	3 762	3 121
Impôts différés passif	1	0
Dettes diverses d'exploitation	592	1 449
Autres dettes	48	20
Produits constatés d'avance	1 705	1 245
Total	9 873	9 025

Les autres dettes ont une échéance inférieure à un an.

5. Notes relatives au compte de résultat consolidé

NOTE 15 : Répartition du chiffre d'affaires

(en milliers d'euros)	2005	2004
Ventes de marchandise	248	295
Prestations de services	38 623	37 838
Produits des activités annexes	945	1 690
Ventes de produits finis, intermédiaires et résiduels	125	147
Travaux, études	337	206
Chiffre d'affaires	40 278	40 176

L'essentiel du chiffre d'affaires du groupe est constitué par des prestations de formation professionnelle. Les prestations de Demos sont essentiellement réalisées en France.

NOTE 16 : Autres produits d'exploitation

(en milliers d'euros)	2005	2004
Production stockée	29	3
Reprise sur amortissements et provisions	232	186
Transfert de charges d'exploitation (a)	46	721
Subventions d'exploitation (b)		267
Autres produits (c)	791	17
Autres produits d'exploitation	1 098	1 194

(a) Les transferts de charges d'exploitation se détaillent comme suit :

	2005	2004
Demos SA	46	720
Demos Langues		1
	46	721

En 2004, les transferts de charges correspondaient essentiellement à l'affectation de dépenses de marketing à l'exercice suivant. Compte tenu des modifications de la réglementation comptable ayant trait aux actifs, il n'y a plus de charges différées comptabilisées dans les comptes de Demos. (voir règles et méthodes d'évaluation - § 2.3.8)

(b) Les subventions d'exploitation correspondaient en 2004 aux formations dispensées par l'AFCEPF et financées sur fonds publics

(c) Les autres produits correspondent principalement à l'apurement des soldes clients créditeurs de Demos antérieurs au 31 décembre 2003 et pour lesquels aucune opération n'a été effectuée depuis cette date.

NOTE 17 : Achats et variation de stocks

(en milliers d'euros)	2005	2004
Achats mat.prem., fournitures et autres approvisionnements	-160	-67
Variation de stocks de marchandises	52	-15
Achats études et prestations de services	-499	-665
Achats non stockés matériels et fournitures	-773	-824
Achats de marchandises	-232	-52
Achats et variation de stocks	-1 612	-1 623

NOTE 18 : Autres charges externes

(en milliers d'euros)	2005	2004
Sous-traitance générale	-759	-326
Locations et charges locatives	-3 269	-3 327
Entretien et réparations	-258	-206
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	-12 362	-12 673
Publicité, publication, relations publiques	-2 198	-2 454
Déplacements, missions, réceptions	-1 732	-1 716
Frais postaux et de télécommunications	-545	-425
Autres services extérieurs	-442	-291
Autres charges externes	-21 565	-21 418

NOTE 19 : Impôts et taxes

(en milliers d'euros)	2005	2004
Impôts et taxes sur rémunérations	-51	-170
Taxe professionnelle	-275	-263
Autres impôts et taxes	-208	-81
Impôts et taxes	-534	-514

NOTE 20 : Charges de personnel

(en milliers d'euros)	2005	2004
Rémunération du personnel	-9 989	-8 967
Charges sociales	-4 108	-3 657
Autres charges de personnel	-190	-172
Participation des salariés	-236	-323
Total charges de personnel	-14 523	-13 119
<i>effectif au 31 décembre</i>	300	196

NOTE 21 : Autres charges d'exploitation

(en milliers d'euros)	2005	2004
Redevances	-38	-49
Pertes sur créances irrécouvrables	-175	-1
Charges diverses de gestion courante	-42	-41
Total autres charges	-255	-91

NOTE 22 : Résultat financier

(en milliers d'euros)	2005	2004
Revenus des prêts et créances	17	11
Autres produits financiers	8	24
Total produits financiers	25	35
Charges d'intérêts	-178	-178
Autres charges financières	-11	-24
Total charges financières	-189	-202
Total résultat financier	-164	-167

Les charges financières correspondent essentiellement aux intérêts servis aux porteurs d'obligations convertibles ainsi qu'au coût des emprunts moyen terme souscrits par Demos SA en 1999 et en 2001.

NOTE 23 : Résultat exceptionnel

(en milliers d'euros)	2005	2004
Reprise de provisions	5	196
Autres produits exceptionnels	7	13
Total produits exceptionnels	12	209
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-53	-100
VNC des immobilisations cédées	-16	-5
Dotation aux provisions pour risques et charges	-75	
Autres charges exceptionnelles	-225	-44
Total charges exceptionnelles	-369	-149
Résultat exceptionnel	-357	60

NOTE 24 : Impôts sur les résultats et impôts différés

(en milliers d'euros)	2005	2004
Résultat avant impôt et intérêts minoritaires	771	2367
Amortissement des écarts d'acquisition & résultats mis en équivalence	552	564
Résultat avant impôt et amortissement des écarts d'acquisition & résultats mis en équivalence	1 323	2 931
Taux théorique d'impôt	34.33%	34.33%
Charge d'impôt théorique	454	1 006

Incidence

Impact Impôt redressement fiscal	164	
Déficits antérieurs imputés		-4
IDA non comptabilisés sur déficits de l'exercice	15	75
Impact filiale taxée à un taux différent	14	
Produits et Reprises non taxables	-224	-86
Charges et Dotations non déductibles	142	83
Autres	7	3
Charge d'impôt réelle	572	1 077
dont		
Impôts courants	782	1 052
Impôts différés	-210	25
Taux réel d'impôt	43.24%	36.75%

6. Informations complémentaires

NOTE 25 : Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan contractés entre les entités intégrées sont neutralisés dans les comptes consolidés.

Les engagements suivants subsistent :

Demos a donné sa caution à des établissements de crédit en garantie des engagements suivants :

- Cautions de Loyers Demos : 146 milliers d'euros
- Cautions de marché : 345 milliers d'euros

- Acquisition de Global Estrategias :

Le 16 décembre 2005, Demos SA a acquis 51% des titres de Global Estrategias. Le contrat d'acquisition prévoit un engagement de rachat par Demos des 49% résiduels; ainsi, il comporte une formule de calcul du prix qui est similaire à la méthode de valorisation utilisée pour l'acquisition des 51% en décembre 2005. Ce rachat devra avoir lieu entre 2008 et 2010.

- Acquisition du sous-groupe E-learning Agency :

Le 13 décembre 2005, Demos a acquis 100% des titres des trois sociétés du sous-groupe e-learning agency. Le contrat d'acquisition prévoit que des compléments de prix soient versés aux cédants dans certaines conditions. Le montant des éventuels compléments de prix dépendront d'une part de l'éventuelle croissance du chiffre d'affaires des activités acquises et, d'autre part, du résultat d'exploitation de la société Formastore en 2006 et 2007.

- Acquisition EWA :

La société EWA a été acquise par Demos en décembre 2004. Il prévoit des compléments de prix en fonction du niveau d'activité de cette filiale sur les années 2005 et 2006. A ce titre, un complément de prix de 20 000 euros a été payé par Demos en avril 2006 au titre de l'activité 2005. De même, un complément de prix se situant entre 5 et 10% du chiffre d'affaires 2006 sera à payer en 2007.

- Acquisition SEPEPP :

Demos dispose d'une option d'achat à prix fixe pour acquérir un complément de 40% des titres de cette filiale. Cette option à prix fixe est exerçable par Demos à sa seule discrétion au plus tard le 31 décembre 2006.

NOTE 26 : Rémunération du dirigeant

Le montant des rémunérations allouées aux membres des organes d'Administration et de direction de la Société Mère, en raison de leurs fonctions dans d'autres sociétés du Groupe n'est pas communiqué car elle reviendrait à communiquer une rémunération individuelle.

NOTE 27 : Evénements post-clôture

- Cession de l'AFCEPF

En date du 14 avril 2006, un protocole a été conclu avec les sociétés ATOLL Formation Conseil et LAGON Conseil Formation afin d'aménager les conditions de retrait de Demos et de ECA du GIE AFCEPF et de préciser les conditions d'admission de ces nouveaux membres. Ce protocole prévoit en particulier les conditions de remboursement du compte courant Demos par le GIE au cours des 4 prochaines années.

- Ouverture d'un bureau de liaison à Alger

Afin de suivre dans les meilleures conditions le déroulement de la « mission d'assistance technique pour la gestion des programmes de recyclage et des plans de formation des entreprises du secteur public algérien » conclue en octobre 2005 et qui doit se dérouler sur 24 mois, l'ouverture d'un bureau de liaison à Alger est actuellement en cours.

Ce bureau nous permettra en outre de prospecter le marché algérien durant les prochains mois afin de déterminer l'opportunité de lancer une offre de formation à destination des entreprises ou des institutions publiques algériennes.

- Création d'Oasys

Début avril 2006, Demos SA a participé à la constitution d'un groupe de sociétés destinées à rendre des services d'outplacement pour cadres et, plus largement, des prestations de Conseil en mobilité et en transition professionnelle. Le projet est principalement axé autour du concept de « transition apprenante ».

Le tour de table d'Oasys est constitué de Monsieur Beaudouin et de Monsieur Besson, qui disposent d'une expérience reconnue dans ce métier, et qui ont souhaité s'associer à Demos qui apporte au projet ses compétences en matière de formation professionnelle.

A ce jour Demos détient 33% d'Oasys, elle même détenant 33% d'Oasys Paris et d'Oasys Lyon. L'investissement réalisé par Demos en numéraire à la date de signature est de 62,5 milliers d'euros.

Ces événements ne sont pas de nature à modifier les comptes annuels consolidés 2006.

20.3. Etats financiers résumés au 31 décembre 2004 aux normes françaises

20.3.1. Comptes consolidés au 31 décembre 2004

20.3.1.1. Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2004

(en milliers d'euros)	Note	2004	2003
Chiffre d'affaires	1	40 176	34 124
Production stockée		3	-18
Subventions d'exploitation	2	267	215
Reprise sur amortissements et provisions	3	186	116
Transfert de charges d'exploitation	4	721	635
Autres produits		17	36
Produits d'exploitation		41 370	35 108
Achats et variation de stocks	5	-1 623	-1 291
Autres charges externes	6	-21 418	-17 530
Impôts et taxes	7	-514	-459
Charges de personnel (a)	8	-13 119	-12 188
Dotations aux amortissements et provisions	3	-1 567	-1 506
Autres charges	9	-91	-128
Charges d'exploitation		-38 332	-33 102
Résultat d'exploitation		3 038	2 006
Produits financiers		35	23
Charges financières		-202	-219
Résultat financier	10	-167	-196
Résultat courant avant impôts		2 871	1 810
Produits exceptionnels		209	3
Charges exceptionnelles		-149	-372
Résultat exceptionnel	11	60	-369
Impôts sur les résultats et impôts différés	12	-1 077	-417
Résultat net des sociétés intégrées		1 854	1 024
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		-39	1
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	13	-525	-477
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 290	548
Intérêts minoritaires		0	0
Résultat net (part du groupe)		1 290	548
<i>(a) Y compris participation des salariés</i>		323	158
<i>Résultat par action (euros)</i>		129	54.8
<i>Résultat dilué par action (euros)</i>		129	54.8

20.3.1.2. Bilan consolidé au 31 décembre 2004

ACTIF

(en milliers d'euros)	Note	2004	2003
Ecarts d'acquisition et fonds commerciaux	14	3 227	3 345
Immobilisations incorporelles	15	222	163
Immobilisations corporelles	16	738	439
Immobilisations financières	17	761	384
Titres mis en équivalence	18	413	425
Actif immobilisé		5 361	4 756
Stocks et en-cours		180	240
Avances et acomptes versés		113	31
Clients et comptes rattachés	19	14 362	14 600
Autres créances d'exploitation	20	1 734	1 689
Valeurs mobilières de placement		0	0
Disponibilités		4 164	2 316
Charges constatées d'avance		1 275	1 124
Charges à répartir	21	704	596
Actif circulant		22 532	20 596
Total de l'actif		27 893	25 352

PASSIF

(en milliers d'euros)	Note	2004	2003
Capital		1 000	1 000
Réserves consolidées		1 825	1 352
Résultat consolidé		1 290	548
Capitaux propres, part du groupe	22	4 115	2 900
Intérêts minoritaires		-	-
Emprunts obligataires convertibles	24	3 845	3 845
Provisions pour risques et charges	23	488	528
Emprunts et dettes assimilées	24	1 295	1 516
Fournisseurs et comptes rattachés	25	9 125	7 482
Autres dettes	26	7 780	7 740
Produits constatés d'avance		1 245	1 341
Total dettes		19 445	18 079
Total du passif		27 893	25 352

20.3.1.3. Tableaux de flux de trésorerie au 31 décembre 2004

(en milliers d'euros)	2004	2003
Résultat net consolidé	1 290	548
<i>Elimination des éléments sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>		
Elimination des amortissements et provisions	1 339	1 602
Elimination de la variation des impôts différés	25	-76
Elimination des plus ou moins values de cession	5	18
Elimination de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	39	-1
Marge brute d'autofinancement	2 698	2 091
Quote part de perte/dividende des sociétés mises en équivalence	-26	-36
Incidence de la variation du BFR lié à l'activité	1 398	347
1. Flux net de trésorerie généré par l'activité	4 070	2 402
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 259	-961
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	64	2
Acquisition d'immobilisations financières	-315	-305
2. Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 510	-1 264
Dividendes versés par la société mère	-80	-230
Nouveaux emprunts	53	113
Remboursement d'emprunts	-684	-830
3. Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-711	-947
Incidence de la variation des taux de change	-1	1
Variation de trésorerie	1 848	192
Trésorerie d'ouverture	2 316	2 124
Trésorerie de clôture	4 164	2 316

20.3.2. Annexe aux comptes consolidés clos le 31 décembre 2004

1. Faits marquants survenus au cours du dernier exercice

L'exercice 2004 s'est caractérisé par une activité en forte croissance : ainsi, le Groupe DEMOS a réalisé sur l'exercice 2004 un chiffre d'affaires consolidé de 40 176 000 euros en progression de près de 18% par rapport au 34 124 000 euros de l'année 2003. Il est à noter qu'à périmètre constant, cette croissance est de plus de 16%.

Cette croissance de l'activité a permis d'augmenter sensiblement la rentabilité du Groupe dont le résultat d'exploitation et le résultat net consolidés progressent de respectivement 51% et 135% en 2004 par rapport à l'exercice précédent.

Le périmètre du Groupe s'est accru au cours de l'exercice 2004 du fait des opérations suivantes :

- le 12 juillet 2004, Demos SA a acquis 100% des actions de la société Methodis SA. Methodis, dont les comptes ont été consolidés selon la méthode de l'intégration globale à compter de la date d'acquisition, a réalisé un chiffre d'affaires et un résultat net de respectivement 786 000 euros et 207 000 euros au cours de l'exercice 2004.
- le 22 décembre 2004, Demos a acquis 100% des parts de la société allemande Europäische WirtschaftsAkademie (ci-après « EWA »), dont le siège est situé à Berlin. EWA a réalisé un chiffre d'affaires de 450 000 euros en 2004.
- Demos a créé une filiale polonaise, Demos Polska, en septembre 2004. Cette société, détenue à 100% par Demos, n'a pas réalisé d'opération significative au cours de l'exercice 2004. Elle n'est donc pas incluse dans le périmètre de consolidation en 2004.
- au cours de l'exercice 2004, le Groupe Demos a porté sa participation dans la société Format Finance Maroc à 100%. Cette société en sommeil depuis 2 ans a été réactivée en fin d'année 2004 avec le recrutement de 3 personnes.
- Demos SA a ouvert un bureau de représentation à Pékin.
- la société Société de Saxe sarl, anciennement détenu à 100% par Demos a été absorbée par Demos avec effet au 1^{er} janvier 2004.

2. Règles et méthodes comptables

2.1. Référentiel de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe DEMOS sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en France, en conformité avec le règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) définissant la nouvelle méthodologie des comptes consolidés.

Le groupe DEMOS retient, pour l'établissement des comptes consolidés, les méthodes considérées comme préférentielles par le texte du règlement CRC 99-02, à savoir le provisionnement des coûts de prestations de retraite, le retraitement des contrats de location financière et l'enregistrement des écarts de conversion actifs et passifs en résultat au cours de la période à laquelle ils se rapportent.

2.2. Méthodes de consolidation

2.2.1. Principes généraux

Les sociétés dans lesquelles DEMOS exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale, avec constatation des droits des actionnaires minoritaires ; En application du règlement CRC n°99-02 (§ 1000 et 21), les sociétés ne présentant pas un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés de l'ensemble ont été exclues du périmètre de consolidation.

Celles, détenues à moins de 50%, dans lesquelles DEMOS n'exerce qu'une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les opérations et dividendes internes au groupe sont éliminés, de même que les résultats provenant de cessions effectuées à l'intérieur du groupe.

L'ensemble des sociétés du groupe intégrées globalement clôture à la même date que DEMOS, soit le 31 décembre. Les sociétés du groupe ont ainsi été consolidées sur une période de 12 mois du 1^{er} janvier au 31 décembre 2004.

2.2.2. Méthode de conversion des comptes des filiales étrangères

Les états financiers des entités étrangères, établis en monnaie locale, sont convertis selon la méthode du cours de clôture. Dans cette méthode, les postes du bilan sont convertis au cours de clôture, à l'exception des capitaux propres convertis au taux historique, et les postes du compte de résultat au cours moyen de l'exercice. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits directement en capitaux propres, dans le poste de réserves consolidées.

2.2.3. Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition qui figurent à l'actif du bilan correspondent à la différence, déterminée à la date d'acquisition, entre le coût d'acquisition et la quote-part acquise dans les capitaux propres comptables des entités concernées. Les entreprises acquises comportant peu d'actifs non monétaires autres que les immobilisations incorporelles non identifiables, l'allocation du coût d'acquisition aux actifs et passifs identifiables a été considérée comme ne devant pas aboutir à des valeurs significativement différentes des valeurs comptables. Les fonds commerciaux figurant dans les comptes sociaux des sociétés consolidées ont été assimilés à des écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition, y compris les fonds commerciaux, sont amortis linéairement, depuis la date d'acquisition, sur une durée de 10 ans.

2.2.4. Impôts différés

Des impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporaires existant entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa valeur fiscale.

Par prudence, les actifs d'impôts différés actifs ne sont comptabilisés que si leur récupération est probable.

2.3. Règles et méthodes d'évaluation

2.3.1. Prise en compte du chiffre d'affaires et de la marge des prestations de formation

Les règles de prise en compte du chiffre d'affaires sont les suivantes : les prestations de service liées aux actions de formation et les coûts afférents sont constatées dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle les actions de formation ont lieu. Les prestations de formation facturées par avance figurent au compte de produits constatés d'avance au passif.

2.3.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles comprennent notamment une méthodologie, des logiciels administratifs ou de formation, le coût du site internet de Demos.fr et des marques. A l'exception des marques qui ne sont pas amorties, les autres immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur des durées correspondant à leurs durées d'utilisation prévues comprises entre 1 et 5 ans.

2.3.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition, y compris lorsqu'elles sont financées par contrats de location financière.

Elles sont amorties selon le mode linéaire ou dégressif sur leur durée probable d'utilisation, qui s'échelonne de 3 à 10 ans selon leur nature.

Les œuvres originales d'artistes vivants sont enregistrées dans le poste de mobilier de bureau et ne font pas l'objet d'un amortissement.

2.3.4. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont portées au bilan à leur coût d'acquisition, y compris les titres des sociétés non consolidées.

Des provisions pour dépréciation sont constatées lorsque la situation générale et les résultats des sociétés concernées le justifient.

2.3.5. Stocks et en-cours

Le poste de stocks et en-cours recouvre essentiellement des ouvrages et des supports pédagogiques destinés à la vente. Ils font l'objet d'une provision pour dépréciation tenant compte de leur probabilité de vente et de leur valeur de marché estimée.

2.3.6. Créances d'exploitation

Les créances d'exploitation sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée après analyse des créances au cas par cas, notamment en fonction de risques individuellement identifiés, de leur antériorité ou des contentieux les concernant.

2.3.7. Disponibilités

Le poste disponibilité comporte des valeurs de placement détenues par les sociétés consolidées à la date de clôture. Elle figure au bilan pour leur valeur d'acquisition, sans tenir compte d'éventuelles plus-values latentes. Toutefois, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à leur coût d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée.

2.3.8. Dépenses commerciales et publicitaires

Les coûts de réalisation et d'expédition des livrets et catalogues généraux 2005 envoyés en 2004 ont été comptabilisés en charges à répartir. Le coût de réalisation des livrets 2005 en stock au 31 décembre 2004 a été comptabilisé en charges constatées d'avance. Les dépenses d'insertion publicitaire et de participation à des salons ont été comptabilisées en charge à la date de parution ou de tenue du salon.

2.3.9. Provisions pour indemnités de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière à verser aux salariés lors de leur départ à la retraite sont provisionnées dans les états financiers consolidés. L'évaluation de la provision tient compte des probabilités de présence dans la société à l'âge de la retraite, en fonction de l'âge actuel. Elle ne tient pas compte de l'inflation et des augmentations de salaires.

2.3.10 Charges de personnel

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est présentée dans la rubrique des frais de personnel.

3. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation retenu pour l'exercice 2004 est le suivant :

Raison Sociale	% d'intérêt	Méthode de consolidation
AFCEPF	100,00	intégration globale
AFRAMP	100,00	intégration globale
CSE	100,00	intégration globale
DEMOS Benelux	100,00	intégration globale
DEMOS Langues	99,90	intégration globale
ECA	100,00	intégration globale
France Action Locale	30,00	mise en équivalence
Format Finance	100,00	intégration globale
Les Editions DEMOS	100,00	intégration globale
IFC	38,89	mise en équivalence
METODIS	100,00	intégration globale
SEPEPP	35,86	mise en équivalence
WDB SNC	34,00	mise en équivalence

4. Notes relatives au compte de résultat consolidé

NOTE 1 : Répartition du chiffre d'affaires

(en milliers d'euros)	2004	2003
Ventes de marchandise	295	152
Prestations de services	37 838	32 453
Produits des activités annexes	1 690	1 031
Ventes de produits finis, intermédiaires et résiduels	147	182
Travaux, études	206	306
Chiffre d'affaires	40 176	34 124

NOTE 2 : Subventions d'exploitation

(en milliers d'euros)	2004	2003
AFCEPF	258	215
DEMOS	9	
Subventions d'exploitation	267	215

Ces subventions d'exploitation correspondent aux formations dispensées par l'AFCEPF et financées sur fonds publics.

NOTE 3 : Reprise et dotation aux amortissements et provisions d'exploitation

(en milliers d'euros)	2004	2003
<i>- sur immobilisations (dotations)</i>		
dotation amort & provision immobilisations incorporelles	-111	-57
dotation amort & provision immobilisations corporelles	-290	-299
dotation amort & provision immobilisations financières	0	0
<i>- sur actif circulant (dotations)</i>		
dotation provision stocks et en-cours	-56	-43
dotation provision créances d'exploitation	-379	-417
<i>- pour risques et charges (dotations)</i>		
dotation provision risques et charges d'exploitation	-135	-116
<i>- sur charges à répartir (dotations)</i>		
dotation amortissement charges à répartir	-596	-574
Total dotations aux amortissements et provisions	-1 567	-1 506
<i>- sur immobilisations (reprises)</i>		
reprise amort & provision immobilisations incorporelles	0	0
reprise amort & provision immobilisations corporelles	0	0
<i>- sur actif circulant (reprises)</i>		
reprise provision créances d'exploitation	79	90
<i>- pour risques et charges (reprises)</i>		
reprise provision risques et charges d'exploitation	107	26
Total reprises sur amortissements et provisions	186	116

NOTE 4 : Transfert de charges d'exploitation

(en milliers d'euros)	2004	2003
AFCEPF		0
DEMOS SA	720	622
DEMOS LANGUES	1	12
ECA SAS	0	1
Transfert de charges d'exploitation	721	635

Les transferts d'exploitation de Demos SA correspondent essentiellement à l'affectation de certaines dépenses marketing à l'exercice suivant (voir règles et méthodes d'évaluation - § 2.3.8)

NOTE 5 : Achats et variation de stocks

(en milliers d'euros)	2004	2003
Achats mat.prem., fournitures et autres approvisionnements	-67	-93
Variation de stocks de marchandises	-15	103
Achats études et prestations de services	-665	-473
Achats non stockés matériels et fournitures	-824	-808
Achats de marchandises	-52	-20
Achats et variation de stocks	-1 623	-1 291

NOTE 6 : Autres charges externes

(en milliers d'euros)	2004	2003
Sous-traitance générale	-326	-410
Locations et charges locatives	-3 327	-2 621
Entretien et réparations	-206	-261
Primes d'assurances	-108	-88
Personnel extérieur à l'entreprise	-19	-68
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	-12 673	-9 843
Publicité, publication, relations publiques	-2 454	-2 360
Déplacements, missions, réceptions	-1 716	-1 318
Frais postaux et de télécommunications	-425	-407
Services bancaires et assimilés	-55	-53
Autres services extérieurs	-109	-101
Autres charges externes	-21 418	-17 530

NOTE 7 : Impôts et taxes

(en milliers d'euros)	2004	2003
Impôts et taxes sur rémunérations	-170	-157
Taxe professionnelle	-263	-248
Autres impôts et taxes	-81	-54
Impôts et taxes	-514	-459

NOTE 8 : Charges de personnel

(en milliers d'euros)	2004	2003
Rémunération du personnel	-8967	-8 552
Charges sociales	-3657	-3 375
Autres charges de personnel	-172	-103
Participation des salariés	-323	-158
Total charges de personnel	-13 119	-12 188
<i>effectif moyen</i>	196	194

NOTE 9 : Autres charges

(en milliers d'euros)	2004	2003
Redevances	-49	-36
Pertes sur créances irrécouvrables	-1	-52
Charges diverses de gestion courante	-41	-40
Total autres charges	-91	-128

NOTE 10 : Résultat financier

(en milliers d'euros)	2004	2003
<i>- Charges financières</i>		
Charges d'intérêts	-178	-205
Dotation financières		0
Autres charges financières	-24	-14
Total	-202	-219
<i>- Produits financiers</i>		
Revenus des prêts et créances	11	15
Reprise financières		0
Autres produits financiers	24	8
Total	35	23
Total résultat financier	-167	-196

Les charges d'intérêts sont essentiellement relatives aux intérêts servis pour les obligations convertibles ainsi qu'aux emprunts moyen terme souscrits par Demos SA en 1999 et en 2001.

NOTE 11 : Résultat exceptionnel

(en milliers d'euros)	2004	2003
<i>- Produits exceptionnels</i>		
Reprise exceptionnelle provision	196	0
Autres produits exceptionnels	13	3
Total	209	3
<i>- Charges exceptionnelles</i>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-100	-2
VNC des immobilisations cédées	-5	-18
Dotation aux provisions pour risques et charges		-89
Autres charges exceptionnelles	-44	-263
Total	-149	-372
Résultat exceptionnel	60	-369

NOTE 12 : Impôts sur les résultats

(en milliers d'euros)	2004	2003
Impôt au taux de 33 1/3%	-1 054	-480
Contributions additionnelles d'IS	-30	-13
Produits/Charges d'intégration fiscale	32	0
Impôts différés	-25	76
Total	-1 077	-417

Le rapprochement entre la charge d'impôt comptabilisée en 2004 et la charge d'impôt théorique est le suivant :

(en milliers d'euros)	2004
Résultat avant impôt	2 367
Amortissement des écarts d'acquisition et résultats mis en équivalence	564
Résultat avant impôt et amort. des écarts d'acquisition & résultats mis en équivalence	2 931
Charge d'impôt théorique (34,33%)	1 006
<i>Incidence :</i>	
Déficits antérieurs imputés	-4
IDA non comptabilisés sur déficits de l'exercice	75
Produits / Reprises non taxables	-86
Charges / Dotations non déductibles	83
Autres	3
Charge d'impôt réelle	1 077

NOTE 13 : Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	31/12/2003	dotation	reprise	31/12/2004
AFCEPF	-61	-13		-74
AFRAMP	-5	-1		-6
Demos	-1 016	-328		-1 344
Demos Langues	-190	0		-190
ECA	-157	-21		-178
PWC	-1	0		-1
CSE	-464	-112		-576
Format Finance	-2	-30		-32
Metodis	0	-20		-20
Total	-1 896	-525	0	-2 421

Suite aux fusions, l'écart d'acquisition Demos comprend les écarts d'acquisition de Médiacursus et de l'INSIG.

5. Notes relatives au bilan consolidé

NOTE 14 : Ecarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	31/12/2003 (valeurs brutes)	Augmentation	31/12/2004 (valeurs brutes)	Amortissement (31/12/2004)	Valeur nette (31/12/2004)
AFCEPF	126	0	126	-74	52
AFRAMP	7	0	7	-6	1
Demos (MCC et Insig)	3 278	0	3 278	-1 343	1 935
Demos Langues	190	0	190	-190	0
ECA	214	0	214	-178	36
IFC	3	0	3	-2	1
CSE	1 118	0	1 118	-576	542
Format Finance	305	0	305	-33	272
Metodis	0	408	408	-20	388
Total	5 241	408	5 649	-2 422	3 227

Suite aux fusions, l'écart d'acquisition Demos comprend les écarts d'acquisition de Médiacursus, et de l'Insig.

L'écart d'acquisition de Format Finance est relatif au dernier complément de prix payé par Demos SA en 2003.

Le rachat de Metodis par Demos au 01/07/2005 a généré la comptabilisation d'un écart d'acquisition de 408 milliers d'euros.

NOTE 15 : Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2003 (valeurs brutes)	augmentation	diminution	31/12/2004 (valeurs brutes)	Amortissement (31/12/2004)	Valeur nette (31/12/2004)
Concessions, brevets	291	173	-20	444	-334	110
Avances et acomptes versées	77	12	-5	84		84
Autres immobilisations	136	17		153	-125	28
Total	504	202	-25	681	-459	222

NOTE 16 : Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2003 (valeurs brutes)	augmentation	diminution	31/12/2004 (valeurs brutes)	Amortissement (31/12/2004)	Valeur nette (31/12/2004)
Installations, matériel	501	9	-63	447	-415	32
Autres immobilisations	1 643	616	-190	2 069	-1 363	706
Total	2 144	625	-253	2 516	-1 778	738

Les diminutions correspondent essentiellement aux mises au rebut de l'exercice.

NOTE 17 : Immobilisations financières

(en milliers d'euros)	31/12/2003 (valeurs brutes)	augmentation	diminution	31/12/2004 (valeurs brutes)	Provisions (31/12/2004)	Valeur nette (31/12/2004)
Titres de participation	107	267		374	-5	369
Autres créances rattachées	3			3	-3	0
Titres immobilisés	8			8	-1	7
Prêts	18		-12	6		6
Dépôts et cautionnements	272	142	-48	366		366
Autres créances immobilisées	13			13		13
Total	421	409	-60	770	-9	761

L'accroissement des titres de participation en 2004 correspond notamment à l'acquisition par Demos SA d'une société allemande EWA à la fin de l'année 2004.

La valeur nette des titres de participation non consolidés s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeur Brute	Valeur Nette	détention	capitaux propres	résultat
EWA GMBH	200	200	100%	32	914
Rise International	7	6	1.8%	344	-11
FormatFinance Maroc	14	14	100%	9	-9
Demos Polska	47	47	100%		
Demos Shanghai	102	102	30%		
Autres	4	0	n/s	n/a	n/a
Total	374	369			

Les capitaux propres et le bénéfice dans les derniers comptes de EWA, principale filiale non consolidée sont respectivement de 32 milliers d'euros et 914 milliers d'euros. Compte tenu de la date d'acquisition de cette société (22 décembre 2004), sa consolidation n'aurait pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés de l'exercice 2004.

Au 31 décembre 2004, Format Finance Maroc est détenu à 35% par Demos et à 65% par Format Finance.

NOTE 18 : Titres mis en équivalence

(en milliers d'euros)	31/12/2003	31/12/2004
France Action Locale	7	20
PWC Formation	30	29
SEPEPP	344	317
WDB snc	44	47
Total	425	413

NOTE 19 : Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	31/12/2003	31/12/2004
Clients et comptes rattachés	15 591	15 659
Provisions clients	-991	-1 297
Total - valeur nette -	14 600	14 362

NOTE 20 : Autres créances d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2003	31/12/2004
Créances sur personnel	10	10
Créances sur org. sociaux	13	16
Créances sur l'Etat	1 189	1 176
Impôts différés actif (1)	148	122
Comptes courant	154	227
Autres créances	177	183
Total Autres créances	1 691	1 734
Provision sur autres créances	-2	-2
Total - valeur nette -	1 689	1 732

(1) Détail impôts différés actif

engagements retraites	82.2
marges sur stocks	-14.4
différences temporaires	48.5
compensation ID	
retraitement crédit bail	-7
retraitement provision financière	13
Total	122

NOTE 21 : Charges à répartir

(en milliers d'euros)	31/12/2003	31/12/2004
DEMOS	583	703
DEMOS LANGUES	12	1
ECA	1	
Total	596	704

Ces charges à répartir sont relatives à des dépenses marketing engagées en 2004 pour des catalogues 2005.

NOTE 22 : Variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Ecart de conversion	Réserves et résultat	Total
Montant au 31/12/2002	1 000	18	1 540	2 558
Augmentation de capital				0
Incidence des écarts de conversion		24		24
Distribution de la société mère			-230	-230
Résultat net consolidés			548	548
Variations de périmètre				0
Autres				0
Montant au 31/12/2003	1 000	42	1 858	2 900
Augmentation de capital				0
Incidence des écarts de conversion		5		5
Distribution de la société mère			-80	-80
Résultat net consolidé			1 290	1 290
Variations de périmètre				0
Autres				0
Montant au 31/12/2004	1 000	47	3 068	4 115

Le capital social est composé de 10 000 actions de 100 euros de nominal.

NOTE 23 : Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	31/12/2003	dotation	reprise	31/12/2004
Provision pour litiges	245	232	-251	226
Autres provision pour risques	15	8		23
Provisions pour risques	260	240	-251	249
Provisions pour retraites	268	12	-41	239
Autres provision pour charges	0			0
Provisions pour charges	268	12	-41	239
Total	528	252	-292	488

NOTE 24 : Emprunts et dettes

(en milliers d'euros)	31/12/2003	augmentation	diminution	31/12/2004
Emprunts obligataires	3 845	0	0	3 845
Emprunts étab. de crédit	1 277		-495	782
Retraitement crédit bail	180	410	-188	402
Intérêts courus non échus	1			1
Autres emprunts	58	52		110
Emprunts et dettes assimilées	1 516	462	-683	1 295
Total	5 361	462	-683	5 140

Echéancier des dettes financières

(en milliers d'euros)	31/12/2004	N+1	N+2 à N+5	> N+5
Emprunt obligataire	3 845	27	3 818	
Emprunts étab. de crédit	782	432	350	
Crédit bail	402		402	
Autres emprunts / Garanties	110		110	
Intérêts courus non échus	1	1		
Total	5 140	460	4 680	0

Note sur l'emprunt obligataire :

L'assemblée générale du 8 octobre 2001 a décidé l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant nominal de 3 818 772 euros, divisé en 2 947 obligations d'un montant nominal de 1 296 euros chacune, convertibles en actions.

Elles sont amortissables à hauteur de 982 obligations à compter du 30/06/06 (les souscripteurs s'étant engagés à reporter cette date au 31/12/06 ou au 30/06/07 dans certaines circonstances), de 982 obligations à compter du 30/06/07 et du solde au 30/06/08.

Les intérêts, payables à chaque date anniversaire, sont calculés au taux de 3% et la prime de non conversion est de 7 % l'an payable à la date de remboursement.

Sauf survenance de circonstances particulières, chaque obligataire pourra à compter du 01/07/06 et jusqu'au 30/06/08 inclus, exercer, en totalité ou en partie, et en une ou plusieurs fois, le droit de conversion attaché aux obligations à raison de 1 action de DEMOS pour 1 obligation convertie. La totalité des frais d'émission de cet emprunt a été comptabilisée au compte résultat sur l'exercice 2001. La situation financière actuelle de DEMOS SA n'a pas nécessité la constitution d'une provision pour couvrir le risque de non conversion des obligations.

NOTE 25 : Fournisseurs et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	31/12/2003	31/12/2004
Dettes fournisseurs	7 433	8 893
Dettes fournisseurs immobilisation	49	0
Dettes sur acquisition de titres		232
Total Fournisseurs	7 482	9 125

NOTE 26 : Autres dettes

(en milliers d'euros)	31/12/2003	31/12/2004
Dettes sociales	2 649	3 190
Dettes fiscales	2 466	3 121
Impôts différés passif	1	0
Dettes liées à l'intégration fiscale	12	20
Dettes diverses d'exploitation	2 512	1 449
Autres dettes	100	0
Total	7 740	7 780

6. Informations complémentaires

NOTE 27 : Informations segmentées

L'essentiel du chiffre d'affaires du groupe est constitué par des prestations de formation professionnelle.

Les prestations de Demos sont essentiellement réalisées en France.

NOTE 28 : Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan contractés entre les entités intégrées sont neutralisés dans les comptes consolidés (cautions, clauses de retour à meilleure fortune, solidarité en paiement).

Les engagements suivants subsistent :

Aux termes de l'acte de prêt de 503 milliers d'euros signé le 13 avril 1999 avec la BNP, l'UBP et l'OBC, il est prévu que les 2 275 actions de CSE (Communication Skills Europe) soient nanties au profit de ces établissements. En date du 30/07/2004, il a été accordé un abandon de cette garantie par le pool bancaire.

Demos a donné sa caution à des établissements de crédit en garantie des engagements suivants :

- loyer du GIE AFRAMP : 17 221 euros
- emprunts contractés par WDB : 34 572 euros
- loyers Demos : 184 230 euros

NOTE 29 : Evénements post-clôture

Aucun événement significatif de nature à modifier les comptes annuels n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2004.

20.4. Vérification des informations financières

20.4.1. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés du Groupe en normes françaises relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société DEMOS SA, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification des appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant : la direction du groupe DEMOS est amenée à retenir des jugements et estimations et à formuler des hypothèses qui concernent notamment la comptabilisation des dépenses commerciales et publicitaires, la dépréciation des actifs, et l'enregistrement des impôts différés, exposées dans les notes 1.7, 1.9, et 1.23 de l'annexe. Pour l'ensemble de ces estimations, nous avons apprécié les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces jugements et estimations, revu par sondages les calculs effectués par la société, examiné la documentation disponible et vérifié que les notes de l'annexe donnent une information appropriée sur les hypothèses retenues par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris La Défense, le 28 mars 2007

Salustro Reydel
Membre de KPMG International

Benoît Lebrun
Associé

Paris, le 28 mars 2007

Autour Sixdenier Mary

Sylvain Mary
Associé

20.4.2. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés du Groupe en normes françaises relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2005

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Demos, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2005, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.1 de l'annexe qui expose l'incidence sur les comptes de l'application, à compter du 1^{er} janvier 2005, des règlements CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs et CRC 2002-10 et 2005-07 sur les amortissements et les dépréciations.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification des appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant : dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés du bien-fondé des changements de méthodes comptables mentionnés ci-dessus et de la présentation qui en a été faite.

L'appréciation ainsi portée s'inscrit dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et a donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérification spécifique

Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris la Défense et Paris, le 16 mai 2006

Les commissaires aux comptes

Salustro Reydel
Membre de KPMG International

Autour Sixdenier Mary

Benoît Lebrun

Sylvain Mary

20.4.3. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés du Groupe en normes françaises relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2004

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Demos relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2004, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.225-235, 2^{ème} alinéa, du Code de commerce, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé, pour émettre l'opinion ci-dessus sur les comptes consolidés pris dans leur ensemble, et qui ont porté notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

Vérification spécifique

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 13 juin 2005

Salustro Reydel

Autour Sixdenier Mary

Benoît Lebrun
Associé

Sylvain Mary
Associé

20.5. Politique de distribution des dividendes

Demos peut décider de distribuer des dividendes sur proposition du Conseil d'administration et après décision de l'Assemblée générale annuelle des actionnaires. Toutefois, le Groupe n'a aucune obligation de distribuer des dividendes, la politique de distribution étant définie après analyse notamment des résultats, de la situation financière et de la stratégie de développement du Groupe.

Au cours des trois derniers exercices, sur la base des comptes consolidés, Demos a réalisé la distribution de dividendes suivante :

En milliers d'euros	2006 (normes françaises)	2005 (normes françaises)	2004 (normes françaises)
Résultat net part du Groupe	2 307	414	1 290
Dividende (1)	259	535	259
Dividende par action (en euro)	25,9	53,5	25,9
Taux de distribution	11%	129%	20%

Note 1 : le montant des dividendes 2005 inclus un montant de 76 milliers d'euros versés aux détenteurs des 588 actions de catégorie B. Pour les dividendes 2006, le montant de 259 milliers d'euros ne concerne que les dividendes ordinaires dans la mesure les dividendes prioritaires de 76 milliers d'euros ne seraient dû aux détenteurs des actions de catégorie B que si Demos n'était pas coté sur un marché boursier avant le 30 juin 2007.

À l'avenir, Demos a pour objectif de pratiquer une politique de distribution de dividendes représentant environ 20% de son résultat net consolidé part du Groupe, étant précisé que le montant effectivement versé sera chaque année ajusté en fonction de la stratégie du Groupe, de ses performances financières et des conditions de marché. Ainsi, cet objectif ne constitue pas un engagement du Groupe, mais dépendra entre autres des besoins d'investissements et de ceux relatifs à la gestion de son endettement.

20.6. Procédures judiciaires et d'arbitrage

Les sociétés du Groupe Demos sont parties, en qualité de demandeur ou de défendeur, à des litiges considérés comme entrant dans le cours normal de leurs affaires et jugés individuellement peu significatifs, à l'exception du litige en matière de contrefaçon et de concurrence déloyale opposant Formalangues à la société IFL, survenu en date du 13 avril 2007, tel que décrit au paragraphe 4.4.3 ci-dessus.

Au 31 décembre 2006, s'agissant des litiges pour lesquels les sociétés du Groupe Demos sont en défense, le montant total des demandes était de 290 milliers d'euros. Ces demandes sont toutes relatives à des litiges prud'homaux et faisaient l'objet de provisions à concurrence de 110 milliers d'euros au 31 décembre 2006.

Le montant total des demandes pour le litige Formalangues était à la date d'enregistrement du document de base d'environ 1 million d'euros.

Parmi les autres litiges d'exploitation potentiels, les litiges relatifs à la mise en jeu de la responsabilité civile des sociétés du Groupe Demos sont en principe couverts par les polices d'assurance du Groupe.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

20.7. Changement significatif de la situation financière ou commerciale

Il n'est pas survenu, depuis la fin du dernier exercice, de changement significatif dans la situation financière ou commerciale du Groupe, pour lequel des états financiers vérifiés ou des états financiers intermédiaires ont été publiés.

21. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

21.1. Capital social

21.1.1. Capital souscrit – catégorie d'actions

A la date d'enregistrement du présent Document, le capital social de Demos s'élève à 1 000 000 euros et est réparti en 4 000 000 actions de zéro virgule vingt-cinq (0,25) euros de valeur nominale par action, dont 235 200 actions de catégorie B de même valeur nominale.

Il convient de préciser que la valeur nominale des actions de la Société, initialement égale à 100 euros, a été divisée par 400 lors de l'assemblée générale du 18 avril 2007.

Actions de catégorie B

Initiative et Finance Investissement, Natixis Investissement et BNP Paribas Développement désignés les « Investisseurs Financiers » ont acquis le 8 octobre 2001 auprès de Monsieur et Madame Jean Wemaëre, un nombre total de 588 actions de la Société. Aux termes des statuts, ces actions, ainsi que celles émises par conversion des obligations convertibles en actions de la Société dont l'émission par la Société a été décidée par l'assemblée générale du 8 octobre 2001, bénéficient d'un privilège financier et sont désignées actions de catégorie B. La répartition de ces actions de catégorie B entre les Investisseurs Financiers est la suivante :

INITIATIVE ET FINANCE INVESTISSEMENT	245 actions
NATIXIS INVESTISSEMENT	245 actions
BNP PARIBAS DEVELOPPEMENT	98 actions

Il est précisé que le nombre d'actions de catégorie B est porté à 235 200 après la division de la valeur nominale des 588 actions de catégorie B par 400 lors de l'assemblée générale du 18 avril 2007.

Les actions de catégorie B donnent droit à leurs titulaires à un dividende prioritaire, préemptaire et cumulatif, qui s'est appliqué pour la première fois au titre de l'exercice social de la Société clos le 31 décembre 2005.

L'admission des actions de la Société aux négociations sur l'un des marchés d'Euronext Paris au plus tard le 30 juin 2007 entraînera de plein droit la suppression du droit des actions de catégorie B au dividende préemptaire prévu, cette suppression s'appliquant pour la première fois au titre de l'exercice social clos le 31 décembre 2006.

Les actions de catégorie B seront assimilées aux actions ordinaires de la Société à la date à laquelle la condition suspensive suivante sera réalisée : remise au plus tard le 30 juin 2007 du certificat du dépositaire émis par l'établissement centralisateur de l'opération de placement au titre d'une augmentation de capital par appel public à l'épargne réalisée par Demos.

21.1.2. Titres non représentatifs de capital

A la date d'enregistrement du Document, il n'existe aucun titre non représentatif du capital de la Société.

21.1.3. Capital Autorisé

L'assemblée générale extraordinaire de Demos du 18 avril 2007 a consenti au Conseil d'administration les délégations de compétence suivantes en vue d'émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital.

	Type d'autorisation	Date d'autorisation	Durée d'autorisation	Montant autorisé
1	Emission – avec maintien du droit préférentiel de souscription – d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société et/ou l'émission de titres de créance donnant accès au capital	18 avril 2007	26 mois	Montant nominal des augmentations de capital : 500 000 € Montant nominal des obligations et autres titres de créance donnant accès au capital : 15 000 000 €
2	Emission – sans droit préférentiel de souscription – d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société et/ou l'émission de titres de créance donnant accès au capital	18 avril 2007	26 mois	Montant nominal des augmentations de capital : 500 000 € (s'imputant sur le plafond visé au 1) Montant nominal des obligations et autres titres de créance donnant accès au capital : 15 000 000 € (s'imputant sur le plafond visé au 1)
3	Possibilité d'augmentation des émissions d'actions au titre des précédentes délégations à concurrence de 15 % dans les conditions fixées à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce	18 avril 2007	26 mois	(s'imputant sur les plafonds visés aux 1 et 2, selon le cas)
4	Emission d'actions réservées aux adhérents de plan d'épargne Groupe	18 avril 2007	26 mois	50 000 €
5	Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres	18 avril 2007	26 mois	200 000 € (s'imputant sur le plafond visé au 1)
6	Options de souscription et/ou d'achat d'actions	18 avril 2007	26 mois	50 000 €
7	Actions gratuites ordinaires existantes ou à émettre	18 avril 2007	26 mois	1% du capital

21.1.4. Titres auto détenus – Autocontrôle

La société Demos ni aucune de ses filiales ne détient d'actions émises par elle. Aucune action de la société Demos n'est détenue par un tiers pour son compte.

21.1.5. Evolution historique du capital

Le tableau suivant présente les opérations intervenues sur le capital de Demos depuis 2001

Date	Nature de l'opération	Montant de l'augmentation / réduction de capital	Prix d'émission par action	Prime d'émission ou d'apport	Montant du capital social après opération	Nombre d'action créés	Nombre total d'actions en circulation	Valeur nominale par action
28.08.2001	Augmentation de capital par incorporation de réserves	847 550 ,99 €		0 €	1 000 000 €	0	10 000	100 €
18.04.2007	Division de la valeur nominale par 400				1 000 000 €	N/A	4 000 000	0,25 €

Le tableau suivant présente les modifications intervenues dans la répartition du capital au cours des trois derniers exercices :

Date	Actionnaire	Nature de l'opération	% du capital détenu avant opération	Nombre d'actions apportées	% du capital acquis	% de détention après acquisition
28.11.2006	Financière W	Apport	0	3 400	34,00	34,00

Le tableau suivant présente l'évolution de la répartition du capital par actionnaire :

Actionnaires	31/12/2003	31/12/2004	31/12/2005	31/12/2006	A la date d'enregistrement du document de base*
Jean Wemaëre	6 645	6 645	6 645	4 163	1 665 200
Geneviève Wemaëre	2 434	2 434	2 434	1 516	606 400
Financière W	-	-	-	3 400	1 360 000
Emilio Fontana	111	111	111	111	44 400
Fransceco Frangialli	111	111	111	111	44 400
Annick Louvet (usufruitière) nu-propriétaires : Jérôme, Edwige et Martin Louvet	55	55	55	55	22 000
Olivier Mirat	55	55	55	55	22 000
Olivier Mirieu de Labarre	1	1	1	1	400
Initiative & Finance Investissement	245	245	245	245	98 000
Natixis Investissement	245	245	245	245	98 000
BNP Paribas Développement	98	98	98	98	39 200
TOTAL	10 000	10 000	10 000	10 000	4 000 000

* division par 400 de la valeur nominale des actions de la Société et multiplication corrélative du nombre total d'actions par 400 décidée par l'assemblée générale du 18 avril 2007.

21.1.6. Nantissements, garanties et sûretés

Néant.

21.1.7. Valeurs mobilières convertibles, échangeables, ou assorties de bons de souscription

La Société a procédé le 8 octobre 2001 à l'émission de 2 947 obligations convertibles en actions de la Société, de 1 295,82 euros de nominal chacune, pouvant donner lieu à l'attribution en cas de conversion, à un nombre maximum de 2 947 actions de catégorie B de la Société. Le contrat d'émission a été modifié pour la dernière fois par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Demos et par l'assemblée de la masse des obligataires le 28 novembre 2006.

Cet emprunt a été souscrit intégralement par les Investisseurs Financiers comme suit :

- INITIATIVE ET FINANCE INVESTISSEMENT	1 227
- INITIATIVE ET FINANCE GESTION	1
- NATIXIS INVESTISSEMENT	1 228
- BNP PARIBAS DEVELOPPEMENT	491

TOTAL : **2 947**

L'échéance de cet emprunt est fixée au plus tard le 30 juin 2008. Son coût annuel est de 3%. Cet emprunt est assorti d'une prime de non conversion de 7% capitalisable annuellement.

La conversion de ces obligations interviendra de plein droit en totalité et en une seule fois, à la date de fixation du prix de l'offre, jour de la première cotation des actions existantes de Demos. Conformément au contrat d'émission, le taux de conversion applicable sera déterminé en fonction de la valorisation de la Société qui correspondra au milieu de la fourchette de prix arrêtée par le Conseil d'administration.

Il résulte des conditions de conversion ci-dessus que l'intégralité des obligations convertibles sera convertie à la date d'introduction en bourse de Demos et que le nombre maximum d'actions nouvelles créées n'excédera pas 2 947 - ou 1 178 800 après la division par 400 - de la valeur nominale des actions de la Société décidée lors de l'assemblée générale du 18 avril 2007. Il ne subsistera donc plus de dilution potentielle au titre de ces obligations convertibles à ce moment là.

Le tableau ci-dessous indique le taux de conversion des obligations convertibles en fonction de la valorisation « pré monnaie » des capitaux propres de Demos à l'introduction en bourse :

Valeur des capitaux propres (« VCP », en millions d'euros)	Taux de conversion des obligations convertibles (« TC », en %)
VCP ≤ 45,73	100,0
45,73 < VCP ≤ 60,98	80,3 < TC < 100,0
60,98 < VCP ≤ 76,22	66,5 < TC < 80,3
76,22 < VCP ≤ 152,45	32,3 < TC < 66,5
VCP > 152,45	TC < 32,3

Le tableau ci-dessous indique la dilution induite par une conversion théorique d'une obligation convertible pour une action (hypothèse de dilution maximale, créant un nombre supplémentaire de 1 178 800 actions nouvelles) :

Actionnaires	Nombre d'OC	Effet dilutif des OC (en %)	Nombre d'actions post conversion des OC	Nombre d'actions post conversion des OC et post division du nominal par 400	% de détention post conversion des OC
Famille Wemaëre	-	22,80	9 079	3 631 600	70,10 %
Personnes physiques	-	22,80	333	133 200	2,60 %
Initiative & Finance Investissement*	1 228	Ns	1 473	589 200	11,40 %
Natixis Investissement	1 228	ns	1 473	589 200	11,40 %
BNP Développement	491	ns	589	235 600	4,50 %
Total	2 947		12 947	5 178 800	100,00 %

* dont une obligation convertible en actions est détenue par Initiative et Finance Gestion

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 22 octobre 2004 a institué un plan d'options de souscription d'actions portant sur 272 actions, correspondant aujourd'hui à 108 800 actions après la division par 400 du nominal des actions de la Société lors de l'assemblée générale du 18 avril 2007. L'exercice des options ne pourra intervenir qu'après l'admission et la cotation effective des titres de Demos à la cote d'un des marchés d'Euronext Paris. Ce plan est plus amplement décrit au paragraphe 17.6.2 ci-dessus.

Dans l'hypothèse d'une dilution maximale du fait de la conversion des OC et de l'exercice des stock options, un actionnaire qui aurait détenu 1% du capital avant cela ne détiendrait plus que 0,76% du capital.

21.2. Acte constitutif et statuts

Le paragraphe suivant présente les principales stipulations des statuts de Demos, dont certaines entreront en vigueur à la date d'admission des actions de la Société sur l'Alternext d'Euronext Paris.

21.2.1. Objet social

L'article 2 des statuts de Demos est rédigé comme suit :

« La société a pour objet en France et à l'étranger :

L'enseignement, la formation professionnelle sous toutes ses formes et sur tous supports à destination de tout public y compris les élus locaux, les membres des comités d'entreprises et des CHSCT,

L'organisation de salons et de conférences,

L'édition de revues et d'ouvrages professionnels ou techniques,

Le conseil et la gestion de la formation et de l'information à distance,

Et la participation de la société, par tous moyens, dans toutes opérations pouvant se rapporter à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, de souscriptions ou d'achats de titres ou droits sociaux, de fusion, de participation à des groupements d'intérêt économique ou autrement.

Et toutes opérations quelles qu'elles soient réalisées avec les filiales et les participations notamment l'ouverture de comptes courants, les locations et sous-locations mobilières ou immobilières et la conclusion de conventions d'intégration fiscale, les prestations en matière marketing, informatique, administrative, financière et qualité.

Et généralement toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet de la société ou à tous objets similaires ou annexes et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation. »

21.2.2. Disposition importantes des statuts de l'émetteur concernant les membres de ses organes de direction et de surveillance

Les statuts stipulent les clauses suivantes relatives au Conseil d'administration :

Article 14 - COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. *Le conseil d'administration est composé de trois (3) membres au moins et de dix huit (18) membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.*

Les membres du conseil d'administration sont nommés, parmi les personnes physiques ou morales actionnaires, par l'assemblée générale ordinaire à la majorité simple, sauf la faculté pour le conseil, en cas de vacance d'un ou plusieurs postes, de procéder par cooptation à la nomination de leurs remplaçants, chacun pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale. Ils sont révocables à tout moment par l'assemblée générale ordinaire sans préavis et indemnités.

Le nombre des membres du conseil d'administration ayant dépassé l'âge de soixante-dix (70) ans ne peut être supérieur au tiers, arrondi le cas échéant au nombre entier immédiatement supérieur, du nombre des membres du conseil d'administration en fonction (personnes physiques ou représentants permanent de personne morale). Lorsque cette proportion se trouve dépassée, le plus âgé des membres du conseil d'administration, le président excepté, est réputé démissionnaire.

Tout dépassement de la proportion d'un tiers du nombre de membres du conseil d'administration dont l'âge est supérieur à soixante-dix (70) ans sera constaté chaque année lors de la dernière réunion du conseil d'administration précédant la fin de l'année calendaire. Le conseil désignera, au cours de cette réunion, le ou les membres réputés démissionnaires à la date du 31 décembre de l'année en cours et procédera, éventuellement, à la nomination par cooptation, à titre provisoire, prenant effet au 1er janvier de l'année suivante, de nouveaux membres en remplacement des membres sortants. Le mandat de ces nouveaux membres expirera à l'expiration du mandat de leurs prédécesseurs respectifs.

2. *Pendant la durée de son mandat, chaque membre du conseil d'administration doit être propriétaire de dix (10) actions au moins.*
3. *Les membres du conseil d'administration sont nommés pour une durée de six (6) ans. Ils sont rééligibles. Les fonctions d'un membre du conseil d'administration prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.*

Article 15 - PRESIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. *Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président qui doit être une personne physique. Il détermine la durée de ses fonctions, qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur, et peut le révoquer à tout moment. Le conseil fixe sa rémunération.*

2. *Le président organise et dirige les travaux du conseil, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.*
3. *Le président du conseil ne peut être âgé de plus de 75 ans. Si le président atteint cette limite d'âge au cours de son mandat de président, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue du mandat en cours. Sous réserve de cette disposition, le président du conseil est toujours rééligible.*

Article 16 - DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. *Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.*
2. *Les membres du conseil d'administration sont convoqués à ses séances par le président par tout moyen, même verbalement. Les réunions du conseil d'administration ont lieu au siège social ou en tout autre lieu précisé lors de la convocation. Elles sont présidées par le président du conseil d'administration.*

Le directeur général peut également demander au président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Lorsqu'il a été constitué un comité d'entreprise, les représentants de ce comité, désignés conformément aux dispositions du code du travail, doivent être convoqués à toutes les réunions du conseil d'administration.

3. *Pour la validité des délibérations du conseil, le nombre des membres présents doit être au moins égal à la moitié des membres en fonction.*

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, en cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

4. *Un règlement intérieur éventuellement adopté par le conseil d'administration pourra prévoir, notamment, que seront réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du conseil par des moyens de télécommunication conformes à la réglementation en vigueur. Cette disposition n'est pas applicable pour l'adoption des décisions visées aux articles L. 232-1 et L. 232-16 du Code de commerce.*
5. *Tout administrateur peut donner, même par lettre, télégramme, courrier électronique ou télécopie, pouvoir à un autre administrateur de le représenter à une séance du conseil, mais chaque administrateur ne peut disposer au cours d'une séance que d'une seule procuration.*
6. *Les copies ou extraits des délibérations du conseil d'administration sont valablement certifiés par le président du conseil d'administration, le directeur général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.*

Article 17 - POUVOIR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. *Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.*
2. *Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.*
3. *Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.*
4. *Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.*

5. *Le conseil d'administration détermine la rémunération du directeur général et des directeurs généraux délégués.*
6. *Le conseil d'administration peut décider la création en son sein de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet, pour avis, à leur examen. Il fixe la composition et les attributions de ces comités qui exercent leurs activités sous sa responsabilité.*

Article 18 - REMUNERATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Des jetons de présence peuvent être alloués au conseil d'administration par l'assemblée générale. Le conseil les répartit librement entre ses membres.

Le conseil d'administration peut également allouer à ses membres des rémunérations exceptionnelles dans les cas et aux conditions prévus par la loi.

Les membres du conseil d'administration peuvent cumuler leurs fonctions avec un contrat de travail à la condition que celui-ci corresponde à un emploi effectif.

Les statuts stipulent les clauses suivantes relatives à la direction générale.

Article 19 - CHOIX ENTRE LES DEUX MODALITES D'EXERCICE DE LA DIRECTION GENERALE

Au choix du conseil d'administration, la direction générale de la société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration et portant le titre de directeur général.

Ce choix est porté à la connaissance des actionnaires et des tiers conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Les modalités d'exercice de la direction générale par le conseil d'administration et la durée, pendant laquelle ces modalités demeureront en vigueur, seront arrêtées par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration aura la faculté de décider que ce choix est à durée déterminée.

En tout état de cause, le conseil d'administration aura la faculté de statuer à nouveau sur ce choix chaque fois que le directeur général, ou le président s'il assume l'exercice de la direction générale, cessera ses fonctions pour quelque raison que ce soit.

Dans l'hypothèse où le conseil déciderait que la direction générale est assurée par le président du conseil d'administration, les dispositions des présents statuts relatives au directeur général s'appliqueront au président du conseil d'administration qui prendra dans ce cas le titre de président directeur général.

Article 20 - DIRECTEUR GENERAL

Le directeur général assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société et la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au conseil d'administration, et dans la limite de l'objet social.

Le conseil d'administration détermine, indépendamment de la durée éventuelle du choix des modalités d'exercice de la direction générale, la durée des pouvoirs du directeur général :

- a. *si la direction générale de la Société est exercée par une personne qui est administrateur de la Société, et notamment Président du conseil d'administration, les pouvoirs de la direction générale seront assumés, sauf décision contraire du conseil d'administration, pour une durée égale à celle de son mandat d'administrateur ;*
- b. *si la direction générale de la Société est exercée par une personne qui n'est pas administrateur de la Société, les pouvoirs de la direction générale seront assumés, sauf décision contraire du conseil d'administration, pour une durée égale à celle du mandat du Président.*

Cette durée ne pourra en tout état de cause être supérieure à six (6) années.

Le directeur général engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le conseil d'administration peut limiter les pouvoirs du directeur général, mais cette limitation est inopposable aux tiers.

Le directeur général a la faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

Le directeur général est révocable à tout moment par le conseil. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages et intérêts, sauf lorsque le directeur général assume les fonctions du Président du conseil d'administration.

Article 21 – DIRECTEURS GÉNÉRAUX DÉLÉGUÉS

Sur proposition du directeur général, le conseil d'administration peut nommer jusqu'à cinq directeurs généraux délégués.

Les directeurs généraux délégués sont des personnes physiques ; ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux.

Les directeurs généraux délégués sont révocables à tout moment par le conseil, sur proposition du directeur général. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages intérêts.

Lorsque le directeur général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau directeur général.

En accord avec son directeur général, le conseil détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués. La limitation de ces pouvoirs n'est cependant pas opposable aux tiers, à l'égard desquels chaque directeur général délégué dispose des mêmes pouvoirs que le directeur général.

Lorsqu'un directeur général délégué est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

21.2.3. Droits attachés aux actions existantes

L'article 8 des statuts de Demos est rédigé comme suit :

« Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, sauf dispositions légales contraires. Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. »

L'article 9 des statuts de Demos est rédigé comme suit :

- 1. Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. A égalité de valeur nominale, chaque action donne droit au même nombre de voix, avec un minimum d'une voix.*
- 2. Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire.*

En cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, le droit de vote double est conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double. Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai couru.

La fusion ou la scission de la société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la ou des sociétés bénéficiaires, si les statuts de celles-ci l'ont institué.

3. *Toutes les actions sont de même catégorie et confèrent les mêmes droits tant dans la répartition du bénéfice que du boni de liquidation.*
4. *Le droit de souscription attaché aux actions appartient à l'usufruitier.*
5. *La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société, aux décisions de l'assemblée générale et du conseil d'administration agissant sur délégation de l'assemblée générale.*

L'article 10 des statuts de Demos est rédigé comme suit :

« En vue de l'identification des détenteurs des titres au porteur, la société est en droit de demander dans les conditions prévues par la loi, à tout moment, contre rémunération à sa charge, au dépositaire central qui assure la tenue du compte émission de ses titres, le nom, ou s'il s'agit d'une personne morale la dénomination, la nationalité, l'année de naissance, ou s'il s'agit d'une personne morale l'année de constitution, et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés. »

21.2.4. Conditions régissant les assemblées d'actionnaires

Les statuts stipulent les clauses suivantes relatives aux assemblées générales d'actionnaires :

Article 24 - ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

1. Convocation :

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires.

Les réunions se tiennent, soit au siège social, soit en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

2. Droit d'accès - Vote par correspondance et par télétransmission :

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires se composent de tous les actionnaires qui détiennent, dans les conditions ci-dessous, au moins une action.

Les actions pour lesquelles les versements des montants exigibles n'ont pas été effectués cessent de donner droit à admission dans les assemblées générales et sont déduites pour le calcul du quorum.

Le droit de participer aux assemblées générales est subordonné à l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire – ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte si l'actionnaire réside à l'étranger – au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité est constaté par une attestation de participation délivrée par ce dernier à la Société, le cas échéant par voie électronique dans les conditions prévues à l'article 119 du décret n°2002-803 du 3 mai 2002, en annexe au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit. Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

3. *Bureau - Feuille de présence :*

Lors de chaque assemblée, il est tenu une feuille de présence.

Le bureau de l'assemblée comprend un président et deux scrutateurs. Il désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Les assemblées générales sont présidées par le président du conseil d'administration ou en son absence par un administrateur désigné à cet effet par le conseil. A défaut, l'assemblée générale élit elle-même son président.

4. *Droit de vote :*

Chaque membre de l'assemblée a droit à autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Toutefois, un droit de vote double peut être attribué à certaines actions dans les conditions prévues à l'article 9 des présents statuts.

Les assemblées générales délibèrent aux conditions de quorum et majorité prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Sont réputés présents ou représentés pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent aux assemblées par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les procès-verbaux d'assemblées sont dressés et leurs copies sont certifiées et délivrées conformément à la loi.

21.2.5. *Obligation statutaire de déclaration de franchissement de seuil.*

L'article 11 des statuts est rédigé comme suit :

« Outre les obligations légales ou réglementaires d'information de franchissement de seuil, toute personne physique ou morale, agissant seul ou de concert, qui détient ou viendrait à détenir directement ou indirectement un nombre d'action représentant 1% (un pour cent) du capital social ou des droits de vote sera tenue d'informer, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la société dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de négociation ou de la conclusion de tout accord entraînant le franchissement de ce seuil, et indépendamment de la date d'inscription en compte éventuelle, du nombre total d'actions de la société, ou le nombre de droit de vote, qu'elle possède directement ou indirectement ainsi que le nombre total des titres donnant accès à terme au capital et des droit de vote qui y sont potentiellement attaché.

Cette notification devra être renouvelée dans les conditions prévues ci-dessus, chaque fois qu'un nouveau seuil, à la hausse ou à la baisse, de 1% (un pour cent) est franchi.

A défaut d'avoir été régulièrement déclarées dans les conditions prévues ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

Cette sanction ne s'appliquera que sur demande, consignée dans le procès-verbal de l'assemblée générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant au moins 1% (un pour cent) au moins du capital de la société. »

22. CONTRATS IMPORTANTS

Aucun contrat (autre que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires) souscrit par un membre quelconque du Groupe Demos et contenant une obligation ou un engagement important pour l'ensemble du Groupe Demos n'a été conclu.

23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS

Néant.

24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Les statuts, procès-verbaux des assemblées générales et autres documents sociaux de la société Demos, ainsi que les informations financières historiques et toute évaluation ou déclaration établie par un expert à la demande de la société Demos devant être mis à la disposition des actionnaires conformément à la législation applicable, pourront être consultés au siège social de la société Demos.

25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

L'émetteur ne détient aucune autre participation que celles figurant dans les organigrammes figurant au paragraphe 7.